





OU 100<sup>16f</sup>

1919

# MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE  
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON  
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864

NOUVELLE  
SÉRIE



SIXIÈME  
ANNÉE



1919

NEUCHÂTEL  
IMPRIMERIE CENTRALE

(Tous droits réservés.)



# *Le Musée neuchâtelois*

paraît tous les deux mois avec planches

---

## PRIX DE L'ABONNEMENT :

12 fr. 50 par an, franco pour la Suisse. Pour la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre, 15 fr. — Abonnements par la poste, 20 cent. en sus.

Le *Musée neuchâtelois* ne se vend pas au numéro.

---

On s'abonne à l'IMPRIMERIE CENTRALE

Rue du Temple-Neuf, 1, NEUCHÂTEL

et dans tous les bureaux de poste suisses.

---

*Adresser tout ce qui concerne la rédaction du Musée neuchâtelois  
à M. Arthur PIAGET, archiviste d'Etat, au Château, Neuchâtel.*

---



MUSÉE NEUCHATELOIS



OV 100 16g.

# MUSÉE NEUCHATELOIS

ORGANE  
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON  
DE NEUCHÂTEL

FONDÉ EN 1864



NOUVELLE  
SÉRIE



SIXIÈME  
ANNÉE

1919

NEUCHÂTEL  
IMPRIMERIE CENTRALE

1, Rue du Temple-Neuf, 1

(Tous droits réservés.)





## A NOS ABONNÉS

---

L'année 1919, qui doit être l'année de la paix, nous la promet sans mettre encore fin au régime anormal que la guerre a imposé au monde. Nous traversons une période d'attente anxieuse, tant sont nombreux et difficiles les problèmes dont il faut trouver la solution pour assurer une ère durable d'apaisement et de justice.

Nous subirons sans doute un certain temps encore le régime des privations, des restrictions et de la vie chère ; les préoccupations matérielles, qui continuent à peser sur nous, et surtout les inquiétudes que l'état présent de la société inspire à tous les esprits réfléchis, semblent devoir détourner l'attention publique des paisibles études auxquelles notre revue convie ses lecteurs.

Et cependant nous poursuivons notre œuvre. C'est que nous sommes certains que la Société d'histoire et son organe contribuent pour leur part à entretenir, en ces temps difficiles, le sentiment d'unité et de solidarité nationales si particulièrement nécessaire. Tout ce qui peut rallier les Neuchâtelois autour du drapeau de la patrie mérite plus que jamais la sympathie et l'appui de ceux qui tiennent encore à avoir une patrie.

C'est pourquoi nous disons à nos abonnés : « Restez-nous fidèles : l'intérêt du pays — c'est-à-dire la conservation de tout ce qui nous est cher — vous le commande. »

Nous allons donc ajouter un volume de plus à la collection du *Musée neuchâtelois*, qui existe depuis cinquante-cinq ans. Durant cette carrière déjà longue, il a fait effort pour améliorer constamment sa rédaction et son illustration. De bons juges affirment qu'il a réalisé de sérieux progrès. Une seule chose, dans l'existence de notre revue, est demeurée stationnaire et peut nous faire qualifier d'immobilistes : je veux parler du prix d'abonnement, qui, fait unique sans doute dans les annales de notre presse périodique, est resté le même depuis l'an 1864 !

On comprendra qu'il nous devienne impossible de donner plus longtemps au monde un si rare exemple. Si notre désintéressement s'est toujours refusé à augmenter les très médiocres honoraires des



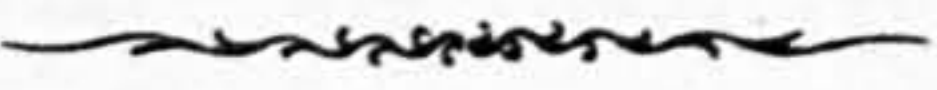
collaborateurs du *Musée*, il ne saurait aller jusqu'à mettre en déficit notre administration. Aussi, aucun de nos abonnés ne fera-t-il mine de s'apercevoir de la très modeste élévation du prix d'abonnement. Qui s'en étonnerait en feuilletant nos livraisons et en constatant la richesse et la qualité de notre illustration ?

Nous n'insistons pas. Nos abonnés savent ce qu'ils peuvent attendre de nous ; leur fidélité, que nous escomptons hardiment, nous dispense d'une réclame dont ils se chargeraient eux-mêmes au besoin. Mais s'ils veulent bien faire effort pour nous gagner de nouveaux amis, ils auront mérité la reconnaissance du pays neuchâtelois, puisque c'est pour le faire aimer et honorer que notre revue tient si fort à l'existence.

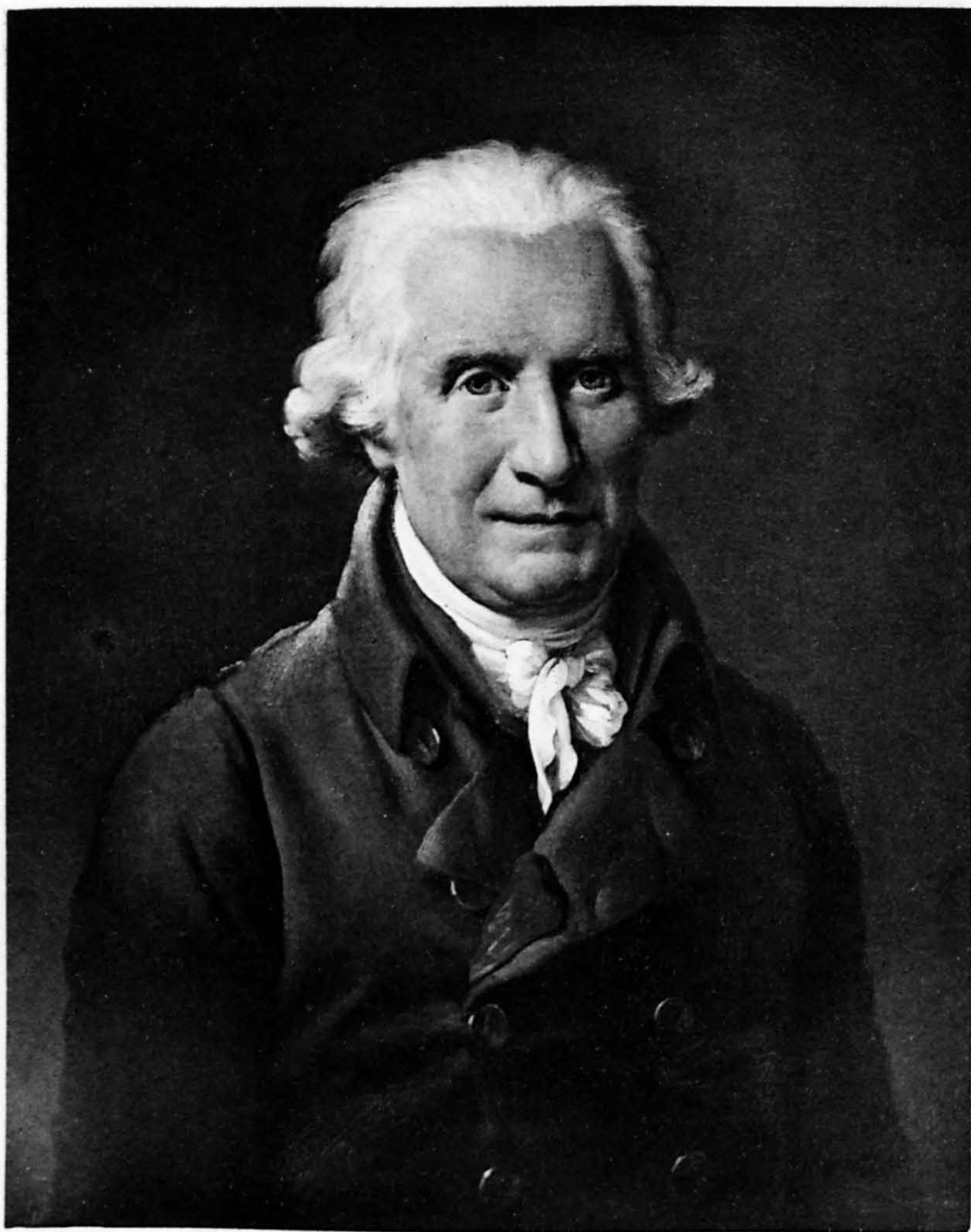
Neuchâtel, janvier 1919.

*Au nom du Comité de rédaction :*

Philippe GODET, président.





*Jean-Frédéric Perregaux*  
*Régent de la Banque de France, sénateur de l'Empire.*  
*Commandeur de l'ordre de la Légion d'Honneur.*  
*Peint par le baron Gérard.*





## JEAN-FRÉDÉRIC PERREGAUX

---

C'est une figure attachante que celle de Jean-Frédéric Perregaux, ce Neuchâtelois parvenu par son intelligence et son travail aux plus hautes destinées, et qui contribua, dans une large mesure, à la prospérité de la France, sa patrie d'adoption.

La *Biographie neuchâteloise* n'a publié qu'un court article à son sujet et nous aurions peu de détails sur la vie de cet homme remarquable sans le livre très intéressant, publié à Paris en 1905 par M. Jean Lhomer sous le titre : *Perregaux et sa fille, la duchesse de Raguse* ; nous lui ferons de nombreux emprunts.

Jean-Frédéric Perregaux, fils de François-Frédéric Perregaux, ancien officier au service de France, et de Barbe-Suzanne de Brun, naquit à Neuchâtel le 4 septembre 1744. Il fit preuve très tôt de capacités peu communes, accompagnées de beaucoup d'activité et d'application au travail ; son goût pour les affaires était particulièrement développé et il fut placé fort jeune à Mulhouse pour y apprendre l'allemand ; il passa ensuite plusieurs années en Hollande et en Angleterre pour s'instruire dans la pratique du commerce. Les grandes carrières faites à Paris, dans le courant du XVIII<sup>me</sup> siècle, par une série de banquiers suisses, servis par leurs qualités d'ordre et de travail, ainsi que par leur probité traditionnelle, tentèrent le jeune homme de suivre leur exemple : il partit pour Paris, en 1765, dans l'intention d'y fonder une maison de banque ; ses débuts furent difficiles, mais grâce à son énergie et à la protection de son compatriote, le célèbre Necker, il parvint à percer :

Nous trouvons sa banque mentionnée pour la première fois rue Saint-Sauveur, dans l'Almanach royal de 1781, et, dès 1783, sa maison avait déjà acquis une grande prospérité.

Perregaux avait épousé, le 20 janvier 1779, une très jolie femme, Adélaïde de Praël<sup>1</sup>, dont la beauté et l'élégance étaient vantées par la société parisienne.

Banquier prudent et avisé, possédant une intelligence remarquable des affaires, Perregaux avait un peu des goûts et beaucoup de la générosité des

<sup>1</sup> Adélaïde de Praël (1758-1794), l'une des dernières représentantes d'une ancienne famille noble de Normandie ; son père, le comte Bernardin de Praël de Surville, avait été capitaine d'infanterie et chevalier de Saint-Louis.



fermiers généraux. Mécène éclairé, il aimait les artistes, dont il était le banquier et l'ami, mais surtout le confident discret des embarras pécuniaires. Les acteurs et les actrices les plus renommés correspondaient amicalement avec lui... Mais ce n'est pas seulement avec les acteurs et les actrices qu'il est en relations ; c'est aussi avec les grands personnages, qui recherchent son amitié et ses conseils...

Les affaires entre Paris et Londres passent presque toutes par les mains de Perregaux ; le marquis de Salisbury, pair d'Angleterre, le comte de Buckinghamshire, James Hamilton, lord Leitrim, lord Moira, grand-maître de l'artillerie anglaise et gouverneur de l'Inde, tels sont les noms de quelques-uns de ses clients.

En avril 1785, il est indirectement mêlé à la célèbre Affaire du Collier ; en effet les joailliers les plus renommés de Londres, Robert et William Gray et Nathaniel Jefferys, qui ont acheté pour plus de deux cent quarante mille livres au comte de la Motte, venu à Londres pour les négocier, des brillants provenant du collier de la Reine, paient le prix partie en argent comptant, partie par une lettre de change tirée sur Perregaux.

Après avoir transporté, en 1783, sa maison de banque de la rue Saint-Sauveur à la rue du Sentier, Perregaux s'était bien vite trouvé à l'étroit dans le nouveau local, aussi acquit-t-il, en 1786, l'hôtel de la Guimard<sup>1</sup>.

Perregaux ne tarda pas à donner des fêtes superbes ; les artistes les plus réputés, Nivelon, Carline, Dugazon, etc., vinrent donner des représentations sur le théâtre, qui était un véritable bijou ; on vit même la charmante Carline faire changer le spectacle à la Comédie italienne pour venir jouer chez lui « devant l'aimable société ».

Ce fut rue de la Chaussée d'Antin que Perregaux accueillit Laffitte. L'histoire est connue : le jeune Laffitte (il avait alors vingt ans) était venu solliciter une place dans la maison de banque et s'était heurté à un refus ; il sortait découragé, quand, apercevant une épingle par terre, il se baissa pour la ramasser. Frappé de ce geste qui dénotait un esprit d'ordre et d'économie, le banquier rappela le jeune homme et le prit dans ses bureaux. Quoi qu'il en soit de l'authenticité de cette anecdote, ce qui est certain c'est que Perregaux discerna vite dans le jeune Laffitte les qualités qui devaient faire de lui un des plus grands financiers de la première moitié du XIX<sup>me</sup> siècle...

Lorsque la Révolution éclata, Perregaux s'en montra partisan avec sagesse et modération. D'une nature prudente et avisée, il comprit qu'à un moment où les financiers étaient vus d'un mauvais œil et où beaucoup n'allaient pas tarder à être jetés en prison, il était nécessaire pour lui de donner des gages de son patriotisme : aussitôt après le 14 juillet 1789, nous relevons son nom sur la liste des membres de la section de Saint-Magloire ; dès que la garde nationale est organisée, il a soin de se faire nommer capitaine de la première compagnie de fusiliers, qu'il quitte bientôt pour celle des grena-

<sup>1</sup> Cet hôtel, que la célèbre danseuse s'était fait bâtir rue de la Chaussée d'Antin par l'architecte Le Doux, avait été décoré à l'intérieur par Boulle et Fragonard et il était connu de tout Paris par sa magnificence.



diers, puis devient commandant du bataillon et conserve ce poste jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1792...

De tous les banquiers de l'époque, Perregaux est peut-être le seul qui ait conservé pendant la Révolution des relations d'affaires régulières avec l'Europe, le seul dont la maison ait pu délivrer des lettres de crédit sur Londres, Amsterdam et Hambourg, le seul dont la signature inspire confiance. Cette sécurité dont jouit notre financier semble étrange au premier abord et on demeure déconcerté de voir les plus farouches révolutionnaires, tels que Robespierre et Fouquier-Tinville, lui témoigner les plus grands égards. Et pourtant la raison en est bien simple : c'est que notre banquier est une puissance et que les membres du Comité de Salut Public ont compris quels services son intelligence financière et son crédit pouvaient leur rendre ; aussi le gouvernement a-t-il sans cesse recours à lui. Dès la mise en circulation des assignats, c'est Perregaux qui est chargé de rechercher les faussaires d'assignats, tant en France qu'à l'étranger, jusqu'au jour où un bureau spécial est créé à cet effet à l'Imprimerie nationale ; quand le Comité de Salut Public est organisé, c'est lui qui prend ce titre singulièrement suggestif de « banquier du Comité de Salut Public » ; lorsque le ministre de la guerre Bouchotte envoie des agents en Suisse pour y acheter des armes, c'est Perregaux qu'il choisit pour ouvrir les crédits nécessaires et, le 16 mai 1793, le banquier envoie au ministre « une lettre de crédit de cent mille francs en offrant de l'étendre à telle somme qui lui serait nécessaire » ; c'est lui encore qui, en abouchant avec des négociants suisses les agents du gouvernement, permet à celui-ci de traiter à des prix très avantageux pour la République ; c'est lui enfin qui, en mai 1793, sert d'intermédiaire financier entre le Comité de Salut Public et Beaumarchais pour fournir à ce dernier les sommes nécessaires à l'achat des armes dont la République a besoin. Ces relations cordiales avec les hommes de la Révolution n'empêchent pas Perregaux de rester en bons termes avec les royalistes, qui avaient jadis été ses clients et ses amis. En pleine Terreur, il entretient des correspondances avec les émigrés et leur fait passer de l'argent ; sa bourse s'ouvre toujours avec bonté<sup>1</sup>.

Mais la situation importante de Perregaux lui avait suscité des ennemis : dans le courant de l'automne 1793 et en janvier 1794, il fut dénoncé plusieurs fois au tribunal révolutionnaire, devant lequel il dut comparaître ; des perquisitions furent faites chez lui et les scellés apposés ; il risquait sa tête, mais chaque fois, par son extrême habileté et son sang-froid, il parvint à se justifier. Sa femme étant morte sur ces entrefaites, Perregaux alla passer quelques mois en Suisse, dans sa famille, et ne revint à Paris qu'après le 9 Thermidor ; il reprit la direction de sa banque, dont les affaires ne firent dès lors que prospérer ; comme jadis, les quémandeurs affluent auprès de lui.

<sup>1</sup> J. LHOMER, *Perregaux et sa fille*.



Perregaux avait repris son train de vie fastueux et recevait beaucoup chez lui ; un Anglais de passage à Paris en 1797, Henry Swinburne, mentionne dans ses notes un dîner qu'il y fit avec plusieurs personnages de marque, entre autres l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand, revenu récemment d'Amérique et « remuant ciel et terre pour être employé par le Directoire ».

Connu pour sa politesse et son obligeance, Perregaux ne l'était pas moins par son esprit et ses réparties mordantes ; il avait auprès de lui, pour faire les honneurs de sa maison, sa fille Hortense<sup>1</sup>, sortie récemment du pensionnat de M<sup>me</sup> Campan, où elle avait été élevée avec la future maréchale Ney et Hortense de Beauharnais. L'intelligence et la grâce de M<sup>lle</sup> Perregaux faisaient sensation dans la capitale ; elle ne tarda pas à épouser, le 12 avril 1798, le général Marmont, le futur maréchal de France et duc de Raguse, alors l'aide-de-camp favori du général Bonaparte.

Perregaux fut un des premiers sénateurs nommés par Bonaparte, le 4 nivôse an VIII (26 décembre 1799) ; cette marque d'estime était d'autant plus significative qu'aucun autre banquier n'était appelé à faire partie du Sénat. On sait combien à la fin du Directoire le déficit dans les finances était considérable ; on sait quel désordre et quelle anarchie avaient envahi tous les services publics. Au lendemain du 18 brumaire, il y avait une grande tâche à remplir : il fallait ramener l'ordre dans les finances et redonner confiance aux citoyens. Il fallait sauver le pays d'une ruine certaine et fonder un régime nouveau. Sauveur et fondateur, rien ne convenait mieux au génie de Bonaparte. Il remplit merveilleusement l'un et l'autre rôle. Pour cette œuvre colossale, le premier consul sut s'entourer de collaborateurs de premier ordre : Gaudin, Mollien, Barbé-Marbois, Lebrun, Crétet, Perregaux. Ce fut à ce dernier qu'il s'adressa pour réaliser un projet qu'il méditait depuis longtemps : la création de la Banque de France, création qui devait marquer d'une empreinte ineffaçable les débuts du XIX<sup>me</sup> siècle.

« Le gouvernement, raconte Thiers dans son Histoire du Consulat, sus-  
» cita les principaux banquiers de la capitale, à la tête desquels se plaça  
» M. Perregaux, financier dont le nom se rattache à tous les grands ser-  
» vices rendus à l'Etat, et on forma une association de riches capitalistes  
» pour la création d'une banque nationale. » Grâce à l'activité déployée par notre financier, la Banque de France était fondée le 28 nivôse an VIII, et le 24 pluviôse la première assemblée générale des actionnaires approuvait les statuts et ratifiait la nomination des premiers régents : Perregaux, Mallet aîné, Le Couteulx-Canteleu, de Mautort, Perrier, Perrée et Robillard.

Perregaux s'était acquis depuis longtemps la sympathie et l'estime de

<sup>1</sup> Anne-Marie-Hortense Perregaux (1779-1857), mariée en 1798 à Auguste-Louis Viesse de Marmont, duc de Raguse, maréchal de France.





*Adélaïde Perregaux*  
*née de Praël*





tous ceux qui l'approchaient, car il savait mieux que personne, disent ses contemporains, « se faire aimer par sa cordialité et son ton aimable et sans prétention ». Aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir en relations avec les personnalités les plus marquantes de l'aristocratie anglaise, en même temps qu'avec les célébrités du monde artistique...

Citer tous les correspondants de Perregaux serait impossible ; parmi ceux qui sont le plus en relations avec lui, voici d'abord des Anglais : le lieutenant-général Mackensie, le comte de Guildford, le pair d'Angleterre lord Yarmouth, puis des savants comme Laplace et l'antiquaire Drovetti, des généraux comme Gouvion Saint-Cyr, des artistes comme Gérard et Isabey, des écrivains comme Moullet, des hommes politiques comme Fouché, Champagny, Barbé-Marbois, Maret, les sénateurs Lambrechts et François de Neufchâteau...

Vers la fin du Directoire, Perregaux avait acheté le château que M. de Sartines possédait dans le département de Seine-et-Oise, à Viry-Châtillon. Il aimait à s'y reposer du souci des affaires et à recevoir ses nombreux amis ; sa fille Hortense venait souvent l'y retrouver et l'aidait à faire les honneurs de la maison. La jeune femme entretenait son père des petites préoccupations de sa vie mondaine, projetant des parties de théâtre, des dîners, etc. « Veux-tu que j'aille te prendre à sept heures pour aller à l'Opéra », lui écrivait-elle le 30 juillet 1806, « j'ai une loge et le spectacle sera curieux. Veux-tu même venir dîner avec nous ? »...

La santé de Perregaux, chancelante depuis plusieurs années, s'altéra plus gravement en 1807 ; les médecins lui ayant ordonné les voyages et la campagne, il cessa à peu près complètement de s'occuper des affaires, partageant son temps entre Neuchâtel, sa ville natale<sup>1</sup>, et Viry-Châtillon. Ce fut dans cette commune qu'il mourut le 17 février 1808<sup>2</sup>.

Les obsèques de Perregaux, qui était commandeur de la Légion d'honneur, à côté de ses charges de sénateur, de régent et président fondateur de la Banque de France, furent célébrées en grande pompe à Paris le 22 février 1808 ; le cortège funèbre, extraordinairement nombreux, traversa presque toute la ville, pour se rendre de la rue du Mont-Blanc au Panthéon, que Napoléon réservait à la sépulture des hommes illustres ; le corps du grand financier repose dans le caveau dit « des Protestants », avec ceux du vice-amiral comte de Winter et des généraux comtes Reynier et Walther.

Outre sa fille, la générale Marmont, Perregaux laissait un fils

<sup>1</sup> J.-F. Perregaux était resté très attaché à sa famille ; il retrouvait à Neuchâtel sa vieille mère, Mme Perregaux-Brun, qui lui survécut, ses frères, François Perregaux-Chaillet, qui ne laissa pas de descendants, et le conseiller d'Etat Charles de Perregaux-Gaudot, ancien officier au service de France, anobli en 1808 par Alexandre Berthier, prince de Neuchâtel, tige de la famille de Perregaux actuelle ; il avait encore deux sœurs, Mmes de Chaillet d'Arnex et de Meuron : le fils de cette dernière fut Auguste de Meuron de Bahia, le fondateur de Préfargier, connu également pour ses capacités financières.

<sup>2</sup> J. LHOMER, *Perregaux et sa fille*.



unique, Alphonse-Claude-Charles-Bernardin, né le 29 mars 1785, qui fut créé comte de l'Empire par Napoléon le 28 octobre 1808, fut auditeur du Conseil d'Etat, chambellan de l'empereur, officier de la Légion d'honneur et pair de France ; il épousa, le 20 novembre 1813,



Alphonse, comte PERREGAUX  
(1785-1841)

Adèle-Elisabeth MacDonald<sup>1</sup>, fille du maréchal MacDonald, duc de Tarente, dont il eut deux fils, morts sans postérité. Nous reproduisons ici, dans le texte, un portrait du comte Perregaux, qui mourut à Paris le 9 juin 1841.

La famille de Perregaux possède à Neuchâtel plusieurs portraits du sénateur Jean-Frédéric Perregaux; parmi ceux-ci, il en est un extrêmement remarquable que nous avons le privilège de reproduire aujourd'hui; c'est une œuvre du baron Gérard, le grand portraitiste de l'époque napoléonienne; la physionomie caractéristique et intelligente du célèbre banquier, son

expression si fine, sont rendues de manière admirable, et il est rare de rencontrer une peinture aussi vivante. Quant au portrait de M<sup>me</sup> Perregaux, conservé à l'abbaye de Fontaine-André, c'est un charmant pastel de C. Bornet<sup>2</sup>, datant de 1780 et représentant son modèle dans un gracieux costume du temps de Louis XVI, avec la grande coiffure enrubannée de l'époque<sup>3</sup>. La galerie Wallace, à Londres, possède également un fameux portrait de M<sup>me</sup> Perregaux, peint par M<sup>me</sup> Vigée-Lebrun; nous espérons le reproduire prochainement aussi dans le *Musée neuchâtelois*, en ayant reçu l'autorisation de la direction des musées royaux anglais.

P. DE PURY.

<sup>1</sup> Née le 31 janvier 1794, morte à Paris le 15 novembre 1822.

<sup>2</sup> Portraitiste qui eut une certaine vogue et exposa plusieurs fois au Salon.

<sup>3</sup> Les deux planches qui accompagnent cette notice, ont été exécutées par M. Alfred Ditisheim, à Bâle, avec son art habituel.



# LE FONDS ROUSSEAU

DE LA

## BIBLIOTHÈQUE DE NEUCHÂTEL <sup>1</sup>

Pendant deux siècles, la Bibliothèque de la Vénérable Classe fut, dans notre cité, seule à pourvoir aux besoins des gens studieux qui, trop peu dotés des biens de fortune, ne pouvaient s'offrir le luxe d'une collection particulière. En 1788 seulement, les magistrats, considérant « l'état d'opulence » où le testament de David de Pury venait de mettre la ville, décidèrent de créer une Bibliothèque publique et de lui attribuer une somme annuelle prélevée sur la part de la succession affectée aux œuvres pies. C'était s'y prendre un peu tard : plus d'une ville de moindre importance nous avait devancés dans cette voie, et cette origine récente, dont nos collections porteront toujours la marque, explique notre extrême pauvreté en manuscrits anciens, en incunables, en ouvrages du XVI<sup>me</sup> siècle. La générosité des particuliers, il est vrai, s'empressa de favoriser le développement de la nouvelle institution qui lui doit, pour une bonne part, le rang honorable qu'elle finit par atteindre.

Six années s'écoulèrent avant que la Bibliothèque fût ouverte au public, à la fin de 1794 ; quelques semaines plus tard, nous trouvons dans les procès-verbaux (28 février 1795) la mention suivante :

La Commission chargée de la direction de la bibliothèque publique de cette Ville reconnoit avoir reçu de MM. de Chambrier, conseiller d'Etat, et Dony, exécuteurs testamentaires de feu M. Pierre-Alexandre du Peyrou, bourgeois de cette Ville, divers manuscrits de J.-J. Rousseau, ou relatifs à lui ; à la charge : 1<sup>o</sup> que lesdits manuscrits, dont il a été dressé un Cata-

<sup>1</sup> Rapport présenté par le regretté Charles Robert à la Commission de la bibliothèque de la ville de Neuchâtel, le 20 février 1918. M. Théophile Dufour, à Genève, a bien voulu compléter et préciser ce rapport sur quelques points. Nous publions en notes les précieuses remarques du savant genevois, en constatant d'ailleurs que le mémoire de Charles Robert était un rapport administratif qui devait rester dans les généralités. Mais les Rousseauistes seront heureux de lire, en même temps que le rapport du directeur de la bibliothèque de Neuchâtel, les notes précises de M. Th. Dufour. (*Réd.*)



logue, seront déposés et conservés dans la salle de cette bibliothèque ; 2<sup>o</sup> que les lettres originales de Rousseau, confiées à M. du Peyrou pour l'édition des œuvres de cet auteur, notamment celles adressées à MM. Moulton et d'Ivernois, seront remises aux héritiers de ces personnes, au cas qu'ils l'exigent ; le tout conformément aux intentions manifestées par feu mondit Sieur du Peyrou, dans un acte annexé à son testament. Fait à Neuchâtel, le 28<sup>e</sup> février 1795.

Ainsi presque à ses débuts, la nouvelle Bibliothèque entra en possession de ce qui constitue encore aujourd'hui sa principale richesse. Il faut remarquer qu'elle n'avait point été désignée expressément comme légataire dans le testament de Du Peyrou ; celui-ci se borne à dire : « J'entends que tous les papiers manuscrits de J.-J. Rousseau soient recueillis et rassemblés... dans une bibliothèque publique bien assurée. » Du Peyrou a-t-il donné des instructions plus précises au notaire Jeannin, celui de ses exécuteurs testamentaires qu'il chargea spécialement de recueillir les papiers Rousseau et, dit le testament, « d'en suivre mes intentions » ? Ou Jeannin a-t-il pris une décision de son propre chef ? Quoi qu'il en soit, par la volonté expresse de leur possesseur ou par l'interprétation de ses exécuteurs testamentaires, les papiers de Rousseau demeuraient à Neuchâtel. Quelques années plus tôt, il aurait fallu chercher ailleurs la « bibliothèque bien assurée » qui devait les recevoir. On ne voit guère, en effet, MM. de la Vénérable Classe choisis pour conserver les œuvres du philosophe que, vingt ans auparavant, leurs prédécesseurs ou eux-mêmes avaient chassé du pays ; on peut douter aussi que l'esprit de mortification eût été assez puissant en eux pour leur faire accepter cette mission, si elle leur eût été offerte. Genève, au contraire, affranchie du régime qui avait fait brûler *l'Emile* et le *Contrat*, eût accueilli ces reliques du père spirituel de la cité nouvelle avec un enthousiasme égal à celui de la Convention nationale recevant des mains de Thérèse le manuscrit des *Confessions*. Félicitons-nous donc du destin favorable qui a fait vivre Du Peyrou assez longtemps pour que ses combourgeois pussent recueillir le trésor dont la confiance de son illustre ami l'avait rendu dépositaire.

Après 1795, le silence se fait sur les manuscrits de Rousseau : au moins nos procès-verbaux, extrêmement sommaires, ne les mentionnent-ils plus pendant un demi-siècle. Peut-être les faisait-on voir aux étrangers de distinction comme un objet curieux, mais de peu d'usage. En 1850 seulement, le jeune bibliothécaire, dont la trop courte administration a été l'une des périodes les plus heureuses de l'histoire de



notre établissement, Félix Bovet, attirait l'attention sur ces richesses en publiant dans la *Revue suisse* des fragments inédits des *Confessions*. En 1852, le hasard amenait à Neuchâtel un publiciste français, Alfred de Bougy, et si, dans ses notes de voyage, il déclare « qu'il ne faut pas longtemps pour se faire une idée plus que suffisante de Neuchâtel et éprouver le désir de s'en éloigner », une visite rapide à la Bibliothèque lui permit au moins de reconnaître l'intérêt des papiers de Rousseau, dont, à son tour, il publia des fragments assez étendus. Le filon était désormais ouvert et ceux qui venaient l'exploiter s'étonnaient de son abondance. Ainsi Georges Streckeisen, héritier de Moulton et possesseur à ce titre d'une partie importante des manuscrits de Rousseau, s'est vanté, avec quelque exagération, d'avoir « retrouvé » à Neuchâtel les lettres adressées au philosophe. Notre dépôt lui a fourni la matière de trois gros volumes, publiés par malheur avec une négligence regrettable et dont il serait vain de vouloir compter toutes les inexactitudes.

En 1861, le premier volume du Catalogue de la bibliothèque, rédigé par Félix Bovet et publié par son successeur, venait enfin faire connaître la composition du fonds Rousseau et fournir un guide aux recherches qui n'ont cessé de s'y poursuivre. Dès lors, l'énumération serait trop longue de tous ceux qui les ont entreprises et des ouvrages auxquels nos manuscrits ont fourni une contribution quelconque. Il est un nom cependant qu'on ne saurait omettre de citer : celui de M. Th. Dufour qui, depuis plus de trente ans, a exploré dans tous ses détails le fonds Rousseau, qu'il connaît aujourd'hui mieux que personne, en a publié des pièces importantes et surtout ne s'est pas borné à s'en servir pour ses travaux personnels, mais n'a cessé de porter le plus vif intérêt à sa bonne organisation. L'incomparable érudition de M. Dufour, qui n'a d'égale que sa bienveillance, m'a dirigé constamment dans les efforts que j'ai faits pour classer ce fonds, et je saisis cette occasion de dire une fois de plus tout ce que la Bibliothèque de Neuchâtel doit au directeur honoraire de la Bibliothèque de Genève.

Privés des manuscrits Rousseau, nous ne serions qu'une très modeste bibliothèque de province, qui, dans les limites d'un maigre budget, doit remplir tant bien que mal une double tâche : rassembler tout ce qui concerne notre ville et notre petit pays, fournir à peu près l'indispensable à notre public studieux et en particulier aux professeurs et aux étudiants de l'Université. Seul, le fonds Rousseau fait de nous autre chose et nous vaut d'être cités parfois à côté d'autres institutions infiniment plus puissantes et plus riches. Et l'intérêt qui s'attache à nos



manuscripts est loin de s'affaiblir ; de tous les écrivains du XVIII<sup>me</sup> siècle, le philosophe de Genève demeure le plus vivant, le plus actuel : il n'est, pour s'en convaincre, que de considérer la liste des travaux qui, chaque année, lui sont consacrés. Nous ne saurions donc attacher trop de prix à cette partie de nos collections ni vouer trop de soins à sa conservation. Il fut un temps où il eût été possible de l'enrichir encore : nos moyens ne nous permettent plus d'y songer aujourd'hui, où les moindres fragments autographes de Rousseau atteignent dans les ventes des chiffres au-dessus de nos ressources ; nous devons nous borner à ce qui est encore accessible à nos efforts : l'accroissement de la collection d'imprimés, œuvres de Rousseau ou publications le concernant, qui forme le complément indispensable du fonds des manuscrits.

\* \* \*

Le procès-verbal de la remise des papiers de Du Peyrou parle d'un catalogue dressé à cette occasion. Nos archives ne l'ont pas conservé et c'est grand dommage, car il permettrait de savoir si le fonds n'a éprouvé aucune perte. Nous ignorons ce qui s'est passé de 1795 à 1861, date de la publication du catalogue imprimé. Cependant, il est peu probable que des soustractions de quelque importance se soient produites. M. Dufour qui, depuis de longues années, prend note de tous les autographes de Rousseau qui passent en vente, et souvent a pu les examiner, ne m'en a pas signalé qui parussent provenir de Neuchâtel<sup>1</sup>. Ce n'est point à dire qu'aucune pièce n'ait disparu de nos collections : avant 1861, en l'absence d'un inventaire, tout contrôle était impossible ; même après cette date, des prélèvements ont pu se faire, sans qu'on soit à même de les constater, vu l'imprécision des termes de certains articles du catalogue. Il paraît certain qu'un des fragments publiés par Streckeisen a disparu ; de même qu'une lettre, dont il ne subsiste aujourd'hui que la copie, l'original étant devenu la propriété de Victor Cousin, et, après

<sup>1</sup> « J'en connais cependant deux... L'un est le brouillon d'une lettre à d'Ivernois, du 31 janvier 1767 (édit. Hachette, n° 834), dont la Bibliothèque de Neuchâtel possède l'original ; ce brouillon, entré en 1908 aux Archives J.-J. Rousseau à Genève, est accompagné d'un billet du 24 juillet 1795, qui prouve qu'à cette date (donc cinq mois après la remise des papiers Rousseau à la commission de la Bibliothèque de Neuchâtel) la pièce autographe était encore en mains de Madame Du Peyrou. — L'autre est le brouillon de la lettre de Rousseau à Klupffel (mai 1765 ; éd. Hachette, n° 685). Il a passé dans une vente d'autographes à Paris, en 1880, et a été acquis en 1887 par la Bibliothèque de Genève. Le nom du destinataire et la date de 1765 sont de la main de l'annotateur inconnu qui a travaillé pour Du Peyrou et son édition. » Th. D.



lui, de la Bibliothèque de la Sorbonne<sup>1</sup>. Mais il semble bien que le fonds Du Peyrou s'est conservé à peu près intact. Il n'en a pas été de même des papiers laissés par Rousseau à Moulou et qui ont fini par arriver en 1835, 1882 et 1904 à la Bibliothèque de Genève. Ils ont fourni des pièces à bon nombre d'amateurs d'autographes auxquels Moulou et Streckeisen les distribuaient avec libéralité : la Bibliothèque de Genève a déjà pu faire rentrer plusieurs des fragments épars de cette collection.

En 1849, nos procès-verbaux mentionnent l'offre faite par l'héritier de Deluc, Genevois, ami et correspondant de J.-J. Rousseau, de lettres autographes du philosophe. On charge M. Bovet de s'informer du prix, puis il n'est plus fait mention de cette affaire. On a peut-être manqué là une bonne occasion d'enrichir notre collection : je dis peut-être, car il n'est pas certain que les « autographes » signalés à cette date fussent autre chose que des copies. En 1860 (procès-verbal du 12 décembre), la Bibliothèque de Munich qui, suivant la remarque naïve du procès-verbal, « fait une collection d'autographes », demande et obtient le brouillon d'une lettre à Moulou, dont nous possédons l'original. Nous ignorons ce que notre Bibliothèque reçut en échange.

Un marché du même genre fut conclu en 1881 avec M. Portalis, auquel on céda un exemplaire de la première édition des œuvres de Racine (1676) moyennant 250 francs et un billet autographe de six lignes de Rousseau : mis ensemble, cela pouvait représenter le quart de la valeur de l'ouvrage dont nous nous dessaisissions. Il est à souhaiter qu'à l'avenir il ne soit plus question d'opérations de cette espèce.

Sauf ces modifications insignifiantes, le fonds Rousseau demeura sans changement pendant une cinquantaine d'années : durant cette période, il eût été possible de l'accroître de quelques pièces intéressantes ; les autographes de Rousseau se vendaient alors à des prix modestes, mais il faut bien constater que les successeurs de Félix Bovet négligèrent de la façon la plus complète et les manuscrits et la collection d'imprimés qui en est le complément. Cette dernière, en particu-

<sup>1</sup> « Il s'agit de la lettre n° 84 de l'édit. Hachette. Au dos de la copie, l'annotateur inconnu du XVIII<sup>me</sup> siècle a écrit : « A Mr Perdriau, 28 nov. 1754. Original et Copie. » Mais ce qu'il a appelé « original » n'est autre, évidemment, que la copie autographe de Rousseau (7885, p. 24-29). Quant à l'original proprement dit, il a été donné en 1860 par Georges Streckeisen à Victor Cousin : sa lettre d'envoi (imprimée dans *L'amateur d'autographes*, 1902, p. 117) explique que cet original faisait partie des papiers Rousseau appartenant à sa mère, née Moulou. Il ne provient donc pas de Neuchâtel et l'annotation de la copie a induit Ch. Robert en erreur. »



lier, aurait pu alors être doublée ou triplée moyennant une minime dépense, tandis qu'en quarante ans environ elle s'est accrue d'une trentaine de numéros au plus.

\* \* \*

Des tentatives que j'ai faites à plusieurs reprises pour augmenter le nombre de nos manuscrits, une seule a réussi : pour le prix modeste de 100 francs, nous avons acquis l'original d'une lettre de Rousseau à M. de Graffenried, bailli de Nidau. Mais j'ai eu le grand privilège de voir entrer à la Bibliothèque trois séries de lettres écrites par Rousseau à des Neuchâtelois et qui, de ce fait, nous intéressent d'une façon particulière. Ce furent d'abord en 1907 les lettres au procureur général Meuron données par MM. Samuel et Albert de Pury : cette série comprend douze originaux et trois copies : ces dernières ont remplacé, en 1819, autant d'originaux que le propriétaire d'alors, M. de Sandoz-Travers, eut l'honneur d'offrir à son Altesse Royale le prince royal de Prusse, à son Altesse Royale le prince d'Orange (futur roi des Pays-Bas) et à l'aide-de-camp du premier, le général de Knesebeck. Les règles de la hiérarchie furent strictement observées dans le choix de ces pièces : le futur souverain de Neuchâtel reçut une grande lettre, le prince d'Orange une moins considérable et le général dut se contenter d'un petit billet. Ce billet, du reste, est rentré dans la circulation, ayant passé en vente, il y a nombre d'années, tandis que les deux lettres ont sans doute pris place dans les archives de Charlottenburg et de La Haye.

En 1907 encore, M<sup>lle</sup> Isabelle Petitpierre et les héritiers de M. Adolphe Petitpierre nous remettaient onze lettres et billets, tous originaux, écrits à Isabelle Guyenet née Divernois.

Enfin, l'année suivante, la caisse de famille de Pury faisait don à la Bibliothèque de quinze lettres et billets, tous originaux, adressés au colonel Abram de Pury et à Daniel de Pury.

Ainsi, par ces trois dons, notre collection de lettres autographes de J.-J. Rousseau s'est enrichie de 38 pièces, nombre considérable, grâce à la générosité de bienfaiteurs de la Bibliothèque qui n'ont pas hésité à se séparer de ces dossiers doublement précieux et par leur valeur intrinsèque et par les souvenirs de famille qui y étaient attachés. Nous ne saurions conserver assez de reconnaissance de telles libéralités.

Lorsque MM. Ph. Godet et Boy de la Tour publièrent en 1908 les lettres écrites par Rousseau à M<sup>me</sup> Delessert née Boy de la Tour, qui



comprennent, comme on sait, les *Lettres sur la Botanique*, et qui étaient alors la propriété de M<sup>me</sup> Bartholdi, M. Boy de la Tour fit photographier les *Lettres sur la Botanique*, et voulut bien nous destiner un exemplaire de cette reproduction, qui comporte 62 folios. A défaut des originaux, ces photographies permettent d'étudier ce texte intéressant et d'en comparer la rédaction définitive avec les brouillons manuscrits qui nous appartenaient déjà.

Disons encore que M. Th. Dufour a découvert en 1906 cinq cahiers et divers fragments non mentionnés dans le catalogue. Ce sont des extraits et notes, tous autographes, concernant les études de chimie que Rousseau poursuivit dans les premières années de son séjour à Paris.

Telles sont les modifications survenues dans l'état de nos manuscrits depuis la publication du catalogue de 1861. Malgré les services incontestables qu'il a rendus, ce catalogue présente des défauts assez nombreux : tout d'abord il est regrettable qu'au lieu de classer à part le fonds Rousseau — manuscrits et imprimés — on l'ait fait rentrer dans la numérotation continue du catalogue, où il comprend les chiffres 7829 à 7941 pour les manuscrits, 7942 à 8147 pour les imprimés. Comme il est permis d'ignorer que ces cotes ne sont qu'un artifice pour abréger les renvois dans la table des matières, on suppose tout naturellement que la Bibliothèque de Neuchâtel compte près de 8000 manuscrits, alors que nous ne possédons pas la vingtième partie de ce chiffre. Il est fâcheux aussi qu'un seul et même chiffre, 7902, s'applique à toutes les lettres écrites à J.-J. Rousseau, soit plus de 2000 pièces. Les indications du catalogue sont loin d'avoir toujours la précision nécessaire, par exemple : N° 7872. *Pensées et fragments divers : un paquet de cartes et de petits morceaux de papier* — il y a plusieurs articles rédigés de cette façon — ne permet aucune vérification de la composition de ce dossier, puisque le nombre des pièces n'est pas indiqué et que celles-ci n'ont pas même été numérotées. Quoi de plus facile, dans ces conditions, que de soustraire l'un ou l'autre de ces fragments !

\* \* \*

Le catalogue répartit les manuscrits en sept catégories : ouvrages divers; musique; botanique, où figurent on ne sait pourquoi les *Rêveries du promeneur solitaire*; correspondance (lettres écrites par Rousseau ou reçues par lui); copies d'ouvrages; papiers concernant Rousseau;



manuscrits de divers auteurs provenant de J.-J. Rousseau. On pourrait avec avantage simplifier ce classement et le ramener aux catégories suivantes : 1. Ouvrages ; 2. Lettres de J.-J. Rousseau ; 3. Lettres à J.-J. Rousseau ; 4. Papiers divers ; en plaçant dans chaque catégorie d'abord les originaux, puis les copies. Nous n'en sommes pas encore, du reste, à procéder à un nouveau classement général ; il faut au préalable assurer d'abord la conservation des manuscrits, puis en former des dossiers.

La première division du fonds : manuscrits d'ouvrages de J.-J. Rousseau, se compose presque exclusivement de notes, extraits, brouillons, fragments de toute sorte, tantôt isolés, tantôt écrits sans aucun ordre dans des cahiers.

Nous ne possédons le texte définitif d'aucune des grandes œuvres de Rousseau. Les manuscrits des deux premiers discours ont disparu des archives de l'Académie de Dijon ; celui de la *Lettre à d'Alembert* est dans une collection privée ; *La Nouvelle Héloïse* se trouve avec d'autres manuscrits à la Bibliothèque de la Chambre des députés à Paris, ainsi qu'une des rédactions des *Confessions*. Genève, où le *Contrat* et l'*Emile* furent brûlés par le bourreau, conserve aujourd'hui comme un trésor le manuscrit de ces deux ouvrages, ainsi qu'un autre exemplaire autographe des *Confessions*<sup>1</sup>. Nous n'avons à Neuchâtel que la première rédaction de ce dernier ouvrage, — que M. Dufour a éditée il y a quelques années, — un manuscrit autographe du *Dictionnaire de musique* et celui des *Réveries du promeneur solitaire*.

C'est la correspondance qui constitue la principale richesse de notre fonds. L'édition Hachette des Oeuvres de Rousseau, réimprimée sans changements depuis plus de cinquante ans et qui, toute imparfaite qu'elle soit, est encore aujourd'hui l'édition classique, contient 1082 lettres. Des publications de séries de lettres ou de lettres isolées ont porté à 2000 environ le nombre total des pièces aujourd'hui connues. Plus de 400 figurent dans notre fonds en original, telles que les destinataires les ont reçues. Il faut y ajouter les brouillons, soit isolés, soit contenus dans des cahiers de notes : 140 environ de la première catégorie, 130 de la seconde, plus des copies autographes, qui offrent parfois des corrections de style, au nombre d'environ 80 (isolées ou trans-

<sup>1</sup> « Aux manuscrits conservés à la Bibliothèque de Genève, il faudrait, pour être complet, ajouter celui des *Dialogues (Rousseau juge de Jean-Jacques)* et celui des *Institutions chimiques*. En outre, le ms. du *Contrat* n'est pas « le texte définitif » ; c'est une ébauche des livres I et II, très différente du texte publié. — De même, à Neuchâtel, le ms. du *Dictionnaire de musique* n'est pas non plus « le texte définitif », mais une première rédaction. » Th. D.



crites dans des cahiers). Enfin 160 copies non autographes. C'est donc un total de plus de 900 lettres dont nous avons le texte sous une forme quelconque. Comme une même pièce peut être représentée à la fois par un brouillon, un original et une copie, le nombre des pièces distinctes doit être ramené approximativement au chiffre de 750 à 800, soit plus du tiers de la correspondance totale. Le dépôt le plus riche après le nôtre, celui de Genève, n'en compte que 200 environ, presque toutes, il est vrai, en original.

La valeur de ces brouillons ou copies qui représentent la moitié du nombre total des lettres est, naturellement, très inégale. Si l'original est connu, le brouillon ou la copie faite par Rousseau n'a plus guère qu'un intérêt de curiosité ; la copie d'une autre main est négligeable. Mais pour un bon nombre de pièces de la correspondance, l'original est aujourd'hui perdu ; on ne les connaît donc que par le brouillon ou la copie qui prend alors la place d'un original. C'est ainsi que le texte des quelques lettres de Rousseau à Milord Maréchal qui figurent dans la correspondance a été établi d'après nos brouillons ; les originaux, qui ont été certainement beaucoup plus nombreux, ayant jusqu'ici échappé à toutes les recherches ; celui des Lettres à Laliaud, d'après la copie faite et certifiée exacte par ce dernier. Il est telle autre lettre que seule la transcription par Rousseau lui-même a sauvée de l'oubli. Quant aux lettres reçues par Rousseau, nous en possédons près de 2500 en original et une centaine en copies de la main de Rousseau.

L'une de mes premières préoccupations a été de prendre les mesures nécessaires pour classer et conserver, d'une manière satisfaisante, cette partie si importante de notre fonds ; j'ai estimé préférable de la faire passer en premier lieu avant même les manuscrits d'ouvrages. En effet, plusieurs de ceux-ci sont des cahiers que leur reliure protège suffisamment : quant aux quelques dossiers composés de fragments parfois minuscules, les pièces en ont été numérotées par les soins de M. Dufour, puis, pour soustraire ces papiers si fragiles aux dangers inséparables de toute consultation, j'en ai fait prendre des photographies, qui désormais sont seules remises au public. Des mesures de précaution s'imposaient surtout pour les lettres isolées. En effet, placées simplement et non fixées dans des portefeuilles, elles étaient exposées à toute sorte de risques. Sans parler de celui de voir disparaître telle ou telle pièce, il était inévitable qu'à chaque consultation il se produisît des transpositions et du désordre surtout dans les dossiers qui comprenaient parfois 50 pièces ou davantage. Il était donc



indiqué de réunir ces lettres dans des volumes, où, collées sur onglets, elles seraient rangées dans un ordre définitif qui permettrait le foliotage de chaque volume. C'est le travail qui a été entrepris il y a quelques années et qui parvient aujourd'hui à son terme. Pour le classement et la constitution des volumes, j'ai adopté les principes suivants :

1. Les séries de lettres adressées à un même destinataire ont formé un volume spécial, lorsqu'elles étaient assez nombreuses. Ainsi les lettres à DuPeyrou, à Divernois, à Moulton. Les deux derniers destinataires auraient été, d'après la déclaration de DuPeyrou dans son testament, en droit de réclamer ces deux séries et nous pouvons nous féliciter qu'ils aient négligé de le faire.

2. Il m'a paru convenable de faire relier à part les trois dossiers donnés récemment à la Bibliothèque et de leur conserver ainsi leur individualité.

3. Dans un cas spécial, j'ai maintenu dans un même volume les lettres écrites par Rousseau et celles qu'il a reçues. Il s'agit de la correspondance avec M<sup>me</sup> LaTour de Franqueville, que cette dame avait elle-même préparée pour l'impression, en intercalant, dans les copies de ses lettres à elle, l'original des réponses de Rousseau. C'est dans cet état que ce dossier a été remis à DuPeyrou et j'ai cru devoir le conserver.

4. Enfin, les lettres isolées ou en petit nombre pour un même destinataire ont été réunies en trois volumes, classés dans l'ordre alphabétique et munis de tables. J'y ai fait rentrer six articles que le catalogue, je ne sais pour quel motif, avait classés à part, parmi les ouvrages de Rousseau et qui sont, sans contredit, des lettres missives. Les lettres dont le destinataire est inconnu formaient dans le catalogue un article spécial, comprenait 22 pièces. Grâce à des recherches parfois fort longues, nous avons réussi, M. Dufour et moi, à en identifier chacun une demi-douzaine qui ont été mises à leur place. De sorte que le nombre de ces lettres se réduit aujourd'hui à sept qui ont été placées à la fin du dernier volume.

Les lettres de Rousseau conservées en copie ont formé deux volumes : le premier réunissant quelques séries de lettres reçues par un même destinataire, communiquées à DuPeyrou en vue de l'édition des Oeuvres et transcrites avec certaines garanties d'exactitude. Le second comprend des copies de toute provenance et de valeur diverse. Ce dernier volume, ainsi que les lettres à Meuron, sont encore entre les



mains du relieur. Bien que celui-ci ne puisse donner la dernière main à son travail, par manque des matériaux nécessaires, je n'ai pas cru devoir retarder indéfiniment la reliure de ces dossiers, qui seront conservés dans un état provisoire. Vous avez les autres sous les yeux.

Ainsi les lettres de Rousseau se trouvent maintenant réunies dans les conditions les plus propres à assurer leur conservation et à en rendre la consultation facile.

Mais, pour permettre une vue d'ensemble de la correspondance conservée dans nos collections, il reste encore à exécuter un travail très minutieux et qui exigera beaucoup de temps : relever toutes les lettres qui se trouvent dispersées dans des cahiers, soit copiées avec soin par Rousseau lui-même, soit en brouillons souvent informes et privés de l'indication du destinataire. Quand ce dépouillement aura été achevé, on pourra constituer un répertoire général, comprenant toutes les lettres sans exception, avec le renvoi au dossier qui les contient. On pourra voir alors combien notre fonds comprend de pièces distinctes, combien existent sous deux ou plusieurs formes. Ces indications, je me hâte de le dire, ne concorderont que par exception avec les mentions du catalogue : dans un très grand nombre de cas, j'ai dû corriger des indications faussées pour diverses raisons. (Deux exemplaires d'une même pièce comptés pour deux pièces différentes, copies comptées comme originaux, brouillons écrits par Rousseau sur la lettre à laquelle ils répondaient, dont on a fait, à tort, une pièce distincte, etc.).

Je crains, Monsieur le Président et Messieurs, d'avoir abusé de votre patience, mais l'occasion m'étant offerte de vous entretenir avec quelque détail de la principale richesse de notre Bibliothèque, je me suis laissé entraîner par l'intérêt que je porte à ces précieux manuscrits et qui n'a fait que croître depuis le jour où j'ai été commis à leur garde. J'ose espérer que cette considération me vaudra votre indulgence et que peut-être vous me permettrez, une autre fois, de vous parler des autres parties du fonds Rousseau.

Charles ROBERT.





## Les Bovet de Chine et la « montre chinoise »

(Suite et fin. — Voir la livraison de novembre-décembre, p. 177.)

Les lettres de Louis Bovet nous donnent ici et là quelques échos de la vie à Fleurier vers 1840 : « As-tu été au tir fédéral de Lausanne ? écrivait-il en 1836 à l'un de ses amis, les préparatifs annonçaient du brillant, et les Neuchâtelois paraissaient aussi vouloir s'y rendre en



Cadran d'une montre Bovet,  
avec midi et minuit  
et caractères chinois montrant  
les mois.

grand nombre. » La vie monotone qu'il doit mener dans sa factorerie de Canton lui donne de temps en temps quelques regrets des parties d'antan au milieu de joyeux amis. « Comment pourrais-je oublier les compagnons de ribote, bals, veilles, etc., durant les deux ou trois plus belles années que j'ai passées dans mon village, tant à cause des amourettes que d'autres folies du même genre. » Ou encore : « Je n'ai aucune idée de ce que font les restes de la ci-devant bande joyeuse de Fleurier et les demoiselles dites de la noblesse. » Ces amis, ce sont :

Georges Guillaume, futur conseiller d'Etat, Edouard Montandon [-Trottet], Auguste Jeanneret, qui ira le rejoindre en Chine, etc., Charles Richard qui s'expatria aux Etats-Unis et la bande dite des étrangers, composée d'un ou deux Anglais et de quelques Italiens de Lucques et de Trévise, travaillant chez les Bovet, les Yersin ou les Vaucher. Parlerons-nous de ces demoiselles dites de la noblesse ? Emilie et Anna Vaucher, dont il sera question, Elmire Perret, « la plus jolie fille de Fleurier », Mesdemoiselles Esther et Zélie Yersin [j'ai encore connu cette dernière], et Caroline Bovet, cousine de Louis, avec laquelle il correspond en anglais et qui paraît être une jeune personne des plus accomplies.

Louis Bovet envoie pour toutes une collection de fichus de soie, mais il ne se risque pas à choisir lui-même la couleur qui convient à chacune.



En 1840, il fut aussi en correspondance avec Fritz Berthoud, l'auteur de *Jean-Jaques Rousseau au Val-de-Travers*. « Il paraît être devenu passablement original », remarque l'exilé en passant.

Lorsque Charles Bovet revint à Fleurier en 1840 dans les circonstances que l'on sait, son neveu désirait savoir ce qu'on disait au village et il s'irritait d'avance des cancans qu'on aura pu débiter :

Les gens de notre pays sont bien difficiles à contenter, et, si quelqu'un revient de l'étranger, on exige les mêmes coutumes qu'il avait en partant. Il faut parler patois aux plus âgés, se rappeler de tous ceux avec lesquels on a communiqué, aller au cabaret, enfin se multiplier et être partout. Si l'on n'a pas soin de faire tout cela, alors vous avez toutes les mauvaises langues déchaînées contre vous ; vous êtes taxé d'orgueil, d'avarice, etc...

Les lettres échangées avec Edouard Montandon-Trottet sont assez intéressantes ; les deux jeunes gens y discutent gravement du grand négoce en général et du commerce du thé en particulier, mais c'est à Georges Guillaume que vont les confidences intimes. Il s'agit de *Georges - Emile Guillaume*, fils de Charles-Frédéric-Alexandre Guillaume, né aux Ponts-de-Martel le 2 février 1817, fabricant d'horlogerie plus tard à Londres et à Fleurier, préfet du Val-de-Travers en 1852, grand conseiller, puis conseiller d'Etat pendant plus de trente ans.



Louis BOVET  
vers 1870  
(d'après une photographie).

En avril 1839, Louis Bovet écrit à Georges Guillaume :

J'apprends avec plaisir que tu te distingues déjà. Bientôt, si tu continues, tu deviendras un homme célèbre par l'étendue de tes connaissances. Tu écris déjà comme Jean-Jacques, tes discours sont presque semblables à ceux de Cicéron et, non content de cela, tu te lances encore dans la rhétorique, la logique et la philosophie ; tu as envie de devenir savant dans toutes les sciences et je te félicite de tes goûts et de tes succès, parce que j'espère que tes connaissances seront aussi utiles au pays qu'à toi-même, et si jamais on te propose au Corps législatif, tu peux être sûr de ma voix, pourvu que nos opinions politiques soient toujours d'accord. Si même, ce



qui pourrait fort bien arriver, tu es appelé à représenter Neuchâtel en Diète, alors puissent tes discours être de la même étoffe que ceux de Messieurs Monnard et Rigaud.

Louis Bovet prit un jour sa plus belle plume et écrivit au pasteur Louis Courvoisier dont il avait été le catéchumène à Fleurier cinq ans auparavant. Tout d'abord, il se lance dans quelques considérations un peu pédantes sur la nécessité de s'expatrier pour se procurer ce métal « sans lequel nous mourrions de faim », puis, très franchement, il montre comment les préoccupations commerciales l'emportent sur tout le reste :

Vous dire que l'on s'occupe beaucoup de religion à Canton serait vous induire en erreur ; au contraire, j'ai un peu honte de l'avouer, il n'y a peut-être pas d'endroit pour des chrétiens où la religion soit autant délaissée (du moins en public) et où le jour du dimanche soit aussi peu employé au repos de la prière ainsi qu'il nous l'est recommandé.

Il explique que les Chinois n'observant pas les fêtes religieuses, l'on est forcé de faire du commerce avec eux le dimanche si l'on ne veut pas être évincé par un concurrent et peut-être perdre en un jour le fruit de plusieurs années de travail...

Quant aux missions, je suis forcé de vous dire, mon cher Monsieur, qu'elles sont dans un état peu florissant jusqu'ici et probablement resteront dans cette même condition tant que subsistera la même forme de gouvernement qui défend aux missionnaires d'avancer dans l'intérieur et de prêcher ouvertement leur doctrine en les menaçant de grandes punitions s'ils sont saisis... M. Gutzleff et autres missionnaires protestants ont, je crois, renoncé à convertir les Chinois. Des missionnaires catholiques français, que mon oncle vit souvent à Macao, disent que leurs confrères sont plus heureux et qu'ils ont réellement converti bon nombre de personnes. Une chose qui le ferait croire, c'est que ces Messieurs de Macao nous chargent souvent de divers objets relatifs au culte catholique et qu'ils envoient à leurs confrères à l'intérieur ; tout cela se fait en secret ; nous les passons en contrebande jusqu'à Canton et là leurs envoyés ou Chinois convertis viennent les emporter de nuit ; mais cela ne pourra jamais avoir de grands succès, puisque ces Messieurs sont obligés de se déguiser et de se tenir cachés dans des lieux peu connus. Ceux qui sont surpris sont pendus sans autres formes de procès.

Dans ses lettres à ses parents, Louis Bovet est beaucoup plus catégorique en son jugement sur le missionnaire Gutzleff dont parle aussi Charles Piton dans son petit ouvrage sur la Chine<sup>1</sup>. Bovet s'étonne que Gutzleff jouisse d'une aussi grande réputation en Europe. C'est, à son avis, un exalté.

<sup>1</sup> Charles PITON, *La Chine, sa religion, ses missions*. Toulouse, 1880.



On raconte, dit-il, que plusieurs Chinois étant attroupés devant sa maison, lui, dans un excès de zèle, leur lança quelques paquets de livres religieux par la fenêtre, qui, au lieu d'être ramassés avec empressement, ne firent qu'épouvanter les pauvres Chinois.

Immédiatement après les événements de 1840, les missions catholiques prirent une grande extension. Quatre Jésuites venus de Fribourg arrivent à Canton en 1841. Deux ans plus tard, Louis Bovet assiste au retour de missionnaires venant de l'intérieur du pays et il est frappé de leur air étrange, conséquence des terribles dangers qu'ils ont couru. Ils regardent autour d'eux avec inquiétude « et parlent à voix basse comme s'ils venaient de commettre un crime ».

Pendant la première guerre de Chine de 1840, Louis Bovet et son compagnon Auguste Jeanneret coururent quelques dangers au moment où ils restèrent seuls à Canton avec cinq ou six étrangers seulement. Bovet demeura quelque temps sans aucun compagnon dans l'immense factorerie hollandaise où il habitait et ne s'y promenait que le revolver au poing : « C'est comme si l'on marchait dans un caveau, écrit-il, j'aurais beau crier au secours, les personnes demeurant dans d'autres directions ne m'entendraient pas... » La situation s'aggravant, les deux Neuchâtelois transportèrent leurs précieuses marchandises à Macao, et bien leur en prit, car la populace pilla et saccagea toutes les factoreries ; mais ils reçurent tôt après une très large indemnité du gouvernement chinois<sup>1</sup>. Un peu plus tard, trois maisons de commerce européennes de Canton furent incendiées, mais celle où habitait les Bovet échappa, comme elle fut la seule aussi en 1860 qui ne fut pas détruite dans de pareilles circonstances.

Un fait très important est que la présence de Louis Bovet et d'Auguste Jeanneret dans les factoreries pendant cette guerre assurait pour l'avenir les portes ouvertes à l'industrie suisse en Chine. En effet, d'après le traité supplémentaire avec les Anglais en octobre 1843, le séjour dans les nouveaux ports ouverts était acquis à tous les sujets et citoyens d'autres nations qui jusqu'alors avaient fait du commerce à Canton.

En 1844, Auguste Jeanneret, malade, revient au Val-de-Travers, les fils d'Alphonse Bovet allaient le remplacer. Déjà Louis Bovet se sent quelque peu vieux jeu : « Il paraît, écrit-il à sa tante Caroline, que cette nouvelle génération est élevée d'une façon plus raffinée que

<sup>1</sup> Voir, au sujet de ces événements, Aug. JEANNERET, *ouv. cit.*, chapitres VIII et IX.



mes oncles et moi, je vais me trouver passablement rococo, lorsque ces jeunes viendront. »

Alphonse, Gustave et Fritz Bovet se rendirent successivement en Chine où ils entreprirent le commerce de la soie grège en même temps que celui de l'horlogerie. Leur frère cadet, Charles, fut placé très jeune à la tête de la maison d'Europe. C'est lui qui liquida la fabrication à Fleurier en 1865, la remettant à ses « visiteurs », Jules Jéquier et Ch.-Ernest Bobillier. En 1900, la marque de fabrique fut vendue pour une somme considérable, et les Bovet et la montre chinoise se séparaient à tout jamais.

C'est au mois d'août 1838 que Louis Bovet signale pour la première fois des concurrents venus de Fleurier. Ce sont Henri Racine, un Chaux-de-Fonnier, et Burkhardt, un Argovien, tous deux représentants des maisons J. Robert et Ch.-H. Vaucher. Le premier est un gai compagnon qui amuse toute la société, car quoique rivaux en affaires, les Suisses se réunissent presque chaque soir pour prendre le thé. Burkhardt est plus sérieux et plus instruit que Racine, mais un excellent garçon aussi. « Tous deux sont très respectables », affirme Bovet. A la fin de 1840, les affaires n'allant pas du tout, les deux compagnons s'en retournèrent en Europe. « Leur absence causera un grand vide pour nous, déclare encore leur concurrent... je désire qu'à leur retour ils puissent trouver de quoi compenser leurs tourments en Chine, c'est bien difficile. »

La dernière lettre de Louis Bovet nous apprend l'arrivée d'autres Fleurisans en 1843 : Edouard Vaucher et Bugnon à Canton pour le compte de la maison Vaucher frères<sup>1</sup>.

Louis Bovet, selon son habitude, crut devoir faire une fois de plus la leçon à ses parents au sujet des nouveaux concurrents :

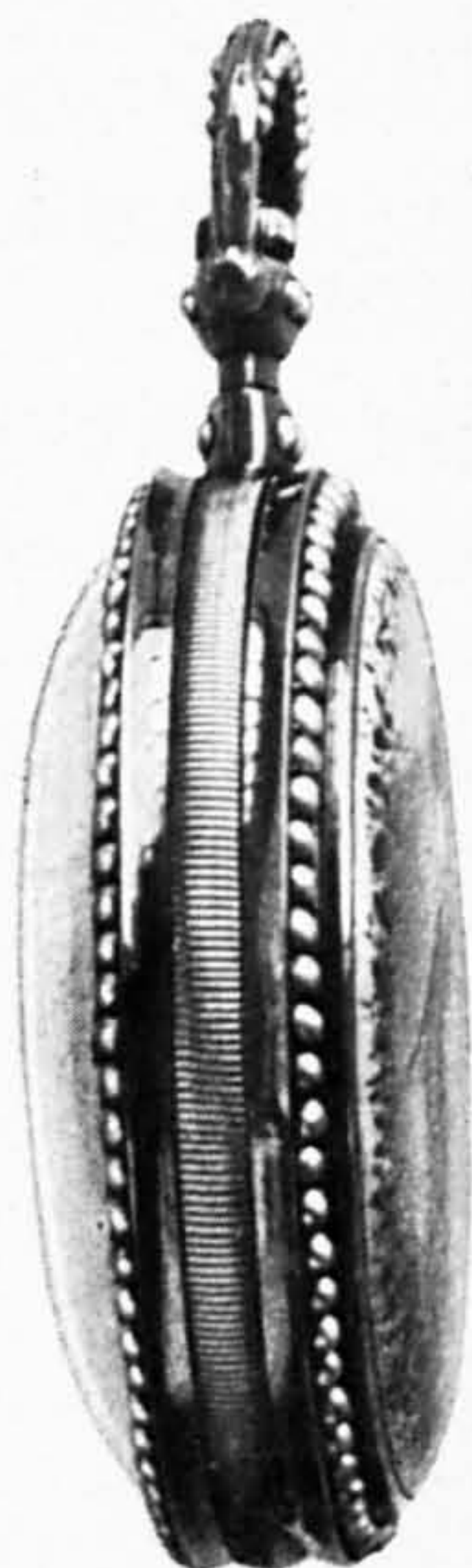
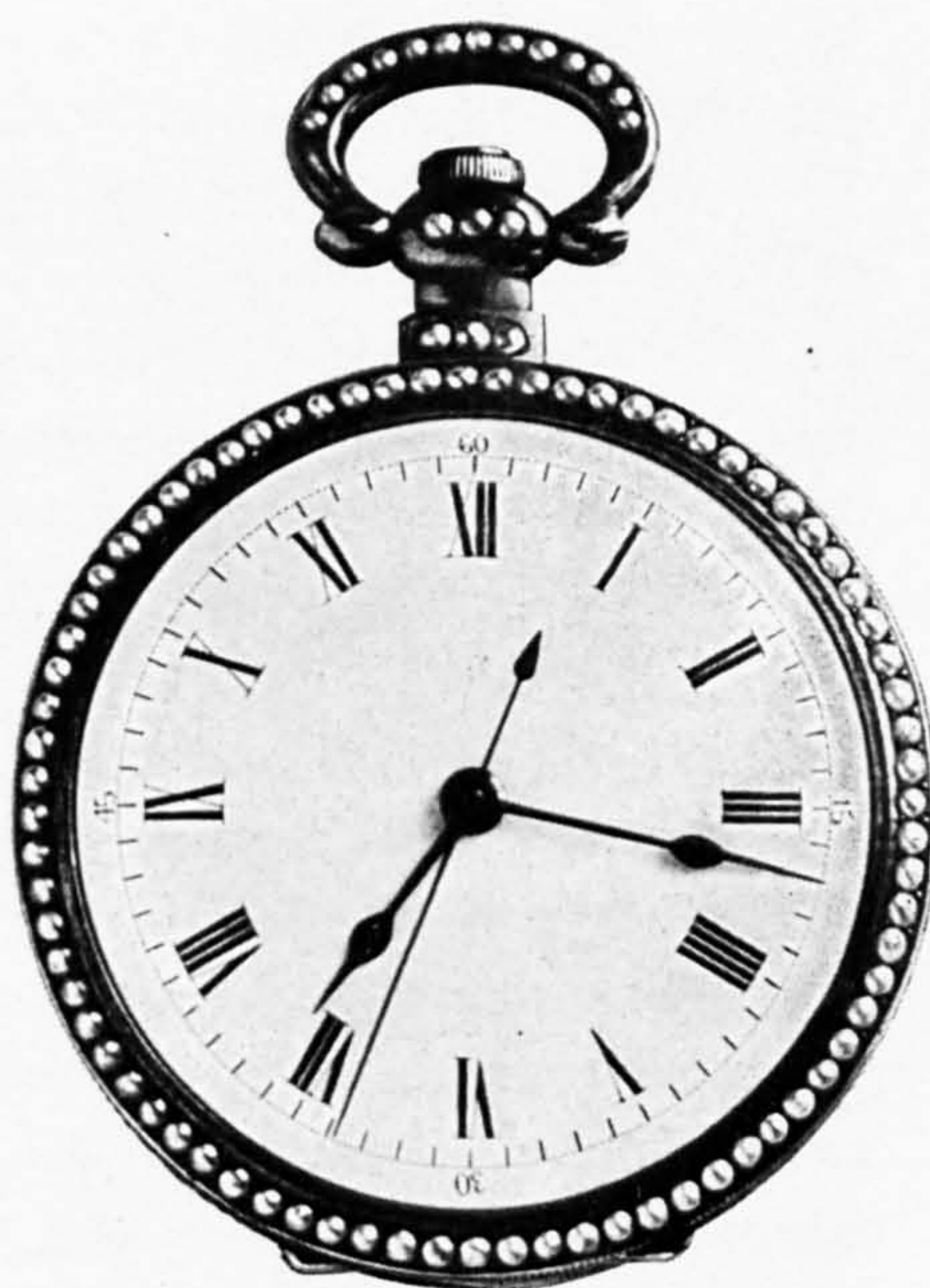
J'espère que mes oncles auront soin de ne pas jaser dans le public sur leur compte, et de ne pas faire les fanfarons et prédire que les Alfred (Alfred Vaucher était le chef de la maison) ne viendront pas en Chine, tout comme autrefois l'on disait que C[harles]-H[enri] Vaucher tomberait, ce qui a bien mauvaise façon. Je crois, au contraire, que les Alfred resteront quand même ils perdraient de l'argent, ne voulant pas se tenir pour battus. Plus vous jaserez sur leur compte et plus vous montrerez de jalousie et plus les gens du village seront contents... Faites plutôt de belles montres, voilà la vraie manière de nous défendre.

Les deux nouveaux arrivants eurent un sort tragique, tous deux furent assassinés en Chine. Bugnon, le beau Bugnon, comme on l'ap-

<sup>1</sup> Ces Vaucher frères étaient des petits-fils de Charles-Daniel Vaucher, pasteur à Saint-Aubin, gendre d'Isabelle d'Yvernois, dont parle J.-J. Rousseau dans ses *Confessions*.



MUSÉE NEUCHATELOIS



Type de montre « chinoise » de luxe, deuxième moitié du XIX<sup>me</sup> siècle,  
signée « Edouard Juvet, Fleurier ». Boîtier de Genève, émaillé avec entourage de perles.  
Mouvement Duplex avec gravure en taille-douce.





sans compter maints industriels du Locle, de La Chaux-de-Fonds, des Brenets, du Jura bernois et même du Vignoble neuchâtelois. Sainte-Croix fournissait les boîtes à musique que les commerçants de Fleurier exportaient également en Chine.

Vinrent des périodes de crises : le commerce de spéculateurs étrangers sans scrupules, l'abaissement des prix, et enfin les exigences nouvelles du marché chinois. Jadis une paire de montres de grand luxe consistait pour un mandarin un pot de vin très apprécié ; les mœurs changent.

Il y a quelques années, me racontait un des chefs de la maison Juvet, un candidat à une charge très enviée fit envoyer, selon la coutume, une paire de montres fleurissantes de premier choix à un haut fonctionnaire, mais celui-ci les renvoya sans aucune pudeur, demandant l'équivalent de leur valeur en un chèque.

On travaille encore beaucoup pour la Chine au Val-de-Travers, mais on a cessé de faire la véritable montre chinoise dont je viens de raconter succinctement l'histoire, et l'ancien genre de décoration n'est plus appliqué que dans quelques montres de dames d'où il sera bientôt chassé sans doute aussi... La Chine telle qu'on voulait nous la représenter : immobile, engourdie dans la tradition des temps immémoriaux, figée dans des souvenirs de son antiquité sans date, évolue rapidement. Elle admet aujourd'hui toutes les innovations : la télégraphie sans fil, l'auto-taxi, la pendule de Schramberg, la montre-bracelet... La « montre chinoise » était condamnée le jour où l'armée interalliée du maréchal von Waldersee creusa jusqu'à la capitale du Céleste empire l'immense brèche par laquelle allait se précipiter à grands flots la civilisation occidentale... et le reste. Elle est morte aux derniers jours de Pékin.

*La montre chinoise.* — Dans la « montre chinoise » de Fleurier on peut distinguer deux genres très proches parents, différents par l'aspect extérieur surtout, et construits sur un même calibre : la *montre de luxe* avec boîtier émaillé, garni de perles, et la *montre simple* avec boîtier forme « bassine » en argent poli. La décoration intérieure comprend également deux types.

La montre de luxe s'est faite surtout avant 1850 ; depuis lors, elle ne fut plus expédiée qu'en quantités assez restreintes et souvent seulement sur ordres spéciaux. Ce genre s'est toutefois maintenu jusqu'à ces dernières années. Les Bovet, et plus tard les Juvet aussi, en ont établi de fort belles pour des mandarins et même pour la cour de



Pékin. C'est ainsi qu'une paire de grandes montres Bovet fut fabriquée pour l'empereur de Chine et exposées, avant de partir pour l'Extrême-Orient, à l'Exposition universelle de Paris, en 1855.

Parmi les premières montres de luxe Bovet, il en est d'un aspect extérieur plus simple dont le mouvement en argent ou en acier n'a pas de décorations spéciales, mais bientôt on adopta un type de déco-



Gravure de montre  
chinoise  
en taille-douce.

(Extrait du livre de modèles de  
A.-F. Rochat, graveur à Fleurier.

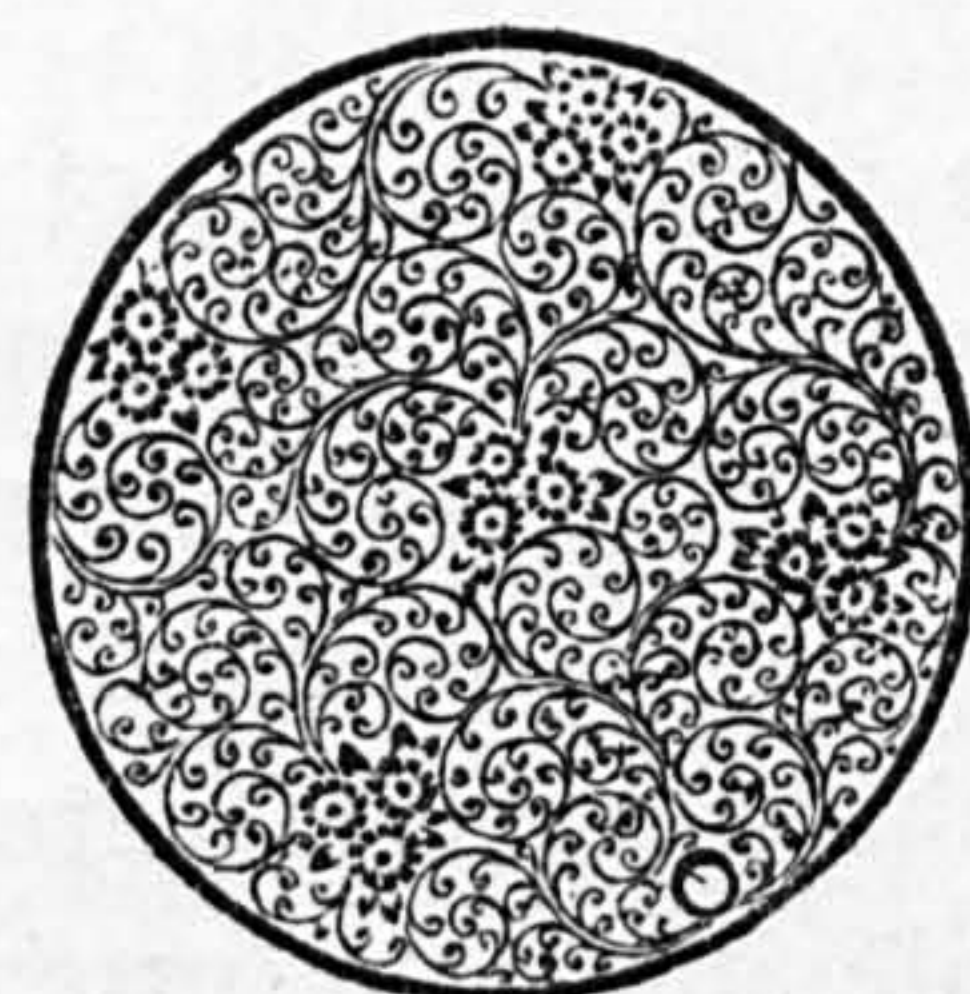
ration intérieure qui a subsisté. Souvent dans cette montre tous les ponts sont gravés *en taille-douce* avec décors floraux et étoilés. C'est ce que les graveurs de Fleurier appellent le « vieux genre ». Les étoiles sont sur le barillet au nombre de sept ou neuf (neuf aux mouvements les plus soignés). Si une montre en avait porté un de plus, jamais elle ne se serait vendue, car seuls les nombres sept et neuf portent bonheur. Dans la

montre chinoise de luxe, le boîtier était décoré à Genève, mais le mouvement, y compris la gravure, était fabriqué entièrement dans le canton de Neuchâtel. Ce mouvement est presque toujours à échappement Duplex.

Dans la montre simple, le boîtier est en argent poli (on l'a fait aussi en métal blanc dans la dernière période). La cuvette est en verre percée des trous nécessaires pour remonter et pour diriger les aiguilles ; la lunette, comme le boîtier, est guillochée et à secret. Le cadran est légèrement bombé. Une grande aiguille au centre (on l'appelle « grande seconde au centre »), sautant la seconde par l'action de l'échappement Duplex-Jacot (un des plus employés), donne à l'extérieur de ses mouvements un cachet original.

La platine et les ponts sont gravés, puis brunis par le polissage et dorés d'une nuance particulière, rouge orange, très spéciale aussi.

La gravure de la montre simple est aussi parfois en taille-douce, mais le plus souvent *à filets*, avec motifs très différents des vieux genres : enroulements vermiculés, entrelacs assez gracieux parfois, coupés ici et là de quelques rosaces, le tout d'un aspect curieux et contrastant par sa complication un peu lourde avec le boîtier extrêmement simple, tout uni et brillant comme un miroir. Il existe aussi des montres chinoises de luxe avec gravures à filets.



Modèle de gravure  
à filets.



Ce sont les mêmes ouvriers qui exécutaient les deux genres de gravures (en taille-douce et à filets) ; parmi eux, il en est qui possédaient



Clef émaillée de montre chinoise

un fort beau talent, et j'ai pu m'en rendre compte aussi en étudiant d'autres travaux exécutés sur des montres de genres différents conservés pieusement dans leur

famille. Cette fois, de nouveau, nous ne sommes pas en présence d'une industrie d'art, si on la prend dans son ensemble, mais d'une industrie qui confine tout de même à l'art et en est pénétrée parfois. Les vieux graveurs des montres chinoises étaient de fins artisans au goût très sûr, servis par une grande habileté de métier. Ils ciselaient avec amour



Ponts festonnés émaillés de mouvements de montres chinoises Bovet avec application d'émail (1860).

de jolies choses, et parfois dans l'atelier, où le burin mordant le jaune métal traçait ces fines arabesques, brillaient devant le petit établi quelques étincelles de vraie beauté.

A un moment donné, plusieurs des maisons fabriquant la montre chinoise remplacèrent la gravure à filets par une simple frappe, procédé inférieur provoqué par l'abaissement graduel des prix devant la concurrence de la montre lépine.

A plusieurs reprises, des modifications dans le décor intérieur des montres furent tentées. On imagina, vers 1850, des mouvements entièrement en acier dont les calibres, singulièrement disposés et festonnés, représentent des trophées, imitent des cygnes, des serpents ; l'acier admirablement poli par des ouvriers qui en avaient fait leur spécialité et les pierres vermeilles du rouage donnent à ces montres un aspect brillant surprenant.

En 1858, un Genevois nommé Pélaz, habitant Fleurier, ouvrier très habile, imagina d'appliquer des émaux sur ponts festonnés, genre charmant mais peu pratique et qui fut assez vite abandonné.



Toutes les montres chinoises sont à clef. Le mouvement dit chinois et ses décors typiques ont-ils été inventés par les Bovet ? On sait que ceux-ci commencèrent par s'établir à Londres avant de transporter le siège de leur fabrication à Fleurier. S'inspirèrent-ils d'un type de montre anglais ? A cette question, on peut répondre oui sans hésitation. L'inventeur du calibre chinois paraît être l'horloger londonnien William Ilbéry. C'est en tous cas lui que copièrent les Bovet. C'est aussi lui qu'ils imitèrent pour la décoration des montres de luxe à gravure en taille-douce. L'étude de diverses pièces de la collection de M. G. Loup nous a permis de tirer cette conclusion, mais il était utile de l'étayer d'autres preuves encore.

Britten, dans son fameux ouvrage *Old Clocks and Watches and their makers*, consacre une notice de quelques lignes à un William Ilbury, né en 1780, mort en 1851, horloger bien connu à Londres (établi à Goswell street, puis à Duncan Terrace), qui travailla surtout pour le marché chinois et dont on connaît de belles montres finement émaillées. Le même auteur cite dans une collection une riche pièce avec entourage de perles, signée « Ilbury, Paris ».

Il est certain que William Ilbéry et William Ilbury sont un même personnage et que le premier nom n'est que le second francisé.

Dans sa collection de montres rapportée de Chine, M. G. Loup possède un très grand nombre de pièces Louis XVI et Empire, signées W. Ilbéry, dont plusieurs à automates avec un mouvement à la fois très curieux et très soigné. Parmi les mouvements Ilbéry de cette collection, on peut distinguer trois catégories : le mouvement laiton gravé doré, le mouvement tout acier et le mouvement tout en or. Dans ce dernier genre cependant, les spécimens sont rares, cela se conçoit.

Ilbéry était un grand artiste et en même temps un technicien hors ligne. Ses montres, vrais chronomètres de l'époque, sont aussi parfaites par la décoration extérieure que par le mouvement. La plupart des boîtiers furent décorés à Genève (sauf les émaux ordinaires qui provenaient de Londres), mais la forme de ces boîtiers paraît avoir été inventée par Ilbéry.

Que l'on compare maintenant les mouvements Ilbéry et les montres chinoises des Bovet. Du premier coup d'œil, le profane y retrouvera le dessin général. Que l'on rapproche encore certains types de gravures Ilbéry avec les gravures en taille-douce de Fleurier, l'on y voit la même manière, les mêmes détails. Ceci procède évidemment de cela.

Mais voici autre chose encore : l'une des montres rapportée par



M. Loup (il l'a donnée il y a quelques années au Musée de Genève) a un mouvement signé « Ilbéry London », mais elle porte de plus sur le bord de la cuvette le nom de « Bovet London ».

S'agit-il d'un mouvement ancien fait par Ilbéry et mis dans une nouvelle boîte par les Bovet ou d'une habile imitation ? M. Loup, qui trouve des défauts dans la gravure du nom Ilbéry, penche vers cette dernière hypothèse. Sans doute a-t-il raison, mais comme nous le ver-

rons, il dut y avoir entente commerciale entre les Bovet et les Ilbéry.

Chose curieuse, M. Charles Bovet, à Londres, que j'ai interrogé à ce sujet, ne connaissait rien des relations entre ces deux maisons. « Tout ce que je sais, m'écrivit-il, c'est qu'entre 1857 et 1860, un Anglais nommé Ilbéry vint à notre bureau à Fleurier quand j'étais le chef, mais il paraissait ignorer complètement les affaires de notre maison et je le considérai comme un aventurier. »

Après que j'eus donné à M. Bovet quelques précisions, et l'adresse d'Ilbéry à Londres indiquée par Brit-

ten, il remarqua que l'établissement des Ilbéry à Londres se trouvait tout près de celui des Bovet. « Mon père, ajouta-t-il, devait bien le connaître. »

MM. Leuba frères, à Fleurier, successeurs des Bovet, me déclarèrent également n'avoir jamais vu ni entendu ce nom de Ilbéry, mais immédiatement après, parmi les vieux mouvements Bovet qu'ils possédaient encore, j'en trouvai un signé « Ilbéry London », sans aucun ornement et en tous points semblable aux autres.

Enfin, j'acquis la preuve, par la correspondance de Louis Bovet, à Canton, qu'un jeune homme du nom de Ilbéry résidait à Fleurier en 1836. Il est fait mention de lui dans plus de dix lettres.

En me marquant qu'Ilbéry est retourné en Angleterre, écrit Louis Bovet à sa tante en 1837, pourquoi ne me dis-tu pas ce qui en est cause. Je croyais qu'il emmènerait A. V. [Anna Vaucher] avec lui. Comment ces deux inséparables ont-ils pu se quitter, les larmes doivent avoir coulé avec abondance...



Montre Bovet (calibre Tixier)  
avec ponts festonnés  
et gravures à filets.

(Propriété de M. André Leuba, Fleurier.)



MUSÉE NEUCHATELOIS



Mouvement d'une montre Duplex 8 jours,  
genre chinoise (fin du XVIII<sup>me</sup> siècle),  
signée W. Anthony, London.  
(Collection G. Loup.)



Mouvement d'une montre Duplex, signée  
Ilbery, London (époque 1810), montrant  
l'origine du calibre et du décor de la  
gravure en taille-douce de Fleurier.  
(Collection G. Loup.)



Mouvement de montre chinoise  
de Fleurier,  
avec gravure en taille-douce de G. Vuillemin.



Mouvement de montre chinoise  
de Fleurier,  
échappement Duplex-Jacot, gravure à filets.





Nous apprenons encore par ces lettres qu'Ilbéry se rendit ensuite à Macao en février 1839, puis à Canton où il rencontra deux de ses frères qui apparamment s'occupaient de commerce.

« Je croyais, dit encore Bovet, son mariage avec Anna Vaucher chose arrangée entre les parents... voilà qu'il y a encore de l'espoir pour moi. »

Louis Bovet était, en effet, rival d'Ilbéry avec lequel il s'accorde bien cependant et fait des parties d'équitation dans les environs de Macao. Il paraît constater avec assez de satisfaction que la petite vérole a passablement gâté la figure du jeune Anglais.

Je pense, écrit Bovet, qu'il n'oserait pas se montrer à Anna Vaucher dans cet état. Ilbéry a les mêmes manières qu'un Suisse, gai, insouciant, seulement trop... Il est peu décidé dans ses goûts et veut renoncer à l'horlogerie, parce que, dit-il, ce n'est pas un métier honorable, préférant aller dans l'Inde, se mettre planteur d'indigo.

En décembre 1839, Louis Bovet raconte que le père d'Ilbéry vient de périr dans le naufrage de *La Scinda*, en allant en Chine. La première fois qu'il se rendit dans ce pays, il avait déjà failli subir un sort pareil. Bovet demande qu'on annonce cette nouvelle à ses oncles, ce qui est une preuve de plus des relations existant entre ces deux maisons. S'agit-il d'un frère de William ou de lui-même ? La date de cette mort ne coïncide pas avec celle que donne Britten, mais nous avons constaté dans son ouvrage bien des erreurs de ce genre.

Nous apprenons encore qu'Ilbéry fils (celui que nous connaissons) revit à plusieurs reprises Louis Bovet à Canton. Celui-ci écrit en octobre 1841 :

Ilbéry va retourner à Calcutta et peut-être en Europe pour se marier avec Anna. Puisqu'elle a promis de lui rester fidèle, elle fait bien de tenir ses engagements. Mais quant à toutes les autres demoiselles qui ne se trouvent pas liées de la même manière et dont les prétendus s'absentent pour des années en pays étrangers, je les engagerais à ne pas manquer la première bonne occasion de se marier, autrement neuf sur dix auront à s'en repentir, quand il ne sera plus temps.

Il est question d'Ilbéry, fils, pour la dernière fois, dans une lettre datée du 18 avril 1843. Bovet, en noble rival, écrit au frère d'Anna Vaucher et lui envoie, « pour toute la famille », une caisse de cadeaux de la part d'Ilbéry, qui va le quitter pour retourner sans doute en Europe. « Ces dames, ajoute assez mélancoliquement le Fleurisan, le sauront sans doute mieux que moi. »



Qu'advint-il de ces amours ? Et d'abord qui était cette Anna Vaucher ?

Il s'agissait de Anna-Suzanne Vaucher, fille de Charles-Henri Vaucher, née le 2 mai 1818 et baptisée à Londres en 1821 dans la paroisse de Saint-Pancras Middlesex, en même temps que sa sœur Emilie<sup>1</sup>. Son père tenta en 1838 de faire concurrence aux Bovet à Canton pour le commerce de montres, mais il ne réussit pas, débutant en pleine crise politique<sup>2</sup>. Ch.-H. Vaucher habitait à Fleurier la maison qui devint l'Hôtel de la Poste. L'on connaît la gravure de Calame qui reproduit ce bâtiment à côté de l'arbre du Guilleri et la place du Marché. Au premier plan à gauche figurent deux jeunes filles qui sont précisément Anna et Emilie Vaucher (je tiens ces détails d'une octogénaire de Fleurier). Charles-Henri Vaucher avait une pension de jeunes Anglais ; nul doute qu'Ilbéry ne fut l'un d'eux.

Anna Vaucher fut fidèle à ses amours, mais elle tomba malade et mourut le 3 juillet 1845 d'une maladie de cœur. Bien des années après, Ilbéry revint à Fleurier et demanda à être conduit auprès de la tombe de sa fiancée, sur laquelle il versa des larmes.

Ainsi se mêle une simple et touchante idylle à de prosaïques considérations sur l'origine de la « montre chinoise ».

Il ressort de tout cela qu'il y eut des relations de commerce et d'industrie intimes entre les premiers fabricants fleurisans de montres chinoises et la maison Ilbéry, et que l'on peut considérer les Bovet comme les continuateurs du brillant horloger anglais. S'ils adoptèrent en général un type de montre moins luxueux, cela tient aux circonstances et à l'époque. En introduisant en Chine des genres plus simples, quoique en tous points excellents, à côté de la montre de mandarin, ils ouvrirent au commerce horloger européen la porte d'un domaine beaucoup plus vaste dont notre pays devait bénéficier en tout premier lieu.

Est-il possible de remonter plus haut qu'Ilbéry encore ? C'est à lui, je l'ai dit déjà, qu'on peut attribuer l'invention du calibre chinois. Par contre, M. Gustave Loup a retrouvé des motifs assez semblables de gravure intérieure (rincaux Louis XVI et rosaces) dans les montres d'un autre horloger anglais, William Anthony, né en 1764, à Londres, et mort en 1844 (voir pl. ci-jointe). Comme Anthony est l'aîné d'Ilbéry de quelque seize ans, nous le considérerons comme son prédécesseur à cet égard, comme l'un de ses inspireurs vraisemblablement aussi.

<sup>1</sup> Etat civil de Fleurier. — Ch.-H. Vaucher avait épousé Marie Berthoud.

<sup>2</sup> Cette maison avait aussi une succursale à Londres ; elle se transporta plus tard à Trévise.



Nous avons ainsi trouvé l'origine du calibre chinois et du décor « vieux genre ». Il resterait à déterminer celle des motifs de la gravure « à filets » qui ont prévalu finalement pour la montre chinoise courante. Ici encore, nous sommes en présence d'ornements se rattachant à un style Louis XVI quelque peu dégénéré, et l'aspect oriental de l'ensemble du mouvement provient plutôt de ses formes générales que de son genre de gravure.

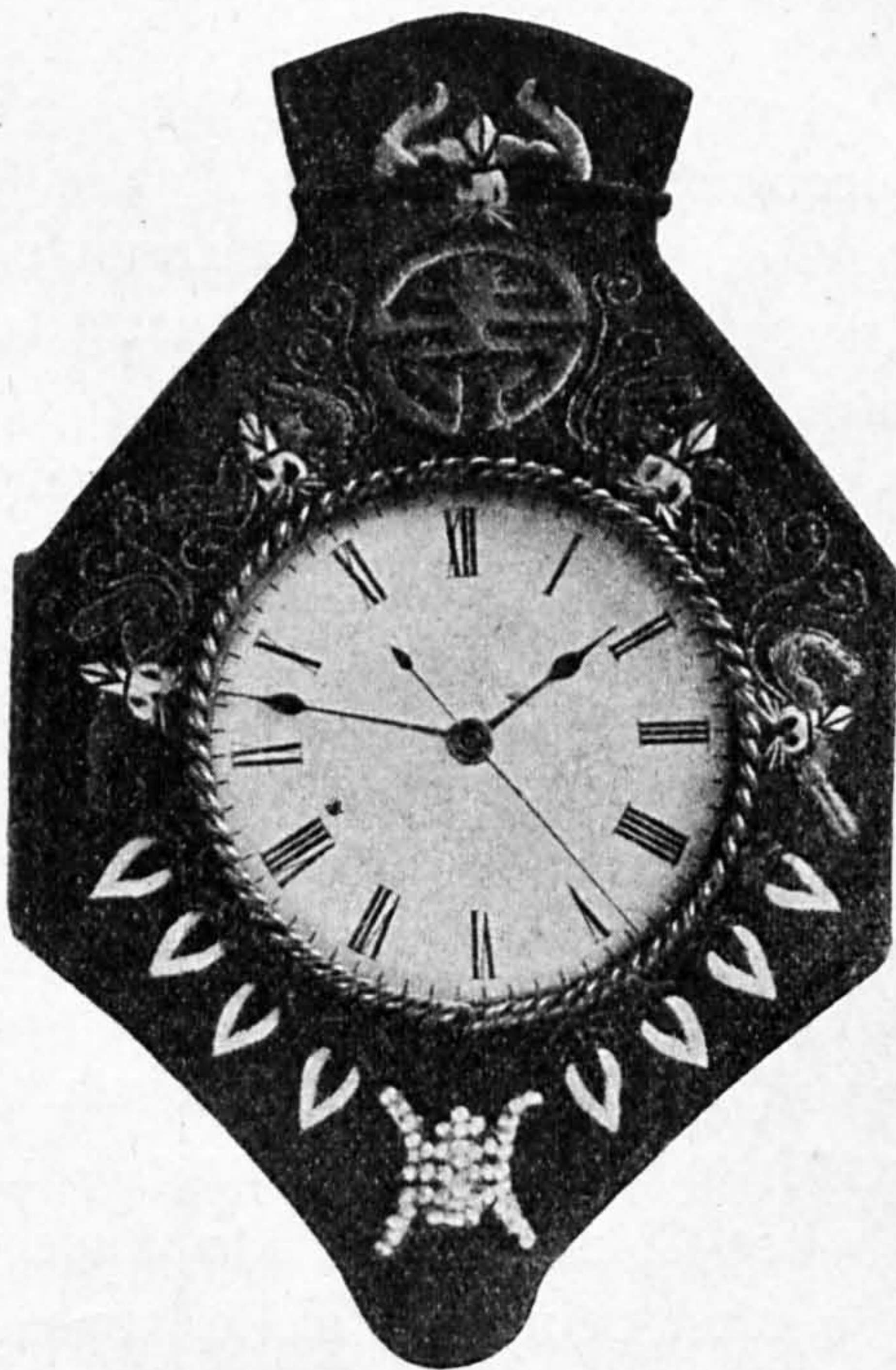
En y regardant de plus près, on voit que ce serait plutôt du genre Anthony que du genre Ilbéry que découlerait ce décor deuxième manière. Mais le procédé est différent. Il n'est pas autre chose que celui que les Chinois et les Japonais emploient depuis des siècles dans la préparation de leurs émaux cloisonnés (et le Genevois Pélaz y revint plus complètement encore, lorsque, ainsi que nous l'avons vu, il appliqua des émaux sur ces ponts festonnés). « Il y eut, m'écrivait M. Ch. Bovet, des transforma-

tions graduelles sur suggestions des Chinois. » Avec le temps, en effet, les motifs se sont simplifiés en même temps qu'alourdis, et les gracieux rinceaux Louis XVI ne sont presque pas reconnaissables. Ce n'est plus l'enroulement de l'acanthé gréco-romaine, mêlée de roses, c'est un procédé de décoration purement géométrique où l'invention artistique est réduite à peu de chose.

Qu'on me permette de m'arrêter encore à quelques détails qui ont leur importance.

Aimé Humbert, qui fut chargé d'une mission commerciale au Japon en 1864, a laissé la note suivante qui a été reproduite par Bachelin et divers auteurs :

On a cru, longtemps, disait-il, que l'importation horlogère n'était pas possible avec un peuple dont le costume national consistait en une robe de



Ancien porte-montre de ceinture chinois.  
(Collection G. Loup.)



chambre [il s'agit des Japonais]. La difficulté ne me semblait cependant pas insoluble pour le peuple qui a produit Bovet le Chinois, lequel a persuadé aux habitants du Céleste empire d'utiliser leur large ceinture nationale pour y pratiquer deux œils de bœuf où l'on verrait briller les cadrans et cheminer les aiguilles d'une paire de montres de Fleurier.

L'on ajoute couramment à Fleurier qu'Edouard Bovet avait su démontrer aux Chinois qu'il fallait toujours avoir sur soi deux montres pour le cas où l'une s'arrêterait et que, si toutes deux étaient gâtées, il ne resterait plus qu'à les enterrer profondément et à en acheter deux autres.

Faut-il prendre tout cela pour bon argent ? Premièrement, il est indubitable que les montres chinoises se vendent, de même que beaucoup d'autres objets, par paires dans des étuis spéciaux, mais l'invention est-elle de Bovet ?... Point du tout.

Félix Renouard, de Sainte-Croix, qui résidait à Canton en 1807, écrivait trois ans plus tard dans son *Voyage commercial et politique* : « Vous observerez que les Chinois n'achètent jamais des montres que par paires. » D'autre part, nous savons aussi que, beaucoup plus tôt encore, les Jaquet-Droz envoyaient déjà à Félix Laurent, à Canton, et aux Coxe et Beale des paires de montres en nombreuses séries.

Les Chinois ont-ils l'habitude de porter deux montres à la fois ? « Ce n'est point une mode, répond M. Gustave Loup. Si les Chinois achètent une paire de montres, c'est pour en avoir une à disposition, au cas où l'une des deux aurait besoin de rhabillage. » Plusieurs négociants suisses affirment également n'avoir jamais rencontré un Chinois portant deux montres. Était-ce le cas jadis ? Il faut en douter, car aucun des ouvrages anciens qui parlent des costumes des mandarins ne mentionne ce fait. Par exemple, M. de Guigues, dans ses *Voyages à Pékin, Manille et l'Ile de France* (1784 à 1801), dit à leur sujet : « C'est par dessus la seconde robe qu'ils attachent la ceinture à laquelle ils suspendent *une* montre, un couteau, un mouchoir et une bourse... » De même, le comte de Escayraca de Lauture, dans ses *Mémoires sur la Chine* (1865), écrit : « Le caleçon est tenu par une ceinture qui porte la bourse disposée à recevoir *la* montre. »

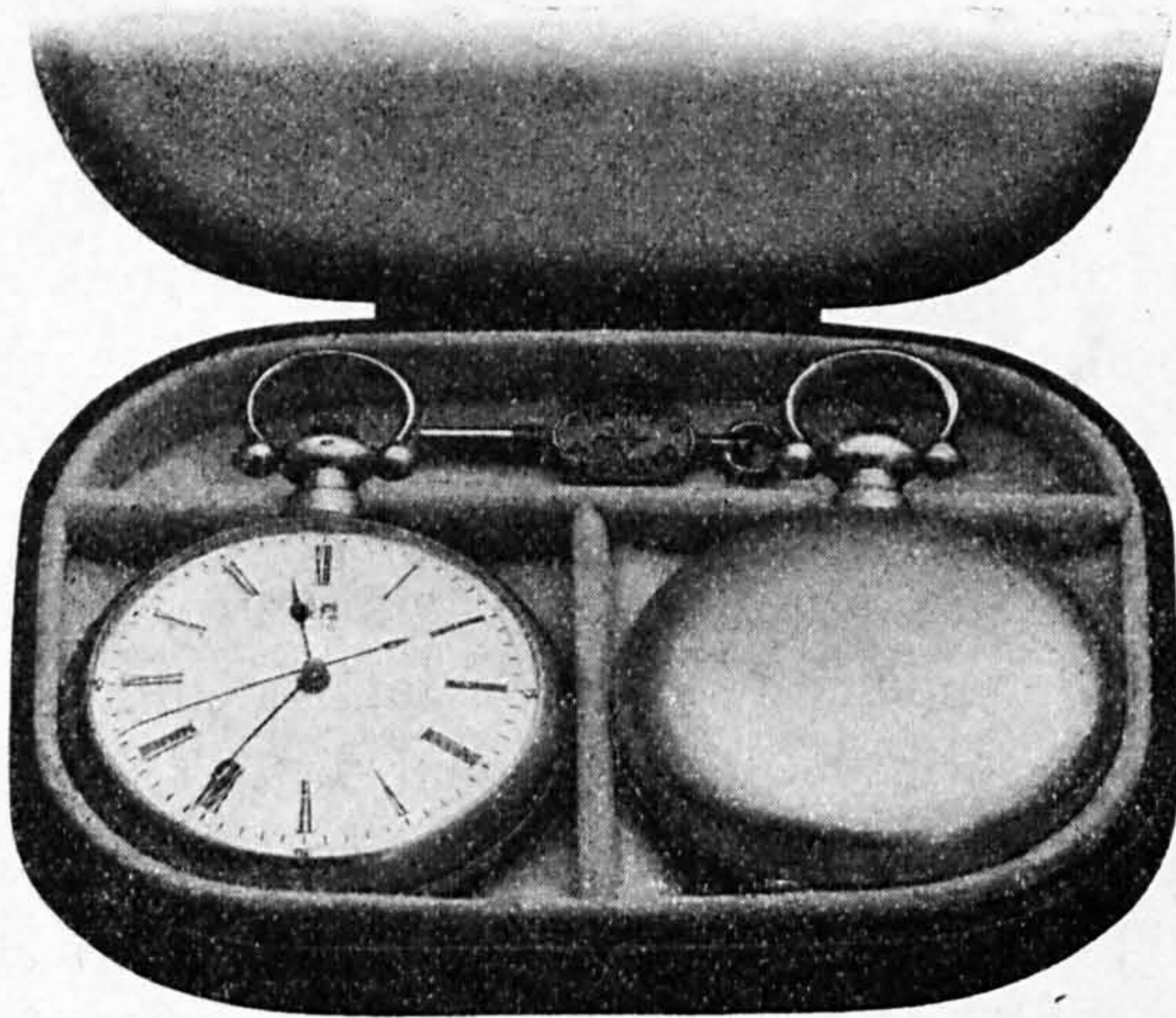
Par contre, les collectionneurs de montres (et ils furent jadis nombreux en Chine) aimaient à posséder la paire avec mêmes motifs généralement, présentés dans un sens différent, de façon à s'opposer l'un à l'autre. Il existe aussi des paires d'ornements avec montre qui étaient suspendus aux deux montants du lit.



Ajoutons encore que si la mode de présenter les montres par paires a subsisté jusqu'à notre époque, les Chinois n'en achètent généralement qu'une à la fois ou réservent la deuxième comme présent à faire.

En général, 48 étuis contenant deux montres chacun formaient une caisse. Cette caisse était en bois garni de fer blanc que l'on soudait à la douane des Verrières-France. Plus tard, à cause de l'humidité des villes côtières de la Chine, les montres furent emballées par douzaines dans de petites boîtes en fer blanc soudées, avec marques extérieures de la qualité.

Dans la relation de voyage que je viens de mentionner, de Guigues disait : « Les Chinois sont très adroits pour enlever les caisses et en substituer d'autres exactement semblables, soit pour la forme, soit pour le poids, mais ne contenant que des cordages ou autres bagatelles à la place des thés et des soies. » Il arriva un jour aux Bovet une aventure pareille. L'un d'eux, à Schanghai, s'était, selon son habitude, rendu lui-même au bateau pour y prendre livraison d'une caisse de montres. En arrivant sur le quai, il avisa un coolie qui la chargea sur le dos, l'accrochant à son long bâton et prit le chemin de la maison, pas accéléré. Alphonse Bovet, qui n'était plus jeune, le suivait avec peine, s'essuyant le front sous un soleil de plomb, et perdant du chemin... Au contour d'une ruelle, le Chinois entra précipitamment dans un corridor, y déposa la caisse, en chargea une autre toute pareille avec la marque Bovet sur son épaule, puis reprit son chemin. Le coolie ralentissant le pas, se laissa rattraper par le négociant tout en nage qui lui reprocha son zèle. Notre Chinois, payé, était déjà bien loin lorsque l'on constata, au lieu des jolies montres au ventre poli si soigneusement emballées par Jules Jéquier à Fleurier, une collection de cailloux, parmi lesquels ne se trouvaient ni l'œuf de roc, ni la pierre philosophale.



Paire de montres chinoises Bovet  
dans leur étui double.

Alfred CHAPUIS.



## DEUX RÉTRACTATIONS

---

### I

Au commencement de l'année 1830, une place de maître d'histoire et de géographie, « à l'usage des trois classes supérieures du double collège latin et français », était mise au concours à Neuchâtel, avec 15 heures de leçons par semaine et 60 louis par an « d'honoraires fixes ». Trois candidats se présentèrent : Olivier Petitpierre, qui ne tarda pas à retirer sa candidature, Alexis Roulet et Ulysse Guinand. Les examens de concours eurent lieu au mois de juin : Guinand, dont la dissertation, au jugement de la Commission d'éducation, était « remplie d'idées neuves et lucides », « fruit d'une imagination fertile », fut nommé. Ce jeune homme, à peine âgé de vingt ans, — il était né le 2 juillet 1810 — était fils du justicier des Brenets, Philibert Guinand, et petit-fils de l'opticien Pierre-Louis. Il se mit avec ardeur à sa tâche et n'épargna rien pour compléter ses connaissances scientifiques et contenter en même temps ses élèves et les autorités scolaires de Neuchâtel. Le 23 juin 1831, la Commission d'éducation pouvait rendre du jeune professeur le témoignage que ses connaissances étaient « étendues » et que sa méthode d'enseignement était « claire, précise et intéressante ».

La Révolution de juillet fit sur Ulysse Guinand, comme sur toute la jeunesse intellectuelle de l'époque, une profonde impression. Lui-même nous apprend qu'il « aimait à se représenter son pays libre au dedans et libre au dehors ; canton suisse indépendant et non plus principauté tributaire du roi de Prusse »<sup>1</sup>. Il étudiait avec la curiosité de l'historien et le zèle du patriote l'histoire de la Principauté : il y découvrit, comme il dit, « bien des choses mortes de vieillesse ou décrépites et desséchées par l'âge ». Aussi se rattacha-t-il, de tout son cœur, au petit groupe de patriotes, dont le chef était l'avocat Bille, qui rêvaient l'égalité des citoyens devant la loi, le remplacement des Audiences générales par un Corps législatif digne de ce nom, l'abolition du code de Charles-Quint, et bien d'autres choses encore.

<sup>1</sup> Voir la *Note sur l'arrestation et la destitution de Guinand* dans les *Fragmens neuchâtelois*, p. 428.



Il n'était pas possible à Neuchâtel, en 1831, d'écrire et de parler librement. Quiconque osait, même timidement, réclamer quelques modifications à la charte qui régissait la principauté, était considéré comme une sorte d'anarchiste. Encore dans l'enthousiasme de la Révolution de juillet, Guinand publia dans le *Nouvelliste vaudois* de petits articles sur Neuchâtel et les Neuchâtelois qu'il signait du pseudonyme d'*Optime*. Il s'étonnait de voir les Neuchâtelois si soumis, si timides, si respectueux devant le régime presque féodal sous lequel ils étaient encore courbés. Il saluait en termes lyriques la Révolution de juillet, qui avait abattu le despotisme et fait triompher la liberté, « espoir des peuples et terme de la civilisation »<sup>1</sup>.

On finit par savoir à Neuchâtel que l'auteur de ces articles était le jeune professeur d'histoire et de géographie. Guinand acheva de se compromettre en prenant part à la fondation de la *Revue neuchâteloise*, journal timidement libéral, créé par l'avocat Favarger, Olivier Petitpierre, Gonzalve Petitpierre, le professeur Ladame et d'autres. Il semble même que Guinand ait pris l'initiative de la création de cette revue, que voyaient de fort mauvais œil les autorités de la ville et de l'Etat. Du moins c'est chez lui qu'eut lieu la réunion constitutive du comité de rédaction.

Survinrent les événements de septembre. Guinand désapprouva la prise d'armes de Bourquin, et il y resta complètement étranger. Mais, comme pour mettre son loyalisme à l'épreuve, les autorités de la ville voulurent enrôler le jeune professeur dans les milices urbaines, instituées par le général de Pfuel et destinées à être le ferme appui du gouvernement.

Ne pouvant, raconte Guinand, à la fois être soldat de Pfuel et préparer des cours de géographie et d'histoire, ne voulant surtout obéir qu'à la loi et non aux abus de pouvoir qu'un dictateur prussien pourrait ordonner à Neuchâtel, Guinand renvoya fusil, giberne et brassard blanc, n'en travailla que mieux à ses cours, vécut de la manière la plus retirée et la plus tranquille, se fortifiant chaque jour dans ses convictions patriotiques, et ne leur étant pas moins dévoué à mesure qu'elles l'exposaient à plus de dangers<sup>2</sup>.

Lorsque Bourquin et sa bande reprirent les armes dans « les funestes journées de décembre », à la grande satisfaction du général

<sup>1</sup> Sur les lettres d'*Optime*, voir A. PIAGET, *Histoire de la Révolution neuchâteloise*, t. II, p. 340-342.

<sup>2</sup> Note sur l'arrestation et la destitution de Guinand, p. 429.



de Pfuel et du gouvernement de la principauté, Guinand, qui s'attendait à une réaction impitoyable, et qui supposait bien que les opinions elles-mêmes deviendraient des crimes, jugea prudent de quitter Neuchâtel. Il se rendit aux Brenets dans sa famille. Il eut tort, il le reconnaît lui-même, d'abandonner son poste. Le 3 décembre, il prévint de son départ M. l'inspecteur Du Pasquier. Le 9 décembre, il écrivit de La Chaux-de-Fonds au président de la Commission d'éducation, Gallot. Dans cette lettre, lit-on dans le Manuel de la Commission, le professeur d'histoire et de géographie exposait « d'une manière assez inconvenante les motifs de son absence et de la désertion de ses leçons, dont il n'avait prévenu personne »<sup>1</sup>.

La Commission d'éducation fut heureuse, semble-t-il, de ce manquement à la discipline, et, malgré l'empressement que Guinand mit à rejoindre son poste, elle en fit un cas pendable. Guinand quitta les Brenets pour rentrer à Neuchâtel le 18 décembre, muni d'un laissez-passer que lui avaient délivré les autorités militaires du Locle. Mais il fut arrêté à Valangin, fouillé et emprisonné. Le lendemain, transféré à Neuchâtel, il fut enfermé à l'hôpital de la ville avec beaucoup d'autres prisonniers. Les collègues de Guinand s'intéressèrent à son sort. Le professeur de Joannis courut au Val-de-Travers auprès du général de Pfuel, et obtint de lui l'ordre de mettre Guinand en liberté.

Cet ordre, raconte Guinand, ne reçut pas d'exécution. Guinand demeura à l'hôpital une dizaine de jours. Gallot vint le visiter, lui reprocha son départ précipité, sa conduite neutre pendant les troubles et les articles qu'il avait publiés quatorze mois auparavant. Il l'engagea à reconnaître et à avouer ses torts, s'il ne voulait pas s'exposer à de graves désagréments. Guinand reconnut que son départ et son absence de quelques jours, sans autorisation préalable, étaient les seuls faits qu'on eût à lui reprocher ; mais il répondit que sa conduite comme citoyen lui paraissait conforme et à son devoir et à ses convictions<sup>2</sup>.

La Commission d'éducation, convoquée le 29 décembre, s'occupa du cas Guinand.

La Commission, délibérant sur cette affaire assez délicate dans le moment actuel, et sur un jeune homme dont les talens et les connoissances sont généralement reconnus et appréciés, se résuma à désapprouver unani-

<sup>1</sup> *Manuel de la Commission d'éducation*, t. VI, p. 108.

<sup>2</sup> *Note sur l'arrestation et la destitution de Guinand*, p. 431.



mément et la conduite et les procédés de M. Guinand, comme maître attaché à notre collège, et décida que le poste qu'il occupoit devoit être déclaré vacant, lorsque son préavis auroit été mis sous les yeux du Conseil général <sup>1</sup>.

Guinand laisse entendre que cette destitution fut votée par surprise. « Sur dix-huit membres (de la Commission d'éducation), cinq s'y rendirent ; quelques-uns même disent n'avoir pas été avertis. Ces cinq membres étaient tous de zélés royalistes ; la délibération ne fut pas longue... »

Au Conseil général, le maire de Perrot parla longuement contre Guinand. Lorsque le professeur d'histoire et de géographie, de retour des Brenets, fut arrêté et fouillé à Valangin, on avait trouvé sur lui quelques lettres adressées à son père et qui, selon Guinand, ne prouvaient qu'une chose, « son éloignement pour toutes les entreprises de Bourquin ». Le maire de Perrot « affirma que la correspondance du détenu avec son père le compromettait gravement et conclut à sa destitution. Tous les conseillers, à l'exception de quatre, la votèrent par acclamation ».

Guinand lui-même nous apprend que « cette destitution produisit à Neuchâtel le plus mauvais effet. Les élèves de Guinand laissèrent échapper des larmes à cette nouvelle. Beaucoup de personnes honorables manifestèrent ouvertement la peine que cette injustice leur faisait éprouver ». Par lettre du 8 janvier 1832, Guinand se plaint « d'avoir été destitué sans avoir été entendu ». Un membre indépendant de la Commission d'éducation, dans la séance du 9 janvier, demanda que Guinand fût rappelé et entendu pour se justifier. La Commission décida « à une grande majorité qu'elle ne pouvoit que s'en tenir à son précédent préavis, communiqué au Conseil général et confirmé par un arrêt unanime ». Guinand raconte encore qu'on lui fit « indirectement des ouvertures lui assurant que son emploi lui serait rendu moyennant deux mots de soumission. Mais ces deux mots auraient été un mensonge. Guinand préféra sa destitution »<sup>2</sup>.

La place de Guinand fut offerte à Alexis Roulet, qui accepta.

De Neuchâtel, Guinand se rendit à Lausanne. Le *Journal de Neuchâtel* du 31 janvier 1832 annonce à ses lecteurs que « M. le professeur Guinand, notre compatriote, donnera incessamment à Lausanne un cours de géographie physique. Nous avons tout lieu de croire que

<sup>1</sup> *Manuel de la Commission d'éducation*, t. VI, p. 108.

<sup>2</sup> *Note sur l'arrestation et la destitution de Guinand*, p. 432.



les talents distingués de M. Guinand, dans la partie qu'il professe, seront appréciés à Lausanne comme ils le méritent ».

Les royalistes de Neuchâtel ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en destituant Guinand, ils avaient commis une faute. Ils l'avaient, il est vrai, privé de sa place de professeur d'histoire et de géographie, mais ils lui avaient du même coup procuré des loisirs et lui avaient rendu toute liberté d'actions et d'opinions. Guinand mit en ordre les notes qu'il avait amassées sur l'histoire du pays de Neuchâtel, et, coup sur coup, en 1833, il publia à Lausanne deux brochures et un volume révolutionnaires.

En 1831, déjà, il avait rédigé un *Précis de la Constitution du canton de Neuchâtel*, qui fut remis au général de Pfuel, le 24 mai, lorsque ce haut commissaire du roi de Prusse, qui parcourait toute la principauté, visita Boudry. Ce précis était destiné, non pas, chose impossible, à ouvrir les yeux du général prussien, mais bien à lui montrer qu'il existait des Neuchâtelois que la constitution de la principauté ne satisfaisait pas. Le précis faisait, en termes modérés, un tableau exact et impitoyable de « cet assemblage d'abus, d'institutions gothiques, de coutumes bizarres, formant ce qu'on appelle notre Constitution ». Dans une suite de chapitres, Guinand étudiait tout ce qui concernait l'état des personnes, l'organisation du gouvernement, les finances et la justice civile et criminelle ; il montrait que, « dans un pays qui n'a que trente-six lieues carrées de surface et ne renferme que cinquante mille habitants, la classification des citoyens ou sujets de l'Etat admet des divisions et des subdivisions inconnues dans les autres pays de l'Europe » ; il énumérait toutes les sortes de pouvoirs, administratif, législatif et judiciaire, qui étaient réunis dans les seules mains du Conseil d'Etat, « espèce d'oligarchie », où « les places sont en quelque sorte héréditaires dans les mêmes familles » ; il faisait un tableau des privilèges des corporations et en particulier de la ville de Neuchâtel, sorte de république au milieu d'une « monarchie tempérée » ; il exposait le système de finances qui régnait dans la principauté et mettait le doigt sur les inconvénients qui résultaient de l'absence de code civil et de code criminel. Il concluait en ces termes :

Telle est, Monsieur le Commissaire, la constitution que peut-être on voudrait vous engager de présenter à Sa Majesté comme la plus propre à faire notre bonheur, et comme étant le palladium d'une sage liberté et un frein salutaire à la licence !... L'inégalité dans les droits des citoyens et dans les charges qu'ils supportent ; l'arbitraire dans toutes les parties de l'admi-



nistration et dans la distribution de la justice ; la confusion des pouvoirs ; la complication des rouages qui font mouvoir l'autorité ; la multiplication désordonnée des fonctionnaires publics ; l'obscurité et l'ignorance des principes qui doivent servir de règle ou de sauvegarde aux citoyens ; voilà, Monsieur le Commissaire, en peu de mots, ce qui caractérise éminemment notre prétendue *heureuse Constitution*.

Imprimé en 1831 chez Louis Fivaz, fils, à Yverdon, ce *Précis* fut republié par Guinand en 1833 à Lausanne, augmenté d'un discours de Druey à la Diète.

A Lausanne aussi, en 1833, Guinand se fit l'éditeur d'une *Histoire du gouvernement de Neuchâtel, sous la domination prussienne, depuis 1807 jusqu'en 1832, par un patriote du Val-de-Travers*. Ce patriote du Val-de-Travers est, paraît-il, l'herboriste Henri-Constant Dubois, de Buttes. A vrai dire, on s'étonne que Guinand ait pris les soins de publier cette Histoire du gouvernement de Neuchâtel. Dans l'avertissement, il laisse bien entendre que les opinions de l'auteur ne sont pas toujours les siennes, et il présente cette *Histoire* non pas comme une œuvre d'art, mais comme une offrande de patriotisme. Il plaide les circonstances atténuantes : « L'auteur, dit-il, est un des hommes qui ont pris le Château, le 13 septembre 1831. » Exilé, proscrit, ce patriote laborieux occupa ses loisirs à feuilleter « de précieux documents ». La patrie, la cause des patriotes remplissaient son cœur.

L'*Histoire du gouvernement de Neuchâtel* n'est pas une œuvre d'art, en effet, ce n'est pas non plus une œuvre d'histoire. C'est un de ces factums où la bonne volonté et le patriotisme ne remplacent pas la science et le talent, et destinés finalement à faire à leur propre cause plus de mal que de bien. La féodalité et son « hideux cortège », la noblesse neuchâteloise « basse et rampante dans l'adversité », les « turpitudes d'un gouvernement qui se qualifie lui-même du titre de paternel », la façon dont notre pays fut toujours « brocanté », les « œuvres ténébreuses du gouvernement aristocratique de Neuchâtel, qui n'a jamais suivi la marche du siècle, mais toujours des idées mesquines et rétrogrades », tels sont les thèmes que développe de préférence l'herboriste de Buttes. Faisant un tableau des « actes despotiques » du gouvernement, le patriote du Val-de-Travers concluait en ces termes :

L'écrivain, fatigué et dégoûté de tant de turpitudes, cherche en vain autour de lui des objets plus consolans. Il n'a que de sinistres et de noirs tableaux à offrir à l'œil du lecteur. Courbés sous le joug d'un despotisme redoutable,



les Neuchâtelois n'aperçoivent autour d'eux qu'une nuée de vampires soutenus par une armée d'espions occultes, qui les livrent sans défense aux vengeances et aux exactions du pouvoir.

Laissons là l'*Histoire du gouvernement de Neuchâtel*, destinée, disait Guinand, à éclairer le peuple et à ouvrir les yeux de quelques-uns. En se faisant le patron de ce pamphlet, dans sa passion de révolutionnaire, Guinand oubliait un peu trop les exigences de la vérité historique.

Le troisième ouvrage que Guinand publia à Lausanne en 1833 est bien encore un pamphlet, mais d'une toute autre tenue et d'une toute autre valeur. Dans ce livre, intitulé *Fragmens neuchâtelois ou Essai historique sur le droit public neuchâtelois, sur la domination prussienne et sur les événemens de 1830 à 1832*, Guinand se défend d'avoir voulu faire de l'histoire « dans le sens systématique de ce mot » ; il a écrit des fragments, six fragments, « en apparence indépendants les uns des autres, mais au fond liés entre eux par un dessein unique ». Ce dessein unique, Guinand a pris la peine de l'exposer dans l'avant-propos. Les royalistes de 1830 répétaient sans cesse que les républicains neuchâtelois, pour établir leur république, devaient renier tout le passé de leur patrie et que « la dynastie de Brandebourg était seule en état d'assurer à jamais notre félicité, comme elle avait fait notre bonheur pendant plus d'un siècle ». Reprenant l'histoire du pays de Neuchâtel depuis les temps anciens, remontant à l'origine de la suzeraineté des Chalon, Guinand étudie spécialement tous les faits qui jettent quelque lumière sur le droit public neuchâtelois ; il s'attache, comme il dit, à lier entre eux « tous les jalons épars de notre indépendance nationale ». La première conclusion de son ouvrage est celle-ci : les rois de Prusse sont devenus souverains de Neuchâtel sans aucun droit quelconque, « parce qu'il s'est trouvé douze juges assez vils pour trahir leur patrie en trafiquant de son indépendance ». Le siècle de bonheur dont le pays de Neuchâtel a joui sous les rois de Prusse, pour Guinand, c'est un long cri de la liberté contre l'absolutisme. Sous la domination prussienne, telle est sa deuxième conclusion, « le peuple a été perpétuellement foulé par le gouvernement ». Passant aux événements de 1831, Guinand montre que ce mouvement n'est point une tentative isolée et sans antécédents, mais que c'est « la même pensée et la même histoire que la pensée et l'histoire des temps anciens ».

Ces trois publications, le *Précis*, l'*Histoire du gouvernement de*



*Neuchâtel* et les *Fragmens*, parurent à Lausanne la même année, en 1833.

Cette année-là, Guinand subit profondément une influence sur laquelle malheureusement nous ne possédons pas de renseignements précis, celle des piétistes lausannois. Lui qui voulait révolutionner son pays natal, il vit une autre espèce de révolution s'accomplir au-dedans de lui-même. En 1834, le bruit courait chez ses anciens amis qu'il était devenu « mômier ». Il avait quitté Lausanne et s'était établi, momentanément, à Berne pour tenter d'y faire un cours de géographie comparée. L'avocat Bille, qui vivait à Berne, se félicitait de cette bonne fortune qui lui faisait retrouver un jeune et intelligent compatriote. Mais il ajoutait : « S'il est mômier renforcé, tant pis, nos chiens ne chasseront pas ensemble <sup>1</sup>. » Bille vit Guinand, qui lui parut découragé et mécontent : « C'est pitié, écrivait-il, de voir un jeune homme à talents remarquables user sa vie de cette manière ; il m'a laissé une impression aussi pénible que triste, car, hélas ! lui aussi est banni <sup>2</sup>. »

Après avoir formé divers projets d'avenir, Guinand se fixa définitivement à Lausanne. Bille s'en réjouissait. « Ainsi, écrivait-il, nous ne perdrons pas pour notre cause un homme aussi utile qu'il le sera, quand viendra le moment d'un appel aux capacités <sup>3</sup>. »

Malgré les bruits de la « désertion » de Guinand, qui continuaient à courir, Bille lui gardait fidèlement toute son amitié et son admiration : « Je l'aime toujours beaucoup, quand même », déclarait-il en 1836 <sup>4</sup>. Et il comptait malgré tout sur ce jeune homme si bien doué, quand le moment serait venu.

Le 20 décembre 1840, Guinand écrivit au Conseil d'Etat de la principauté la lettre suivante :

A Monsieur le Président et à Messieurs les membres du Conseil d'Etat  
de Neuchâtel.

Messieurs,

A la prière de quelques-uns de mes frères en Christ, je vous adresse la déclaration suivante :

En écrivant sur les événements politiques du canton de Neuchâtel, j'avais la conviction de concourir, par ce moyen, au bonheur général du pays. Aujourd'hui, Messieurs, j'ai cessé d'être un homme politique, ayant fait pour moi-

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1914, p. 114.

<sup>2</sup> *Id.*, p. 115.

<sup>3</sup> *Id.*, p. 230.

<sup>4</sup> *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 66.



même l'expérience qu'il n'y a de repos, de paix et de bonheur que dans le sentiment joyeux d'être réconcilié avec Dieu par Jésus, et rendu par là enfant de Dieu, héritier de Dieu et cohéritier de Christ. Etant en possession de cette joie et de ces espérances, mon désir est de les faire partager aux pécheurs qui ne connaissent pas encore Jésus comme leur Sauveur. Si j'eusse, il y a huit ans, possédé la même lumière, elle m'aurait empêché de m'exprimer comme je l'ai fait, et même de participer à des débats tout à fait étrangers à l'esprit de Christ.

En faisant cette démarche, Messieurs, je n'ai d'autre but que d'ôter tout déshonneur du nom de Christ, en désavouant ce qui aurait pu le déshonorer.

Je suis, Messieurs, votre très humble serviteur.

Guinand.

Lausanne, le 20 décembre 1840<sup>1</sup>.

La « désertion » de Guinand à la cause de la révolution était, comme on voit, bel et bien accomplie. En 1843, le notaire Frédéric-Etienne Petitpierre constatait tristement qu'il n'y avait plus à compter sur Ulysse Guinand, « enfoncé complètement dans les rêveries des mômiers »<sup>2</sup>.

## II

En décembre 1831, dans la colonne des « patriotes » accourus de Genève pour prêter aide aux révolutionnaires neuchâtelois, se trouvait un jeune homme, originaire du Locle, Jules Lapierre ou Delapierre. Ce patriote n'a pas joué dans les événements de l'époque un rôle de premier plan. Seul, César-Henri Monvert, dans les dialogues satiriques qu'a publiés le *Musée neuchâtelois* en 1911, mentionne « le petit Lapierre » :

Il y avait bien ce petit Lapierre, ce gringalet des rues basses, qui se disait professeur de littérature à Neuchâtel et menuisier à Genève. Il était là dans des vues administratives et financières, qu'y disait... Oh ! il avait préparé une superbe constitution : c'était un morceau joliment torché ! Il avait tiré ça du *Contrat social*, du *Nouvelliste vaudois*, des *Chansons* de Béranger : il y avait de quoi satisfaire toutes les exigences : il y traitait l'article des sympathies nationales, et de la position mixte insoutenable, et des libertés imprescriptibles, avec des termes choisis, dans le genre de

<sup>1</sup> Archives de l'Etat, *Dossier Guinand*.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 266.



Victor Hugo et de ce farceur de Pl-L<sup>s</sup> Courrier, qu'y n'y avait pas moyen d'y résister. Il était déjà en habit noir des dimanches, comme un conseiller d'Etat. Il nous a lu cette pièce au bas du pont ; mais on n'avait pas le loisir de bien écouter : toute cette soldatesque faisait un boulevard d'enfer ; ils chantaient la *Parisienne* ; c'était un boucan de la malevie ; d'ailleurs ils étaient sous comme quinze mille hommes<sup>1</sup>.

Voilà, sauf erreur, tout ce qu'on possède sur la participation active de Jules Delapierre à la révolution de 1831. César-Henri Monvert a tracé du jeune révolutionnaire un portrait fort amusant, mais sans doute fort injuste. Nous connaissons, d'autre part, les idées de Jules Lapierre, qui ne manquait ni d'esprit ni de bon sens. Il avait publié à Genève, en février 1831, une *Adresse aux Neuchâtelois du Vignoble par un Neuchâtelois des Montagnes*. Jules Lapierre, qui ne se donne pas pour un grand clerc en matière politique, se demande pourquoi les habitants de la Montagne et ceux du Vignoble, Neuchâtelois les uns comme les autres, ayant les mêmes intérêts, ne savent pas « tirer à la même corde ». Les uns trouvent admirables les institutions de la principauté ; les autres pensent tout le contraire. Après avoir longtemps jugé comme les premiers, Lapierre a finalement passé dans le camp des seconds. Il énumère les raisons diverses qui ont provoqué sa conversion.

Il montre entre autres que le pays de Neuchâtel n'appartient ni au roi de Prusse, ni aux Quatre Ministraux, mais aux Neuchâtelois. Or les Quatre Ministraux qui, dans la règle, ne sont que des administrateurs, s'estiment propriétaires. Ce sont des intendants qui prennent la place du maître, et qui se gonflent de courroux quand ce dernier veut faire acte d'autorité.

Lapierre se demande si les Neuchâtelois, qui sont les maîtres, ont en réalité le droit d'agir librement, le droit de parler librement, le droit de prier à leur guise, de travailler comme bon leur semble et d'être jugés comme il convient.

Lapierre conclut de son examen que les Neuchâtelois sont mal administrés. Ils ont des libertés, mais il leur manque la liberté. Ils n'ont qu'une chose à faire, imiter les révolutionnaires des cantons voisins.

L'*Adresse aux Neuchâtelois du Vignoble* se terminait par un véritable appel à la révolte. Lapierre montrait que l'occasion était bonne.

<sup>1</sup> Musée neuchâtelois, 1911, p. 275.



La Prusse, occupée chez elle, ne pouvait nous atteindre qu'en passant sur la France ou sur la Suisse. La Diète, d'autre part, avait décidé de ne pas intervenir contre les peuples pour les gouvernements.

Il est intéressant de voir que certains patriotes pensaient déjà, en février 1831, à une prise d'armes et à une marche sur Neuchâtel. Cette idée, ils ne l'abandonneront pas ; ils l'exécuteront sept mois après, et Jules Lapierre sera l'un de ces patriotes.

Le 22 avril 1845, Jules Delapierre envoya de Nyon au Conseil d'Etat de Neuchâtel la lettre suivante :

Au Conseil d'Etat de la principauté et canton de Neuchâtel.

Très honorés Messieurs,

L'Evangile de Christ que j'ai le bonheur de connaître et de croire me fait un devoir, en tout tems, de confesser et de réparer toute faute susceptible de l'être, mais, dans le tems où nous vivons, ce devoir devient doublement obligatoire pour moi vis-à-vis de vous, et ne pas le remplir serait presque donner une seconde fois la main à la révolte.

J'ai été, pendant de longues années, rebelle et désobéissant comme tout homme qui vit loin de Dieu. Dans cette époque de ma vie, j'ai pris part, par un écrit et de ma personne, à la dernière tentative qui fut faite contre le gouvernement de Neuchâtel. Dieu a permis que mon écrit fut saisi et détruit par vos ordres<sup>1</sup>, Messieurs, et quant à ma coopération personnelle au mouvement agressif et armé, Dieu a permis que je fisse moins de mal que n'en souhaitait alors mon cœur. J'ai été miséricordieusement gardé et j'ai échappé sain et sauf de cette affaire que d'autres ont payée de leur liberté et de leurs biens. Je n'ai encouru aucune peine, aucune condamnation, que je sache, mais c'est précisément parce que je m'en suis tiré avec la plus complète impunité que je me sens aujourd'hui d'autant plus obligé à juger moi-même un péché que Dieu a daigné ne pas punir.

C'est à vous, très honorés Messieurs, que j'adresse l'expression de mes regrets et l'assurance des sentimens nouveaux et opposés qui se trouvent maintenant en moi, non seulement pour le gouvernement neuchâtelois en particulier, mais pour toute autorité qui subsiste. Je désire, Messieurs, que cette démarche que j'ai trop longtemps différée, je le dis avec regret, qui n'a pour mobile aucun avantage temporel, mais un devoir de conscience ; je désire, dis-je, qu'elle vous dispose à pardonner à l'homme fait et croyant la révolte du jeune homme incrédule. Oserai-je ajouter, Messieurs, qu'il me

<sup>1</sup> Delapierre se trompe. Les Manuels du Conseil d'Etat ne renferment aucune trace d'ordres quelconques relatifs à la saisie et à la destruction de la brochure *Adresse aux Neuchâtelois du Vignoble*.



serait doux de l'apprendre de votre part et que je vous le demande même comme un témoignage de votre pardon.

Agréez, très honorés Messieurs,

l'assurance de mon respect et de mon obéissance.

Nyon, le 22 avril 1845<sup>1</sup>.

Jules Delapierre.

Le 26 mai 1845, le Conseil d'Etat examina la requête de Jules Delapierre, instituteur à Nyon :

Vu un rapport de Monsieur de Perrot, conseiller d'Etat ordinaire et maire de Neuchâtel, et délibéré, le Conseil annonce à l'exposant qu'il n'existe contre lui ni jugement de condamnation ni arrêt de poursuites, mais qu'il voit avec plaisir les sentiments qui ont dicté sa démarche et qu'il en accepte l'expression.

\* \* \*

Par leur sincérité tout au moins, la lettre d'Ulysse Guinand et celle de Jules Delapierre font honneur à leurs auteurs. Devenus piétistes, les deux révolutionnaires de 1831 estimaient sans doute que toute révolte est un crime et qu'il faut obéir aux puissances établies de Dieu. Ils prenaient à la lettre les recommandations de saint Pierre : « Soyez soumis, pour l'amour du Seigneur, au roi comme à celui qui est au-dessus des autres, et aux gouverneurs... »

En 1829, un autre chrétien, nullement mômier, Vinet, montrait au contraire que les révolutions peuvent contribuer au perfectionnement social et que la liberté et les libertés, « comme les pluies fécondes de l'été, arrivent sur les ailes de la tempête »<sup>2</sup>.

Arthur PIAGET.

<sup>1</sup> Archives de l'Etat, *Dossier Delapierre*.

<sup>2</sup> Voir *Observations sur un article sur les sectaires* dans A. VINET, *La liberté des cultes*. Paris, 1852, p. 365. Dans ces mêmes *Observations*, Vinet a écrit cette phrase si souvent citée : « C'est de révolte en révolte, si l'on veut employer ce mot, que les sociétés se perfectionnent, que la civilisation s'établit, que la justice règne, que la vérité fleurit. » *Id.*, p. 364. Mais Vinet lui-même proteste contre les « furieux » ou les « insensés » qui citent cette phrase dans son isolement ; il déclare que nous devons « respect et obéissance même aux lois injustes » ; il n'admet la désobéissance « qu'aux lois immorales, irrégulières ». Voir *Nouvelles observations sur un nouvel article sur les sectaires*. *Id.*, p. 377.



---

## PETITE CHRONIQUE

---

*Portraits neuchâtelois.* — Nous attirons l'attention des lecteurs du *Musée neuchâtelois* sur l'intérêt qu'il y aurait, ne serait-ce qu'au triple point de vue de l'art, de l'histoire et du costume, à recueillir des renseignements aussi précis que possible sur les portraits neuchâtelois (huile, crayon, aquarelle, miniature, silhouette, etc.) qui se trouvent dans le canton de Neuchâtel, aussi bien en Suisse qu'à l'étranger ; renseignements introuvables ou fort incomplètement disséminés dans quelques ouvrages spéciaux.

Si paradoxal que cela paraisse, rien n'est plus sujet à disparaître rapidement qu'un portrait : soit par l'effet naturel du temps qui le détériore ; soit, parce que faute de pouvoir y mettre un nom, son possesseur s'en désintéresse et finit par s'en défaire ; soit, enfin, par la dispersion que les partages de biens rendent inévitables.

En groupant les données relatives à tous les portraits originaux qui existent aujourd'hui, il serait possible de répondre aux demandes de renseignements que les musées reçoivent si fréquemment, comme aussi de publier un jour ou l'autre une nouvelle iconographie tout en sauvant de l'oubli des œuvres souvent intéressantes.

Les personnes bienveillantes qui seraient disposées à collaborer à cette petite enquête en signalant ce qu'elles possèdent, sont priées de s'adresser à l'un des conservateurs du Musée historique ou du Musée des beaux-arts à Neuchâtel : ils s'empresseront de donner tous les renseignements désirables et de faire parvenir des questionnaires tout préparés.

---



# LES NOMS NEUCHATELOIS

## DE MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

(Suite. — Voir la livraison de novembre-décembre, p. 203.)

### IV. Administration civile.

1. *Etat*. — En dehors des domaines de la Justice et du Militaire, qui seront traités plus loin, l'administration de l'Etat offre à Neuchâtel fort peu d'originalité dans le nom de ses fonctionnaires. Gouverneur, lieutenant du Gouverneur, Conseillers d'Etat, receveurs, portent des noms français. Rien de spécial à dire du *sautier* ou huissier du Conseil d'Etat, alors qu'à Genève il demeure une figure caractéristique<sup>1</sup>.

Rabattions-nous sur deux employés du fisc près parents l'un de l'autre, dont le nom neuchâtelois différait quelque peu du nom français : le *péageur* et le *pontenier*.

En 1589, « honorable Jaques Billiod, nottaire, peageur et pontenier au Pont de Thielle », eut maille à partir avec trois mauvaises têtes du village de « Sizellie ». Ces Seelandais, en passant le pont avec un chargement de vin de Saint-Blaise, lui avaient non seulement « entierrement refusé pour la premiere et seconde fois de paier le peage, alleguant n'en debvoir rien », mais de plus l'un d'eux, « Wäber, torna le mange de son escourge<sup>2</sup> avec lequel luy ramena par dessus la teste, tellement que le sang en party ». Le « Chastellain de Thielle Abraham Trybollet » condamna les délinquants à diverses peines, puis leur fit prêter le serment « d'urfech » :

Estant à genoux et teste nue, ont crié mercy à Dieu et à la Seigneurie... pour avoir refusez de paier le peage, outragé, bastu et ingurer le peageur. Item ont promis et juré de non jamais se venger... ny de moins d'en porter aucune rencune ny malvuillance soit à Monsgr le Gouverneur general de ce

<sup>1</sup> Voy. BONIVARD, *Advis et devis de l'ancienne et nouvelle Police de Genève* (Genève 1865), p. 27.

<sup>2</sup> Le manche de son fouet.



Conté, à Messieurs du Conseil de Son Excellence, audit Sieur Chastellain, ny aucung autre officiers, ny justiciers, grephiers, soubthiers, pontenier, ni personne que ce soit ores ny à l'advenir<sup>1</sup>.

La citation est un peu longue, mais il eût été dommage d'omettre cette belle énumération hiérarchique de personnages qui tinrent à se prémunir contre la rancune de trois bourgeois de Siselen.

Le péager ou douanier est déjà nommé *peageur* dans une circulaire du Comte de Savoie de 1371<sup>2</sup>, et il l'était encore au XVIII<sup>me</sup> siècle. En 1710, « le Sieur Abraham Rosselet, voiturier et bourgeois de Neufchatel », se plaint au Conseil de Ville « que le Sieur Pfluger, nouveau peageur de Soleure, veut ce faire payer le tryple par bateau de marchandises qu'il voiture pour Zurzach<sup>3</sup> ». Quant au *pontenier*, soit pontonnier ou percepteur de pontonage, les *Comptes* du Landeron le mentionnent en 1495 : il est alloué une récompense « ou pontenié de Nidow » pour avoir amarré le bac ou « rasel » que le courant avait entraîné du Landeron « à val à Nidow<sup>4</sup> ».

Citons encore ici le *perchoyeur* ou arpenteur juré. A Couvet, en 1643, on note la « despense faicte avec le perchoieur le jour qu'ils firent les tilles<sup>5</sup> ». Son aide était le *paletier* ou porteur de mire (« palette »). Nous lisons dans les frais d'une « mise en taxe » de terre saisie en 1695 : « Au perchoyeur, quatre livres six groz ; au paletier, une livre<sup>6</sup>. » On a dit jusqu'au siècle dernier *perchoyer* ou « mener la perche » au sens d'arpenter un terrain.

2. *Villes et Communautés*. — L'abondance et l'originalité des termes propres à l'administration et à la police<sup>7</sup> municipales montre clairement que c'est dans les villes et communautés que la vie administrative et politique eut longtemps son centre et son foyer. Dès l'apparition des bourgeoisies, la vraie Cité, la ruche active où tant de générations vont travailler et grandir, ce n'est plus la Seigneurie, avec son prince, ses Audiences et son fisc, mais bien la cité locale, bourgeoisie urbaine ou

<sup>1</sup> Archives de l'Etat, BB 61.

<sup>2</sup> F. FOREL, *Chartes communales du Pays de Vaud* (Lausanne 1872), p. 162.

<sup>3</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 15 septembre 1710. Archives de la Ville de Neuchâtel.

<sup>4</sup> Archives communales du Landeron. — Le « pontenier » de Nidau est encore mentionné dans le *Code de la Montagne de Diesse* (Neuchâtel 1777), p. 153.

<sup>5</sup> Archives de Couvet. *Comptes*. — Les *tilles* étaient les parcelles de terrain communal échues par rotation aux communiens.

<sup>6</sup> Registre du notaire D. Guinand. Archives de l'Etat.

<sup>7</sup> Pour la Police, voy. ci-dessous, chap. VI.



commune rurale. Sans doute, l'époque moderne assiste à l'absorption graduelle des organismes locaux par l'omnipotence de l'Etat. Mais, au XIX<sup>me</sup> siècle encore, la vie municipale était demeurée assez forte pour qu'un magistrat, le Secrétaire de ville Gallot, soutînt publiquement que le maintien de la Bourgeoisie de Neuchâtel était nécessaire à l'Equilibre européen !

La Charte des Franchises de Neuchâtel de 1214 institue, ou plutôt constate l'existence, des *ministeriales villae* ou « ministériaux de la ville », distincts des « ministériaux » du seigneur. « Si aliquis advena dummodo non sit de hominibus nostris ad villam nostram de Novocastro confugerit... et se ministerialibus ville vel nobis representaverit..., burgenses deinceps eum pro comburgense habebunt<sup>1</sup>. » Qu'était-ce que ces personnages qui, au même titre que le Comte, accueillaient les étrangers que les bourgeois pouvaient incorporer ensuite ? Etaient-ce, comme le dit Matile, « des employés du comte sur la ville<sup>2</sup> », ou les chefs autonomes de la Bourgeoisie, ancêtres légitimes des « Quatre Ministraux » du XV<sup>me</sup> siècle... et du XIX<sup>me</sup> ? Sans vouloir faire ici l'histoire des *ministraux* de Neuchâtel, qui demanderait de longs développements, voici ce qu'on en peut dire, en abrégé, dans l'état actuel de nos connaissances.

Dans les documents du XIV<sup>me</sup> et du commencement du XV<sup>me</sup> siècle, les chefs de la commune de Neuchâtel se nomment *gouverneurs*, et quelquefois *recteurs* ou *preud'hommes*. Une Prononciation de 1365 entre les Bourgeois et le Chapitre débute ainsi : « Nous Uldrio de Cottens, Jaquenod Pestel, Nicolet Eslurdi, Otthenin Agnelet, Regnaul Escreli et Rolin Esmerra, bourgeois de la ville de Neufchastel, ad present jurié et *gouverneurs* du common de ladicte ville<sup>3</sup>. » En 1402, un percepteur de taxe, « Octhonin dit Guyet », s'étant avisé de faire convoquer la communauté par le « saltier », on dressa contre lui une information contenant ceci : « Monsieur le Conte de Fribourg et de Nuefchastel, ensamble les vint et quatre jurez dou plait doudit Nuefchastel, avec *autres quatres prodomes* sur ce esleuz, ont puissance pleine de mectre et convoquer tout le communaulx doudit Nuefchastel... et non autre personne<sup>4</sup>. » Enfin, en 1428 apparaissent dans un acte « Jeham Barrelier, Jeham

<sup>1</sup> MATILE, *Monuments*, p. 54.

<sup>2</sup> *Institutions judiciaires*, p. 17.

<sup>3</sup> MATILE, *Monuments*, p. 874. Revu sur l'original. — S. de CHAMBRIER mentionne « quatre gouverneurs », en 1359, 1360, 1363. *Description de la Mairie de Neuchâtel* (Neuchâtel 1840), p. 264. — Cf. J. HURNY, *Le Procès de 1618* (Neuchâtel, Paris et Leipzig 1910), p. 5.

<sup>4</sup> Archives de l'Etat, J 11, n° 28.



Baloix, Amiet Amez et Hinchemant Masellier, bourgeois de Neuschastel, de present *gouvernour* de la ville et communaltey<sup>1</sup> ». Il est certain, bien que les documents fassent défaut, que le même titre leur était donné au XIII<sup>me</sup> et même au XII<sup>me</sup> siècle. Toutefois, le rédacteur de la charte latine de 1214 trouvant le terme de *ministerialis* en usage dans l'administration seigneuriale, l'appliqua tout naturellement à l'administration municipale ; mais absolument rien n'indique qu'il y ait alors réellement pénétré.

C'est à l'époque de la Charte de franchises de 1454 qu'il faut arriver pour voir les « gouverneurs » de la Ville s'intituler *ministraux*. « Et les estrangiers, quant ils se representent à l'entrée, ne nous doibvent riens, ne es menistraulx de la ville, s'ils ne le veullent donner de leur propre volonté<sup>2</sup>. » Or, l'examen attentif de ce passage et de plusieurs autres montre qu'ils ont été traduits assez servilement de la Charte de 1214. Les scribes, mis en présence du mot *ministeriales*, le rendirent par *menistraux* ou *ministraux*<sup>3</sup> dans le texte roman. Et l'expression fit fortune auprès des « gouverneurs » d'alors, tout heureux de se distinguer ainsi des simples « gouverneurs de villages ». On rencontre, il est vrai, « quatre ministraux » deux ou trois ans avant cette seconde charte ; en 1451, dans une obligation en faveur de la Ville figurent les noms de « Amyet Amés, Monod Menchet, Symon Nyales et Conrard Gaudet, Quatre Minystraulx de laz Ville de Neuschastel<sup>4</sup> ». Mais sûrement les pourparlers entre le Comte et la Ville étaient alors déjà engagés pour le renouvellement des Franchises, et le texte provisoire de celles-ci, avec le mot « ministraux », devait être connu.

Il y eut à l'origine « deux ministraux » (lisez « gouverneurs »), dit la tradition, tradition très plausible puisque c'était là le chiffre adopté par presque toutes les autres communes. Jonas Boyve fait remonter à l'an 1404 le nombre de « quatre ministraux<sup>5</sup> », mais cette assertion ne s'accorde pas avec les documents cités ci-dessus<sup>6</sup>. Les « quatre gouverneurs » existaient alors depuis assez longtemps, sans toutefois que ce

<sup>1</sup> *Ibid.*, D 3, n° 19.

<sup>2</sup> J. BOYVE. *Annales*, anno 1454, article 30.

<sup>3</sup> Les formes contractées *ministralis* et *mistralis* existaient déjà en bas-latin dans le même sens que *ministerialis* = « ministériel » d'un seigneur. Voy. Du CANGE, *Glossarium* (éd. de Niort 1885), t. V, pp. 395-398.

<sup>4</sup> Cité par A. PIAGET, *Musée neuchâtelois*, 1901, pp. 260-261.

<sup>5</sup> *Annales*, t. I, p. 412.

<sup>6</sup> Voy. note 3, p. 55. — S. de Chambrier ne désigne pas explicitement ses sources, mais on n'a aucune raison de douter de son témoignage. — Le nombre de six personnages cités en 1365 ne signifie rien, puisqu'il comprend des « jurés » et des « gouverneurs ».



chiffre fût encore absolument arrêté. Dans une pièce rédigée en allemand et en latin, probablement pour être soumise au Gouvernement bernois vers 1406, on lit ce qui suit : « Dez ersten, dass die Stat, nach ir friheit, sag und meint gewalt ze hanne *einen oder mer gubernatores* ze setzen, ir Stat ding usszerichten <sup>1</sup>. » Par la suite des temps, le « banderet » et les deux « maîtres des clefs » furent incorporés dans le conseil exécutif de la ville, mais comme les « quatre maîtres-bourgeois » l'avaient longtemps seuls constitué, l'expression stéréotype *les Quatre-Ministreaux* fut conservée. Au XVIII<sup>me</sup> siècle, un huitième personnage, le « secrétaire de Ville », vint renforcer ce corps <sup>2</sup>, mais le chiffre de sept était toutefois encore officiel en 1827, d'après l'historien Tribolet : « Les deux Maîtres-bourgeois successivement en chef dans l'année et les deux désignés pour l'année suivante, le Banneret et les deux Maîtres-des-clefs, forment le collège de Quatre-Ministreaux <sup>3</sup>. » Dans les derniers temps de leur règne, les « Quatre-Ministreaux » s'adjoignirent encore le « procureur de Ville », ce qui porta leur nombre à neuf. « Le 11 octobre 1847, écrit le colonel Philippin, je fus cité devant le « Magistrat » de la ville, composé d'un collège de neuf membres ayant nom « les Quatre Ministreaux <sup>4</sup> ». — A noter encore que l'on disait rarement *les Ministreaux* tout court, tandis que l'abréviation *les Quatre, Messieurs les Quatre* se rencontre fréquemment et dès l'origine.

Il nous reste à donner quelques précisions sur les membres composant les « Quatre-Ministreaux », car, chose digne de remarque, *jamais* un conseiller isolé ne s'est appelé *un ministral*. Les « Quatre-Ministreaux » primitifs prirent, nous ne savons trop à quelle époque, le titre de *Maîtres-bourgeois*, à l'imitation des bourgeoisies d'autres régions. On trouve, en 1529, mention du « maistre bourgeois Guillaume Merveilleux <sup>5</sup> ». Beaucoup d'articles de dépenses des *Comptes de la Bourserie de la Ville* sont justifiés par les mots : « Appert du billet du Maistre Bourgeois... Par le commandement du Maistre Bourgeois un tel <sup>6</sup>. » S'ils

<sup>1</sup> Voici ce passage en latin : « Item dicunt se habere postestatem ponendi unum vel plures gubernatores qui villam et communitatem totius ville regant prout in libertatibus bisuntinensibus plenius continetur. » Archives de l'Etat, J 11, nos 16 et 24. MATILE (*Institutions judiciaires*, p. 18) a lu imparfaitement ces textes et leur attribue la date de 1420.

<sup>2</sup> *Almanach .... avec l'Etat actuel du Gouvernement de Neuchâtel et Valengin*, 1785, p. 39.

<sup>3</sup> Ch.-G. de TRIBOLET, *Description de la Juridiction de Neuchâtel* (Neuchâtel 1827), p. 37.

<sup>4</sup> A. HUMBERT, *Alexis-Marie-Piaget et la République neuchâteloise* (Neuchâtel 1888-1895), t. I, p. 46.

<sup>5</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 165.

<sup>6</sup> W. WAVRE, *Extraits des Comptes de la Bourserie. Musée neuchâtelois*, 1905-1909. — Cf. G. WAVRE, *Table des Comptes de la Bourserie* (Neuchâtel 1913), p. 34.



n'apparaissent pas sous ce titre dès la fondation des Bourgeoisies, ils subsistèrent jusqu'à leur dissolution, en 1852 à Valangin, en 1856 à Neuchâtel. Il va sans dire, en effet, que les « Quatre Bourgeoisies » de la Principauté : Neuchâtel, Le Landeron, Boudry et Valangin, connaissaient cette institution ; dans cette dernière on comptait trois Maîtres-bourgeois : un pour le Bourg, un pour le Val-de-Ruz et un pour les Montagnes. La « Lettre de la Bourgeoisie de Vallengin pour faire un Maistre Bourgeois et un Sauthier des Bourgeois aux Montagnes » est de 1508<sup>1</sup>. A Neuchâtel, sur les « quatre Maîtres-bourgeois », deux seulement étaient en fonction dans l'année, chacun pour six mois sous le titre de « Maître-bourgeois en chef ». Ces fréquentes mutations, souvenir du peu de durée des anciennes fonctions de « gouverneur », faisaient de cette magistrature quelque chose de beaucoup plus démocratique que la notion du *Bürgermeister* allemand — le *Bourguemaître* comme on disait chez nous<sup>2</sup> — investi du pouvoir souvent pour de longues années.

Le nom de *Maîtres-des-clefs*<sup>3</sup> paraît avoir été spécial à la ville de Neuchâtel. Ces deux magistrats avaient été institués, d'après l'*Exposé de la Constitution*, pour avoir « la garde des clefs sous lesquelles étaient tous les titres de la Ville », et pour « surveiller l'administration des Maître-Bourgeois<sup>4</sup> ». Le curieux *Mémoire* du citoyen Angelini (1799) nous apprend que « la Caisse de la ville est fermée par trois clefs, dont une est auprès du Maître-bourgeois en chef, et les deux autres restent auprès des deux conseillers que l'on appelle les maîtres des clefs, et qui, intervenant à toutes les séances de la magistrature, sont identifiés avec elle<sup>5</sup> ». L'élection des « Maîtres-des-clefs » par le Conseil des Vingt-Quatre n'allait pas toujours sans tiraillements. Ainsi, en 1661, « le Sieur Maistre des clefz Marquis ayant fait plainte de la procedure tenue par le Sieur Guillaume Depierre en l'ellection d'un Maistre des clefz en place du Sieur Henry Bonvespre, comme par force [s'est] saisiy desdites clefz et [a] usé d'insolence<sup>6</sup> ». Nous n'avons pas trouvé mention du mot avant 1612. Cette année-là, en octobre, la Baronne de Gorgier ayant organisé des danses dans son logis à Neuchâtel, la Classe

<sup>1</sup> *Recueil historique des droits... accordés aux Bourgeois de Vallengin* (Les Verrières 1790) p. 65.

<sup>2</sup> Aux XVIII<sup>me</sup> et XIX<sup>me</sup> siècles. Ce n'était d'ailleurs à Neuchâtel qu'un « terme de relation » ; le bourgmestre est étranger à notre magistrature.

<sup>3</sup> Parfois *Maître en clefs* ou *ès clefs*.

<sup>4</sup> TRIPET, *Op. cit.*, (voy. notre *Introduction*), pp. 6-7.

<sup>5</sup> *Musée neuchâtelois*, 1911, p. 221.

<sup>6</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 8 décembre 1661.



décide de lui adresser des représentations « par quelques ungs des Sieurs Ministres à ce ordonnez, accompagnez des Sieurs Quatre Ministraux de la Ville et des Sieurs Maistres des Clefs <sup>1</sup> ».

Le *banderet* ou banneret de la Bourgeoisie devrait maintenant retenir notre attention, puisqu'il était membre des « Quatre-Ministres » et que ses attributions civiles l'avaient complètement emporté sur les militaires. Toutefois, les souvenirs guerriers qu'il évoque nous font remettre d'en parler au chapitre VII.

Tous ces magistrats — de même le « Secrétaire de ville », le « Procureur de Ville », le « Boursier », etc., dont nous n'avons rien de spécial à dire — étaient nommés par le Conseil des Vingt-Quatre, appelé ordinairement Petit Conseil ou Conseil Etroit, dont l'origine se confond avec celle des vingt-quatre jurés de la Justice de la ville. En 1522, pour donner une base plus large au gouvernement de la cité, l'on créa le Conseil des Quarante ou des « Quarante Hommes <sup>2</sup> », dont les présidents étaient les « Maîtres-des-clefs ». Ce n'est d'ailleurs que réunis aux Vingt-Quatre, sous le nom de Conseil Général et sous la présidence du Maître-bourgeois, que les Quarante exerçaient ordinairement leur autorité. Quoi qu'il en soit, nous constatons qu'au XVIII<sup>me</sup> siècle ses membres s'appelaient *Quarantains*. En 1710, ce Conseil décide, par un arrêté d'une rédaction bizarre <sup>3</sup>, que « les maîtres des clefs commanderont à leur sautier de citer tous leurs confrères pour assister aux funérailles de l'homme ou de la femme d'un quarantin décédé ». Lorsque, en 1766, Ferdinand-Olivier Petitpierre, alors retiré à Londres, fut réadmis aux droits de bourgeoisie, le pasteur Henri-David son frère lui écrivit de Neuchâtel : « Vous voilà réintégré dans tous vos privilèges, exempt du *giet* comme si vous n'aviez point péché, et en droit de prétendre peut-être un jour à la dignité de quarantin... Badinage à part, cela nous fait grand plaisir à tous <sup>4</sup>. » Ce passage fait penser que « quarantin » appartenait au langage familier.

Pour ne point sortir encore des Conseils de la Ville, nommons ici l'*hôpitalier*, économe ou intendant de l'hôpital. « Sous le nom d'« hôpitalier », dit M. Quartier-la-Tente <sup>5</sup>, un membre du Conseil général, pris

<sup>1</sup> *Actes de la Classe*, vol. I.

<sup>2</sup> Cf. HURNY, *Le Procès de 1618*, p. 7. — J. GRELLET, dans *Dictionnaire géographique de la Suisse*, t. III, (Neuchâtel 1905), p. 505.

<sup>3</sup> Cité par E.-H. GAULLIEUR, *Etrennes nationales* (Lausanne 1845), p. 99.

<sup>4</sup> Cité par Ch. BERTHOUD, *Musée neuchâtelois*, 1873, p. 180.

<sup>5</sup> *Le Canton de Neuchâtel. District de Neuchâtel*, t. I, p. 415.



alternativement tous les deux ans du sein des Vingt-Quatre ou des Quarante Hommes, était préposé à cet établissement... Comme employé adjoint on nommait un *sous-hôpitalier* ou *petit hôpitalier* ... qui était chargé de l'exécution des détails. » Voici en abrégé le serment prêté par l'« hôpitalier » en 1575<sup>1</sup> :

Vous, Perrenet Bretelz, presentement esleu et ordonné Moderne Hospitalier en l'Hospital de ceste Ville de Neufchastel, vous jurerez à Dieu le tout puissant sire, createur et redempteur... de bien, fidellement, loyallement administrer, livrer et distribuer le bien et revenu dudit hospital en toutes œuvres de pitié, etc.

L'Hôpital de Neuchâtel, créé au XIV<sup>me</sup> siècle, était essentiellement, comme on sait, ce qu'on appelle en France hôtel-Dieu, un établissement fondé pour héberger les passants pauvres et malades et distribuer les « donnes » ou aumônes ; son importance tint surtout, après la Réformation, aux grands biens ecclésiastiques qui lui échurent alors en vignes, dîmes, etc., pour l'entretien des pasteurs et régents d'école de la Ville. — Avant cette époque, la fonction d'« hospitalier » était exercée par un membre du clergé. M. Piaget a publié le serment prêté en 1451 par « Messyre Girard Savaget, chappellain et hospitalier de l'ospital de Neuchastel<sup>2</sup> ».

Quant au « soubz hospitalier » — orthographe de 1664<sup>3</sup> —, ses relations avec son supérieur n'étaient pas toujours des plus cordiales. En 1710, « le Sieur Henry Ramus, hopitalier », supplie le Conseil « qu'on lui laisse exercer la charité envers les pauvres, comme il y est obligé par son serment, à l'égard des nuittées pour les passans, soldats, deserteurs et autres, se plaignant d'ailleurs que le sous hôpitalier et David Seinet [le « chasse-coquins »] les enfermoyent sans leur rien donner à soupper, et du peu de respect qui luy porte<sup>4</sup> ».

L'« hôpitalier » disparut à Neuchâtel en 1845<sup>5</sup>.

Un personnage très représentatif, et tenant de près aux Conseils de la Ville, c'était le *sautier de Ville*, ou huissier. Nous avons vu que, en 1402, « le saltier » convoquait la Communauté. Les Franchises de 1454 enjoignent aux bourgeois « d'estre obeissans es Quatre Menis-

<sup>1</sup> Publié in-extenso par Ed. CORNAZ, *Musée neuchâtelois*, 1875, p. 157.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1901, p. 262.

<sup>3</sup> C'était alors Jacques Beiche. *Ibid.*, 1909, p. 74.

<sup>4</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 4 août 1710.

<sup>5</sup> QUARTIER-LA-TENTE, *Op. cit.*, p. 420.



traulx de la ville et à leurs soultiers<sup>1</sup> ». Les deux « sautiers » de la Ville — car il y avait celui de Messieurs les Quatre et celui du Conseil général et du Consistoire<sup>2</sup> — portaient comme livrée un manteau rouge et vert, à grand col, et un tricorne<sup>3</sup>. En 1579, le Conseil décide « que l'on fasse ung manteau des couleurs de Messieurs à Olivier Coquillon, soubtier de Messieurs<sup>4</sup> ». — Ce nom sera traité plus au long dans le chapitre *Justice*.

Deux employés du fisc municipal nous arrêteront maintenant un instant. L'*éminageur*, percepteur de l'*éminage*<sup>5</sup> ou droit à payer pour vendre ses grains aux Halles, fut pendant longtemps, il est vrai, un employé de la Seigneurie. Les *Recettes de l'Etat* contiennent, en 1399, « le compte de Perrollet de Boudry, amenaigeour de l'amenaige de Nuefchestel », et en 1424 celui de « Jaquet Marquis, monnier et esminageur de Nuefchastel et Sarriere, lequel rent compte desdis moulins et esminage<sup>6</sup> ». Les Audiences de 1547 statuent que, quant aux « emineurs et autres pour les fours et moulins... le Sieur Receveur s'en peut faire payer à l'equipollent que la graine se sera vendue aux halles<sup>7</sup> ». — Cependant, Jeanne de Hochberg remit à la Ville le droit d'« éminage », et c'est sous la République seulement que celle-ci s'en dessaisit moyennant rachat<sup>8</sup>. Sous l'administration municipale, l'« éminageur » porta plutôt le nom de *hâlier*, français sous la forme *hallier*. En 1656, deux bourgeois externes, « Isaac Junod Chauvellier et Pierre Convert, s'estants rencontrez dans les hasles de cette ville de Neufchastel y vendans de la graine, le Sieur Abram Favargier, moderne haslier, fut requis dudit Chauvellier de se payer de l'eminage dheu<sup>9</sup> ».

Un autre droit, plus spécifiquement communal, c'était celui de *giet* ou *giette*, cette taxe imposée soit à l'ensemble des habitants soit plus tard aux seuls non-bourgeois, pour couvrir les dépenses courantes ou certains frais extraordinaires. A Neuchâtel-Ville, on disait ancienne-

<sup>1</sup> J. BOYVE, *Annales*, anno 1454, art. 35.

<sup>2</sup> « Jean Pierre Favargier, sauthier du Consistoire et de Messieurs du Grand Conseil. » *Manuels*, 15 décembre 1710.

<sup>3</sup> Voy. BACHELIN, *Musée neuchâtelois*, 1876, p. 268.

<sup>4</sup> *Manuels du Conseil*, décembre 1579.

<sup>5</sup> « Li esminage de Nuefchastel, pour lequel l'on leve et perczoit pour chascun muys de blef une emine » soit la 24<sup>me</sup> partie. *Extente* de 1353. Archives de l'Etat.

<sup>6</sup> *Volumes des Recettes*, nos 34 et 39. Archives de l'Etat.

<sup>7</sup> J. BOYVE, *Annales*, t. II, p. 476.

<sup>8</sup> F. de CHAMBRIER, *Histoire de la Principauté de Neuchâtel et Valangin* (Neuchâtel 1843), p. 286. — *Bulletin du Grand Conseil*, t. III, p. 271.

<sup>9</sup> Archives communales d'Auvernier, EE 4 f, n° 1.



ment « giette de comunance » ou simplement « la comunance », et le percepteur en est parfois appelé *comunancier* ou *commenancier*. En 1478, ensuite de leurs expéditions militaires, les Neuchâtelois durent établir une « comunance » ; Pierre Bergier rendit compte « de l'argent quillaz receu des commenancieus », en particulier « de Janin Fornachon de Peseux, commenancieus de la Ville <sup>1</sup> ».

Outre l'édilité et la police, dont on parlera plus loin, plusieurs noms pourraient encore être cités dans l'administration urbaine : Receveur des deux Corps, Messenger de Ville, Dizainier <sup>2</sup>, Maître et garde du Rondet, Maître des Joux et préposé aux Joux, etc. Tout cela n'ayant pas grand intérêt au point de vue du langage, nous dirons seulement que les *Maîtres des Joux* étaient les préposés à l'exploitation des domaines et « fruitières » de la Grande et de la Petite *Joux*, que la Ville possède encore « rière » les Ponts. En 1785, nous trouvons « M. Henri Pury, maître des Joux », et « M. Bosset du Petit-Conseil, préposé sur les Joux <sup>3</sup> ». Quelque temps après la montée du bétail, on envoyait à la vacherie des employés assermentés, les *pâtureurs* ou *pâturares* pour contrôler la pâture et la traite des vaches le jour où l'on mesurait leur lait, car de cette opération dépendait la quantité de « fruit » à livrer par l'amodiateur. Neuchâtel décide en 1665 que « les pasteurs se contenteront de seze pots de vin et de dix livres d'argent tant pour leur soupé de la veille de la mesure que pour le desjeuné et disné du jour de la mesure <sup>4</sup> ». Les *Comptes* de Cressier pour 1601 et 1607 parlent également des « pasturares » ou « patturares » de la vacherie <sup>5</sup>. — Ce serait aussi le lieu de rappeler que les *pateurs* ou bergers du troupeau communal étaient jadis de véritables employés publics <sup>6</sup>.

Puisque nous voilà sortis de la Ville, voyons un peu la marche des affaires dans les Communautés rurales. Jusqu'au milieu du XIX<sup>me</sup> siècle, et en général dès le XVI<sup>me</sup>, c'est-à-dire dès qu'on y constate une organisation un peu complète, le personnage central en était le *Gouverneur de Communauté*, tout comme à Neuchâtel-ville dans les siècles antérieurs. Une loi des Audiences de 1588 règle comment « les gouverneurs des villages au nom de leur communaultez » doivent procéder

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 29.

<sup>2</sup> Sur le « dizainier », voy. notre chap. *Militaire*, au mot *Rottmeister*.

<sup>3</sup> *Almanach avec l'Etat du Gouvernement, etc.*, 1785, p. 47.

<sup>4</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, juin 1665.

<sup>5</sup> Archives de Cressier.

<sup>6</sup> Voy. *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 149.



pour faire « des acquisitions d'aulcungz morcelz de terre de particuliers les adjoignant à leurs pasquiers <sup>1</sup> ». Mais qu'est-ce que ce *gouverneur*, dont nous avons rencontré le nom à deux reprises déjà ? — Une bonne à tout faire du ménage communal. Représenter la Commune en toute occasion, en particulier dans les actes, administrer toutes les affaires, tenir les comptes, convoquer l'Assemblée, la présider à défaut d'un Justicier, recueillir les voix, faire exécuter les décisions, s'aboucher avec les bergers, brévards, maçons ou chapuis, voir si le régent « conduit » bien ses écoliers et le fournier ses miches, faire poser les bornels ou creuser les rafours... telles sont, avec plusieurs autres, les attributions de cet infortuné. La tenue de la comptabilité est toutefois la partie essentielle de son rôle, et les « Comptes annuels des Gouverneurs » sont la base de toutes nos archives communales. Ils sont souvent rédigés avec une amusante naïveté, car à peu près le premier venu des communiens pouvait être appelé, en effet, à faire son « tour de gouverneur ». Ce tour était considéré comme une corvée ; les citoyens aisés s'en libéraient volontiers par une taxe fixe, « l'exemption de gouverneur ». Et cela étonne d'autant moins quand on considère d'une part la grande responsabilité attachée à ce poste, de l'autre sa maigre rétribution, les moindres vacations étant même souvent aigrement marchandées par l'Assemblée dans les « renditions de comptes ». Si l'on ajoute au tableau les changements continuels — généralement annuels — des « gouverneurs », on conviendra, avec le Dr Allamand dans sa monographie des *Verrières* <sup>2</sup>, que c'était là un assez déplorable système d'administration, système démocratique toutefois. A vrai dire, dès le XVIII<sup>me</sup> siècle, les communes importantes avaient organisé une sorte de Conseil communal et relégué le « gouverneur » au rang d'employé subalterne, de même qu'on a encore, dans quelques villages du Jura bernois, l'« ambourg des corvées ».

L'élection du « gouverneur » se faisait en général par l'Assemblée de Commune.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1737, la Communauté et village particulier [de Coffrane] étant assemblée pour élire et nommer un gouverneur en place d'honnête Jean Bon de Coffrane, on a passé au plus pour faire une election de deux

<sup>1</sup> MATILE, *Plaits de Mai et Audiences générales* (Neuchâtel 1837), p. 68.

<sup>2</sup> Ch.-H. ALLAMAND, *Essai statistique sur la Mairie des Verrières* (Neuchâtel 1831), pp. 47-49. Voy. aussi Ch.-D. VAUCHER, *Description de la Mairie de Lignières* (Neuchâtel 1801), pp. 26-28; SANDOZ-ROLLIN, *Le Canton de Neuchâtel*, p. 85.



personnes, laquelle ayant été faite on a passé à la restriction et le sort est tombé sur Frédérick Vuthier dudit lieu, lequel a donné pour caution honorable Jean Francey<sup>1</sup>.

Dans quelques localités, la Justice avait le droit d'élection. Aux Brenets, « le 12<sup>e</sup> avril 1701, les honorables David Bersot et Daniel Lattante furent esleu pour Gouverneurs par Messieurs de la Justice et du Conseil, et le dimanche suivant agréé par la Communauté<sup>2</sup> ».

Quand il y avait deux « gouverneurs », le second était généralement subordonné au premier et s'appelait *petit gouverneur, commis* ou *ordonné*. Il y a à Dombresson, dit Sam. de Chambrier, « deux gouverneurs, dont l'un veille à la conservation des intérêts de la Commune, et l'autre soulage le premier sous le nom de petit gouverneur<sup>3</sup> ». A Fresens, en 1849, « le tour de gouverneur, d'après les roles, est venu à Charles Porret, lequel a choisi pour son commis Josué Henri Porret<sup>4</sup> ». Coffrane décide, en 1735, que lorsqu'il faudra deux « ordonnés », on aura soin d'en prendre un à chaque bout du village<sup>5</sup>.

Le « gouverneur » est appelé parfois le *charge-ayant*, c'est-à-dire proprement le mandataire de la Commune, ou encore le *commis* ou le *recteur*. En 1606, « les honorables Jacques du Commung du Locle, Pierre Cosandier de la Saigne et Gabriel Billon des Brenetz, ung chascung d'eulx au nom et en qualicté de gouverneurs et charge ayant de tous les comuniers et generalle communauté desdits lieux », s'en vont en remontrances au château de Valangin<sup>6</sup>. Un acensement de terres est fait, en 1614, « aux gouverneurs, commis et charge ayans de la generalle Communauté du village de Cressier<sup>7</sup> », et en 1611 aux « rectteurs, gouverneurs et charge ayant de la communaultez de tous ceulx des Brenetz<sup>8</sup> ».

Nous avons fait allusion à l'*ambourg*, nom de notre « gouverneur » dans l'Evêché de Bâle. Ce mot n'était pas inconnu au village de Lignièrès, qui sous plus d'un rapport a tenu longtemps de fort près à l'Evêché. Une vente d'immeubles fut faite en 1638 « aux honorables

<sup>1</sup> Musée neuchâtelois, 1910, p. 169.

<sup>2</sup> Archives communales des Brenets. *Procès-verbaux*.

<sup>3</sup> *Description de la Mairie de Valangin* (Neuchâtel 1795), p. 87. L'organisation de la commune de Dombresson y est traitée d'une façon toute spéciale.

<sup>4</sup> Archives de Fresens. *Procès-verbaux*.

<sup>5</sup> Musée neuchâtelois, 1910, p. 170.

<sup>6</sup> Archives des Brenets, BB 1a, n° 11.

<sup>7</sup> Archives de Cressier. Parchemin original du 15 juin 1614.

<sup>8</sup> Archives des Brenets, FF 1a, n° 11.



Pierre Berrudet et Abraham des Combes, ambourgs et gouverneurs dudit lieu, au nom de toute la Communauté du village de Lignieres<sup>1</sup> ».

A la Béroche, le « gouverneur » se nommait aussi *syndic*. Dans l'Acensement des Joux aux cinq villages de la Paroisse, en 1562, on voit intervenir « George Bailloud, scindicque et gouverneur du village de Gorgier, François Perrin, scindicque et gouverneur du village de Saint Aubin le Lac, Vuillesme Grandjehan, scindicque et gouverneur de Saulges, etc.<sup>2</sup> ». « Guillaume Pernet de Montallchiez » se présente en 1663 « au nom et en qualité de gouverneur et sindicq qu'il est du general de ladite honorable Communauté<sup>3</sup> ». C'est un des nombreux traits de ressemblance entre les Bérochaux et les Vaudois et Fribourgeois, chez qui le « syndic » est très ancien, et où il est resté si populaire au sens de président de la Municipalité. Les Neuchâtelois mêmes, par « vaudoiserie », décorent parfois du nom de « syndic » leur « président du Conseil communal ». Il y aurait certes beaucoup à dire sur ce nom<sup>4</sup> ; rappelons tout au moins que, à Genève, « les Quatre Syndics » correspondaient assez bien à nos « Quatre Ministraux ».

Dans la plupart de nos villages existe un petit employé nommé « huissier communal », sous l'ancien régime *sautier* (ou *sergent*) de Commune, qui, à côté du rôle de convocateur, porteur de dépêches, etc., cumule parfois les fonctions d'agent de police, crieur public, concierge... Le crieur public lui-même est souvent appelé, grâce au bruyant instrument qui est son attribut ordinaire, du nom de *tambournier*. François Droz, ancien préfet à Fontaines, connaissait une dame dont le mari avait été tambour et qui, désireuse d'un titre, se présenta sous celui de « Madame la *tambournière* » dans un petit cénacle féminin<sup>5</sup>. — Le mot est ancien sous la forme *taborenier*. On lit dans les *Comptes de la Bourserie* pour 1571 : « A Jaques Barbier, taborenier, pour son gage, 10 livres. Aulx pfifferly, pour son gage, 30 livres<sup>6</sup>. » Ce *pfiferli* — qui nous rémémore le *giliare* ou joueur d'instrument<sup>7</sup> — était généralement appelé *pfifer* (fifre), et le « taborenier » *taborin* (tambourin). Ils relèvent d'ailleurs plus du militaire que du civil.

<sup>1</sup> Archives communales de Lignières. Il est bon d'ajouter que cet acte fut instrumenté par un notaire de la Neuveville.

<sup>2</sup> Archives paroissiales de Saint-Aubin. *Procédure* relative aux bois et joux (1589).

<sup>3</sup> Archives de Montalchez. *Acte* sur parchemin.

<sup>4</sup> Cf. BONIVARD, *Police de Genève*, p. 22. — L. de CHARRIÈRE, *Chronique de la Ville de Cossonay* (Lausanne 1847), p. 330.

<sup>5</sup> F. DROZ, *Autrefois. Simple histoire neuchâteloise* (Le Locle 1876), p. 111.

<sup>6</sup> *Musée neuchâtelois*, 1907, p. 73. Voy. *tambourinier*, au chap. VII ci-dessous.

<sup>7</sup> *Ibid.*, 1917, p. 225.



3. *Edilité*. — Le préposé général à ce « dicastère » portait jadis à Neuchâtel le nom germanique de *Bauherr*, *Bouher* ; les gros « Registres des Bauhers » forment une série importante aux Archives de la Ville. La traduction de ce mot — maître des constructions — ne rend qu'imparfaitement compte des fonctions du « bauher » neuchâtelois. A côté de la construction et de la réparation des bâtiments — publics ou privés —, il devait veiller à l'entretien des routes, des fontaines et surveiller les coupes de bois. Il était intendant du *Werkhof*, grosse bâtisse située au sud de la Porte Saint-Maurice<sup>1</sup> servant de dépôt et de chantier de matériaux de construction. Voici quelques citations du XVII<sup>me</sup> siècle relatives aux « bauhers » :

Delivré... pour avoir fait le planchier et rejoindre la traveson dessus de la chambrette du horologe de la tour de Diesse... ainsy qu'appart de l'attestation du Sieur Buwherr d'Allemagne (1622). — Delivré... pour avoir travaillé à la fontaine de l'orme... attesté par le Sieur Bauvher Abraham Roulet (1650). — 2 gros chair d'eschines de bois de sapin fourni au Sieur Bauwherr Daniel Perrot pour faire le feu de joye... (1667)<sup>2</sup>. — Messieurs m'ont estably Bouher, pour chasques année vingt cinnq livres (1634)<sup>3</sup>.

On trouve encore des « bauhers » en 1710. Un bourgeois demandant alors du bois à bâtir, le Conseil lui répond que « s'il ce trouve quelque tronc de bois de chêne au Werkhoff propre, les Sieurs Bauheer le luy donneront<sup>4</sup> ». Toutefois, par la suite, on préféra le nom français local de *maisonneur*, emprunté au langage de Vaud et de Fribourg<sup>5</sup>, et dérivé du verbe ancien français *maisonner* = construire, fréquent dans nos documents jusqu'au XVII<sup>me</sup> siècle. Un avis de 1768 annonce que « le magasin-chantier de cette Ville étant présentement assorti en tuiles, briques et crenaux, les particuliers doivent s'adresser à M. le Maisonneur Puri, qui leur en vendra pour comptant à des prix modiques<sup>6</sup> ». En 1806, Jacques-Louis Perrot règle un compte « à M<sup>r</sup> Wavre,

<sup>1</sup> Sur le « Werkhof », démoli au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, cf. S. de CHAMBRIER, *Mairie de Neuchâtel*, p. 123.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1907, p. 273 ; 1908, p. 159 ; 1909, p. 247.

<sup>3</sup> *Registres des Bauhers*, I.

<sup>4</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 1 septembre 1710.

<sup>5</sup> Il y est encore usité. Voy. L. GRANGIER, *Glossaire fribourgeois* (Fribourg 1864), s. v. *maisonneur*. — *Au Foyer romand*, 1904, p. 99. — On trouve aussi *maisonneux* (W. de SÉVERY, *La Vie de Société dans le Pays de Vaud*. Lausanne 1911, p. 380) et *maisonner* = *maisonnier* (*Freiburger Geschichtsblätter*, t. XVI, p. 24).

<sup>6</sup> *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, 24 mars 1768.



maisonneur, à luy payé pour 200 thuile que mon domestique a pris au Verkhoff<sup>1</sup> ».

Descendons d'un échelon. Voici un employé fort utile, mais dont les fonctions ne seraient briguées sans doute par aucun de nos lecteurs : le *maître des basses œuvres*. Avant tout écorcheur, équarisseur, il ne dédaigne pas tous services qui tendent à distinguer une voie d'une voirie, et pousse l'officiosité jusqu'à s'occuper de vidange. « Delivré au Maistre des Basses œuvres pour avoir tué les chiens, 11 liv. 9 gr. », lit-on dans les *Comptes* de la Ville pour 1613<sup>2</sup>. En 1840, le Conseil publie cet avis : « Des indices de rage s'étant manifestés, tout chien trouvé en liberté sera saisi par le maître des basses œuvres pour être abattu<sup>3</sup>. » — Son nom fait évidemment opposition au « maître ou exécuteur des hautes œuvres », et de fait nous le trouvons parfois assistant du bourreau ou son remplaçant dans les menus châtiments. A la Neuveville, en 1815, un nommé Leuw fut « condamné pour vol domestique d'un fusil et d'une paire de bottes à être fustigé par le maître des basses œuvres<sup>4</sup> ».

Ce nom, qui n'a rien de bien local, comporte quelques synonymes suisses-romands : *vasemeistre*, *chinder*, *rigot*. Notre étude sur les « Professions » les ayant mentionnés<sup>5</sup>, nous y ajouterons peu de chose. *Vasemeistre*, ou la forme tout allemande *Wasenmeister*, était le terme courant à Neuchâtel au XVII<sup>me</sup> siècle. La Ville paye en 1631 à « Estienne Junod, escorcheur ou vasenmeister » des gages de 50 livres. En 1662, on « delivre au Vasemeistre pour avoir tué les chiens la presente année, 25 livres<sup>6</sup> ». Ces chiens reviennent comme un refrain dans nos anciens Comptes, et le « vasemeistre » est quelquefois appelé *tueur de chiens* ou *batteur de chiens* ! Le pullulement de la gent canine à cette époque, et les hécatombes qu'on en faisait, demeurent pour nous un problème.

Il est assez curieux de quitter le domaine de l'édilité sans y avoir rencontré d'agent voyer, tout au moins le traditionnel cantonnier. Nous ne croyons pas, en effet, qu'avant le XIX<sup>me</sup> siècle aucun poste fixe fût affecté à la viabilité. Survenait-il une « ravine », les communiens eux-mêmes allaient avec pelles, pioches et attelages, au « reute » ou à la

<sup>1</sup> *Comptes Perrot-Lapierre*. Manuscrit communiqué par M. F.-Louis Perrot, à Chambésy.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1907, p. 227.

<sup>3</sup> *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, 3 septembre 1840.

<sup>4</sup> *Actes de la Société jurassienne d'Emulation*, 1892, p. 124.

<sup>5</sup> *Musée neuchâtelois*, 1917, pp. 216-217.

<sup>6</sup> *Ibid.*, 1908, p. 112; 1909, p. 74.



corvée<sup>1</sup> ; et en temps ordinaire quelque maçon suffisait à rétablir le pavé ou à « piquer le roc » du chemin. Aujourd'hui, la terminologie française règne dans ce « dicastère ». Toutefois, lors des grandes neiges, des employés spéciaux, les *pelleurs* (prononcez *péleurs*), s'en vont par équipes avec leurs pelles ouvrir la route au « triangle » arrêté dans les fortes « menées ».

(A suivre.)

William PIERREHUMBERT.

---

## LES RELATIONS HORLOGÈRES DES NEUCHATELOIS AVEC BESANÇON

AVANT L'ÉMIGRATION DE 1793

---

M. Charles Perregaux a retracé dans le *Musée neuchâtelois* de 1914 l'histoire de l'émigration de l'horlogerie neuchâteloise à Besançon en 1793.

Pourquoi Mégevand et le Gouvernement français ont-ils décidé de créer une manufacture d'horlogerie à Besançon plutôt qu'ailleurs ? Ce choix a-t-il été le fait du hasard ou a-t-il été déterminé par des considérations politiques, économiques, personnelles ou autres ? Telle est la question fondamentale qui se pose lorsqu'on aborde l'étude historique de l'exode des horlogers neuchâtelois à Besançon en 1793.

Des nombreux mémoires que Mégevand a adressés au Gouvernement français il résulte, en effet, que le fondateur de la « Fabrique bisontine » était renseigné sur tous les projets anciens ou récents de création de manufactures horlogères à Lyon, Grenoble, Ferney, Versoix, Bourg-en-Bresse, Vesoul, Mulhouse, Weissenbourg, Pforzheim, Constance, Aarau, en Toscane, en Irlande, sans parler de Versailles. Il faut en conclure que de puissants motifs dictèrent le choix de Besançon.

<sup>1</sup> On trouve incidemment *reutare* (1579) pour désigner le manœuvre travaillant au « reute ». Archives de la Ville de Neuchâtel, P3.



M. Perregaux a décrit, par le menu, les raisons d'ordre politique qui provoquèrent l'émigration des Neuchâtelois. Et cela ne fait pas l'ombre d'un doute : les événements politiques ont motivé l'exode des horlogers. Mais ces événements expliquent-ils suffisamment la création de la manufacture bisontine ? Je ne le pense pas. Il m'apparaît, au contraire, que des motifs d'ordre économique ont joué un rôle très considérable, sinon décisif, dans le choix de Besançon.

Dans son travail documenté sur l'horlogerie à Besançon, M. Charles Sandoz<sup>1</sup> a démontré que l'industrie horlogère a été prospère dans cette ville bien avant la création d'une manufacture nationale par Mégevand avec l'aide du Gouvernement français. Mais il s'agissait là d'une industrie exclusivement artisanale, en pleine décadence d'ailleurs, et absolument impuissante à attirer Mégevand et les Neuchâtelois. Par arrêt rendu le 5 mars 1769, le Conseil d'Etat français déclarait le libre exercice du métier d'horloger à Besançon. C'est dire que l'administration royale s'efforçait déjà alors à y attirer la grande industrie horlogère. Cette tendance facilita grandement l'établissement de Neuchâtelois à Besançon avant l'année 1793.

Ce à quoi Mégevand visait précisément, c'était à la création d'une « fabrique peuplade », pour me servir de ses propres termes, c'est-à-dire à l'établissement d'une grande manufacture centralisée. Mais, en négociant avisé, il savait parfaitement qu'il ne suffit pas de fabriquer des montres. Ces montres, il fallait encore les écouler.

Trois ordres de faits économiques ont présidé au choix de Besançon. D'abord les luttes entre Genevois et Neuchâtelois pour l'hégémonie commerciale dans l'horlogerie, luttes dont on cherchait à tirer parti, en France, aussi bien que des dissensions politiques qui régnaient à Genève et dans les Montagnes neuchâteloises.

A cette époque, la prépondérance commerciale des Neuchâtelois sur les Genevois devenait de plus en plus apparente. Ce n'était pas la fabrication, mais bien le commerce qui dominait alors dans l'industrie horlogère. Déjà des Neuchâtelois et des Genevois avaient créé des ateliers dans le Montbéliardais. Mais, comme tous les établissements horlogers fondés par des Suisses à l'étranger, ils dépendaient plus ou moins du négoce neuchâtelois ou genevois pour l'écoulement de leurs produits.

Il s'agissait donc de choisir comme siège de la nouvelle manufac-

<sup>1</sup> *Les horloges et les horlogers à Besançon aux XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles.*



ture une ville assez considérable, assez voisine du pays de Neuchâtel et dont l'importance commerciale surtout fût incontestable. Besançon s'imposa comme chef-lieu de la Franche-Comté et plus encore par ses relations horlogères avec les Neuchâtelois et sa position géographique.

C'est que la capitale franc-comtoise était alors avec Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Calais et Strasbourg, l'un des centres du mouvement horloger des Montagnes neuchâteloises et de l'Erguel avec la France et les pays d'outre-mer par l'intermédiaire de ce royaume. Il y avait à Besançon des négociants et expéditeurs importants auxquels les fabricants et négociants neuchâtelois et erguéliens confiaient régulièrement leurs envois de montres, de pendules et de fournitures d'horlogerie à destination de Paris surtout, mais aussi de toutes les villes de France de quelque importance.

Je ne citerai ici que les maisons La Brune frères, Bridaud frères, et le Neuchâtelois Racine. Ces maisons étaient avant tout des commissionnaires, mais elles achetaient et vendaient aussi pour leur propre compte. Les documents que j'ai consultés me permettent d'affirmer sans exagération aucune que le courant d'affaires horlogères entre le Locle, La Chaux-de-Fonds, Saint-Imier, Renan, Sonvilier, Villeret et Besançon était déjà très considérable bien avant l'année 1793. Plusieurs messagers faisaient pour ainsi dire journellement la navette entre La Chaux-de-Fonds, Le Locle et le chef-lieu franc-comtois, en passant par les Brenets et Morteau.

Certains négociants neuchâtelois en horlogerie expédiaient même en France des dentelles, des indiennes, des toiles blanches de Langenthal et des draps suisses par l'intermédiaire de leurs commissionnaires et amis bisontins. A en juger d'après les documents, les opérations financières de la maison La Brune, par exemple, avec les négociants fabricants neuchâtelois et erguéliens, devaient s'élever annuellement à plusieurs centaines de milliers de francs, car les commissionnaires bisontins se chargeaient non seulement des expéditions, mais encore soit de l'encaissement, soit de la transmission des sommes dues à leurs commettants.

Or Mégevand était bien plus un négociant en horlogerie qu'un fabricant. Pour faire le commerce des montres, il s'était associé le sieur Albaret, également Genevois. C'est sous la raison sociale Mégevand & Albaret que nous le voyons fréquenter les foires de Francfort et entretenir des relations commerciales avec Paris et Besançon.

A la date du 10 janvier 1792, un très important négociant du Locle



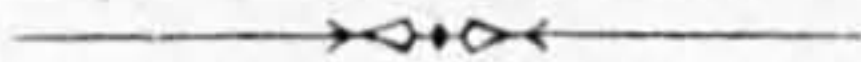
recommandait Mégevand à M. La Brune cadet, à Besançon, en ces termes :

M. Mégevand, porteur de la présente, est le propriétaire du carton marqué B n° 4 qui renferme 6 [montres] or et 6 argent et du paquet B n° 5 : 7 [montres] or aussy pour les remettre à son passage chez vous franco. Je vous tiendrai compte de votre provision. Ledit sieur Mégevand cherchera à réaliser des assignats et se propose de vous en remettre le montant pour me le faire passer ainsy que des sommes plus conséquentes pour l'avenir et avec lequel vous pouvez prendre des arrangements<sup>1</sup>.

A lire ces lignes, il semble évident que Mégevand avait déjà conçu dès le commencement de 1792, une année avant l'émigration neuchâteloise, un plan bien arrêté : nouer avec Besançon des relations qui devaient aboutir à la création de la « Manufacture nationale d'horlogerie », dont il avait déjà discuté le projet avec des amis influents de Paris. Aussi bien les réalisations d'assignats du négociant loclois apparaissent-elles comme un simple prétexte destiné à masquer ses voyages en France et à Besançon en particulier.

Marius FALLET.

<sup>1</sup> Copie de lettres de Samuel Dubois, négociant au Locle, 1788-1795 (non paginé).





# UN COUP D'OEIL SUR LE LOCLE

D'APRÈS LE JOURNAL DE JACOB DUCOMMUN<sup>1</sup>

(1755—1788)

Jacob Ducommun, bon paysan peu lettré habitant le hameau des Jeannerets près le Locle, a pris note, presque au jour le jour, de ses affaires personnelles et de ce qui se passait au Locle et dans le pays. Abonné à la *Gazette*, il relevait dans son journal ce qui l'intéressait. Bon père de famille, il était un communier jaloux des droits du Locle, un bourgeois de Valangin fier de ses prérogatives et un fidèle sujet du roi, — tant que ce dernier respectait les privilèges séculaires des Montagnes. Il était aussi un paroissien assidu aux offices, car il note les textes des sermons, en y ajoutant parfois ses propres réflexions.

Jacob Ducommun dit Boudri, né en 1720, mort vers 1790, habitait la maison qu'il construisit au Tertre des Jeannerets en 1760.

Il note avec prédilection les incendies qui, de son temps, ravagèrent le Locle. En mars 1765, le feu prend au Lion d'Or qui brûle complètement l'année suivante, avec d'autres maisons voisines. En juin 1765, la maison Jacot-Baron, au bas du village, brûle avec cinq autres du quartier. Après cet incendie, les pompiers se querellent et se battent ; la Communauté décide d'acheter trois seringues (pompes) et « de les payer ». Un garçon « désobéissant, misérable et de mauvaise conduite, » met en 1774, le feu à la maison de son père et elle brûle entièrement. De nouveaux sinistres au village et aux environs engagent la Communauté à acheter deux seringues, une pour le Crêt-[Vaillant], l'autre pour les Replattes. Mais si le feu détruit des habitations, la population les relève et en construit d'autres.

Jacob Ducommun s'en construit une en 1760 au Tertre des Jeannerets, sur un terrain qu'il a acheté 2128 livres de François Gevril ; il note que sa construction lui revient à 1800 livres (fr. 2500), ce qu'il trouve bien bon marché, quoiqu'il ait fourni des matériaux et fait les

<sup>1</sup> Volume de 554 pages, appartenant à M. Bernard Borel, au Locle.



voiturages. Il relate que la même année Abram Dubois a rebâti les Moulins de la Combe-Girard, ce qui fait supposer qu'ils avaient été incendiés.

Ducommun relève qu'il a été bâti au Locle cinq maisons en 1761, quatre en 1772, plusieurs autres ensuite, dont celle de son frère aux Jeannerets.

En 1766, le justicier Claude Sandoz relève le Lion d'Or et en 1770 la Communauté autorise Isaac Richard, qui construit, à entreposer ses matériaux sur le cimetière autour du Temple.

En 1773, David Courvoisier se fait faire sur les Roches des Combes une petite maison avec un joli logement et des allées autour « pour y prendre l'air et ses plaisirs ». Cette maison de plaisance, pour séjour d'été à la campagne, paraît avoir beaucoup frappé notre auteur.

Mais la construction importante de l'époque fut celle du Temple. Ducommun note que le 2 avril 1758 on fit le dernier prêche dans la vieille église et que dès le lendemain sa démolition commençait. En l'absence de lieu de culte, les sermons se faisaient à l'Hôpital du Verger (probablement à la Maladière qui existait encore). La dédicace du nouveau Temple eut lieu le 10 décembre 1758 et le pasteur Dardel prêcha sur Genèse XXVIII, verset 11. La reconstruction du Temple coûta 31,533 livres, environ 43,000 francs. On répara aussi la tour et le beffroi, coût 295 écus, soit environ 1700 francs, et on fit refondre une cloche chez le fondeur Meuron à Saint-Sulpice, opération qui revint à 26 écus.

Après de longs débats, l'usage du Petit Chantier fut accordé aux femmes pour deux ans. Trouvant que la nouvelle église était trop soignée pour permettre aux propriétaires de chiens de les prendre avec eux au sermon, on mit fin à cette habitude, menaçant les délinquants d'une amende de 4 batz ; mais il paraît que cette défense ne suffit pas, car en décembre 1769 on lut au prêche un avis disant que les chiens amenés à l'église seraient empoisonnés.

En janvier 1764, un ouragan « effroyable » fit tomber la « pomme » et le « poulet » du clocher ; refaits et replacés en octobre, ils revinrent à 24 louis. Enfin, en 1775, on fit repeindre les cadrans par un Alsacien qui « resta six semaines et demanda 6 louis d'or ».

Ducommun ne relate que peu de mutations de propriétés, à part les siennes. Cependant il note que les Roches des Combes ont été vendues lors de la liquidation de David Courvoisier qui s'y était fait une habitation de plaisance ; que la propriété des Roches du maire Sandoz



a été acquise en août 1776 par le sieur Voumard, et que le Moulin de la Molière fut vendu pour 8400 livres à Daniel Mosset.

En revanche, il prend fréquemment note des prix de diverses marchandises et denrées. Son journal permet d'établir le tableau suivant du prix des denrées<sup>1</sup> :

	1769	1770	1772	1774	1775	1776	1778
	PRIX EN BATZ						
Froment, l'émine . . . .	13	21-22	35	21	18	18	19
Orge, » . . . .	7	13-14	21	14	10 1/2	10	12
Avoine, » . . . .	—	8	12	7	5 1/2	5	8
Pois, » . . . .	—	18	—	—	—	8	—
Vin blanc, le pot. . . .	—	7	8	4 1/2	5	3	6
Vin rouge, » . . . .	—	8	9	5	6	3	6
Beurre, la livre . . .	2 3/4	4	4 1/2	4	3 3/4	3 3/4	4 3/4
Fromage gras, » . . .	2 1/4	2 1/2	3 1/2	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 3/4
Fromage maigre, » . .	1 3/4	1 1/2	—	1 3/4	—	—	—
Viande de vache, » . .	1 1/2	1 3/4	—	2	—	1 1/2	—
Viande de veau, » . .	—	2	—	—	—	—	—
Suif . . . . .	—	4 1/2	—	4	—	3	—
Chandelle . . . . .	—	6	—	—	—	—	—
Huile, le pot. . . . .	—	14-15	—	—	—	—	16
Brantevin, » . . . .	—	12-13	16	11	10	9	10
Lait, » . . . . .	—	—	—	1 1/4	—	—	1 1/4

Un bœuf ou un cheval valait 20 louis, soit environ 480 francs ; une vache se vendait 8 louis, c'est-à-dire 192 francs. A 70 batz, la toise de foyard représentait 5 fr. 45 le stère, et à 45 batz, la toise de sapin représentait 3 fr. 50 le stère.

Il eût été intéressant de trouver dans le manuscrit de Ducommun les prix de la farine, des pommes de terre, des chaussures et des habits, mais les premiers étaient produits à la maison et les derniers s'y confectionnaient.

A cette époque, certains marchands forçaient les prix outre mesure, car dès février 1774 la Communauté tarifa le prix de la viande chaque mois, les bouchers abusant.

Lorsque Ducommun n'indique pas les prix, il note des hausses ou des baisses : il signale en 1770 que tout a augmenté, en même temps que les salaires ont baissé dans toutes les professions, surtout dans celle de l'horloger « qui semble tirer à fin ».

<sup>1</sup> Pour permettre la réduction de ces données en monnaie actuelle, rappelons que le batz valait 14 1/4 cent. et que l'émine comptait 15 1/4 litres environ, le pot de Neuchâtel 1,9 l. et la livre de Neuchâtel 520 grammes.



Ce qui intéresse avant tout notre auteur, ce sont les terres, le bétail, les cultures et l'état du temps. Il y a des mentions fréquentes concernant l'agriculture et des observations sur le climat : Le 1<sup>er</sup> janvier 1758, le Locle était sans neige, tandis qu'il y en avait un demi-pied dans le Bas et un au Val-de-Ruz. La nuit du 29 au 30 juin de la même année, il gela si fort que les récoltes de la Montagne et la vigne dans le Bas furent détruites ; cette gelée fut suivie de fortes pluies qui provoquèrent une inondation de la vallée et on mesura deux pieds d'eau sur le pont de la Molière. En janvier 1763, le Locle n'eut pas de neige, mais les canalisations des fontaines gelèrent.

Le 31 décembre 1763, une tempête de pluie provoqua l'inondation « des Sagnes » (marais), et en janvier suivant un ouragan fit tomber la « pomme » et le « poulet » du clocher. L'année 1765 et le commencement de 1766 furent remarquables par la rareté de la pluie, mais il gela si fort que le vin gela dans les meilleures caves ; en revanche, les années suivantes la neige fut abondante et sa fonte causa de nouvelles inondations.

En décembre 1755, juin 1756, mars 1773 et novembre 1775, on ressentit au Locle des tremblements de terre « assez vifs », et il y eut des actions de grâces pour y avoir échappé « sans grands dégâts ».

On annonça pour septembre 1773 l'apparition d'une comète qui devait « détruire le genre humain ». Cette prédiction « troubla les esprits faibles ». La comète passée sans mauvaises conséquences, le pasteur Breguet, au prêche du 5 octobre, invita les fidèles à présenter des actions de grâce « de ce qu'on avait été épargné ».

Ducommun n'oublie pas de noter quand il remet la dîme et ce en quoi elle consiste.

Il relate les échanges que font entre eux les pasteurs du Locle et des localités voisines ; il note soigneusement les nouveaux pasteurs qui arrivent au Locle. Lorsque le pasteur Sibelin vint au Locle, il avait huit chars de bagages, plus un char couvert ; un repas de 12 personnes et 8 serviteurs coûta 24 écus à la communauté, qui paya encore 30 écus pour le déménagement. Ducommun a soin de ne pas oublier les difficultés entre la Communauté et le pasteur Breguet qui faisait des prosélytes et inscrivait au baptême des enfants illégitimes, sans les noter comme tels. La communauté défendit au marguillier et au régent de donner la clef du Temple au pasteur Breguet en dehors des heures ordinaires des prédications et sollicita, sans succès du reste, sa révocation par les autorités ecclésiastiques. Il ne paraît pas que la doctrine



de la non éternité des peines, prêchée par le pasteur Petitpierre des Ponts, ait fait grand bruit au Locle, car Ducommun ne fait que mentionner sommairement l'incident, sans paraître y attacher de l'importance.

Une coutume assez singulière de l'époque était de chanter les psaumes du premier au dernier, au lieu de les choisir en rapport avec le texte ou avec les circonstances du moment. Ducommun note quand on commence et quand on finit, « ayant resté six ans à les passer ». Les cultes étaient longs et Ducommun en signale de une heure et demie de durée. Il relate que le pasteur Breguet prêcha pendant cinq mois sur la médisance.

Les mémoires de Ducommun ne parlent de l'école qu'une seule fois pour dire qu'en février 1763 la Communauté engagea un régent aux conditions suivantes : 1° il trouvera un sous-maître pour les enfants au-dessous de 10 ans ; 2° les enfants paieront 4 batz jusqu'à 10 ans et 8 batz au-dessus ; 3° le maître recevra en outre 4 toises de bois sur pied ; 4° il ne pourra pas avoir de pensionnaires, ni de leçons particulières.

Ducommun se plaît à noter les cas de désobéissance, de rebellion et de méchanceté des enfants du temps. Trois garçons qui avaient fait du bruit à l'église furent punis de trois jours et quatre nuits de prison. Quatre garçons ayant rossé deux Allemands attrapèrent six jours et huit nuits de prison.

Un maçon qui avait volé quelques écus à un camarade fut condamné à recevoir quinze coups de fouet, à raison de trois coups administrés dans chacun des cinq quartiers du Locle. Une femme « qui avait trop parlé » fut tournée au pilori du Locle pendant une heure, « sans paraître avoir ni honte ni humiliation ».

A l'époque de Ducommun, les délits de toute sorte et même les crimes étaient fréquents. Sans relever tous ceux qu'il rapporte, on peut noter qu'en mai 1778 un Allemand, qui tenait les deux moulins de la Communauté, se sauva sans payer, emportant 600 louis d'or. Les batailles étaient fréquentes après boire, aux foires, aux incendies, à propos de rancune et aux revues militaires. Celles-ci étaient un événement et Ducommun les note avec respect, ainsi que les réceptions d'autorités civiles et militaires, telles que celle du gouverneur de Bévillle le 7 décembre 1779.

Malgré ses goûts militaires, la population ne tenait pas à faire des patrouilles de frontière, estimant que tout le pays devait en avoir la



charge. Cependant la Communauté elle-même commandait parfois la garde et alors on marchait de meilleur cœur. Le 20 mai 1757, un homme des Planchettes avertit le Locle que des dragons français avaient passé le Doubs et pillaient les Plaines ; les soldats du Locle partirent aussitôt et on fit venir ceux de la Sagne qui occupèrent le plateau des Eplatures jusqu'au Locle. Cet incident se réduisit à la simple désertion de quatre dragons français, dont on prit soin. Le 19 avril 1763, les soldats du Locle sont réunis pour « faire une chasse aux gueux et gens sans aveu ».

Ducommun développe les contestations entre la Communauté du Locle et le gouvernement de Neuchâtel qui tantôt interdisait de faire du commerce avec la Franche-Comté, tantôt voulait faire passer par Neuchâtel les vins de France à destination de la Montagne, tantôt feignait d'ignorer telle ou telle prérogative ou liberté des Montagnes, tantôt interdisait la chasse ou l'entrée du bétail de Franche-Comté.

Au sein de la Communauté, les dissensions n'étaient pas rares et Ducommun les mentionne toutes : querelle à propos des bancs dans le Temple, chicanes pour l'usage et l'entretien des fontaines, des rues et des chemins. Toutefois on s'entendit facilement en 1760 pour la correction de la route de la Baume et le gouvernement alloua 100 livres de poudre. En 1772, certains communiers réclamèrent une plus juste répartition des emplois et « des honneurs », qu'on réservait trop, selon eux, aux membres de la famille Sandoz.

Les eaux de la vallée et leur rapide écoulement préoccupaient vivement la population, aussi le curage du Bied, celui des Sagnes (marais) et des emposieux du Col-des-Roches étaient-ils faits de bonne grâce à frais communs dès que l'autorité les prescrivait. Ducommun s'intéressait beaucoup à cette question : il en parle souvent. Il relate que le 7 avril 1771, il y eut une grande assemblée pour envisager les moyens de percer les rochers du Col. Cette assemblée ne paraît pas avoir eu de suite utile, car en 1774 une nouvelle réunion s'occupe de faire rechercher et désobstruer les anciens canaux naturels d'écoulement, et en 1775 la Communauté réclame à chacun sa part du curage du Bied. La question de l'écoulement des eaux parut aboutir, car, en 1783, il y eut une fête, avec pétards, pour le percement des rochers du Col : mais au bout de trois mois on y renonça, les douze ouvriers qu'on y avait mis faisant peu d'avance<sup>1</sup>.

La Communauté du Locle était très circonspecte quand il se pré-

<sup>1</sup> On sait que l'entreprise fut achevée par J.-J. Huguenin en 1805.



sentait de nouveaux communiers et, lorsqu'elle n'écartait pas les candidats, elle faisait payer cher l'honneur d'être reçu dans son sein. La question des opinions, de la religion, de la situation de fortune et même du nom, primait toute considération ; les refus d'admission cités par Ducommun sont nombreux, les acceptations bien rares. En 1772, on admit dans la Communauté un illégitime « homme du prince », qui paya 1000 livres à la Communauté et 500 livres à la Chambre de Charité ; en 1773, on toléra seulement comme « habitant » un apothicaire français, qui avait demeuré trois ans à Neuchâtel et possédait d'excellents certificats. Ducommun s'intéressait vivement à la Chambre de Charité : il relate avec une vive satisfaction un legs de 25,000 livres de D.-C. Mathey-Junod en 1774 et d'autres de moindre importance.

Il mentionne aussi les résultats annuels des comptes de la Communauté et note en 1774 que sa fortune a « baissé » de 10,000 livres à cause de la construction du Petit-Moulin. L'assistance des pauvres a toujours été une des grosses charges du Locle ; en avril 1773, la Communauté interdit la mendicité, sous peine de pilori et de prison ; en même temps elle ordonne le recensement des pauvres et celui des gens aisés, pour leur faire payer proportionnellement leur part des frais d'assistance.

La Chambre de Charité était soutenue par des dons et souscriptions volontaires et par des subventions de la Communauté.

Ducommun énumère de nombreuses quêtes faites aux prêches et à domicile pour des infortunes locales, du pays et même étrangères : En juin 1765, un incendie détruisit plusieurs maisons au bas du village, et la Communauté décida qu'une collecte serait faite par les incendiés eux-mêmes, « du moins ceux qui n'en n'auront pas honte ». La Communauté s'occupait déjà alors de ravitaillement ; elle décida en mai 1770 d'avoir un grenier et d'acheter du blé. Ses nombreuses opérations en céréales lui furent d'ordinaire onéreuses.

La propreté et l'hygiène publiques préoccupaient rarement les autorités, mais le journal signale quelques arrêtés lus au prêche pour des précautions à prendre lorsque la peste s'approchait des frontières de la Suisse et quand il y avait des épidémies sur le bétail en Franche-Comté.

Les mémoires de Ducommun parlent rarement des médecins ; ils notent la mort en 1763 du docteur Abram DuBois, « qui était gros comme deux ». Un jeune homme s'étant noyé au Doubs, ne put être rappelé à la vie, bien qu'il eût été saigné par un médecin. Un chien



enragé ayant mordu quelques personnes au Locle, la Seigneurie envoya deux médecins avec des remèdes. La fille de Ducommun ayant des dartres, son père la conduisit aux Bains d'Yverdon : ils allèrent avec la voiture jusqu'à Concise et ensuite à pied, et, après une cure de trois semaines, ils retournèrent reprendre la voiture à Concise pour rentrer au Locle. Ce voyage leur coûta en tout pour les deux quatre louis d'or, cure comprise.

Cette sortie et quelques voyages aux vendanges dans le Bas font époque dans la vie tranquille de la famille Ducommun.

Les distractions étaient rares au Locle : des revues militaires, quelques réceptions d'autorités et passages d'officiers rompaient seuls la monotonie de l'existence. Les décès, naissances et mariages de la famille royale étaient généralement annoncés par une sonnerie de cloches et un prêche de circonstance. A part cela, tout se passait sans bruit, aussi Ducommun note-t-il comme un événement que la noce de Josué Humbert-Droz en août 1777 comptait vingt-cinq paires et dura trois jours.

Les exhibitions foraines étaient rares : en 1767, un Grec montra au Locle une vache « d'Arabie » qui avait deux ailes sur le côté, deux museaux et portait facilement huit hommes sur son dos. Ducommun ne paraît pas être allé voir ce phénomène, bien qu'il n'en coûtât qu'un batz. En 1778, une troupe de comédiens s'installa aux Envers, mais au bout de trois jours le maire la fit partir, à la requête de cent cinquante signatures de « gens bien intentionnés ».

La chasse était un des délassements favoris des Montagnards, ainsi qu'un de ses droits les plus chers, de sorte que les entraves que cherchait à y apporter le gouvernement étaient très mal reçues. Mais quand une battue aux loups était commandée, on s'empressait de s'y joindre. Une grande battue eut lieu le 19 janvier 1773 ; les chasseurs furent placés sur une ligne depuis la Sagne jusqu'au Doubs ; ils vinrent par les Eplatures à la rencontre des rabatteurs acheminés depuis le Locle, mais on ne leva aucune bête et en fin de compte les chasseurs se battirent consciencieusement entre eux.

Quelques notes spéciales d'ordre général sont encore à signaler dans le manuscrit de Ducommun :

En mars 1771, on annonça au prêche que la Commune comptait 3400 personnes, « tant vieux que jeunes et à naître », ces derniers probablement pour arrondir le chiffre.

En 1766, des commissaires de Neuchâtel et de Franche-Comté recon-



nurent la frontière et, depuis la Roche des Ecussons, plantèrent cinquante boynes (bornes).

En janvier 1776, la Communauté publia un avis que tous ceux « travaillant sur l'or et sur l'argent » devaient se présenter en justice pour être assermentés et qu'un poinçonneur serait nommé pour toucher les pièces terminées. Il paraît qu'il y avait eu des fraudeurs, mais Ducommun ne précise aucun cas.

Il note qu'en 1777 le roi voulut établir une loterie dans le pays, mais que la bourgeoisie de Valangin « n'y donna pas les mains », ce dont il exprime toute sa satisfaction.

En terminant ces extraits, voici deux notes du manuscrit de Ducommun, pour donner une idée de sa manière d'écrire et de son orthographe :

« Lan 1784 Le 24 Octobre ce Jour il à Bien fait de la nège meléye de pluye et cependan quel à bien pris pieds puis qu'il net pas revenu terin, bien vrais et til que le moy de Janvier 1785 a Etté tous Baux may le moy suivant qui et Fevrier a etté sy tèlement négeut et celui de mars Encore plus et de la bize tous le lon du moy ainsi au aux du tertre bien lon nous avon fait le chemin creu de 5 à 6 pieds en lessans 4 pieds sous le chemin de sorte que moy Jacob Ducommun agé de 64 ans je nai jamais vü tans de nège de ma vie tan de nège pouseye du vant dorian que cette anneye qui nous a fait ouvri les Chemin quatre fois san contez des plus petite ouverture volontaire pour des gens sancée qui ne son pas paréseux. Le 1 et 2 Avril il est venu ses trois Jour 2 à 3 pieds de nège tan quil en etté déjà dautre il y en a tous le lon du Vignoble de Neuchâtel 2 pie. »

« Le 28 Juillet 1783 ce jour lon a comencé de faire le trou pour persé la fante du cul des Roches et pour voir sil seret possible De le faire il on tire les petar le soir quil on comencé il on travaillé Jusque au 10 novembre de maim date une douzaine douvrier sans faire de lavance que tré peux. »

George EVARD.





## PETITE CHRONIQUE

---

\* \* \* *Fouilles à la Tène.* — Au cours de ces dernières années, les collections du Musée archéologique se sont accrues de toute une série d'objets qui ne semblaient pas mériter l'honneur d'une petite chronique, mais dont l'ensemble constitue cependant un si joli tableau que je ne sais résister à l'envie de le communiquer aux lecteurs du *Musée neuchâtelois*.

Les fouilles à la Tène semblent virtuellement terminées, la station s'étant révélée circonscrite entre les deux ponts dont faisaient mention nos précédents rapports et les baraquements dressés sur les rives entre ces deux ponts. Cette disposition même de l'ensemble confirme, une fois de plus, l'hypothèse de Déchelette : d'un poste de péage. La Tène aurait donc été une sorte de blockhaus, et les deux ponts constitueraient en réalité deux barrières entre lesquelles il fallait que les barques passassent... et se laissassent fouiller.

Les travaux entrepris l'année passée, et qui étaient destinés à dater la construction de bois découverte en 1908 (*Musée neuchâtelois*, 1909, p. 232), n'ont livré absolument aucun objet, de sorte qu'il est encore impossible de dire si le fouillis de pieux, de planches et de poutres qui caractérise le terrain vague sis au sud du talus de la Directe entre le passage sous voie de Montmirail et le pont sur la Thielle remonte à l'époque de la Tène ou à une époque postérieure.

\* \* \* *Fouilles à Champréveyres.* — Vu les basses eaux du printemps dernier, la Commission archéologique cantonale a commencé des recherches sur la grève de Champréveyres entre la station néolithique, généralement à sec, et la station de l'âge du bronze, toujours submergée. Ces recherches sont destinées, avant tout, à nous renseigner sur le problème de la transition, dans nos contrées, de la pierre au métal. Elles n'ont encore donné que des indications sommaires, mais ont déjà fait entrer dans nos collections une série d'outils et d'instruments divers qui prennent leur pleine valeur du fait qu'ils ont été trouvés ensemble dans un gisement déterminé.

\* \* \* *Fouilles à la Grotte du Four.* — Depuis longtemps déjà (*Musée neuchâtelois*, 1871, p. 49), on savait la Grotte du Four riche en vestiges préhistoriques, particulièrement en fragments de poterie ; mais les opinions différaient relativement à leur origine. Seules des recherches systématiques, surtout stratigraphiques, pouvaient permettre de résoudre le problème. Les travaux, commencés en 1916, ont été repris en 1918 ; ils ne sont point encore terminés, mais M. G. Bellenot, qui a bien voulu se charger de les diriger et d'en étudier les résultats, croit pouvoir affirmer que, dans leur grande majorité, les tessons recueillis — il y en a plus de 50 kilos — remontent à la fin de l'époque de la Tène.



Toutefois, la Grotte du Four a été occupée antérieurement, ainsi que le démontre une trouvaille des plus intéressantes faite dans une anfractuosité de la caverne, sous un gros bloc formant couvercle. Cette trouvaille, ou plus exactement ce dépôt, consistait en six poinçons ou al nes en os, deux perles de pierre, deux pointes de flèche en silex, une coquille marine perforée destinée à servir de pendentif, une moule pétrifiée recueillie vraisemblablement par quelque néolithique à cause de son étrangeté, et surtout une espèce de bouton ovale, fermé d'une feuille en os de 68 mm. de long sur 45 de large, portant en son centre deux trous disposés sur l'axe longitudinal et dont le pourtour est muni de vingt-sept trous assez régulièrement espacés. A quoi a pu servir cet étrange objet ? C'est ce que nous ignorons, n'ayant aucune connaissance de trouvaille semblable. Peut-être l'ethnographie nous renseignera-t-elle un jour, par analogie.

\* \* \* *Musée archéologique.* — Parmi les derniers achats du Musée archéologique, il en est deux qui méritent de retenir l'attention : une hache néolithique emmanchée et un long poignard de bronze. La hache, dont l'extrémité du manche a été brûlée — ce qui empêche d'en déterminer la longueur — est une jolie serpentine dans sa gaîne en corne de cerf, enchassée elle-même dans un renflement du manche mortais  exactement comme le talon de la gaîne. Pour assurer encore l'adhésion, le manche est muni d'un bouton terminal contre lequel vient s'appuyer la base de l'emmanchure et où convergent une série de ligatures végétales rendues adhérentes par un enduit bitumineux.

Quant au poignard, évidemment importé, c'est une longue lame pistilli-forme de 42 cm. de longueur, terminée, en guise de soie, par une sorte de cercle, muni de trous de rivets, qui s'incr stait dans la poignée, aujourd'hui perdue.

Telle qu'elle nous est parvenue, cette arme, dont la provenance exacte est inconnue, constitue le seul exemplaire que nous possédions de la transition du poignard à l'épée, transition qui s'est opérée dans les régions orientales de la Méditerranée, où ce poignard doit avoir été fabriqué.

J'attire également l'attention des visiteurs du Musée sur un don d'une réelle valeur artistique et d'une importance archéologique non moindre, à savoir un couteau de bronze à antennes, trouvé à Onnens et que M. M. Borel a eu la chance de pouvoir se procurer.

L'ornementation   antennes étant caractéristique de l'influence hallstat-tienne, ce couteau appartient à la fin de notre âge du bronze, c'est-à-dire à une époque de transition ; sa présence chez nous, dans une station lacustre, démontre d'une part que nos bourgades lacustres du bronze florissaient encore quand l'Europe centrale était déjà entrée dans le nouvel âge du fer ; d'autre part, qu'entre cette Europe centrale et nos villages lacustres les relations antérieures n'avaient pas été interrompues par l'introduction du nouveau métal et que, par conséquent, cette introduction doit avoir été le produit de progrès successifs et non l'apport de conquérants asiatiques.



\* \* \* *Bibliothèque Troyon.* — Chacun sait que, parmi les pionniers de la préhistoire, l'archéologue vaudois Frédéric Troyon occupe une place d'honneur. Les collections qu'il avait faites constituent aujourd'hui un des attraits du Musée de Lausanne, et les ouvrages qu'il a publiés sont encore consultés avec profit par tout archéologue soucieux de documents précis. Or, la bibliothèque du cabinet archéologique de notre Musée vient de recevoir des héritiers du notaire Henri Vouga, à Cortaillod, neveu du célèbre archéologue, non seulement les livres, mais encore les notes et tous les documents recueillis par Troyon pour l'élaboration de son œuvre principale : *Habitations lacustres*.

Cette bibliothèque des plus précieuses, que chacun pourra consulter dès qu'elle aura été classée et — ce qui, sans doute, sera plus difficile — casée, comprend presque tous les ouvrages où ont été exposées les premières trouvailles préhistoriques et émises les thèses d'où devait sortir la science préhistorique actuelle. Ce sont donc, en quelque sorte, des archives et d'autant plus vénérables qu'il serait quasi impossible de les constituer à l'heure actuelle.

A côté de ces livres, la bibliothèque Troyon renferme encore une foule de notes, dont le classement ne pourra être terminé que dans plusieurs mois, mais qui apporteront sans doute bien des renseignements positifs sur les premières fouilles effectuées dans nos stations lacustres, fouilles durant lesquelles on n'accordait guère d'importance qu'aux beaux objets, sans tenir compte des déchets qui les accompagnaient ni des différents gisements. Aux notes personnelles de Troyon viennent s'ajouter les renseignements sur telle ou telle trouvaille à lui transmis par des témoins généralement oculaires, et la riche correspondance qu'il entretenait avec tous les savants archéologues de son temps.

L'ensemble constitue ainsi une source de renseignements de très grande valeur que l'on ne saurait assez remercier les héritiers du colonel Vouga d'avoir conservée au pays neuchâtelois et à la science.

P. VOUGA.





## MILICES NEUCHATELOISES

### COSTUME DE CARABINIER ANTÉRIEUR A 1831

---

C'est à un croquis relevé de couleurs, représentant M. Robert, père de feu M. Louis-Edouard Robert-Brandt, à La Chaux-de-Fonds, que nous empruntons ce type de carabinier neuchâtelais antérieur à 1831. L'équipement diffère quelque peu de celui donné par A. Bachelin<sup>1</sup>, qui mentionne ce corps comme portant le pantalon gris fer. Les carabiniers, qui furent de tous temps une troupe d'élite, se distinguaient de l'infanterie par leur armement et leur équipement. L'habit était vert foncé à parements noirs, le pantalon vert foncé, la buffleterie noire, les boutons et ornements blancs. (Voir l'*Ordonnance du Conseil d'Etat* du 22 novembre 1831, ainsi qu'une autre *Instruction du Conseil d'Etat* datée du 3 novembre 1818, qui indique également les carabiniers comme portant le pantalon vert.) Le grand schako était de forme évasée, avec cocarde et jugulaire blanches. La carabine courte, dont la forme devait varier, dit Bachelin, était une arme de précision à canon rayé ; le soldat fondait lui-même ses balles qu'il portait dans le waid sack et la poudre était renfermée dans des poires à poudre dont la forme était variable. Le couteau de chasse, très long, à poignée de cuivre, s'ajustait au canon de la carabine en guise de baïonnette. Le sabre des officiers, avec garde en fer simple, était de forme recourbée et le fourreau en fer poli.

L. REUTTER, arch.

---

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelais*, 1883, p. 218.

---

*Erratum.* — Dans l'article sur Edouard Perrochet, livraison novembre-décembre 1918, p. 220, ligne 5 : supprimer le mot « docteur », qui accompagne le nom de M. Perrochet-Irlet. Le « docteur » Perrochet-Irlet n'a jamais existé, mais bien le docteur Irlet.

---





L. Reutter, del.

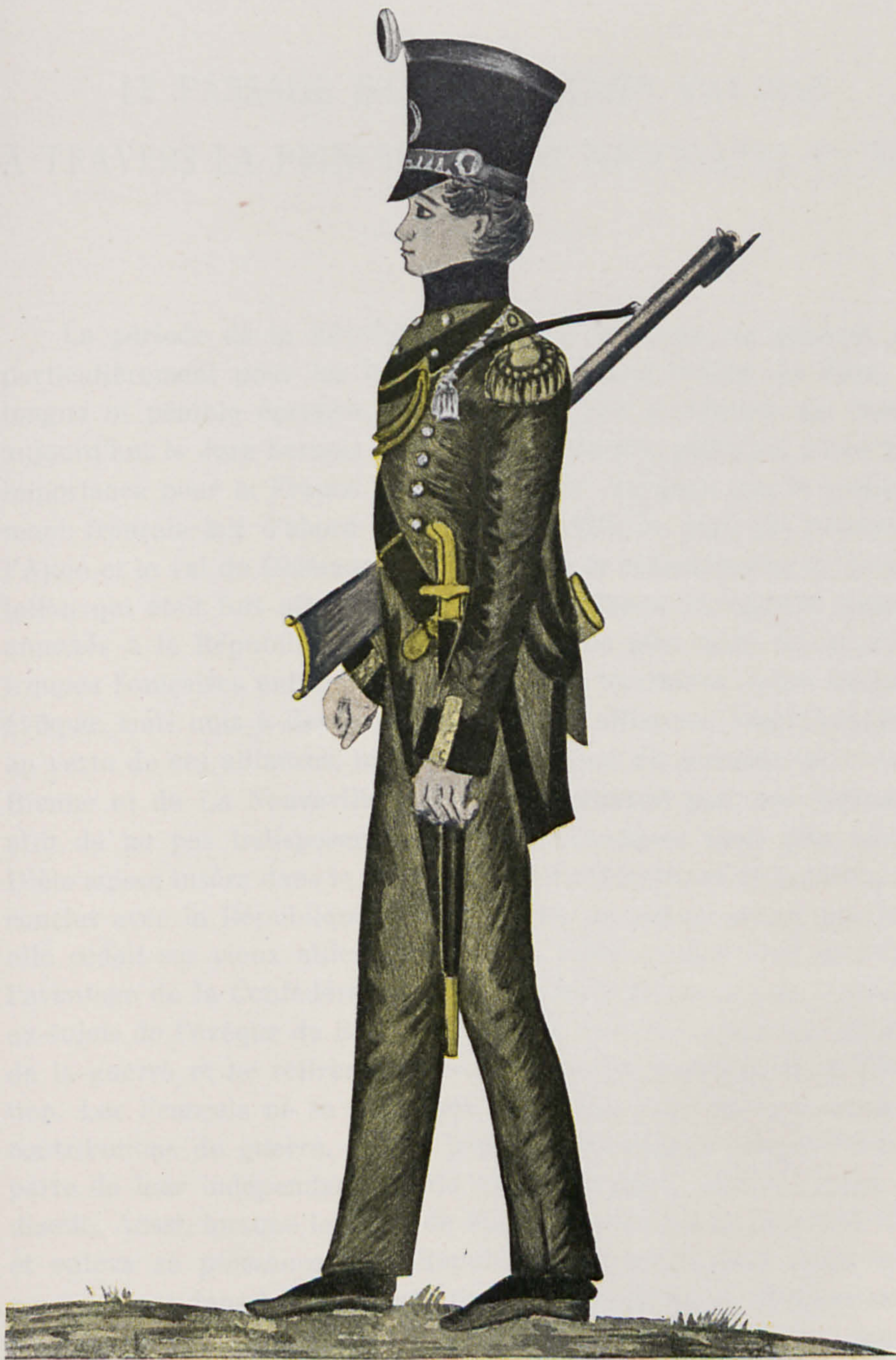
CARABINIER NEUCHATELOIS AVANT 1831

d'après un dessin de l'époque.





MUSÉE NEUCHATELOIS



L. Reutter, del.

CARABINIER NEUCHATELOIS AVANT 1831

d'après un dessin de l'époque.







THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION





## LE PASSAGE D'UN BATAILLON VAUDOIS A TRAVERS LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL EN 1814

---

La période de la Révolution fut pour la Suisse en général, mais particulièrement pour les habitants de l'ancien évêché de Bâle, une longue et pénible épreuve. La possession des territoires qui forment aujourd'hui le Jura bernois était, au point de vue militaire, d'une haute importance pour la France. Aussi est-ce sur ces pays que le gouvernement français mit d'abord la main. En 1793, le pays de Porrentruy, l'Ajoie et le val de Delémont furent, contre le consentement de la population qui était fort attachée à son indépendance récemment conquise, annexés à la République. Moins de cinq ans plus tard, les premières troupes françaises entraient dans les autres territoires sujets du prince évêque, mais unis à Berne par d'anciennes alliances. Régulièrement et en vertu de ces alliances, les Bernois auraient dû secourir les villes de Bienne et de La Neuveville. Ils ne le voulurent pas, par diplomatie, afin de ne pas indisposer leur voisine. Quelques mois plus tard, la Diète suisse inséra dans le traité d'alliance offensive et défensive qu'elle conclut avec la République, en août 1798, un article secret par lequel elle cédait ses vieux alliés à la France. Cette cession était peut-être à l'avantage de la Confédération, elle ne l'était sûrement pas à celui des ex-sujets de l'évêque de Bâle. Dès lors, ils eurent à subir tous les maux de la guerre et ne retirèrent presque rien des bienfaits de la Révolution. Les Français ne se souciaient d'eux que pour en tirer d'énormes contributions de guerre. Ce fut pour les Jurassiens non seulement la perte de leur indépendance et de leurs privilèges, mais la ruine et la disette. Aussi, lorsque la chute de Napoléon rendit à la Suisse sa liberté et enleva sa puissance à la République, firent-ils tous leurs efforts pour rentrer dans le Corps helvétique qui venait de se déclarer neutre. La ville de Bienne exprima à la Diète son désir de rentrer dans ses anciens droits et de reprendre les relations qu'elle soutenait avec la Suisse avant l'occupation française. Les habitants de La Neuveville, de l'Erguel, de Moutier-Grandval demandèrent également d'être réintégrés dans leurs privilèges et sollicitèrent en outre la protection mili-



taire de la Suisse. Afin d'être plus sûrement à l'abri de l'invasion et du pillage, l'Erguel et Moutier-Grandval demandèrent d'être rattachés soit au canton de Berne, soit à la principauté de Neuchâtel. Appuyés par les ministres étrangers, Schraut, Capo d'Istria et Chambrier, dont ils avaient imploré l'appui, ils obtinrent facilement la protection militaire qu'ils réclamaient. Docile aux ordres des puissances alliées, la Diète décida d'envoyer des troupes dans les pays sujets de l'ex-évêché de Bâle compris dans les anciennes limites de la Suisse. C'étaient : l'Etat et la ville de Bienne, La Neuveville, Diesse, la seigneurie d'Orvins, la seigneurie de l'Erguel (Saint-Imier) et le Val de Moutier.

Chargée d'exécuter la décision de la Diète, la commission militaire y envoya le bataillon vaudois commandé par Dompierre. Les troupes se mirent en marche vers le milieu de mai. Elles furent accueillies avec joie par les populations dont elles venaient assurer la sécurité. Bienne seule rechigna et protesta par la voix de son magistrat contre la violation de son territoire. Elle fit remarquer qu'elle n'avait pas sollicité l'envoi de troupes suisses dans son territoire. Bien loin d'implorer le secours des Confédérés, elle se considérait comme un état indépendant et d'une étendue suffisante pour former un canton. C'est en cette qualité qu'elle prétendait être reçue dans la Confédération. Cependant il faut croire que la protestation du magistrat n'était pas l'expression de l'opinion publique, car les Biennois ne firent pas mauvais accueil aux Vaudois.

Le séjour des troupes vaudoises dans le Jura bernois dura environ quatre mois, du milieu de mai au milieu d'août. Cet espace de temps fut rempli en Suisse par les discussions interminables des députés à la Diète au sujet de la nouvelle constitution. Les cantons aristocratiques, Berne en tête, voulaient le retour à l'ancien régime et refusaient de consacrer l'érection des pays sujets en cantons souverains. Les pays en cause, Vaud et l'Argovie, défendaient avec énergie leur indépendance. Il en résulta une telle animosité que, de part et d'autre, on prit les armes, prêts, à la moindre aggravation, d'en venir aux mains. Dans ces circonstances, il était prudent de ne pas faire passer le bataillon de Dompierre sur les terres de Berne ou Fribourg. Il ne restait qu'une route ouverte, la principauté de Neuchâtel. C'est celle que la commission résolut de faire prendre aux Vaudois. Le 28 juillet, elle écrivit au président du gouvernement neuchâtelois pour en demander l'autorisation. « Des circonstances particulières, qui ne peuvent pas échapper à la pénétration de Votre Excellence, nous font désirer d'obtenir la permission de



les (les troupes vaudoises) faire gagner leurs foyers par la route de Neuchâtel. » Toutefois la commission espérait encore que le conflit entre Vaud et Berne s'apaiserait jusqu'au milieu d'août. Dans ce cas, l'itinéraire serait changé. Mais il ne déplaisait pas au gouvernement d'éprouver la qualité des sentiments suisses des futurs confédérés. Tous les frais occasionnés par le passage des troupes étaient à la charge de la Confédération.

La permission sollicitée fut accordée avec empressement par le Conseil d'Etat neuchâtelois, qui nomma immédiatement un officier pour recevoir les officiers vaudois et veiller au maintien de l'ordre. Quelques jours plus tard, la commission militaire annonçait qu'elle userait de l'autorisation si obligeamment donnée et indiquait comment se ferait le passage.

Le bataillon vaudois devait traverser le pays de Neuchâtel en deux divisions fortes chacune de 300 hommes, l'une le 16, l'autre le 17 août. Pour permettre aux soldats de se restaurer, une halte, dont on n'avait pas encore fixé le lieu, était prévue. La bonne conduite des troupes pendant leur séjour dans le Jura faisait espérer que leur retour s'effectuerait dans le meilleur ordre. On avait recommandé à Dompierre d'exiger la plus sévère discipline.

Le 15 août, le colonel Hauser prévint M. de Montmollin, conseiller d'Etat, que la première moitié du bataillon passerait le lendemain à travers le pays de Neuchâtel, l'autre, le surlendemain. Elles s'arrêteraient à Colombier pour déjeuner.

Le passage s'effectua selon l'itinéraire arrêté et, sans les habituels traînards qui accompagnent toute armée, la courte apparition des Vaudois dans notre canton n'aurait laissé d'autres traces que deux ou trois mentions dans les manuels du Conseil d'Etat.

Les compatriotes de Laharpe n'étaient pas précisément en odeur de sainteté auprès des gouvernements réactionnaires. On les considérait comme des Jacobins exaltés et des admirateurs de Napoléon. Ce dernier reproche était grave, car en ce temps Bonaparte était pour beaucoup une espèce de génie monstrueux plus satanique qu'humain. La conduite de quelques soldats faillit justifier la mauvaise opinion qu'on avait des Vaudois. Le plus gros de leur crime se perpétua près de Serrières le 18 août, au lendemain du passage de la seconde division. Ce jour-là, à 4 heures de l'après-midi environ, un horloger, habitant Saint-Aubin, s'en revenait de Neuchâtel. Près de Serrières, il atteignit quatre soldats vaudois, des traînards probablement, qui avaient envie de se divertir.



La cocarde prussienne que portait notre horloger, nommé Lequin, fut le sujet tout trouvé de leurs plaisanteries. Lequin ayant refusé d'enlever son insigne aux couleurs de Prusse, les soldats la lui arrachèrent, la jetèrent à terre et la foulèrent aux pieds. Pendant que Lequin était baissé pour ramasser sa cocarde, il reçut plusieurs coups. Il se défendit vigoureusement et il était déjà maître de deux de ses agresseurs lorsqu'un coup de sabre le mit hors de combat. Incapable de se relever, il ne put aller chercher du secours. Cet exploit accompli, les traînards s'en allèrent en criant : « Vive Napoléon ! »

La nouvelle de l'agression commise sur Lequin parvint très vite au Conseil d'Etat qui, après avoir entendu le rapport de Droz, lieutenant de Neuchâtel, décida de demander au Petit Conseil vaudois les noms des coupables. Rien, pensait-il, ne serait plus aisé de les découvrir, puisqu'il suffisait de consulter les rôles d'appel du bataillon Dompierre.

Le Petit Conseil vaudois fut douloureusement surpris des plaintes qui lui arrivèrent de Neuchâtel. Il l'était d'autant plus que la commission militaire avait loué la conduite des troupes pendant leur séjour dans l'Erguel. Le bruit que quelques soldats s'étaient montrés un peu turbulents lui était bien parvenu, mais il ne s'en était pas effrayé. Cependant il avait aussitôt envoyé sur les lieux le lieutenant-colonel Dompierre pour faire une enquête.

Le Conseil d'Etat ne se bornait pas à de vaines réclamations et ne laissait pas à d'autres le soin de défendre l'honneur de Sa Majesté. Il se renseignait de toutes façons. Il avait pris des informations auprès du châtelain de Gorgier et entendu le rapport de M. Meuron « sur les intolérables désordres commis à Serrières, Sauges et Vaumarcus ». A mesure que les détails s'amassaient, les méfaits des Vaudois se présentaient dans toute leur gravité. Il parut nécessaire aux conseillers d'Etat de nommer un des leurs pour faire une enquête. M. DePierre, conseiller d'Etat et maire de Neuchâtel, fut honoré de la mission. Il reçut l'ordre « de se rendre dès qu'il le pourra à Auvernier, Colombier, Boudry, Cortaillod, Bevaix et Vaumarcus, d'y demander aux chefs de ces juridictions une assemblée d'une délégation de leur cour de justice et d'y entendre tous et tels témoins qui pourront donner des lumières sur les faits dont il s'agit ». M. DePierre fit comme il lui était ordonné. Il s'en alla dans tous les villages indiqués, tint séance judiciaire dans chacun d'eux et lut aux personnes convoquées le questionnaire suivant :



Si par elles-mêmes ou par autrui, elles ont connoissance de quelques désordres commis par les troupes vaudoises qui ont passé les 16 et 17 août, en particulier : 1<sup>o</sup> de propos contraires au respect dû au Roi notre souverain Prince et Seigneur. 2<sup>o</sup> de vexations exercées contre des particuliers, spécialement de celles qui auroient pour objet la cocarde du Souverain, ou le désir de leur faire faire des démonstrations contraires à la fidélité qu'ils lui doivent. 3<sup>o</sup> de vivats répréhensibles. 4<sup>o</sup> enfin des insultes faites à l'égard des signes ou marques de l'autorité du Roi dans ce pays.

Voici les faits tels que les procès-verbaux permettent de les établir<sup>1</sup>:

La route est longue d'une extrémité de la principauté à l'autre et la chaleur du mois d'août autant que la poussière devait exciter la soif. Aussi les traînards et les soldats détachés de leur compagnie en profitaient-ils pour faire des stations nombreuses dans les auberges. A Cortaillod, quelques vivats poussés en l'honneur de Napoléon montrèrent qu'on ne s'était pas rafraîchi aux eaux pures des fontaines. On le remarqua bien davantage à Bevaix où les fumées du vin et l'amour pour l'empereur eurent de fâcheux effets. Le 17, vers deux heures de l'après-midi, sept soldats vaudois, les uns vêtus de « sarots » blancs, les autres de « sarots » noirs, entrèrent dans un cabaret et commandèrent du vin bouché, menaçant de tout casser si on ne leur en servait pas. Avisant un buveur, nommé Ribaux, ils lui enjoignirent de baiser la cocarde de Napoléon. C'était, on en conviendra, une exigence énorme pour un Neuchâtelois qui venait de jurer fidélité à Sa Majesté prussienne. Ribaux refusa et ne consentit pas davantage à baiser le sabre de l'empereur. Sa fierté déplut aux soldats, la plaisanterie devint sérieuse. Ribaux fut empoigné au collet et, sans l'aide de quelques autres personnes, y compris celle de l'hôtesse, il aurait peut-être perdu le souffle à tout jamais. Ayant réussi à se dégager, il partit, disent quelques témoins, d'autres racontent qu'il se réconcilia avec les militaires et scella la paix avec une bouteille. L'aubergiste, la femme Bridel, écoppa seule. Un coup de sabre reçu en défendant son client lui enleva le mouvement d'un bras pendant plusieurs jours.

Le même jour et à peu près aux mêmes heures, des scènes analogues se produisirent à Sauges et à Vaumarcus. Dans ces deux villages, on n'avait pas encore démoli les arcs de triomphe élevés pour la visite de Guillaume III à ses sujets. Le roi de Prusse avait fait une rapide

<sup>1</sup> Nous ne reviendrons pas sur l'attentat commis à Serrières, nous ne pourrions rien en dire de plus. Nous ne nous étendons pas non plus sur les petites libertés prises par quelques Vaudois à l'égard d'un meunier de Serrières. Ce sont choses que l'uniforme excuse, s'il ne les autorise.



apparition à Neuchâtel le 12 juillet, pour renouveler connaissance avec les Neuchâtelois dont il avait été séparé pendant huit ans environ. Les habitants de la principauté, qui comptaient recevoir leur prince chez eux, s'étaient mis en frais ; c'est pourquoi à Sauges et à Vaumarcus se dressaient encore, au milieu d'août, des arcs de triomphe. Celui de Sauges blessa les sentiments républicains de deux soldats qui suivaient à quelque distance le gros de la troupe. « A bas cette couronne ! » s'écria l'un d'eux. Puis en passant sous l'arc, il prononça des paroles injurieuses à l'adresse du monarque prussien. Un habitant de Sauges entendit les propos du soldat et le reprit avec indignation. Le grenadier prit son fusil et coucha en joue le Neuchâtelois, mais le coup manqua. « C'est donc ainsi que tu veux en agir », dit le civil, appelé Pierre Humbert, et il lui jeta une pierre. De propos en propos et de menaces en menaces, on en vint aux mains. Grâce au secours d'un voisin, Humbert sortit sain et sauf de la rixe et mit en fuite l'irrespectueux grenadier à coups de pierres. Les décorations qui ornaient le château furent aussi l'objet des risées. Un tambour grenadier les aperçut ainsi que l'aigle prussienne et s'écria : « Qu'est-ce que c'est que cette vilaine bête ? il faut y mettre le feu et tout cela brûler. » D'autres soldats, qui avaient bien l'air d'être des officiers ou des sous-officiers, car ils portaient des épaulettes, exercèrent leur adresse au tir sur le pilier public où étaient affichées les ordonnances du gouvernement. Prendre comme cible le pilier public était déjà une impertinence grave, mais percer les ordonnances en était une plus grave encore, c'était une insulte à l'autorité. Tel fut l'avis des Neuchâtelois. Et tandis qu'on injuriait le roi de Prusse et les insignes de sa puissance, on célébrait Napoléon par des vivats.

Rien de ce qui rappelait le roi de Prusse ne fut épargné. Dans la nuit du 17 au 18 août, l'aigle prussienne qui flottait à l'entrée de l'avenue du Château fut déchirée. Les fourches patibulaires elles-mêmes ne réussirent pas à intimider les Vaudois. En passant près de ce monument sinistre de la justice, ils demandèrent incongruement « si ce n'était pas là le château du roi de Prusse ». Ils allèrent jusqu'à promettre de venir « bouchoyer » le monarque. Enfin leurs propos étaient si infâmes que le justicier s'est abstenu, par respect pour S. M., de les transcrire dans les manuels de justice.

L'enquête de M. de Montmollin ne fut pas la seule, il y en eut bien d'autres. Nombre de lettres et de procès-verbaux s'échangèrent entre les autorités vaudoise et neuchâteloise sans avancer beaucoup l'affaire. La mobilisation pour la garde des frontières des juges vaudois chargés



de prononcer sur les désordres commis dans notre pays, retarda encore le jugement. Plus l'affaire traînait, plus il devenait difficile d'établir la culpabilité des inculpés. Pendant qu'on dissertait, les rares pièces à conviction avaient eu le temps de disparaître. Aussi, après un an et plus, M. Courvoisier, homme de bon sens, ayant compulsé le dossier de la procédure qui n'avait pas moins de 900 pages, proposa-t-il au Conseil d'Etat d'abandonner la plupart de ses exigences. Le gouvernement suivit ce conseil judicieux et adopta les explications bienveillantes de M. Courvoisier qui ne se méprit pas sur le sens à donner aux désordres commis dans quelques localités du vignoble. Pour lui, c'étaient des facéties d'hommes ivres. Il ne voyait pas une intention bien maligne dans les vivats poussés en l'honneur de Napoléon.

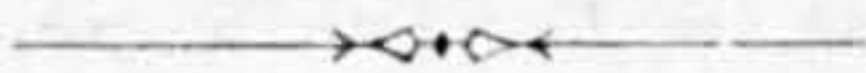
Quelques mois de prison et la condamnation aux frais furent les peines infligées aux soldats turbulents.

Quant à l'attentat commis sur la personne de Lequin, le seul désordre digne de retenir l'attention, il resta impuni faute de renseignements. Le Conseil d'Etat, de ses propres deniers, consola l'horloger.

Il est regrettable que M. Courvoisier n'ait pas eu l'occasion d'exprimer sa pensée plus tôt. Nous pensons comme lui que le moment n'était pas favorable pour s'occuper d'une affaire si peu importante. Les années 1814 et 1815 furent riches en événements graves, autant pour la Suisse que pour l'Europe. Pour ne parler que des affaires intérieures de la Confédération, la lutte entre cantons aristocratiques et anciens pays sujets était âpre. Les Vaudois furent précisément les principaux acteurs dans cette lutte qui devait décider de leur indépendance. Tout leur intérêt et toute leur attention étaient là.

Mais notre pensée n'est pas de condamner le gouvernement neuchâtelois qui pécha peut-être par excès de zèle pour son prince. Du reste, condamner l'attitude du Conseil d'Etat, c'est condamner ce travail. S'il ne valait pas la peine de faire une grosse affaire des désordres commis dans la Principauté, il ne valait pas la peine non plus de noircir quelques pages pour le dire.

Clara ROSSELET.





## LES ANCIENS LUTHIERS NEUCHATELOIS

Depuis une vingtaine d'années notre pays a vu s'établir quelques luthiers, dont les produits peuvent rivaliser avec ceux de leurs confrères de Suisse ou de l'étranger.

Mais, avant leur apparition, n'a-t-il pas existé à Neuchâtel des constructeurs d'instruments à cordes ? On faisait autrefois passablement de musique dans les salons du chef-lieu. Qui chargeait-on de régler ou de réparer les instruments que des accidents ou des mains maladroites avaient mis hors d'usage ?

Il m'est venu à l'idée de faire quelques recherches dans ce domaine, mais les renseignements que j'ai recueillis sont malheureusement restreints. Tels qu'ils sont, je les remets au *Musée neuchâtelois*, en remerciant les personnes qui ont bien voulu me seconder, en particulier M. Louis Kurz, professeur de violon. Est-il besoin d'ajouter que je serais heureux de recevoir sur ce sujet toutes les communications et les précisions que les lecteurs pourraient avoir à me faire parvenir, comme aussi d'examiner des instruments signés par des Neuchâtelois ou réparés par eux, autres que ceux qui m'ont été présentés jusqu'à ce jour ?

Mon intention n'est pas de remonter très haut, soit par exemple jusqu'en 1450, pour vous parler des vièles ou violes, ancêtres du violon, et du fabricant de ces instruments à cordes cité par M. William Pierrehumbert dans son article sur les anciens noms de professions à Neuchâtel, paru récemment dans le *Musée*. M. Léon Montandon, employé aux archives de l'Etat, a eu l'obligeance de m'en citer un second : Jean Mercier, *alias* Violarre, chapuis, 1458-60. Ces menuisiers ont vraisemblablement construit des instruments de musique à l'aide des modèles passant par leurs mains, lors de petites réparations qui leur étaient confiées.

Si je m'arrête au XVIII<sup>me</sup> siècle, c'est pour recueillir une note que M. Elie Doutrebande, secrétaire du Conseil communal, a bien voulu me communiquer et qu'il a relevée dans les manuels du Conseil de Ville de 1753, suivant laquelle les violons étaient alors d'un usage courant dans le pays, ce qui n'a rien d'étonnant puisque cet instrument est connu depuis le milieu du XVI<sup>me</sup> siècle et que les luthiers crémonais ont atteint la perfection un siècle et demi plus tard en créant la forme définitive des violons et autres instruments à archet. Voici cette note <sup>1</sup> :

<sup>1</sup> Manuels du Conseil, vol. V, fol 286, v<sup>o</sup>, du 7 août 1753.



Les joueurs de violon ayants requis leur permettre de jouer comme du passé veu que les bruits de guerre dans la Suisse sont Dieu loué appaisez, leur requeste ne leur a peu estre acordée veu que lesdicts bruits de guerre ne sont pas tout à faict appaisez, mais, pour quelques nopces, quand il s'en presentera et l'on demande la permission, il y sera advisé<sup>1</sup>.

En ces temps, les ménétriers se faisaient entendre dans les rues, parcouraient les campagnes, gagnant petitement leur vie en tendant la « crezolette », après avoir plus ou moins écorché les oreilles de leurs auditeurs ; ils faisaient danser la jeunesse sur l'herbette les jours de fête ; ils ouvraient la marche et marquaient le pas dans les cortèges de noces... Pour accorder les cœurs, il n'y a rien de tel que d'accorder les violons !

\* \* \*

Les honnêtes ouvriers qui se sont occupés chez nous, au siècle passé, d'instruments à cordes n'ont guère été que des réparateurs, exception faite pour C.-F. Borel, comme on le verra plus loin. Particulièrement habiles de leurs doigts ou exerçant le métier d'ébénistes, ils avaient été amenés à prendre le canif, le rabot et le pot à colle, pour réparer les instruments dont ils jouaient eux-mêmes ou ceux d'autrui. La lutherie est un art délicat et difficile, qui s'acquiert après plusieurs années d'apprentissage et une longue pratique. Nos réparateurs neuchâtelois n'étaient pas des luthiers proprement dits, ils remettaient ici une pièce, recollaient là une fente, mais n'avaient point connaissance des règles très précises qui président à la construction d'instruments à cordes dignes de ce nom.

Les constructeurs et réparateurs de violons dont j'ai recueilli les noms sont au nombre de trois : Jean Wischer, Pierre Weber et Charles-Frédéric Borel.

*Jean Wischer*, réparateur. — Il doit avoir travaillé comme luthier pendant plusieurs années à Neuchâtel ; c'est ainsi qu'on a trouvé son étiquette dans beaucoup d'instruments à archet réparés par lui ; on n'a pas signalé d'instruments sortis entièrement de ses mains, mais il se pourrait bien qu'il en eût construit lui-même, car il se considérait comme un luthier de profession, preuve en soit son étiquette qui était ainsi libellée :

*Jean Wischer*  
*luthier*  
*Neuchâtel, 1838*

<sup>1</sup> Cette note a paru dès lors dans le *Messenger boiteux de Neuchâtel* de 1919.



Son nom, pas plus que ceux de Weber et de Borel, ne figure dans l'ouvrage de von Lütgendorff, qui contient la liste la plus complète des luthiers du monde entier.

Jean Wischer était, sauf erreur, originaire de Schaffhouse, et c'est peut-être dans un centre comme Zurich qu'il a été placé en apprentissage et qu'il a débuté. Il avait fonctionné comme chantre provisoire de l'Eglise française de Neuchâtel et avait fait place à Frédéric Heimsch, nommé à ce poste à titre définitif en 1846. Il a sans doute alors quitté Neuchâtel pour retourner en Suisse allemande. En tout cas, j'ai relevé dans un vieux violon français une étiquette indiquant que cet instrument avait été réparé par Wischer, à Zurich, en 1853.

*Pierre Weber*, réparateur, originaire de Chiètres, mort en 18.... Il exerçait le métier de vannier et avait ouvert une boutique à la rue du Trésor. Weber était une manière de dilettante ; on avait recours à lui comme violoniste ou comme contrebassiste, et c'est à son domicile, ruelle Breton, qu'il entreprenait la réparation des instruments à cordes et celle des archets. On pouvait d'ailleurs y aller de confiance, car il avait la réputation d'être habile. « Weber, disait-on, remet des pièces, qu'on n'y voit rien du tout. »

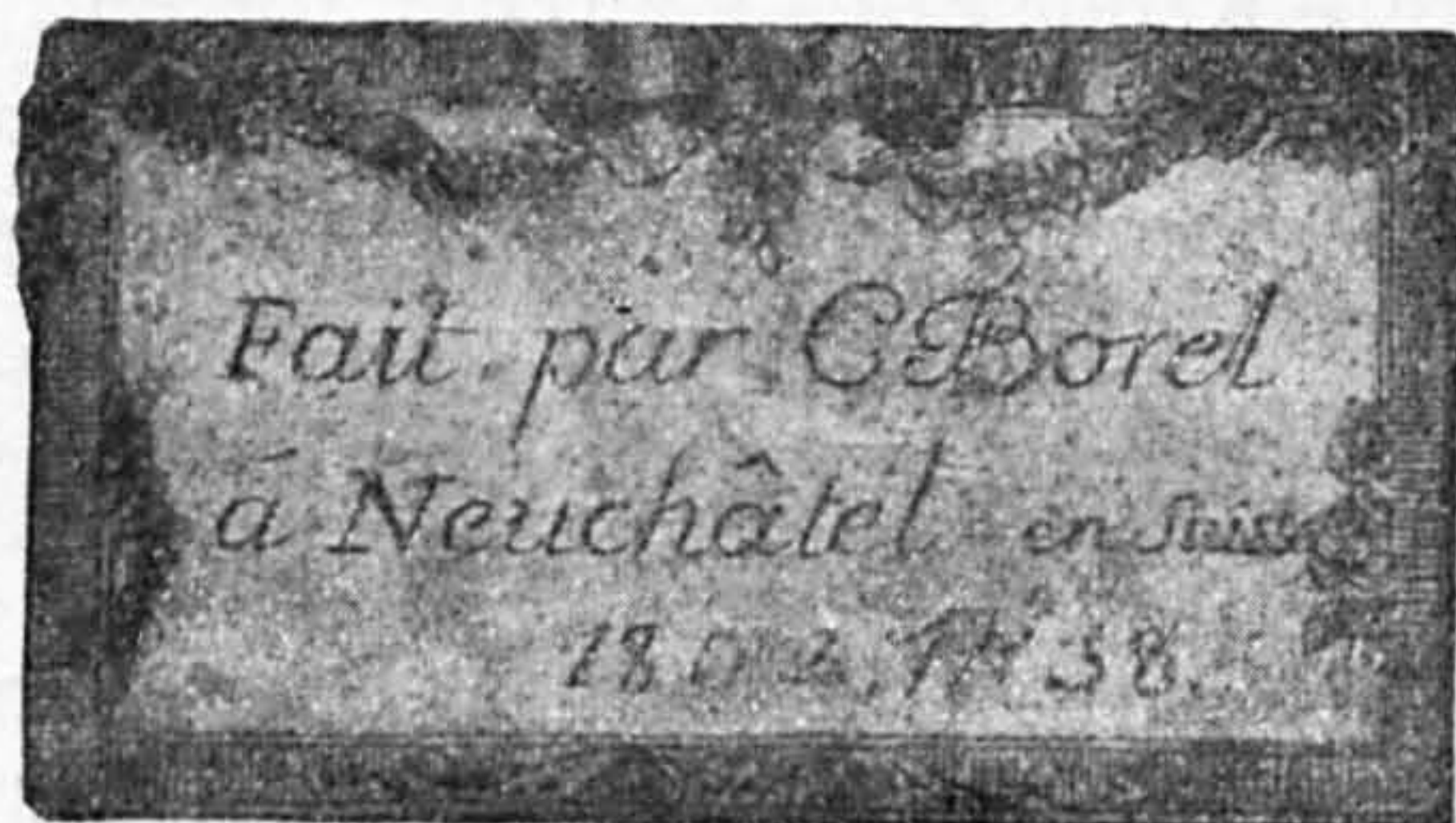
Le trait suivant est de nature à faire supposer que Pierre Weber était assez connu comme réparateur : on raconte qu'un jour, dans une colère bleue, il avait fracassé onze violons que des clients lui avaient remis. Il faut espérer que les instruments ont été réparés « sans qu'on n'y voie rien du tout ».

*C.-F. Borel*, luthier. — Charles-Frédéric Borel est le seul luthier neuchâtelois dont nous connaissions des instruments fabriqués de toutes pièces. Il est inutile, en effet, de tenir compte de réparateurs comme le nommé Escher, menuisier et marchand de bric-à-brac, qui avait sa boutique à l'entrée de la rue Saint-Honoré, à côté de l'hôtel du Lac, ou du père Schuhmacher, le tourneur, que plusieurs d'entre nous ont connu. Ces artisans étaient à même d'ajuster au besoin une cheville ou de recoller une touche, mais il faut espérer qu'ils n'ont jamais entrepris de réparations véritables, car ils auraient pu avec la meilleure volonté du monde faire plus de mal que de bien.

En ce qui concerne le luthier C.-F. Borel, j'avais suivi pendant quelque temps une fausse piste. Plusieurs musiciens m'avaient signalé comme luthier Alphonse Borel, ébéniste, installé en dernier lieu à la rue du Concert, et qui est décédé en 1886. Il jouissait d'une réputation méritée comme ébéniste (on trouve dans nombre de familles neuchâtelaises des meubles très soignés sortis de son atelier), et jouait à l'or-



chestre de la Société de musique ; de sorte que quelques personnes lui avaient attribué la paternité d'instruments dont il n'était pas l'auteur. Mais il a peut-être existé un autre luthier portant le même nom, car M. Louis Kurz avait conservé très nettement le souvenir que son père lui avait fait part à plusieurs reprises qu'à son arrivée à Neuchâtel, en 1840, il avait connu un luthier, nommé Alphonse Borel, qui passait pour avoir fabriqué une cinquantaine d'instruments à cordes. Ce qui paraît certain, c'est que Alphonse Borel, ébéniste, est hors de cause ; tous ceux qui avaient fréquenté chez lui, et que j'ai consultés sur ce point, m'ont répondu n'avoir jamais entendu dire qu'il eût exercé la profession de luthier.



Etiquette du luthier C.-F. Borel.

Le problème paraissait insoluble, lorsque M. Louis Kurz me fit parvenir une étiquette qu'il venait de retrouver dans ses papiers. Elle est fort joliment gravée et porte l'inscription suivante :

*Fait par C.-F. Borel  
à Neuchâtel en Suisse  
1804. N° 38.*

Grâce aux recherches faites à l'aide du rôle de la compagnie des Favre, maçons et chapuis, ainsi que dans le registre des causes civiles et de la justice touchant les successions, recherches auxquelles M. Louis Thévenaz, sous-archiviste, a procédé avec autant de rapidité que de précision, la personne de Charles-Frédéric Borel a pu être identifiée.

Fils de François Borel, Charles-Frédéric Borel, né en 1736, avait succédé à son père dans le métier d'ébéniste. Il était bourgeois de Neuchâtel et habitait à la rue des Moulins, au 1<sup>er</sup> étage sur le derrière de la maison François Fornachon, où il est décédé le 15 août 1824. L'inventaire de sa succession ne fait mention d'aucun instrument de musique, ni de l'agencement de son atelier d'ébénisterie. Ayant atteint un âge avancé, il avait sans doute, plusieurs années avant sa mort, remis ses affaires à son fils Jérôme-Emmanuel, né en 1768, mort en 1837. Il est possible que Jérôme-Emmanuel ait appris de son père l'art de construire les violons, car parmi les objets inscrits dans l'inventaire de sa succession figurent quatre violons et deux pianos remis en location. Etaient-ce des pièces dues au travail de Jérôme-Emmanuel ou un reliquat du fonds de commerce de Charles-Frédéric ? Question qui demeure sans réponse pour le moment. Cependant il paraît évident que la mu-



sique était en honneur dans la famille de Charles-Frédéric Borel ; on y était voué au commerce des instruments de musique ; peut-être même fabriquait-on non seulement des instruments à cordes, mais aussi des pianos. Ce qui est certain, c'est que les quatre fils de Jérôme-Emmanuel Borel sont allés chercher fortune à Paris ; l'un d'eux y est devenu caissier, un autre a ouvert un atelier d'ébénisterie et les deux autres sont mentionnés dans les actes comme étant facteurs de pianos.

Le luthier Borel, auquel M. Kurz père faisait allusion, appartenait-il à la descendance de Charles-Frédéric, ou bien s'agissait-il d'une autre famille Borel ? C'est ce que nous n'avons pas encore réussi à tirer au clair.

Que sont devenus les instruments signés par C.-F. Borel, construits ou réparés par lui ? Il est possible qu'il s'en trouve dans le pays et qu'on les voie sortir de leurs boîtes, quand cette modeste étude aura paru. Mais nous allons apprendre que quelques exemplaires ont fait du chemin depuis un siècle.

M. Louis Kurz avait eu en mains un de ces violons, il y a une trentaine d'années, et me l'avait fait voir. Il me souvient que c'était un instrument assez bien coupé, verni à l'alcool (malheureusement), sonorité assez agréable. Il a été vendu ou échangé, on ne sait ce qu'il est devenu. D'autre part, un jour, M. Kurz reçut une lettre d'un violoniste de Dunkerque, qui lui demandait des renseignements sur le luthier Borel, de Neuchâtel, dont il possédait un violon sur lequel il jouait à l'orchestre.

Après maintes recherches, j'ai eu dernièrement la chance de découvrir un violon portant l'étiquette de C.-F. Borel, 1802, N° 34. Il vient d'une famille du Vully et se trouve en la possession d'un des fils, étudiant à Zurich.

A juger l'œuvre de C.-F. Borel par le trente-quatrième instrument sorti de ses mains (l'ère des débuts était passée), il faut reconnaître que si ses connaissances en lutherie avaient atteint un certain degré, elles auraient pu être plus approfondies ; il lui a malheureusement manqué l'occasion de se perfectionner d'une manière ou d'une autre. On peut supposer qu'au cours de voyages en Suisse ou à l'étranger il avait fait un stage de quelque durée dans un atelier de lutherie ; il a pu aussi embaucher un ouvrier de passage qui connaissait la construction des violons et aurait fait part à son patron de ses connaissances spéciales ; enfin, il est également permis d'admettre que C.-F. Borel avait eu un jour sous les yeux un violon ouvert et qu'il avait eu l'idée d'en faire des copies. La forme générale de ce violon N° 34 est bonne et les mesures correspondent à peu près exactement à celles des meilleurs patrons. Il peut être intéressant de les indiquer : longueur de la caisse, 356 mm. ; largeur du haut, 165 ; du bas 203 ; entre les CC, 108 ; entre les *ff*, 75 mm. Mais la facture n'offre aucune impression d'origi-



nalité. Les *ff* ont le défaut d'être coupées trop près des bords, de sorte que la partie sur laquelle repose le chevalet est plus large que d'habitude. La touche, plus courte que celle des violons modernes, suffisait aux violoneux d'il y a un siècle, qui se gardaient de monter jusqu'aux notes qui avoisinent le chevalet.

Dans certains détails, le travail laisse plus ou moins à désirer et il est peu probable que toutes les règles aient été observées en ce qui concerne les épaisseurs des tables, car la sonorité n'est pas de celles qui enchantent l'auditeur, pas plus que l'exécutant. Le bois des éclisses est différent de celui du fond, ce qui est contraire à la règle ; la tête est assez bien taillée. Enfin l'instrument est recouvert d'un vernis d'une agréable teinte rougeâtre, qui a le tort d'être un vernis à l'alcool, séchant rapidement mais offrant beaucoup moins d'avantages que le vernis à l'huile. Borel connaissait peut-être le vernis à l'huile et ne se servait de celui à l'alcool que pour les clients pressés.

S'il est exact que C.-F. Borel ait construit, à côté de l'exercice de la profession d'ébéniste, une cinquantaine de violons et d'altos, il a pu s'endormir du dernier sommeil avec le sentiment d'avoir fourni un labeur appréciable. De nos jours un bon luthier, travaillant seul, peut compter sur ses doigts, sans aller plus loin, le nombre d'instruments qu'il est à même de terminer en une année. Dans nos climats, l'application des différentes couches de vernis à l'huile demande à elle seule plusieurs mois<sup>1</sup>.



Violon de C.-F. Borel  
1802, n° 34.

\* \* \*

Les luthiers neuchâtelois de la fin du XVIII<sup>me</sup> et du XIX<sup>me</sup> siècle n'ont pas laissé derrière eux une trace bien marquée ; la réputation que les Stradivarius et les Guarnerius ont faite à Crémone reste intacte ! Il n'en est pas moins vrai que l'œuvre de ces humbles ouvriers du bel

<sup>1</sup> Il ne saurait être question ici des violons de fabrique, qui se font à la machine. Telle maison de Mirecourt, par exemple, livre en une année des milliers de violons, altos, violoncelles, etc.



art de la lutherie offre pour nous un certain intérêt ; ils ont eu le mérite d'être des chercheurs, d'avoir acquis par eux-mêmes les connaissances et les moyens d'arriver à exercer une profession à laquelle ils demandaient le pain quotidien, en tout ou en partie. Actuellement le luthier peut se procurer tous les outils dont il a besoin ; des maisons spéciales fournissent les bois et tous les accessoires ; les recettes pour composer et appliquer les vernis sont exposées dans tous les manuels de lutherie ; le calcul du diapason et des épaisseurs des tables, leurs dimensions, la place de l'âme et du chevalet, la hauteur des éclisses, etc., tout cela est décrit jusque dans les plus petits détails. Les Neuchâtelois ne possédaient rien, obligés qu'ils étaient de créer eux-mêmes leurs outils. Comme bois, ils employaient pour les tables celui des sapins que les bûcherons abattaient dans la côte de Chaumont. Le choix des bois est d'une grande importance pour obtenir une bonne sonorité. C'est peut-être ce qui, avec la connaissance d'un bon vernis, a manqué le plus à nos luthiers locaux. Ils se trouvaient ainsi sur plusieurs points en état d'infériorité vis-à-vis des Crémonais qui ont laissé des violons excellents parce que, suivant le fantastique violoniste Paganini, « ils prenaient toujours le soin, pour les construire, de n'employer que du bois provenant des arbres sur lesquels avaient chanté les rossignols ! »

H. WOLFRATH.

---

**Bibliographie.** — VIDAL, Antoine. *La lutherie et les luthiers*, Paris 1889. — HART, George. *Le violon, ses luthiers célèbres et leurs imitateurs*, Paris (sans date). — TOLBECQUE, A. *L'art du luthier*, Niort 1903. — VON LÜTGENDORFF, W.-L. *Die Geigen- und Lautenmacher vom Mittelalter bis zur Gegenwart*, Francfort s. M. 1904. — GRILLET, Laurent. *Les ancêtres du violon et du violoncelle*, Paris 1904.

---



## LES NOMS NEUCHATELOIS DE MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

(Suite. — Voir la livraison de mars-avril, p. 53.)

### V. Justice.

En laissant de côté les juges aux Audiences et aux Trois-Etats, nous trouvons à Neuchâtel, dès l'origine du Comté jusqu'en 1848, comme personnage principal de l'ordre judiciaire, le *maire*. Officier de justice nommé par le Prince et présidant le corps des jurés dans les diverses Mairies ou Juridictions du pays, — telle est la définition de ce magistrat. Les auteurs s'accordent à admettre qu'au moyen âge le « maire » — *villicus* ou *major* dans les chartes latines, *Meier* en allemand — était tout autant receveur que juge dans les domaines où le seigneur l'avait établi<sup>1</sup>. Dans l'ancienne organisation de notre Comté, le « maire » était en effet fréquemment receveur des recettes, mais plutôt comme à-côté lucratif que comme partie intégrante de sa charge ; le tout s'exposait volontiers « en montes » au plus offrant. Nous ne songeons point à étudier en détail les « maires » et leurs « mairies », puisque d'ailleurs le mot est français ; toutefois la différence entre le sens moyenâgeux, conservé si longtemps à Neuchâtel, et le sens actuel du mot en France, à Genève et au Jura bernois, est assez remarquable pour motiver ces lignes.

Observons tout d'abord qu'avant le XVI<sup>me</sup> siècle, on trouve presque toujours les formes tirées de l'accusatif *majorem* : *mayor*, *mayour* ou *mayeur*. Ainsi nous rencontrons en 1373 « Nycolet de Grançon, orendroit maieur de Neufchastel », en 1375 « Raynaul dit Escrely, orendroy mayour de Nuefchastel<sup>2</sup> ». « Jehan Trabuchet, mayor de la Coste et de Budevillier » intervient dans un jugement en 1420<sup>3</sup>, et « Jehan Jacobé, mayor de la Coste » dans un marché de 1491<sup>4</sup>. « Le maiour et Conset »

<sup>1</sup> Cf. MATILE, *Institutions judiciaires*, pp. 29-30.

<sup>2</sup> MATILE, *Monuments*, pp. 986 et 1013.

<sup>3</sup> Archives de Boudevilliers. BB1 n° 2.

<sup>4</sup> Archives de l'Etat. D 9 n° 8.



de la Ville font en 1459 une ordonnance contre les jeux relatée par les *Manuels*. On y lit aussi qu'en 1469 « quant on recepvoit ung bourgeois du Conseil », il devait, après avoir prêté serment « en la main du maior ou de son lieutenant », offrir d'abord un repas au Conseil et puis « oncorre ung aultre mangier honorable au maior et à tout le Conseil <sup>1</sup> ».

On connaît le rôle qu'ont joué les officiers judiciaires appelés *mayors* — en particulier le « Mayor de Lutry » — dans le Pays de Vaud, spécialement dans l'ancien Evêché de Lausanne. Leur juridiction se nommait *mayorie*, et ce nom subsista à Neuchâtel, au sens de « mairie », jusqu'à la fin du XVII<sup>me</sup> siècle. Le maire de La Chaux-de-Fonds, Abram Robert, écrit en 1663 : « La mayorie du Locle a pour limites... la mayorie de la Chaux de Fonds devers bise <sup>2</sup>. »

A Neuchâtel, dès le XVI<sup>me</sup> siècle, *mayor* fait place à *maire*. Ainsi, aux Audiences de 1532 figure comme juge « dans le second estat... Pierre Chambrier, recepveur et mayre dudit Neuschastel, etc. <sup>3</sup> ». Ces « maires » de la Ville jouissaient d'une position assez particulière. Le Comte ne s'affranchit qu'en 1451 de l'obligation où il était de les prendre parmi les Vingt-Quatre jurés. Ceux-ci étaient présidés par le « maire » non seulement « dans tous les cas de judicature et dans les matières criminelles » <sup>4</sup>, mais dans quelques cas relevant de l'administration et de la police de la ville. Très autonomes et très indépendants quand ils siégeaient comme Petit-Conseil, les « Vingt-Quatre » étaient enclins à apporter le même esprit dans leurs séances de justice. C'est sans doute pour modérer ce trop d'indépendance que le Prince, ne jugeant pas la présidence de son maire suffisante à cet objet, leur adjoignait quatre Conseillers d'Etat sous le nom de *scabins*, — forme non évoluée du français échevin. « Les jurés forment leur sentence, dit S. de Chambrier, à la pluralité des voix, après avoir pris l'avis consultatif des scabins et en admettant pour base les conclusions du maire <sup>5</sup>. »

Dans certaines juridictions ayant un château fort, l'officier de justice portait le titre de *châtelain*, sans qu'il différât par ailleurs du « maire » rendant à la fois justice criminelle et civile. C'était le cas pour les quatre Châtellenies — *Châtelainies* dans le langage local —

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1901, pp. 165 et 174.

<sup>2</sup> A. ROBERT et B. DE LA TOUR, *Description de la frontière des Montagnes de Valangin*. Publié par A. PIAGET et L. THÉVENAZ (Neuchâtel 1907), p. 34.

<sup>3</sup> PIAGET, *Documents sur la Réformation*, p. 87.

<sup>4</sup> S. DE CHAMBRIER, *Mairie de Neuchâtel*, pp. 261-262.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 86. — « *Scabinos* = judices urbanos, seu aedilitios, appellamus gallice *Eschevins*. » DU CANGE. Voy. aussi MATILE, *Institutions judiciaires*, p. LXV.



du Landeron, de Thielle, de Boudry et du Vauxtravers, ainsi que pour les Seigneuries de Gorgier et de Vaumarcus. Nous n'en dirons rien de particulier, sinon que le chef de la juridiction à l'Est de Neuchâtel eut longtemps le double titre de « châtelain de Thielle et maire de Saint-Blaise », cette mairie, autonome jusqu'au XV<sup>me</sup> siècle, ayant été réunie à la « Châtelainie » de Thielle <sup>1</sup>.

Maire et châtelain — souvent leur « lieutenant » — président donc des cours de justice ; les membres de celles-ci, à la fois jurés et juges, au nombre de douze ou de vingt-quatre selon l'importance du ressort <sup>2</sup>, portent le nom de *justiciers*. Ils assistent aux « débattues » des causes, puis se retirent pour délibérer comme nos modernes jurys ; mais, rentrés dans le « poile » de justice, c'est en leur nom expressément que le jugement est prononcé... ou renvoyé : ils rendent non un verdict, mais la sentence même.

Chose curieuse, ce nom de *justicier*, fort populaire même dans les années après 1848, paraît ne remonter qu'au XVI<sup>me</sup> siècle. Les Audiences de 1565 statuent à leur sujet : « En cas que les justiciers, secretaires et soubtiers ny feussent obeissans à l'heure que le mayre leurs aura baillee,... le delinquant sera pour une esmende de cinq solz... laquelle sera pour les obeissans <sup>3</sup>. » « Aujourd'hui, ajoute le *Coutumier* d'Ostervald, ceux qui ne se trouvent pas au plaïd perdent [simplement] leur part aux émoluments et épices. » Cet ouvrage a un beau chapitre sur « les devoirs et l'office des justiciers » <sup>4</sup>. Mais ces devoirs, nombreux et fort divers, sont surtout connus par l'ingénieux petit *Coutumier* de Jacques-François Boyve, maire de Bevaix, intitulé : *Examen d'un Candidat pour la charge de Justicier, par demandes et réponses familières* (Neuchâtel, 1757). Le maire, vrai puits de science juridique, prend occasion des mille et une questions de son « justicier » novice pour lui faire tout un cours de droit. Les demandes sont présentées avec autant de déférence que de naïveté. Exemples : « Je ne sais pas ce que c'est que la clame forte abrogée ; ayés, Monsieur, la bonté de me l'apprendre ? » Ou bien : « Mais, Monsieur, qu'est-ce que c'est donc que le Droit des Gens et le Droit Canon, dont j'ay entendu parler ? » Et M. le maire y va de sa petite page d'explications... « Il seroit bien convenable, observe-t-il

<sup>1</sup> MATILE, *op. cit.*, p. 33.

<sup>2</sup> L'*Exposé de la Constitution* (1806), publié par TRIPET, donne la composition détaillée des 22 Cours de justice de la Principauté (pp. 19-26).

<sup>3</sup> MATILE, *Plaits de mai*, p. 28.

<sup>4</sup> Samuel OSTERVALD († 1769), *Les Loix, us et coutumes de la Souveraineté de Neuchâtel et Valangin* (Neuchâtel 1785), p. xliij - xljx.



d'autre part, qu'un justicier eut fait un cours de droit naturel et de droit civil et criminel, afin de tant mieux comprendre l'esprit de nos loix et coutumes <sup>1</sup>.» — C'est le Conseil d'Etat qui, au nom du Prince, accordait le brevet de justicier. La Ville, à cet égard encore, faisait exception. « La Cour de justice de Neuchâtel — dit le mémoire publié par Tripet — est composée de 24 justiciers qui... étant élus par le Conseil Général, deviennent justiciers sans l'intervention du Prince <sup>2</sup>. » En Ville d'ailleurs, les « justiciers » s'appelaient de préférence *jurés*, comme c'était le cas au moyen âge dans tout le pays.

Ne quittons pas « M. le justicier » sans saluer son épouse, « M<sup>me</sup> la justicière », ni « M. le maire » sans présenter nos hommages à « M<sup>me</sup> la mairesse » ! En 1666, disent les *Plumitifs* du Locle, « Madame la mayresse [Pury] desiroit avoir un ban particulier en l'esglise pour elle et sa fille <sup>3</sup> ». Le greffier Sandoz note en 1705 : « La justiciere Leschot apporta des lettres pour m'en faire écrire d'autres <sup>4</sup>. »

Pour en revenir à la judicature de la Ville, *Messieurs les Quatre*, que nous retrouvons ici, en constituaient encore une des originalités. « Les quatre maîtres-bourgeois, dit S. de Chambrier <sup>5</sup>, forment sous la présidence du maire la première cour criminelle pour instruire la procédure des détenus. Ils jugent sans appel les délits mineurs de police qui n'emportent pour les bourgeois que la peine de la javiole. » Passe pour le rôle de juges d'instruction. Mais cette justice policière, et cette *javiole* ou « prison bourgeoise » de la Tour des Chavannes, ne devaient pas être des éléments de grande popularité pour les « Quatre ». « Les Quatre-Ministres, disent les Bourgeois forains dans leurs Griefs de 1618, abusent de la javiole et, suivant leurs passions, par des audacieuses actions, ils y ont souvent emprisonné les gouverneurs des communautés desdits forains, au mépris desdits bourgeois et de l'autorité du Prince <sup>6</sup>. » Louis Grandpierre, peu tendre il est vrai pour l'ancien régime, déclare que « les quatre ministres exerçaient une véritable souveraineté avec un sans-gêne incroyable ; à chaque instant, ils intervenaient jusque dans les familles et, sous forme de correction paternelle, emprisonnaient les gens ; ils étaient donc cordialement détestés » <sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Voir pp. 139, 147 et 18.

<sup>2</sup> *Exposé de la Constitution*, p. 19.

<sup>3</sup> Archives communales du Locle.

<sup>4</sup> Jacques SANDOZ, *Journal*. Manuscrit à la Bibliothèque du Locle.

<sup>5</sup> *Mairie de Neuchâtel*, p. 303.

<sup>6</sup> J. BOYVE, *Annales*, t. III, p. 440.

<sup>7</sup> *Mémoires politiques* (Neuchâtel 1877), p. 568.



Un fait certain, c'est que la concentration dans les mêmes mains d'un triple pouvoir : administratif, judiciaire et policier, devait avoir au XIX<sup>me</sup> siècle un parfum de moyen âge un peu trop prononcé.

Pour ne point encore quitter les juges, nous nommerons ici l'*égaleur* ou *juge-égaleur*, qui paraît avoir été spécial à la Principauté. C'était le juge de la faillite, celui qui, dans les « décrets » ou « discussions de biens », procédait à l'*égalation*, c'est-à-dire au partage égal, ou tout au moins équitable, des biens du « discutant » entre les créanciers colloqués. Le « tribunal du décret » est composé, dit Ostervald, « de l'officier qui y préside, de deux justiciers qui sont juges et que l'on nomme égaieurs, du greffier et du sautier »<sup>1</sup>. Il est encore question d'eux dans une loi de 1842 : « Les juges-égaieurs déterminent et évaluent les objets qui doivent être laissés au discutant et à sa famille »<sup>2</sup>. »

Était-ce un juge que l'*émeur*, *esmeur* ou *esmieu*, personnage jadis fort connu dans les localités rurales ? Son nom, dérivé du verbe *émer* ou *esmer*, qui signifie estimer des dommages, fait plutôt de lui un estimateur ou arbitre. Sa fonction consistait à évaluer les dégâts causés, principalement par le bétail, aux propriétés rurales, puis à faire rapport à la commune, à la justice du lieu, ou sans doute aussi à ces curieux tribunaux villageois appelés au Val-de-Ruz *bans de paroisse*, anciennement *bans de béroche*, et au Vignoble *bans de police*<sup>3</sup>. En 1561, la Commune de Cernier décide que « iceux esmieux se doibvent ouyr par devant ladite Commune »<sup>4</sup>. Celle de Boudevilliers déclare en 1708 que « ceux qui voudront faire faire quelque émençe rièrre cette brevardie devront demander les émeurs aux gouverneurs »<sup>5</sup>. Un propriétaire vient en 1586 auprès du maire Francey lui « desmander des esmeurs pour vysiter et esmer certain dommaige faict dans ung sien champ gesant au territhoire de la Bourquarderie »<sup>6</sup>.

Mais le personnage le plus original de l'ancienne organisation judiciaire neuchâteloise, c'est peut-être le *sautier* ou huissier. Si son nom figure dans plusieurs autres chapitres de ce travail, c'est toutefois le

<sup>1</sup> *Loix, us et coutumes*, p. 343.

<sup>2</sup> *Recueil des Pièces officielles de la Principauté de Neuchâtel*, t. III, p. 279.

<sup>3</sup> Sur les émençes et émures, et sur les *bans de paroisse*, voy. notre étude sur l'*Economie rurale*, Musée neuchâtelois, 1909, pp. 61-62 ; MATILE, *Institutions judiciaires*, p. 28 ; S. OSTERVALD, *Coutumier*, p. 356 ; TRIPET, *Exposé de la Constitution*, pp. 21 et 25 ; ROSSEL, *Législation de l'ancien Evêché de Bâle*, p. 153.

<sup>4</sup> Archives de Cernier. *Procès-verbaux*.

<sup>5</sup> Archives de Boudevilliers. *Procès-verbaux*.

<sup>6</sup> *Ibid.*, HH 5 n° 5.



*sautier de justice* — ou « sautier de la Seigneurie » — qui, chez nous, en représentait le type. Revêtu du manteau bleu foncé galonné d'or, le « sautier » se tenait à côté du maire dans les séances du tribunal, ayant en sa main le sceptre de la justice ou « *bâton* judiciaire ». De là vient, dit Matile <sup>1</sup>, « le nom de *bâtonnier* qu'il reçoit quelquefois ». On sait quelle importance avait jadis l'« *attouchement* au sceptre » dans les assermentations, les investitures, les « discussions » ou faillites, et l'expression populaire « *toucher discussion* » n'a pas d'autre origine.

Le rôle essentiel du « sautier » était de faire tenir en mains propres tous ces papiers de procédure que la coutume appelait « les usages », et que souvent l'intéressé enverrait volontiers au diable. « En chaque Justice de cette Souveraineté, dit Ostervald, il y a un ou deux sautiers établis de la part du Prince, lesquels sont tenus par serment de faire tous usages, gagements, significations, citations, ajournements et tous autres exploits de justice <sup>2</sup>. » Il est décrété en 1588 que « les southiers qui seront ordonnez pour servir à la Justice de Valangin auront pour adjourner ou gager au bourg ung groz » <sup>3</sup>. Le « sautier » est fort ancien à Valangin ; le châtelain Jean de Savagnier avait en 1350 une « *main-gnie* » composée de « son clerc, son soutier, son portier et dues gaites » <sup>4</sup>. Cet office s'appelait parfois *sauterie*. En 1380, « Messire Amé de Vaultravers » tenait « la soulerie de Vaulxtravers », et « pour les drois d'icelle soulerie le soultier... doit estre, ainsi comme il dit, son homme » <sup>5</sup>.

Nombreuses sont les fonctions subsidiaires du *sautier*. C'est lui qui, à la sortie du prêche, sous le porche de l'église ou devant la Maison de Ville, donnait lecture aux citoyens des publications et ordonnances de la Seigneurie, plus tard de la *Feuille officielle* <sup>6</sup>. Il percevait certaines redevances ; nous trouvons pour 1398 « le compte que le saultier dou Landeron rent des chapons par lui receu en ladite chastellenie » <sup>7</sup>. Ostervald nous apprend « qu'après que les Sautiers ont saisi les décrétés, il est de leur devoir... de les remettre à la garde du Geolier <sup>8</sup> », et qu'eux-mêmes peuvent être geôliers. Tripet assure, de son côté, que « le sau-

<sup>1</sup> *Institutions judiciaires*, p. 36.

<sup>2</sup> *Loix, us et coutumes*, p. liij.

<sup>3</sup> MATILE, *Plaits de mai*, pp. 63 (et 55).

<sup>4</sup> *Recettes de Valangin*. Archives de l'Etat. K 18 n° 24.

<sup>5</sup> MATILE, *Monuments*, p. 1087. Cf. DE MANDROT, *Musée neuchâtelois*, 1867, p. 47.

<sup>6</sup> Cf. L. LANDRY, *Trois causeries sur la Chaux-de-Fonds d'autrefois* (Chaux-de-Fonds 1887), p. 118.

<sup>7</sup> *Recettes de l'Etat*, vol. 34.

<sup>8</sup> *Loix, us et coutumes*, p. lv.



tier remplaçait en maintes reprises le bourreau<sup>1</sup> ». En tous cas, le « grand sautier » jouait son rôle dans les exécutions, comme le montre le pittoresque récit fait par L. Favre d'une fustigation à Boudry en 1834<sup>2</sup>.

Ce terme de *grand sautier* ou *gros sautier* désignait le « sautier » de la Seigneurie surtout dans les juridictions dont l'importance en nécessitait un second, appelé *petit sautier* ou *sautier substitué*. A Neuchâtel-Ville ce fut à la fin du XVI<sup>me</sup> siècle que Marie de Bourbon dédoubla cette charge en créant « gros sautier » Moïse Dodasne et « sautier substitué » Nicolas Coinchely<sup>3</sup>.

Ce nom ne doit pas être confondu avec le *Gros Sautier*, en allemand *Gross Weibel*<sup>4</sup>, de Berne ou de Fribourg, ni avec les *Sautiers* de l'Evêché de Lausanne, personnages judiciaires assez notables qui présidaient certaines cours de justice.

Mais d'où vient le mot *sautier*, *soutier* ou *sutier*, en patois *suti*, en bas-latin *saltarius* ou *salterius* ? L'étymologie de Jean Humbert<sup>5</sup>, rattachant *sautier* à sceau (*sigillum*), est aussi fantaisiste que celle de Jonas Boyve<sup>6</sup>, qui tire *sautier* de sauter, sous prétexte que cet honorable fonctionnaire sautait... au collet des malandrins ! L'explication de Matile<sup>7</sup> n'est pas moins ahurissante : pour lui le *sautier* est un *psautier*, c'est-à-dire « proprement un homme qui récitait dans le chapitre des psaumes, et par extension tout homme qui savait lire » ! Il est bien vrai qu'on rencontre çà et là *psautier* ou *psalterius* pour « sautier »<sup>8</sup>, et qu'inversement *psautier* perd quelquefois son *p* en ancien français ; mais ce sont là menus accidents philologiques. Pour connaître le sens primitif, et par suite l'origine de *sautier*, il suffit de consulter le *Dictionnaire* de Godefroy, où l'on voit que « sautier » signifie garde-forestier en

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1890, p. 285.

<sup>2</sup> *Ibid.*, 1895, pp. 17-18.

<sup>3</sup> MATILE, *Institutions judiciaires*, p. 38.

<sup>4</sup> Cf. PLANTIN, *Abbrégé de l'Histoire générale de Suisse* (Genève 1666), p. 444. *Weibel*, francisé en *voible*, *voible*, etc., était aussi le nom du « sautier » dans l'Evêché de Bâle. Voy. TAPPOLET, *Lehnwörter*, p. 187 ; QUIQUEREZ, *Histoire des Institutions de l'ancien Evêché de Bâle* (Delémont 1876), pp. 373, 385, etc.

<sup>5</sup> *Nouveau glossaire genevois*. Genève 1852. — A. HENRY, *Précis d'histoire du canton de Neuchâtel*, p. 76.

<sup>6</sup> *Dictionnaire historique*, ms. à la Bibliothèque de Neuchâtel. Ouvrage remarquable qu'on ne doit pas juger sur cet échantillon. Cf. GAUCHAT et JEANJAQUET, *Bibliographie linguistique*, p. 234.

<sup>7</sup> *Institutions judiciaires*, p. 35.

<sup>8</sup> « Nous Loys, cons et sire de Nuefchastel, à toutz nostres chastellains, mayres, *psaultiers*, recevours... » 1355. MATILE, *Monuments*, p. 733. Sur le *psalterius*, cf. F. DE GINGINS, *Chartes de l'ancien Evêché de Lausanne* (anno 1368, p. 219). Lausanne 1847.



Franche-Comté<sup>1</sup>, ou le *Glossaire* de Du Cange, où il a le sens de garde-champêtre. Ce dernier existe également en romanche (*salter*) et dans le nord de l'Italie. Les *Statuta Mutinensia* déclarent : « *Saltarii* teneantur custodire et salvare clausuras, terras, hortos, vites, prata, segetes et arbores... et denuntiare domino judici, etc.<sup>2</sup>. » Rien de plus aisé dès lors que de dériver *saltarius* de *saltus*, bien attesté dans la latinité au sens de forêt, et par extension, dit Littré, de fonds de terre quelconque. La signification originelle du mot n'apparaît que rarement en Suisse romande. Toutefois, F. de Gingins parle de « gardes des montagnes ou sautiers<sup>3</sup> », et en 1425 nous trouvons un « Jaiquenoud Bonjours, *forostier et soutier* dou Landiron<sup>4</sup> ». Rien d'étonnant au reste qu'un officier de police, même rurale, ait passé au rang d'officier inférieur de justice.

N'ayons garde d'oublier que la femme du « sautier » se nommait *sautière*. Le greffier Sandoz nous apprend qu'en juillet 1701 il a « été aux mirtilles » avec « la sautière » et la greffière<sup>5</sup>.

Au moyen âge, le « sautier » s'appelait aussi *sergent*. Nous lisons dans Matile que, en 1404, « le maire de Neuchâtel autorisa son propre sergent à accompagner celui de Pontarlier, qui au nom de Vauthier de Rochefort voulait citer messire Vauthier de Colombier, chevalier », lequel reçut d'ailleurs fort mal cette visite<sup>6</sup> : « Truant, es tu cy venuz pour ce fayre ?... Tu vuelx aler avec sez sergent verz chiez nous, mais, par le sanc Dieu ! vous trouverez rencontre. »

Comme sa dérivation latine l'indique — *serviens* — le « sergent » était, dans le système féodal, un de ces officiers-serviteurs de la famille des « ministériaux »<sup>7</sup>. Si, par la suite, ses fonctions se confondirent avec celles du « sautier », il faut observer que, dans la Principauté, on ne rencontre de « sergents »-huissiers, du XVI<sup>me</sup> au XIX<sup>me</sup> siècle, que dans les quatre juridictions de Travers, Vauxtravers, les Verrières et la Brévine. Ainsi, par exemple, en 1572, « Nicolas Lambercier, sergent du sieur André de Neufchastel, seigneur de Travers, adjourna ledit

<sup>1</sup> C'est à peu près le seul renseignement sûr de l'article *sautier*. La plupart des citations, en particulier celles de la Suisse romande, ne répondent pas à la définition.

<sup>2</sup> Cité par DU CANGE, *Glossarium*, s. v. *saltarius*. DU CANGE dit lui-même : « *Saltarius* = messium, vitium, totiusque territorii custos, nostris *messier*. » Il a très bien vu la dérivation du mot, de même que LITTRÉ, *Supplément au Dictionnaire* (Paris 1897).

<sup>3</sup> Voy. L. DE CHARRIÈRE, *Chronique de Cossonay*, p. 70. — *Cartulaire de Lausanne*, p. 693.

<sup>4</sup> *Recettes de l'Etat*, vol. 39.

<sup>5</sup> J. SANDOZ, *Journal*. GODEFROY cite une « saultière » en 1453.

<sup>6</sup> *Institutions judiciaires*, p. 37. — Archives de l'Etat. B 32.

<sup>7</sup> Cf. MATILE, *Institutions judiciaires*, p. xx.



lieutenant Junod »<sup>1</sup>. Nous avons dit qu'une de ses fonctions était de faire les publications ou *cries* ; à Couvet, en 1632, on fait une « délivrance au sergent De la Chaux pour avoir fait la cria du bois de Chaincu »<sup>2</sup> ; aux Verrières, en 1692, on « racomode la pierre où les sergents se mette pour faire les cryes »<sup>3</sup> ; en 1732, la Commune de la Brévine « delivre au Sieur sergent Jacot pour son gage ordinaire 15 batz, plus 3 batz pour avoir publié les prés en ban, la maison de Commune en monte et le renvoy de nôtre foire »<sup>4</sup>.

(A suivre.)

William PIERREHUMBERT.

## Les séjours du conseiller François de Diesbach à Cressier

(EXTRAITS DE SON JOURNAL)

(Suite. — Voir la livraison de novembre-décembre 1918, p. 242.)

Enfin arrivés chez le général Meuron, nous y trouvâmes sa sœur, sa nièce, Mrs Burkard, Mellier, Chaillet, etc., et à une heure, notre compagnie revint du château ; c'étoit M. Bigot, Prussien, aide-de-camp du comte Meuron, qui, avec M. Zimmerman, s'est le plus empressé à faire voir à mes nièces tout l'intéressant de Neuchâtel. Le dîner se passa gaiement, pendant lequel on retira de devant les fenêtres les orangers, dans la crainte qu'il ne gelât dans la nuit, tant le ciel étoit clair et beau. Nous eûmes d'excellens melons à dîner, du vin de Porto, du Cap, du Rhône, et ce qui m'étonna, du rouge de Neuchâtel 1802, déjà très bon. Après le café et les liqueurs, nous allâmes tous à la Rochette ; le général me fit remarquer un arbre, le vernis de la Chine, qui ressemble beaucoup au frêne pour le feuillage, et dans des pots, la mauve d'Hollande, dont les grandes feuilles sont frisées ; il me fit voir un barbouilleur de bois en couleur jaune, composition de chaux éteinte, cendres et huiles, qu'il m'assura excellente pour conserver contre l'humidité. Ayant parcouru l'intérieur et l'extérieur de la Rochette avec lui, même ses deux caves du milieu, car il y en a trois étages, garnies de superbes « lägerfass », nous descendîmes enfin avec une personne de plus, le baron de Munch-

<sup>1</sup> *Manuels du Conseil d'Etat*. 6 février 1572.

<sup>2</sup> Archives de Couvet. *Comptes*.

<sup>3</sup> Archives des Verrières. *Comptes*.

<sup>4</sup> Archives de la Brévine. *Comptes*.



hausen, Prussien, qui vint le joindre dans les caves pour prendre congé de lui, partant le lendemain pour Paris. Le général me dit que ce baron est chambellan du Roi, et qu'il étoit attaché au feu prince Henry, en qualité, je crois, de son premier gentilhomme.

Il fallut encore prendre le thé, avant que de partir ; enfin, nous nous mîmes, nous six, dans la berline du général, comme nous étions venus, excepté que l'on nous donna trois chevaux, parce qu'il y avoit plus à monter pour le retour. Fritz retourna à Cressier en char, avec M. Glutz, qui l'y avoit déjà mené, mais qui ne vint pas chez le général, n'étant point invité. Nous trouvâmes beaucoup d'embarras en chemin, à cause de la vendange, car on en étoit aussi occupé à Neuchâtel ; cependant, nous arrivâmes heureusement à Cressier, à 7 heures et demie, par la sagesse du cocher du général, un jeune Bovet de Meyriez ; il soupa avec nos gens, donna de l'avoine à ses chevaux, reçut du général, mon frère, et de moi un gros écu de tringeld, et s'en retourna la même nuit à Neuchâtel, éclairé jusque hors du village, à cause de l'embarras des gerles et de l'obscurité, par Jean le sellier. Mes nièces furent régâlées par M. Meuron d'une boîte de pains de dessert, qu'il fit mettre dans leur voiture à leur insu. Comme nous étions arrivés trop tard, nous fîmes dire à M. Guldiman que nous restions à la maison.

Mes vigneronns firent, ce jour-là, cinquante-deux gerles au Landeron, et il y en resta encore quatre, que l'on n'eut pas le tems d'amener.

Le jeudi 13 octobre, nous continuâmes la vendange rière le Landeron. Je fus, après la messe, avec Méxières, au Guillemberg de Hans ; je parcourus, avec Carle, la vigne de M. Wallier-Mollondin, entre les deux miennes du Guillemberg pour voir si elle peut me convenir ; elle est poussée plus haut que les miennes et je résolus d'en faire de même. Nous allâmes de là au Landeron, en visite chez les PP. Capucins et chez le greffier Quelet. En rentrant à Cressier, je passai chez M. Guldiman, où Mrs Wallier, père et fils, survinrent. Nous eûmes à dîner M. le chapelain ; M. le curé qui avoit diné chez M. Guldiman, vint me parler de M<sup>lle</sup> Astheimer<sup>1</sup> ; je lui promis d'aller lui faire entendre raison, si possible. Nos demoiselles allèrent se promener au Landeron ; je voulus les y aller joindre chez M<sup>lle</sup> de Chambrier, mais, m'étant arrêté au Prélard chez les gens de Hans, et au grand Cloud chez Dupont, le tems me manqua, si bien que les ayant vu revenir, au nombre de six, je les joignis près du village pour rentrer avec elles, à la nuit. Nous rencontrâmes M. Dittlinger et M<sup>lle</sup> de Muralt ; je les accompagnai chez M. Guldiman, où nous fîmes nos parties de jeu, comme l'avant-veille ; le chanoine de Vigier vint aussi et joua avec la jeunesse. Nous fûmes fort gais.

Le vendredi 14 octobre, M. Guldiman alla à Neuchâtel, avec Mrs Wallier et M<sup>lle</sup> Sury la cadette. Moi, après la messe du P. Vogt, je passai chez lui, touchant la lettre de l'abbé Virginio ; lorsqu'il eut déjeuné, avec Mrs Vigier, le grand'oncle et le petit-neveu, nous parlâmes de cette lettre. Le résultat fut qu'il est plus prudent d'avoir encore patience quelques années, jusqu'à ce que la Suisse soit plus solidement rétablie.

<sup>1</sup> M<sup>lle</sup> Astheimer étoit, depuis plusieurs années, gouvernante de la cure de Cressier, connue pour son hospitalité.





*François-Pierre, comte de Diesbach,  
Prince de Sainte Agathe, chambellan de l'Empereur,  
Conseiller d'Etat de Fribourg.*





Le tems devint mauvais, cependant je fus chez M. Dittlinger avec Fritz ; je m'applaudis de cette connoissance ; nous vîmes sa fille et M<sup>lle</sup> de Muralt, nièce de M. de Muralt de la Diète et sœur du lieutenant de gouvernement à Wangen. Le reste de la journée fut pluvieux et obligea les vendangeuses de quitter à trois heures ; cependant, nous fîmes trente-six gerles en tout. La soirée se passa fort bien ; M. Guldiman et M<sup>lle</sup> Sury revinrent de Neuchâtel avant six heures ; Fritz, ayant obtenu l'agrément de M<sup>me</sup> Guldiman, fut chercher M. Dittlinger et ses deux demoiselles ; celui-ci joua avec nous au visc, et les demoiselles avec la grande partie. Le chanoine, à cause du mauvais tems, ne vint pas.

Le samedi 15 octobre, il plut beaucoup. Après la messe, je passai chez M<sup>rs</sup> Wallier, à cause du Guillemberg ; je ne trouvai que le père, le fils étant allé à Cerlier, au marché. Il fallut passer le reste de la matinée à la maison ; on ne put pas aller vendanger aux Chumereux, que l'on avoit commencé la veille, mais Joseph alla faire trois gerles au Rable, et fut obligé de cesser à cause de la pluie. Nous avons successivement rempli des bosses, préférablement toujours celles de sapin. Je profitai du mauvais tems pour faire l'amodiation avec Hans seul, et pour faire la revue de la petite cave, où Carle avoit empli trente-six bouteilles du vin de 1802, tiré du tonneau des domestiques.

M<sup>me</sup> Guldiman, ses demoiselles, M<sup>lles</sup> de Muralt et Dittlinger, M<sup>lle</sup> Glutz vinrent goûter chez mes nièces ; M<sup>me</sup> de Mollondin aussi. A la soirée, nous n'eûmes pas M. Dittlinger, qui étoit enrhumé, mais ses demoiselles invitèrent les nôtres à aller voir danser ; elles sont revenues, dès que je les eus envoyé chercher. On étoit déjà en train de musique, car nous allâmes tous au clavecin de M. Ruedin, avant l'assemblée, où M<sup>lle</sup> Glutz et Frédéric se firent entendre, et Marie chanta ; c'étoit la chambre que mon neveu occupoit à l'auberge. Le chanoine Vigier, son neveu et le P. Vogt vinrent à l'assemblée ; on fut fort gai.

Le dimanche 16 octobre, je fus avec mes frères à l'office de la paroisse. M. le greffier Quelet et M. Bayle vinrent dîner chez moi, mais mes trois nièces et Fritz de Roll dînèrent chez M. Guldiman, qui lui-même s'invita chez moi, afin de laisser dîner de bonne heure la jeunesse, pour la partie de l'Isle<sup>1</sup>. Après vèpres, le brouillard étant toujours fort épais, je fis une promenade avec M. Bayle, Carle et Hans, à la Planche Wallier et au Prélard, pour voir une vigne de M. Vuillemin, du Landeron, à vendre à côté de la mienne ; je l'estimai d'environ soixante louis. Au retour, je fis venir Marer pour m'arranger avec lui, au sujet du poisson, qu'il m'avoit vendu deux écus neufs, et qui cassa dès le premier jour. Nous convînmes que je lui enverrai du bois, dont il me fera un autre gratis. Je fus à la nuit chez M. Guldiman, où M. Dittlinger se trouvoit déjà, et nous jouâmes au visc. M. le chanoine Vigier vint prendre congé seul, car le petit et le P. Vogt étoient allés à l'Isle, avec M<sup>me</sup> Guldiman, toutes les demoiselles, M. Glutz et sa fille, M. Grimm, Fritz, etc. On ne revint qu'à huit heures, parce que le brouillard avoit fait manquer la route aux bateliers, et que d'ailleurs on fut ensablé. Marianne parla à M. de Verger et à M. Mayer, le liquidateur, sur l'Isle.

<sup>1</sup> De Saint-Pierre.



Le lundi 17, le tems se remit tellement au beau, que Joseph put achever ses vendanges au Rable, de bonne heure après dîner ; Hans continua les siennes aux Chumereux, toute la journée. Je fus à la messe de M. le curé, à la chapelle, puis je m'occupai de l'amodiation avec Hans, ensuite j'allai voir vendanger le Rable, qui étoit de toute beauté. Finalement, je fis visite au greffier Bonjour, et je parlai à Henry Ruedin, dont je refusai d'acheter l'emplacement de sa maison incendiée. M<sup>lle</sup> Astheimer dina avec nous, pour que je pus lui parler de ses difficultés avec M. le curé ; nous l'accompagnâmes à la cure, mes frères, Marianne, M<sup>lle</sup> Sury l'ainée et moi. Fritz étoit parti le matin pour Soleure, avec le chanoine Vigier, son neveu et le P. Vogt ; Adélaïde et Marie ont dîné chez M<sup>me</sup> Guldiman. Nous allâmes voir vendanger aux grands Chumereux et nous nous arrêtâmes à la cure ; M<sup>lle</sup> Astheimer étoit déjà redescendue chez M<sup>me</sup> Bayle. Joseph me dit que son Rable avoit donné trente-deux gerles et neuf seaux. Nous allâmes, le soir, chez M. Guldiman, et fîmes la partie de visc à quatre longtems, jusqu'à ce que M. Glutz survint. M<sup>me</sup> Guldiman revint de Cerlier, avec M<sup>me</sup> de Mollondin, mes nièces Marie et Adélaïde, M<sup>lle</sup> Sury la cadette.

Le mardi 18 octobre, j'ai eu le matin, la visite de M. de Verger et son secrétaire de légation, le baron de Luxbourg, M. Mayer le liquidateur, et son fils, qui vinrent à pied de la Neuveville. Nous allâmes après-dîner voir finir la vendange aux Chumereux, avec M<sup>lle</sup> Sury la cadette ; Adélaïde, qui avoit dîné chez M<sup>me</sup> Guldiman, alla avec elle à Tschugg. Nous passâmes la soirée comme à l'accoutumée, mais M. Glutz et sa famille étoient partis le matin, pour s'en retourner à Soleure. François arriva avec Fritz, pour venir nous chercher.

Le mercredi 19, je fus obligé de laisser Carle et les pressureurs, avec le petit, parce que l'on fit, ce jour-là, la dernière pressée de blanc. Je terminai, après la messe de l'abbé Möhr, chapelain de Planfayon, qui étoit venu trouver ses trois sœurs, à qui j'avois donné à déjeuner la veille, ma nouvelle amodiation avec Hans Kaiser seul, et je retins M. Bayle à dîner avec nous. A midy, nous partîmes, Marianne, Adélaïde et moi dans l'angloise, mes frères, Marie et Catherine dans la carriole. Nous traversâmes si heureusement le marais, que nous ne mîmes pas 4 heures et demie jusqu'à Morat. En arrivant à Courgevaud, j'eus grand plaisir d'embrasser ma nièce de Wallier<sup>1</sup> et sa petite Caroline<sup>2</sup>.

Le conseiller de Diesbach<sup>3</sup> avait été nommé, le 9 juillet précédent, lieutenant du gouvernement pour la ville de Fribourg et les vingt-quatre paroisses, fonctions absorbantes, qui le mettaient en contact avec les personnes les plus diverses ; il s'acquitta à merveille de cette nouvelle

<sup>1</sup> Marie-Josèphe-Marguerite de Roll (1769-1819) mariée en 1784 à François-Louis-Bernard de Wallier, (1749-1823) sénateur de Soleure, chambellan du roi de Prusse.

<sup>2</sup> Caroline de Wallier (1798-1860) mariée en 1818 à Amanz de Glutz-Blotzheim (1789-1855).

<sup>3</sup> Le portrait du conseiller de Diesbach, qui accompagne ces lignes, a été peint à Vienne, en 1788, par le chevalier de Lampi, le portraitiste de la cour de Marie-Thérèse ; ce tableau remarquable est la propriété de M<sup>me</sup> Muheim, née de Diesbach, qui a bien voulu nous autoriser à le reproduire.



tâche et y apporta son dévouement habituel, bouleversant son existence pour y suffire, en dépit de ses soixante-quatre ans. Le conseiller ne négligea pas pour cela ses autres devoirs et ses amis, la nature l'ayant doué d'une remarquable activité. C'est une période caractéristique de sa vie et qui mérite d'être indiquée par quelques extraits de son journal.

Au mois d'août, Diesbach avait passé, comme chaque année, quelques jours à Torny, pour les anniversaires mortuaires de membres de sa famille ; de là il se rendit à Courgevaud, pour y recevoir le landamman d'Affry et un ami très cher, Aloys de Reding<sup>1</sup>, désireux de visiter le champ de bataille de Morat. Mais les devoirs de sa charge ne tardèrent pas à rappeler le conseiller à Fribourg ; le nom du général Ney et celui de sa charmante jeune femme, reviennent de plus en plus souvent sous sa plume, et nous



Aloys de REDING

(Miniature de P.-B. de Muralt, 1802.)

constatons l'affection qu'ils avaient su, tous deux, inspirer à la famille d'Affry et à M. de Diesbach, ainsi d'ailleurs qu'à tous ceux qui les approchaient ; le contraste était grand avec les généraux français que la Suisse avait connus pendant la période révolutionnaire, et Bonaparte n'aurait pu choisir de meilleur représentant. Le 4 novembre, le conseiller mentionne qu'il est allé dîner chez M. d'Affry :

M<sup>me</sup> Ney étoit auprès de ces demoiselles et vint dans le salon. Dans ces entrefaites, M. d'Affry est revenu du conseil et fit voir à M<sup>me</sup> Ney sa belle boîte de Napoléon Bonaparte<sup>2</sup>.

Dimanche 13 novembre... A 3 heures, je me suis rendu pour le dîner chez le général Ney, où il y avoit M<sup>me</sup> de Villardin, M. de Verger, le baron de Luxbourg, M. Venturi, Albert Fégely, Joseph ; ensuite M. d'Affry est venu avec

<sup>1</sup> Aloys de Reding (1765-1818), le chef de la résistance des Petits-Cantons en 1798 ; landamman de Schwytz, 1803.

<sup>2</sup> Une boîte d'or enrichie de diamants, que Bonaparte avait offerte au landamman, lors de son séjour à Paris.



M<sup>me</sup> de Diesbach et le maréchal Castella ; nous étions 15, y compris M<sup>rs</sup> Rouhière et Vogt. Je fus placé entre la générale et Lûxbourg ; M. d'Affry étoit à la droite de la générale, ma femme entre le général et Venturi. Je mangeai beaucoup de blanc-manger ; il y avoit une truite du lac énorme. Les vins de Bourgogne, du Rhin, de Malaga, de Paccaret excellens ; après le café, du colladon, etc. Mon frère le général vint après dîner s'excuser de n'avoir pas pu en profiter. M<sup>me</sup> Ney toucha du clavecin et chanta à merveille....



Le maréchal NEY.  
(Miniature de J.-B. Isabey.)

Courgevaud 2 décembre... François ne revint de Fribourg que tard et nous apporta quantité de gazettes et de lettres, surtout la nouvelle que l'échange des ratifications de l'alliance et de la capitulation militaire s'étoit faite la veille entre le landamman et le général Ney, au bruit de 50 coups de canon, et en présence des conseillers Fégely, Castella et Bocard. Mon neveu Fritz<sup>1</sup> me mandoit que son canton l'envoyoit à la conférence de Schaffhouse, pour les affaires à traiter avec l'Allemagne.

5 décembre... Joseph<sup>2</sup> alla à la foire de la St-Nicolas avec la société d'Affry et la générale Ney.

9 décembre.... Joseph partit à 5 heures avec Joson Fégely, pour le pont de la Singine, où il devoit attendre le nonce<sup>3</sup> ; il se fit annoncer à Son Excellence par mon nouveau domestique, François Ruffieux ; ils n'ont été qu'un quart d'heure à l'attendre. Après avoir pris du café, ils vinrent dans la voiture de mon neveu et arrivèrent vers midy....

Le conseiller de Diesbach donne une description intéressante de la réception à Fribourg du nonce Testaferrata, nouvellement accrédité en Suisse, et de sa visite officielle au landamman, le 10 décembre, où il arrive en habit de cérémonie, dans un carrosse à six chevaux ; puis c'est le diner somptueux offert par M. d'Affry, auquel assistent entre autres, le nonce, le général et M<sup>me</sup> Ney. Le 12 décembre, c'est le général qui régale l'envoyé du St-Siège : « Le nonce me dit que les gens d'église de ce pays m'aimaient bien », note avec satisfaction M. de Diesbach ; il mentionne parmi les convives, M. Foch, aide-de-camp du général Ney, et se loue de l'amabilité de ses voisins de table, le ministre d'Espagne et le secrétaire de la nonciature, puis il écrit :

Je m'amusai beaucoup, parce qu'entre mes deux voisins, il fut longtems question de Rome et de Naples, et des environs ; les détails sur l'église de

<sup>1</sup> De Roll.

<sup>2</sup> De Diesbach.

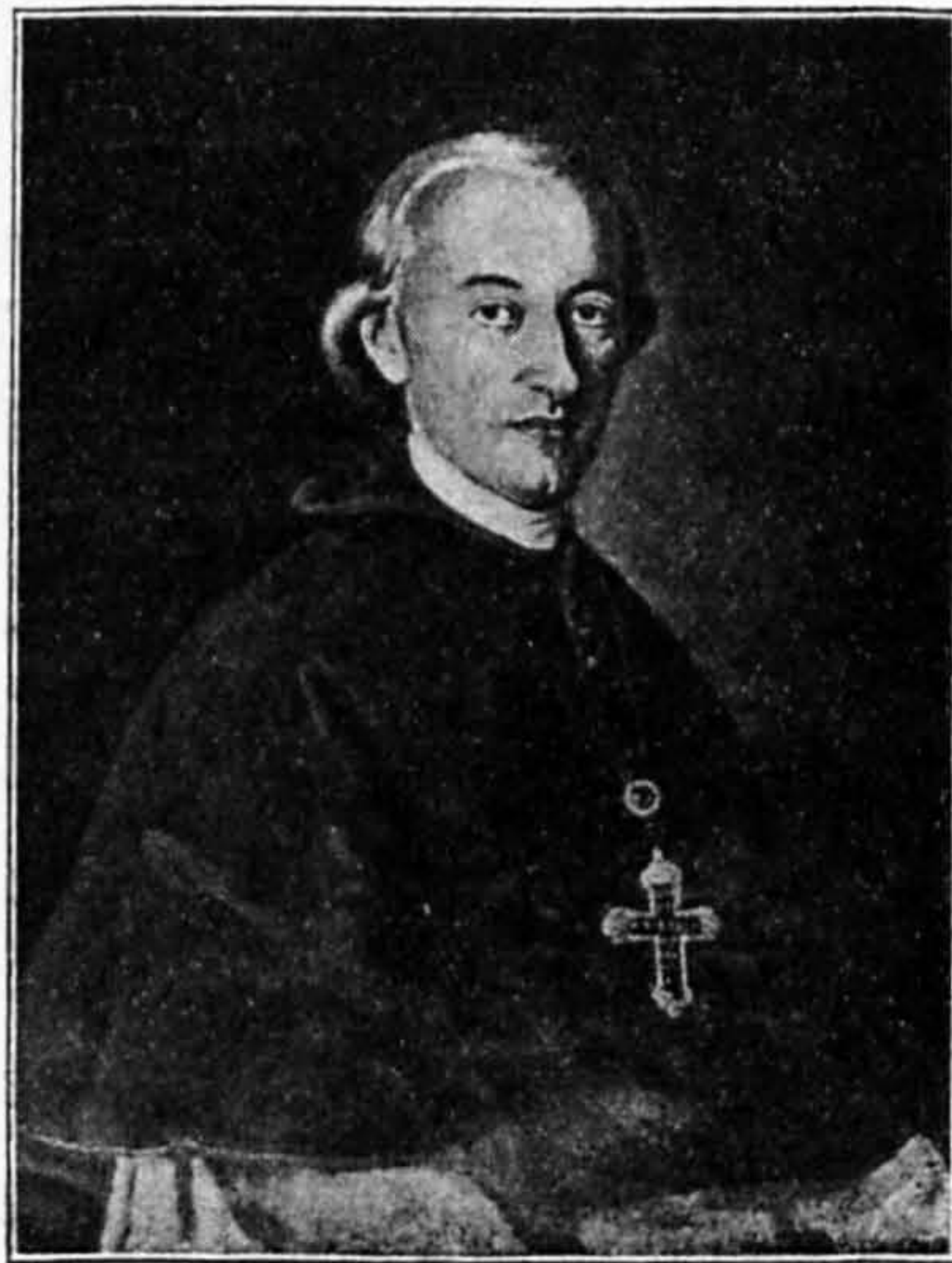
<sup>3</sup> Fabrice Sceberas Testaferrata (1758-1843) archevêque de Béryte ; nonce du Pape en Suisse de 1803 à 1816 ; évêque de Sinigaglia ; cardinal en 1816.



Saint-Pierre surtout étoient fort intéressants. M<sup>me</sup> Ney eut l'attention de m'envoyer du blanc-manger; j'ai trouvé les pluviers surtout un excellent gibier. La gelée d'oranges étoit bonne aussi; en vins, ceux du Rhin, de Champagne et du Cap furent servis à la ronde. Après le diner, le conseiller Fégely s'étant emparé du nonce, je m'en tins éloigné; je causai longtemps avec le général Ney...

Le nonce quitta Fribourg le lendemain, avec le ministre d'Espagne, ce qui n'empêcha pas les festivités de suivre leur cours. Le 19 décembre, c'est le conseiller qui reçoit le général et M<sup>me</sup> Ney; il note dans son journal :

Le diner excellent, surtout des petits pâtés en béchamel, vin de Cressier rouge; pour l'entremet, vin de Bordeaux et de Tavel. Deux seuls plats de rôtis: lièvres et poulets, mais pâté froid, aspic et beaucoup de légumes et compotes. Au dessert, vins muscat, Tokay et du Cap, superbes fruits, glaces à la vanille et à l'eau de cerises. On n'a jamais vu un diner à Fribourg qui ait réuni tous les suffrages comme celui-là. Le café et différentes liqueurs, au salon, n'ont rien laissé à désirer, aussi tout le monde a-t-il été content. On ne s'est retiré que vers 6 heures  $\frac{1}{2}$ , pour aller jouer chez M<sup>me</sup> d'Affry.



Le nonce TESTAFERRATA.

Pour terminer l'année, le conseiller mentionne encore le diner offert le 25 décembre au baron de Crumpipen, ministre d'Autriche, puis enfin celui offert par lui-même, le 27 décembre, en l'honneur de tous les ministres étrangers, auquel assistent en bonne place, le sympathique général Ney et sa femme, le landamman et M<sup>me</sup> d'Affry, etc., en tout dix-neuf personnes. « Le diner a été magnifique », nous dit l'aimable amphytrion.

*(A suivre.)*





## DISCOURS

prononcé par le fils de Monsieur Perrot de Berlin  
aux Promotions du 15<sup>e</sup> avril 1795, à Neuchâtel

---

Le manuscrit du discours en vers que nous publions nous a été communiqué, il y a quelques années, par M. Fritz Delachaux, avocat, préfet du district de La Chaux-de-Fonds, mort le 30 décembre 1915 à Genève.

Ce poème, d'un tour agréable et facile, pourrait être intitulé la « Confession du parfait neutral ». L'esprit irénique dont il est animé se comprenait d'ailleurs en 1795, dans la situation délicate où se trouvait le petit pays de Neuchâtel.

Jean-François de Perrot, dit « Perrot de Berlin », né en 1751, fut attaché au roi Frédéric II comme secrétaire intime et l'accompagna au camp de Silésie. Dans ses lettres, il fait profession d'une philosophie optimiste inspirée de celle de Leibniz : selon lui, la guerre a l'avantage de purifier l'atmosphère morale et de mettre en action, par les maux qu'elle engendre, la compassion des âmes sensibles<sup>1</sup>.

Perrot de Berlin fut conseiller d'Etat à Neuchâtel de 1789 jusqu'à sa mort, arrivée en 1799. Il avait épousé une demoiselle Catherine-Rose Lange. Sa descendance, dont faisait partie M. Henry de Perrot, pasteur à Morges, existe encore dans le canton de Vaud.

François, notre poète, fils de Jean-François, né en 1780, mort en 1844, avait 15 ans en 1795. Il fut, cette année-là, « promonté » (promu) dans la classe de Belles-Lettres, avec sept camarades dont il est peut-être intéressant de recueillir ici les noms. Ce sont Frédéric Du Pasquier, Henry Barles, George Perret, Frédéric Pourtalès, Louis Fabry, François Verdan, Louis Lhardy. Le « Plumitif de la commission d'éducation » (t. I, p. 234. Arch. de la ville) nous apprend en outre qu'aux examens du 25 mars 1795 le « prix de harangue » fut décerné à François Perrot. Nous sommes heureux de pouvoir ajouter son nom à la liste un peu maigre des poètes neuchâtelois.

Philippe GODET.

<sup>1</sup> Voir QUARTIER-LA-TENTE, *Les familles bourgeoises de Neuchâtel*, p. 178.



## DISCOURS

Ah ! ah ! des vers ! Voyons : cet homme est-il des nôtres ?

Ceci fera-t-il suite aux *Actes des Apôtres* ?

— Non, Messieurs, bannissez un espoir superflu :

Vous nommez un journal que je n'ai jamais lu.

— Monsieur est démocrate ? — Oh, non ! — Aristocrate ?

— Mon Dieu non, je vous jure ; et mon oreille ingrate

Ne peut s'accoutumer à tous ces noms nouveaux.

— Eh ! mais ! Qu'êtes-vous donc en ce cas ? — En deux mots,

Un bon Neuchâtelois. — J'en ai l'âme ravie ;

Mais il faut être enfin d'un parti dans la vie.

— Je vous déclare, moi, que je ne suis d'aucun.

Expliquons-nous pourtant, car j'en ai bien pris un ;

C'est de vivre avec tous en bonne intelligence ;

C'est, puisque j'ai besoin moi-même d'indulgence,

D'en avoir pour autrui ; sans être indifférent,

D'être doux, modéré, surtout très tolérant ;

De n'être point surpris qu'ici bas chacun tienne

A son opinion, et de garder la mienne...

— Etes-vous pour ou contre la Révolution ?

— Eh ! pourquoi me tenter par cette question ?

Je gage qu'à l'instant, pour peu que je m'explique,

Vous m'allez répliquer... Dieu sait quelle réplique !

Si je veux me défendre, alors vous prendrez feu,

Et moi je finirai par oublier mon vœu,

Et, dans ce long débat qu'un mot aura fait naître,

Par affliger... que sais-je ? un bon ami peut-être :

Car j'oserais le dire, et j'en fais vanité,

J'ai des amis, j'en ai d'un et d'autre côté.

Et pourquoi voulez-vous, Messieurs, que je m'expose

A perdre une si rare, une si douce chose ?

Un beau droit, dites-vous, va leur être rendu...

Mais moi, me rendra-t-on l'ami que j'ai perdu ?

Et d'ailleurs qui m'oblige à rompre le silence ?

Suis-je donc nécessaire au bonheur de la France ?

Oh ! que je la plaindrais ! Mais, grâce au Ciel, je crois

Que tout pourra fort bien se conclure sans moi.

Mon inutilité ne manque pas d'excuses :

Je cultive en secret le commerce des Muses ;

Car on lira des vers encor, c'est mon espoir ;

Fatigué tout le jour, il faudra bien, le soir,

Revenir tôt ou tard aux plaisirs doux, honnêtes.



Puis, franchement, Messieurs, grâce au bruit que vous faites,  
Lorsque vous parlez tous à la fois et si haut,  
Je n'ai ni les poumons ni la force qu'il faut :  
On ne m'entendrait point ; tout ce que je puis faire,  
C'est d'aller, de venir dans ma petite sphère,  
D'adoucir les esprits, de calmer les débats.  
Je m'approche de l'un et je lui dis tout bas :  
« Vous perdez, vous souffrez, ... mais quoi ! vous êtes père !  
» Et moi je souffre aussi, je souffre. Eh bien, j'espère. »  
Et lorsque je rencontre un cœur trop ulcéré :  
« Un malheureux, me dis-je, est un objet sacré.  
» Quand il serait injuste, il est bien excusable ;  
» Je suis homme et dois plaindre un homme inconsolable. »  
Je lui laisse exhaler et sa bile et son fiel,  
Espérant tout du temps, et laissant faire au Ciel.  
Je dis à l'autre : « Eh ! mais ! quelle fureur vous pousse ?  
» Ayez donc une joie et plus calme et plus douce ;  
» Supportez le bonheur avec humanité  
» Et montrez-nous qu'au moins vous l'avez mérité ! »  
Du reste, autour de moi qu'on s'emporte, qu'on gronde,  
Je vais criant partout : « Ami de tout le monde ! »  
Non en valet poltron et prêt à s'alarmer,  
Mais en homme qui sent le doux besoin d'aimer,  
Trouvant tout naturel de chérir ses semblables,  
Et pourvu qu'ils soient bons, les voyant tous aimables.  
La Liberté, sans doute, est un bien précieux ;  
Mais la Paix !... Ah ! la Paix est un présent des Cieux.  
Et pour les savourer l'une et l'autre, il me semble  
Qu'il les faut réunir toutes les deux ensemble.  
Réunissons-les donc ! ne séparons jamais  
La Paix, la Liberté, la Liberté, la Paix !  
Mon bon patron saint Jean, — ce n'est pas Jean-Baptiste  
Prêchant dans le désert ; c'est Jean l'Évangéliste,  
Disciple bien aimé du Maître le plus doux —  
Disait toujours : « Enfants, aimez-vous, aimez-vous ! »  
Puis : « Aimez-vous encor ! » Morale enchanteresse !  
Et moi, je le répète et je le dis sans cesse :  
Aimons-nous, aimons-nous ! Voyons des mêmes yeux,  
Soyons du même avis ; cela vaudrait bien mieux.  
Mais, si nous épousons des sentiments contraires,  
Souvenons-nous du moins que nous sommes tous frères !

---



# VITRAUX NEUCHATELOIS

DES XVI<sup>me</sup> ET XVII<sup>me</sup> SIÈCLES <sup>1</sup>

Dans les temps angoissés que nous traversons, il peut paraître étrange qu'on trouve le loisir et la liberté d'esprit de faire des recherches sur de vieux vitraux. Mais notre esprit a besoin de détente, il aime à se soustraire aux préoccupations du jour, pour se replonger dans le passé en apparence plus serein, et contempler avec tranquillité d'esprit les objets qui le rappellent. D'ailleurs, ces années-ci, des multitudes de vitraux ont été mis en pièces, à Reims et à combien d'autres endroits, des actes d'un vandalisme inqualifiable ont été commis ; ne serait-ce pas aussi une sorte de protestation, bien inoffensive sans doute, mais combien sincère, d'entourer d'égards, de respect, de vénération même les quelques vitraux trop rares et si fragiles qui se sont conservés dans notre petite patrie ?

Le *Musée neuchâtelois* de 1912 contient un article sur nos vitraux des XV<sup>me</sup> et XVI<sup>me</sup> siècles <sup>2</sup> ; c'est la belle époque de la peinture sur verre ; il n'en reste dans notre canton que très peu d'exemplaires. Nous nous sommes servi surtout du travail si documenté du Dr Lehmann, directeur du Musée national, sur les vitraux suisses ; nous avons aussi compulsé les Comptes de la bourserie de la ville de Neuchâtel, pour toutes les dépenses faites pour des verrières dans les bâtiments publics, verrières qui ont presque complètement disparu. Le peintre A. Bachelin, M. Ch. Châtelain et d'autres encore ont de temps à autre décrit dans le *Musée neuchâtelois* quelques-uns des anciens vitraux qui existent encore. Je voudrais essayer de compléter leur travail en mentionnant autant que possible tous les vitraux neuchâtelois connus du XVI<sup>me</sup> et du XVII<sup>me</sup> siècle. Leur chiffre n'atteint pas la trentaine. Peut-être m'en est-il échappé quelques-uns.

Je rappellerai d'abord les vitraux datant du XVI<sup>me</sup> siècle dont parle l'article du *Musée neuchâtelois*. C'était d'abord la grande rosace qui ornait la face occidentale de notre collégiale <sup>3</sup> ; mais il n'en reste plus

<sup>1</sup> Travail lu le 14 février 1918 à la Société d'histoire de Neuchâtel-Ville.

<sup>2</sup> T. XLIX, p. 233-242.

<sup>3</sup> Voir *Musée neuchâtelois*, 1883, p. 194.



vestige, elle est tombée en morceaux au XVIII<sup>me</sup> siècle. M. de Sandoz-Rollin racontait à ses petits-enfants qu'étant jeune garçon il lançait avec ses camarades des cailloux aux fragments qui en restaient, et personne ne leur reprochait ce jeu barbare. Cet article parle aussi des vitraux du temple de Fenin, représentant saint Laurent et saint Guillaume, accompagnés des écussons des donateurs<sup>1</sup> et du vitrail représentant la crucifixion, qui ornait l'église de Saint-Blaise. Ce dernier se trouve actuellement à notre Musée.

Trois autres vitraux neuchâtelois du XVI<sup>me</sup> siècle m'ont été signalés. L'un d'abord appartient à la famille de Merveilleux ; mais il en reste si peu de morceaux qu'il n'est pas possible de le reconstituer. L'inscription du bas du vitrail est intacte : *Jehan, Guillaume et David Merveilleux frères 1570*. De l'armoirie elle-même, il ne reste que quelques fragments de guerriers en cuirasse et une grande étoile (mollette) d'or sur fond de gueules qui, peut-être, appartenait à un autre vitrail. Il est à présumer que ce vitrail décorait le château de Peseux ou celui de Beauregard, résidence des Merveilleux au XVI<sup>me</sup> siècle, ou peut-être l'église de Peseux qui, avant sa restauration, contenait d'autres souvenirs de cette famille. Un fragment de ce vitrail est marqué d'un chiffre qui pourrait être une signature d'artiste ; c'est un *M*, auquel est accolé à gauche un *C* et à droite un *D*. Aucun des vitraux que nous passerons en revue ne porte de signature d'auteur.

Un autre vitrail du XVI<sup>me</sup> siècle est celui de la Commune d'Auvernier. Les couleurs en sont magnifiques. Au coin gauche du bas du vitrail est l'écu aux armes de la commune ; il est de gueules, un rouge de toute beauté, chargé de fasce d'un poisson d'argent<sup>2</sup>. A côté, l'inscription en lettres gothiques : *La Communauté Davernier 1576*. Dans le centre du vitrail, Judith met dans un sac que lui tend une compagne la tête d'Holopherne qu'elle vient de trancher. Cette scène se passe devant de grandes tentes à lourdes draperies. Dans le fond, on voit une armée en marche et la tête d'Holopherne fixée au bout d'une perche sortant des combles d'un édifice circulaire. Cet arrière-plan est traité en couleur bleue et verte qui en font une scène de nuit d'un très bel effet. Des colonnes à droite et à gauche soutiennent un fronton recourbé qui laisse vide les deux angles du haut du vitrail. Un verre incolore mo-

<sup>1</sup> Le *Musée neuchâtelois* en donne la reproduction (1879, p. 199) avec les écussons des donateurs, dont l'un est évidemment la bourgeoisie de Neuchâtel et l'autre pourrait être celui de la famille Wallier, très influente à cette époque, et dont le second écusson rappellerait le blason.

<sup>2</sup> La couleur authentique de l'écu de la commune d'Auvernier est azur.





Vitrail d'Auvernier.

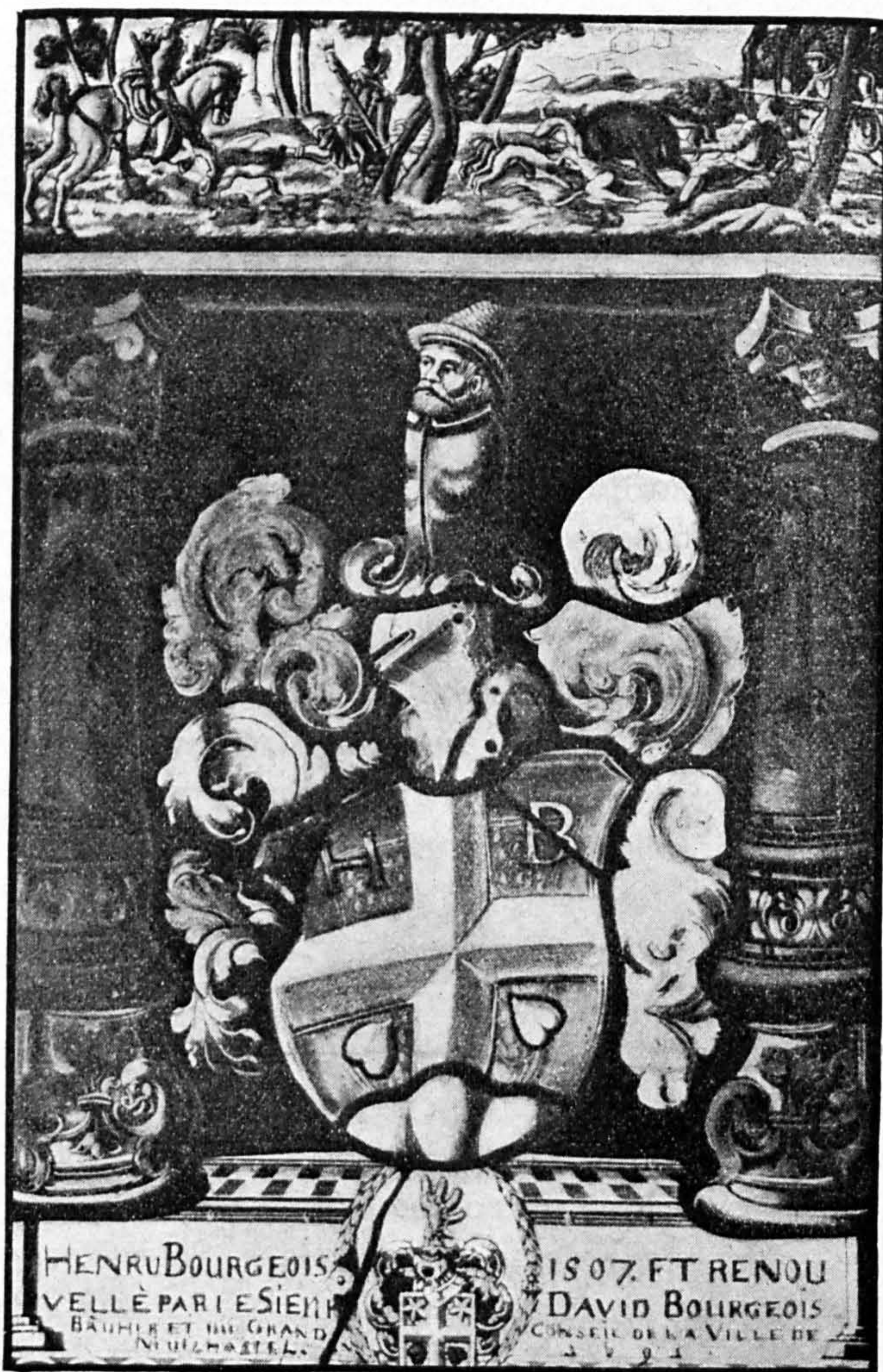
derne a remplacé, d'après le souvenir des propriétaires, une grisaille représentant une scène de tir. Ce vitrail, endommagé, fut raccommodé à Berne vers 1850. Il est la propriété actuelle de M. Alfred Mayor, descendant de la famille Junod, originaire d'Auvernier, qui possédait ce vitrail. Si la salle de la Communauté d'Auvernier était ornée d'un vitrail aux couleurs aussi riches, on peut se représenter les splendeurs des vitraux de communautés plus importantes, comme la Bourgeoisie de Neuchâtel, et ce rare exemplaire nous fait doublement regretter la disparition de ses semblables.

Le troisième vitrail du XVI<sup>me</sup> siècle est celui de la famille Bourgeois, portant l'inscription suivante : *Henry Bourgeois 1507 et renou-*



*vellé par le sieur David Bourgeois Bauher et du Grand Conseil de la Ville de Neufchâstel 1694.* La partie centrale du vitrail, c'est l'armoirie Bourgeois : d'azur à la croix d'argent, aux trois coupeaux de sinople en pointe. Les initiales du possesseur, H B, sont sur l'écu, ce qui se voit souvent à cette époque. L'écu est surmonté d'un heaume d'acier, avec lambrequins blancs et bleus, et comme cimier une figure humaine sans bras, vêtue d'un justaucorps bleu. C'est là la partie du vitrail qui date de 1507 : elle porte le cachet de l'époque. L'encadrement date de 1694, presque deux siècles plus tard : c'est le « renouvellement » dont parle l'inscription ; il est formé des deux colonnes renaissance et de deux frises en haut et en bas. Celle du haut représente une chasse au sanglier, où cavaliers et piqueurs portent le costume du XVII<sup>me</sup> siècle, et celle du bas reproduit en petit les armoiries Bourgeois, accompagnées à droite et à gauche de l'inscription que nous avons indiquée. Ce vitrail est à Champagne près Grandson, propriété de M. Gustave Jequier, descendant de la famille Bourgeois ; il était autrefois dans la maison Meuron, actuellement le Foyer au passage Maximilien de Meuron. Dans un arbre généalogique de la famille Bourgeois, établi vers 1750, on remarque dans un angle la note suivante : « Il y a à la maison une vitre peinte, retirée du tirage, au nom de Henri Bourgeois. » Cette mention a pour nous un grand intérêt, car c'est, semble-t-il, le seul souvenir qui nous reste d'une coutume tombée en désuétude au cours du XVII<sup>me</sup> siècle, celle d'orner la salle des compagnies de mousquetaires de vitraux aux armes des membres de la corporation. A partir de 1600, les mousquetaires adoptent la coutume de panneaux armoriés peints sur bois, de façon, sans doute, à mettre ce genre de monument commémoratif à la portée de toutes les bourses. Le vitrail représentait une dépense beaucoup plus considérable, et il est probable qu'on ne pouvait l'imposer à chaque membre de la compagnie. D'autre part, il y a tout lieu de croire que « la vitre peinte » d'Henri Bourgeois n'était pas isolée dans la salle de tirage ; en tout cas, quelques années plus tard, Henri II de Longueville donnait à la Compagnie des Mousquetaires de Neuchâtel un vitrail à ses armes ; restauré, il se trouve maintenant au Musée, où chacun peut le voir. L'écu est écartelé 1 et 4 Orléans-Longueville, d'azur aux 3 fleurs de lis d'or, au lambel et au bâton d'argent, et 2 et 3 Gonzague-Mantoue qui étaient les armes de sa mère ; au centre de l'écu, les chevrons de Neuchâtel. Ce vitrail aura sans doute orné le stand de la Compagnie des Mousquetaires auquel il était destiné. Y avait-il là d'autres vitraux aux armes de familles neuchâteloises ? C'est





Vitrail Bourgeois.

possible, et peut-être ceux dont nous allons parler y auraient-ils momentanément figuré.

Avant de passer plus loin, rappelons encore trois beaux vitraux du XVI<sup>me</sup> siècle, celui du gouverneur Pierre Vallier, qui est au Musée national de Zurich, et deux vitraux neuchâtelois qui sont à la Collégiale de Berne ; celui de Claude d'Arberg, seigneur de Valangin, écartelé Neuchâtel-Boffremont, et celui de René de Challant, son beau-fils, où les armes de Challant sont écartelées avec celles de Claude d'Arberg et entourées du collier de l'ordre de l'Annonciade<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir *Musée neuchâtelois*, 1916, p. 39.



Mais revenons à Neuchâtel, où des vitraux plus modestes attireront notre attention.

Le plus ancien, du commencement du XVII<sup>me</sup> siècle, qui est tout seul de son espèce, est un vitrail Evard portant cette inscription : *Abraham Evarre cousturier 1602*. Au centre de cette inscription se trouve l'armoirie Evard, exactement reproduite dans l'armorial neuchâtelois de Mandrot. L'armoirie est de gueules, portant une sorte de trident de sable. La partie principale du vitrail représente une scène biblique, le sacrifice d'Abraham ; elle est traitée naïvement. Le patriarche est habillé comme les gens du peuple de l'époque, l'ange retient de la main, au risque de se blesser, la lame du coutelas qui va frapper Isaac ; on voit le bélier retenu par les cornes ; dans le fond du paysage, les collines sont surmontées de constructions au milieu desquelles on pourrait reconnaître la Croix du Calvaire. Un chapiteau triangulaire couleur brique surmonte la scène biblique, et au-dessus sont représentées deux scènes de tir, d'un côté un mousquetaire braquant son arquebuse, de l'autre un « cibarre », comme on dirait de nos jours, marquant les coups. Cette partie est la plus finement traitée ; l'auteur du vitrail semble avoir mis plus de soin à la petite scène de tir qu'au grand sujet biblique. Ce vitrail était probablement à Saint-Martin, d'où les Evard sont originaires ; de là il a modestement suivi d'autres vitraux plus en vue, dont nous parlerons plus tard. C'est ainsi qu'il est arrivé à la Borcarderie vers 1830, et il est maintenant la propriété des héritiers de M<sup>me</sup> Fréd. de Perregaux à Neuchâtel. Il lui est arrivé plus d'une mésaventure : il a été percé, contusionné, mais s'est remis de ses blessures. A Saint-Martin, ce vitrail devait-il décorer une salle de tir comme la scène du haut du vitrail semblerait l'indiquer, ou bien était-il destiné à une fenêtre de l'église ? En 1602, on n'est pas encore très éloigné de la Réformation, et cette scène biblique, illustration de l'angoisse paternelle, rappellerait-elle peut-être une grave maladie ou un accident auquel aurait échappé le fils d'Abraham Evard ; dans ce cas, ce vitrail aurait quelque analogie avec les ex-voto si nombreux dans les sanctuaires catholiques. Peut-être aussi est-ce simplement le nom d'Abraham du couturier Evard qui a donné l'idée de représenter la scène la plus connue de la vie du patriarche. En tout cas, ce vitrail devait être à l'église lorsqu'il a quitté Saint-Martin, puisqu'il a partagé le sort des autres vitraux dont parlent les notices historiques de M. Quartier-la-Tente et de M. le pasteur Cornu<sup>1</sup>, mais ni l'une, ni l'autre n'en fait mention. On a aussi fait la supposition qu'il

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, t. XVI, p. 22.





VITRAIL EVARD









venait simplement de la maison de tir de Valangin qui subsiste encore, mais nous avons quelque peine à nous la représenter ornée de verrières colorées. Ce vitrail n'est-il pas toute une révélation pour notre époque passionnée de démocratie et d'égalité ? Voilà donc un de ces modestes habitants du Val-de-Ruz, gens taillables et corvéables à merci, que le *Neuchâtel suisse* nous représente agenouillés aux pieds de Dame Guillemette de Valangin, qui, à peine cinquante ans plus tard, se paie un vitrail armorié. Et il le fait avec discrétion ; il était revêtu sans doute de quelque charge publique dans sa commune, il ne la mentionne pas, se nomme modestement « couturier », son armoirie est sans prétention. Dans tous les autres vitraux neuchâtelois du siècle, sans exception aucune, se trouvent des armoiries, invariablement surmontées du casque, puis du cimier sur le casque entouré à droite et à gauche des lambrequins rappelant les couleurs de l'écu. Ici, rien de semblable ; en 1602 déjà, c'est la simplicité républicaine : le couturier Abram Evard a une armoirie de famille, il y tient, mais il ne se pare pas des plumes du paon, car il est campagnard et paysan ; mais il est homme libre, et sa simple armoirie, sans ornement extérieur, sous la scène biblique et la scène de tir, a un cachet de dignité démocratique et de grandeur civique qui ne doit pas passer inaperçu. C'est un Neuchâtelois de bonne souche, homme libre qui tient à ses franchises et les affirme modestement.

Un autre vitrail, probablement aussi du commencement du siècle, est celui d'Elie Bugnot ; une partie de l'inscription a été brisée et perdue ; il ne reste que les deux premiers chiffres du millésime ; voici ce qui reste de l'inscription : *Elie Bugno... Recepveur d... et de Thielle... tenant en la Justi... 16...* Au-dessus de l'inscription est un écu d'azur, au globe terrestre d'or surmonté d'une croix. Le cimier de l'écu est une figure humaine en costume de pèlerin, ayant à sa ceinture le globe de l'écu. Une banderole, qui fait de nombreux plis autour du pèlerin, porte comme devise : *Nous ne sommes que pauvres et voyageurs en ce monde ;* mais ce dernier mot est remplacé, comme en un rébus, par le globe qui est à la ceinture du pèlerin. Des scènes de la vie du prophète Elie entourent le vitrail : à gauche, il est nourri par les corbeaux ; en haut, c'est son enlèvement au ciel ; à droite, un ours dévore un jeune homme aux pieds d'un vieillard ; c'est une scène de la vie d'Elisée qu'on a attribuée à Elie. Ce vitrail, d'un aspect sévère, était au château de Travers, les Bugnot étant apparentés aux Sandoz-Travers ; de là il a passé à la cure des Ponts, où il ornait le cabinet de travail du pasteur Albert de Pury,





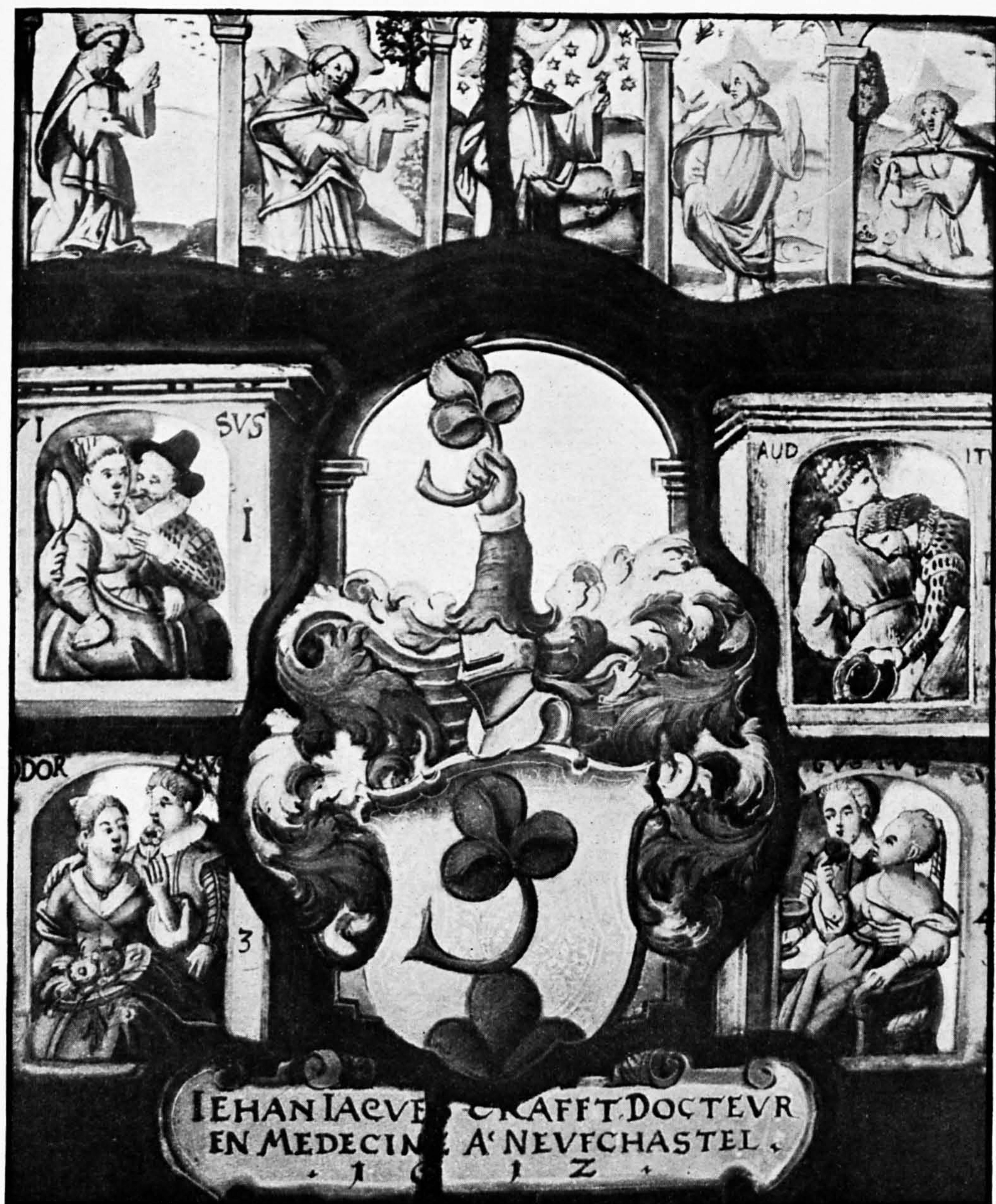
Vitrail Bugnot.

dont la mère était une de Sandoz-Travers, et maintenant il est à Vieux-Châtel chez M<sup>me</sup> Barrelet-de Pury.

Le troisième vitrail du XVII<sup>me</sup> siècle est celui du Dr Kraft. Voici l'inscription : *Jean Jaques Kraft docteur en Medecine à Neuchatel 1612*. L'écu porte d'argent à la feuille de trèfle de sinople à la tige contournée ; le casque de l'écu est surmonté comme cimier d'un bras vêtu de sinople tenant une feuille de trèfle ; à droite et à gauche, lambrequins argent et sinople. Le haut du vitrail est partagé en cinq petits panneaux égaux : dans chacun d'eux est représenté un personnage aux vêtements



MUSÉE NEUCHATELOIS



VITRAIL KRAFT









flottants, la tête entourée d'une auréole de forme étrange et de grandeur démesurée. Dans le premier panneau, ce personnage est devant des nuages ; dans le deuxième, en face d'eau et d'arbres ; dans le troisième, il a devant lui le soleil et les étoiles ; dans le quatrième, des poissons et des oiseaux ; dans le cinquième, enfin, il est devant un homme endormi, de la poitrine duquel il tire un corps de femme. Nous nous trouvons évidemment en face de scènes de la Création naïvement représentées. A droite et à gauche du vitrail, quatre autres panneaux de même grandeur illustrent l'usage de nos sens, l'explication est du reste donnée : *Visus, Auditus, Odoratus, Gustus*. La vue, c'est un docteur qui examine l'œil d'une patiente ; l'ouïe, le docteur écoute les pulsations du cœur de son malade ; l'odorat, la patiente fait sentir une fleur à son docteur, et le goût, elle lui donne un fruit à manger.

Le panneau de l'ouïe était cassé ; M. Heaton l'a fort bien réparé ; on se doute à peine que cette partie est moderne. Le Dr Kraft exerçait sa profession à Neuchâtel au commencement du XVII<sup>me</sup> siècle. Les Comptes de la bourserie de la ville de Neuchâtel portent, en 1604, les deux articles suivants : « A M<sup>r</sup> le Docteur en Medecine qu'est M<sup>r</sup> Jean Jaques Kraft, 100 livres, — pour le louage de la mayson, 60 livres. » On a retrouvé au château d'Auvernier les comptes détaillés d'une cure faite aux bains de Bons, près Avenches, par Abraham Chambrier. Au commencement de ses comptes, celui-ci écrit : « Mesné avec moy Mons. Kraft, docteur en médecine, et Françon pour mon cuisinier. » La cure a duré 22 jours : « M<sup>r</sup> le Docteur et moi avons baigné à 12 batz par jour », écrit-il encore. Les liens d'affection entre Abram Chambrier et son docteur devaient être bien étroits, et telle scène du vitrail rappelait sans doute les soins prodigués par le fidèle Esculape. Il n'est pas étonnant dès lors que ce vitrail Kraft se trouve au château de Cormondrèche, résidence actuelle de la famille Chambrier, où sont encore d'autres vitraux Chambrier dont nous allons parler.

Le plus ancien porte l'inscription suivante : *Noble Pierre Chambrier lieutenant receveur général au Comté de Neuchatel 1608*. L'écusson Chambrier est au centre, avec le cimier et les lambrequins ; au-dessus est un Amour, à droite et à gauche des figures allégoriques, la Justice et la Renommée. Ce vitrail a été cassé, des fragments se sont égarés, mais M. Heaton l'a très ingénieusement réparé en rapprochant la partie du haut de celle du bas, sans que cela défigure trop le vitrail. Il a des couleurs remarquablement douces et paraît être l'ouvrage d'un des verriers les plus habiles de cette époque.





Vitrail Chambrier.

Deux autres vitraux Chambrier datent de 1611 ; voici leurs inscriptions : *Junker Isaac Chambrier 1611* et *Ju[n]ker Abraham Chambrier 1611*. Ils se ressemblent, ont la Justice et la Prudence comme figures allégoriques ; ils ont aussi été endommagés, il a fallu les réparer ; aussi telle partie du vitrail est composée de fragments juxtaposés qui, de loin, font bon effet quant à la couleur générale, mais, de près, ne présentent plus de dessin très précis.

Le quatrième vitrail Chambrier, celui-là intact et sans aucune retou-





Vitrail Gaudot.

che, se trouve à la maison Chambrier, place des Halles. L'inscription est : *N. Pierre Chambrier, conseiller d'Etat et maire de Neufchâtel 1653*. Des figures symboliques, la Paix et la Guerre, accompagnent l'écusson ; au sommet du vitrail est une frise représentant un paysage de ville, devant lequel un chasseur tire des canards. Ce sujet indiquerait-il que ce vitrail, très finement travaillé, était destiné à une salle de mousquetaires ?

Il existe encore à Cormondèche le centre d'un vitrail Chambrier dont les accessoires, l'inscription et la date ont disparu ; comme la croi-



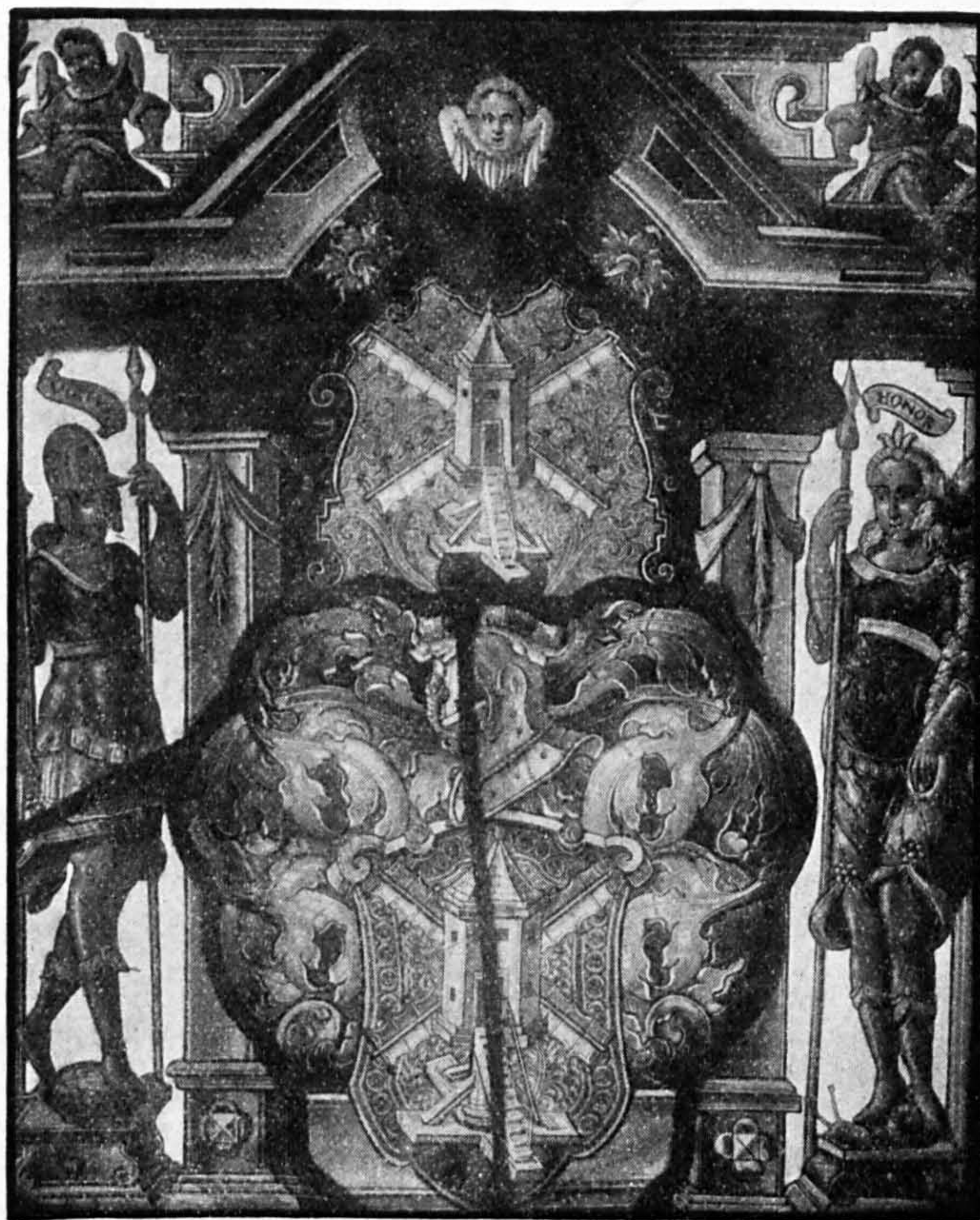
sette, surmontant d'ordinaire le chevron de sable de l'écu, manque, on pourrait penser que ce fragment est d'époque postérieure.

Un autre vitrail, datant du milieu du siècle, est celui de Maurice Tribolet. Voici l'inscription : *Maurice Tribolet maître bourgeois et secrétaire de ville à Neuchâstel en 1658*. L'écu Tribolet, de gueules à deux chevrons d'or, est surmonté du casque avec un lion comme cimier, et les lambrequins, fait unique, sont de trois couleurs, rouge, or et bleu. Les *Archives héraldiques* qui décrivent ce vitrail laissent supposer que l'azur des lambrequins est un acheminement à la transformation qui s'est opérée plus tard dans les armes de la famille Tribolet ; elle a changé la couleur gueules de ses armoiries en azur pour rappeler l'écu d'azur fleurdelysé de France qui avait davantage ses sympathies. Des figures allégoriques, probablement la Guerre et la Paix avec le rameau d'olivier, des vases de fleurs entre des colonnes et au sommet un canon braqué sur une forteresse complètent ce vitrail. Les rouges et les jaunes sont chauds et doux, les bleus et les verts intenses ; le tout forme une très belle harmonie de couleurs. Ce vitrail est chez M. le professeur de Tribolet, au Faubourg du Château.

Le vitrail Gaudot, datant de cinq années plus tard, est aussi très finement travaillé : *Samuel Gaudot cytoyen de Besanson bourgeois de Neufchâstel moderne recepveur pour Son Altesse en la Chastellanie de Thielle 1663*. Le personnage allégorique, à la gauche de l'écu, tient une sorte de longue clef dont on ne comprend pas l'usage ; celui de droite tient un livre. Un canon et une forteresse forment le sommet du vitrail ; les Gaudot étaient, paraît-il, canonniers à Besançon, leur vitrail le rappelle. Comme le précédent, devait-il décorer une salle de tir ? Il a passé par héritage de la famille Gaudot dans la famille de Perregaux qui le possède actuellement.

Un vitrail Montmollin semble être aussi de la même époque, puisqu'il est aux anciennes armes de la famille, le moulin à vent ; mais celui-ci est sur fond d'azur et non pas sur sable comme d'ordinaire. Comme ces anciennes armoiries ont été abandonnées dans le milieu du XVII<sup>me</sup> siècle et que le vitrail ne porte ni inscription ni date, on peut présumer qu'il appartient plutôt à la première moitié du siècle. Le haut du vitrail est décoré de deux Amours, les figures allégoriques de droite et de gauche sont nommées *Virtus* et *Honor*, mais, détail piquant, *Virtus* marche sur une tortue et *Honor* sur un escargot. Ce vitrail était dans la maison Marthe, à Cormondrèche ; il est maintenant chez M. Jean de Montmollin.





Vitrail Montmollin.

Là se trouve aussi un autre vitrail Chambrier, de la même grandeur, aussi sans inscription et sans date ; il a été trouvé cassé au château d'Auvernier et réparé assez maladroitement ; il fait maintenant pendant au vitrail Montmollin.

Ces vitraux ont tous à peu près la même grandeur, environ 30 centimètres de hauteur sur 20 de largeur. C'étaient les dimensions les plus usuelles dans la première partie du siècle. Il existe deux exemplaires de vitraux beaucoup plus petits, 10 centimètres sur 10. Ces vitraux ne contiennent que l'écusson avec cimier et lambrequins ; l'un aux armes Merveilleux au Pertuis du Soc, l'autre aux armes Chambrier à Cormondrèche. L'un porte cette inscription : *M. Jean Jaques Merveilleux banneret de la ville de Neuchatel 1660*. L'autre : *M. Daniel Chambrier lieutenant et du Conseil de ville de Neuchatel 1660*.

Un morceau de petit vitrail se trouve aussi dans les archives Merveilleux ; l'armoirie est inconnue : d'azur au pal d'or, au chef d'or



chargé d'une étoile d'azur. L'étoile est accompagnée de deux I, sans doute initiales du propriétaire.

Peu de vitraux chez nous portent les armoiries accolées du mari et de la femme, comme cela se voit si fréquemment ailleurs. Nous ne connaissons que quatre vitraux neuchâtelois où les armoiries des conjoints sont juxtaposées. Un vitrail Petitpierre qui décore l'église de Couvet : *Claudy Petitpierre bourgeois de Neuchatel et maire pour son Altesse aux Chaux d'Etaillières et Madeleine de Montmollin sa femme 1659*. Le peintre Bachelin, qui a fait une notice sur ce vitrail dans le *Musée neuchâtelois* de 1881, trouve, avec raison, qu'il n'a pas l'originalité et l'abondance de certaines compositions du même genre. La figure qui tient la balance doit vraisemblablement représenter la Justice, l'autre figure est indécelable.

A Constantine, au Vully vaudois, se trouvent deux vitraux Pury d'un travail fin et soigné. Voici les inscriptions : *Jehan Pury notaire bourgeois de Neuchatel maire pour son Altesse en la justice de Boudrevilliers cy-devant Recepveur des 4 Meyries âgé de 83 ans et Madeleine Girard sa femme 1680*. L'autre : *M. Jehan Jaques Pury l'ainé Boursier secrétaire de ville et du conseil étroit de la ville de Neuchatel et Dame Sara de Thielle sa femme 1687*. Les deux premiers écus Pury allié Girard sont surmontés d'un seul casque dont le cimier est le singe enchaîné de l'armoirie Pury ; la figure allégorique de gauche tient une grande clef, celle de droite un livre ; les colonnes qui ferment le vitrail sont surmontées de coupes remplies de fruits très finement dessinés. Sur l'autre vitrail Pury allié de Thielle, chaque écu a son casque, le premier surmonté du singe, le second d'un vol d'azur ; il n'y a point de figure allégorique, mais dans le haut du vitrail sont deux paysages maritimes : dans l'un navigue une jolie embarcation à voile déployée, sur l'autre un canon est braqué sur le rivage. Les Pury possédaient alors le château de Constantine, et c'est ainsi que ces vitraux se trouvent dans l'église du village.

Nous rappellerons aussi le vitrail Merveilleux allié Wurstenberger, qui est actuellement dans cette dernière famille à Berne ; il est sans doute d'origine allemande, mais puisqu'il s'agit d'un Merveilleux, nous pouvons le revendiquer comme vitrail neuchâtelois.

Nous approchons maintenant de la fin du siècle, les vitraux vont s'agrandissant comme nous le verrons dans les exemplaires dont il nous reste à parler.

La monographie du village de Saint-Martin, dont M. Quartier-la-



Tente est l'auteur, ainsi que l'*Essai historique* du pasteur Cornu, déplorent l'un et l'autre que la commune se soit dessaisie des vitraux qui faisaient l'ornement de l'église. Heureusement que ces vitraux se retrouvent tous ; pas un ne s'est cassé ou perdu. On comprend qu'à Saint-Martin on dut les regretter, car quatre d'entre eux se faisaient un superbe vis-à-vis et leur ensemble devait être très décoratif. Assez grands, 54 centimètres de haut sur 40 de large, aux teintes vives, ils devaient certainement égayer le sombre édifice, lorsque les rayons du soleil passaient au travers de leurs brillantes couleurs. Ces vitraux sont tous les quatre de la même facture, la disposition des quatre est exactement la même. Voici leurs inscriptions :

*François Pierre d'Affry gouverneur et lieutenant général de la souveraineté de Neuchâtel et Vallangin conseiller d'Etat de la ville et canton de Fribourg 1685.*

*Georges de Montmollin conseiller d'Etat et chancelier de S. A. S. Monseigneur le duc de Longueville en la souveraineté de Neufchâtel et Vallengin 1685.*

*Henri Tribolet Hardy conseiller d'Etat et mayre de la ville de Neuchâtel pour son Altesse seren<sup>e</sup> de Longueville 1685.*

*Abram Chambrier conseiller d'Etat et maire de Vallengin pour son Altesse serenissime de Longueville 1685.*

Les quatre écus sont traités de même, entourés d'un cartouche, surmontés d'un casque ; celui du gouverneur est couronné ; les cimiers sont ceux de chaque famille, les supports sont partout des lions d'or, sauf à Montmollin où ce sont deux sauvages. A droite et à gauche se dressent des colonnes aux couleurs assez vives, reposant sur un socle carré orné différemment ; au sommet des colonnes se trouvent des figures allégoriques toutes différentes portant leurs emblèmes : Pour d'Affry, *Clementia* avec une épée et la branche d'olivier, et *Munificentia* portant dans un nid une « pieta », c'est-à-dire un oiseau nourrissant ses petits de son sang ; pour Montmollin, une *Justicia* aux yeux bandés avec une épée et une balance, et *Prudentia* avec miroir et serpent ; pour Tribolet, *Temperentia* tenant une cruche se vidant à fil, et *Fortitudo* supportant une lourde colonne ; pour Chambrier, enfin, *Fides* tient un livre et *Spes* une ancre. Comment ces quatre vitraux se trouvaient-ils à l'église de Saint-Martin ? Voici la réponse à cette question. On lit dans les *Manuels du Conseil d'Etat de Neuchâtel* en date du 6 août 1684, donc un an avant la date des vitraux :



Sur la requête des gouverneurs et communiers de la communauté de Chezard et Saint-Martin, à ce qu'il plaise à la Seigneurie leur faire l'honneur de leur donner un écusson des Armes de son Altesse serenissime pour mettre aux vitres de leur Eglise qu'ils ont fait ragrandir, il a esté dit qu'on leur en donnera un semblable à celui qu'on a mis à l'Eglise de Savagnier.

On a dû, en effet, donner des vitraux à l'église de Savagnier, preuve en est la note suivante :

Il a été permis à ceux de Savagnier de faire une fenestre à leur nouveau temple et y mettre les armes et écusson de Son Altesse, et que le sieur Chambrier, procureur général, mettra en exécution. — Du 18 avril 1653<sup>1</sup>.

Les vitraux de Savagnier ont complètement disparu; quant à ceux de Saint-Martin, nous pouvons supposer que le souverain étant alors l'abbé d'Orléans, atteint de maladie mentale, on a remplacé son écusson par ceux du gouverneur, du chancelier, du maire de Neuchâtel et du maire de Valangin. C'est un petit acheminement vers l'idée républicaine ; les armes du souverain sont remplacées par celles des membres du gouvernement. La communauté de Chézard-Saint-Martin paraît s'en être contentée et elle les conserva en un majestueux accord jusqu'en 1830 où, contre finance, elle les laissa partir.

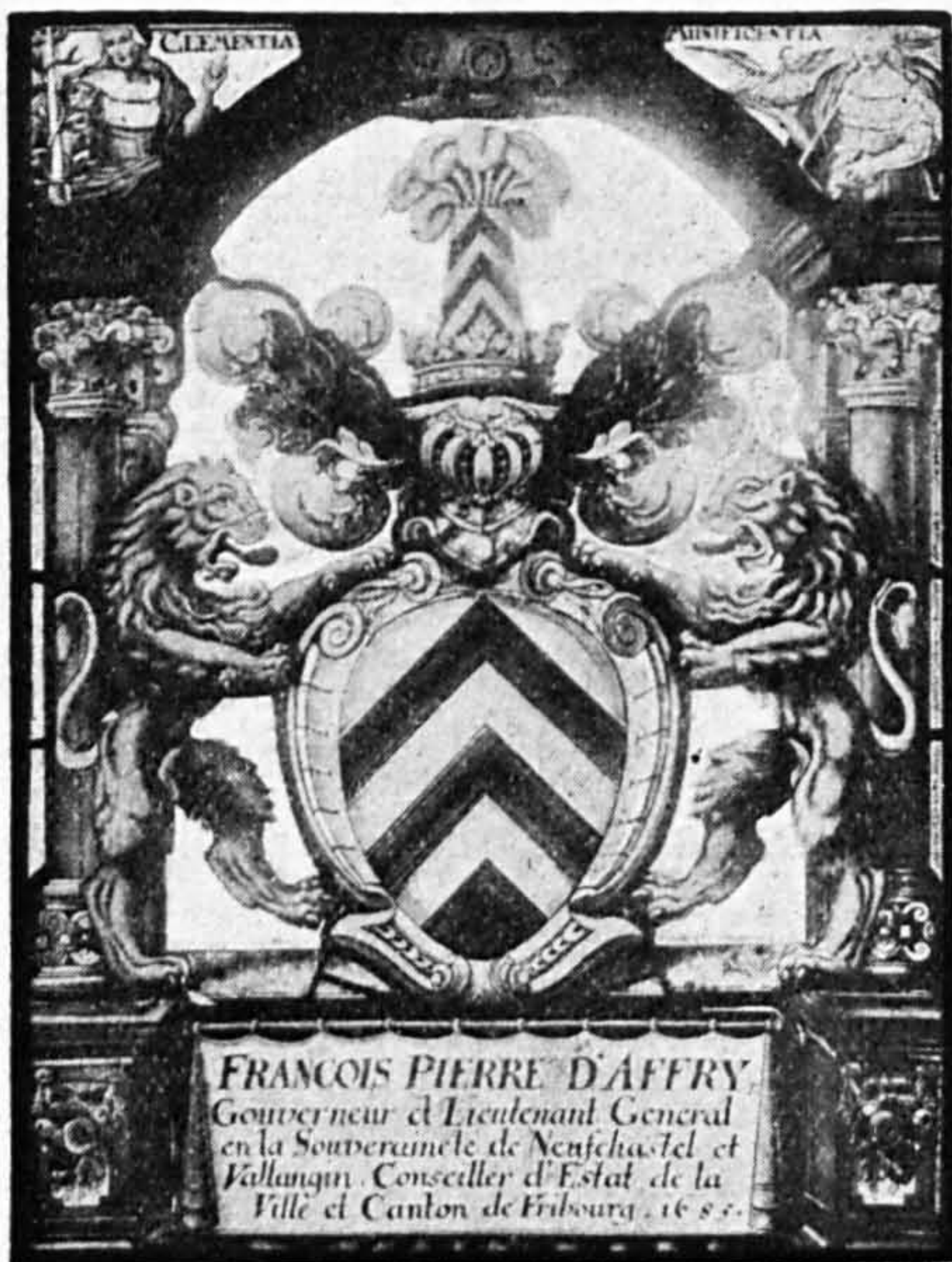
Les vitraux d'Affry et Montmollin sont aujourd'hui à la Borcarderie, le vitrail Tribolet au Faubourg du Château et le vitrail Chambrier à la place des Halles ; malheureusement ce dernier a été encadré d'un verre rouge et jaune qui le dépare d'une manière fâcheuse.

M. le pasteur Cornu a trouvé à Saint-Martin un fragment de vitrail aux armes de la famille Brun et l'a donné au Musée ; il ne reste que l'écu, le casque et le cartouche entourant l'écu. Ces débris rappellent d'une manière frappante les quatre vitraux dont nous venons de parler ; ils doivent être en tout cas l'ouvrage du même verrier. Dans son *Essai historique*, M. le pasteur Cornu se félicite de ce que le vitrail de la Bourgeoisie de Valangin soit au moins resté à Saint-Martin. Hélas ! lui aussi a déserté son poste et fait bonne figure maintenant au Musée de Neuchâtel, qui, m'a-t-on assuré, en a redonné une copie à l'église de Saint-Martin.

Cette église possédait encore un vitrail de Boyve, d'où il aurait passé à l'église de Cernier ; il porte l'inscription suivante : *Jonas Boyve pasteur de l'Eglise de Saint-Martin et doyen de la vénérable classe de Neu-*

<sup>1</sup> Manuel du Conseil d'Etat, vol. 15, p. 86.





Vitrail du gouverneur.



Vitrail du chancelier.



Vitrail du maire de Neuchâtel.



Vitrail du maire de Valangin.





*chatel et Valangin 1691*. Les armes de la famille de Boyve sont soutenues de chaque côté par un personnage en costume de sacrificateur, un encensoir à la main. Ce vitrail est traité en grisaille et se trouve actuellement à Nîmes au midi de la France, où réside le chef de la famille de Boyve <sup>1</sup>.

L'église de Fontaines a aussi possédé deux vitraux aux armes Tribolet et Montmollin ; ils sont de même grandeur et du même genre que ceux de Saint-Martin, mais moins finement décorés. Ce sont les mêmes inscriptions, seulement datées non de 1685, mais de 1688. Ces vitraux ont été endommagés, et, lors d'une maladroite réparation, les deux inscriptions ont été interverties et les deux casques ornés de disgracieuses plumes rouges, bleues et violettes. En 1913, lors de la réparation de l'église de Fontaines, l'un de ces vitraux fut acheté par le professeur de Tribolet, et l'autre par le colonel Georges de Montmollin.

Les *Archives héraldiques* de l'an 1888 parlent d'un vitrail de la commune de Cressier qui se trouve au Musée de Fribourg. Le champ supérieur de l'écu est formé des armes de Neuchâtel, comme aux armoiries de Boudry et du Landeron ; le champ inférieur est d'azur à un C d'argent. La vierge avec l'enfant est au-dessus de l'écu, Saint-Sébastien et Saint-Martin à droite et à gauche, au bas l'inscription : *La Commune de Cressier en la Comté de Neuchatel en 1674*.

J'ai encore à mentionner le vitrail de Jaques-François de Neufchatel, baron de Gorgier et de Travers, 1670. Le *Musée* de 1900, page 75, en donne le dessin et la description ; il est actuellement au château d'Oberhofen, sur le lac de Thoune.

Voilà bien près d'une trentaine de vitraux dont nous avons pu faire la recension. Peut-être en existe-t-il d'autres, comme ce fragment de vitrail au dessin informe daté de 1430, et ces fragments d'un vitrail Rognon daté de 1689 qui existaient à Cernier et dont parle M. le pasteur Châtelain dans le *Musée neuchâtelois* de 1881.

Et maintenant la grande question. Quels sont les peintres verriers qui sont les auteurs de ces vitraux ? Ces vitraux ont-ils été faits chez nous ou à l'étranger ? On dit communément qu'il n'existait point de verriers à Neuchâtel. Cependant M. le Dr Lehmann nomme des verriers neuchâtelois ; au XVI<sup>me</sup> siècle, il n'y en avait pas moins de six à Neuchâtel : Jacob Wildermut, un certain Loys, Jaques Massonde et Guillaume Pury ; on nomme aussi les maîtres Pierre et Jean Vefve. Dans ce temps-là, qui faisait du verre le colorait aussi, inhabilement

<sup>1</sup> Voir *Musée neuchâtelois*, 1881, p. 244.



peut-être, mais parfois avec une maîtrise magnifique. Le vitrier et le verrier étaient alors un seul et même personnage. Il y avait donc chez nous assez d'artistes pour confectionner la trentaine de vitraux dont nous avons parlé, plus tous les autres qui ont disparu. Il faudrait faire une étude approfondie et comparer nos quelques vitraux neuchâtelois avec ceux de nos voisins bernois et fribourgeois ; ces derniers surtout en possèdent dans leur Musée une collection superbe. Je n'ai pu constater sur aucun de nos vitraux une signature d'auteur, sauf sur le fragment du vitrail Merveilleux ; et c'est le seul, avec celui de la Commune d'Auvernier, dont l'inscription soit en lettres gothiques, toutes les autres étant en lettres latines. Cela suffirait-il pour attribuer à ces deux seuls vitraux une origine suisse allemande, tandis que tous les autres auraient été faits chez nous ? Il semble parfois aussi qu'ils ont été fabriqués comme par fournées ; quand ils portent la même date, ils se ressemblent d'une manière frappante. Les quatre de Saint-Martin de 1685, et les deux de Fontaines de 1688, de même que les deux petits Merveilleux et Chambrier de 1660 nous le prouvent ; ils paraissent même avoir été réparés en fabrique, comme les deux de Fontaines, que la même main malhabile a retouchés. Dans ces temps-là, où les communications n'étaient ni faciles, ni fréquentes, ne peut-on pas supposer que la plus grande partie de nos vitraux neuchâtelois a été travaillée chez nous, puisqu'il n'y avait pas moins de six maîtres verriers à Neuchâtel ? Je ne prétends pas trancher la question, mais je pencherais plutôt pour cette solution.

Je remarquerai encore qu'il n'existe aucun vitrail portant le millésime du XVIII<sup>me</sup> siècle ; ce siècle a complètement perdu le goût de ce genre d'ornementation, c'est le siècle où on permettait aux gamins de jeter des pierres aux vitraux. Ce qui alors paraît avoir eu la vogue, ce sont les verres incolores ; on les gravait avec beaucoup de dextérité, et notre Musée en possède un certain nombre d'exemplaires. Le vitrail de Boyve, traité en grisaille, qui est le dernier du siècle précédent, de 1692, ferait la transition entre ces deux genres.

Au commencement du XIX<sup>me</sup> siècle, il existait encore de fort beaux vitraux dans l'église de Boudry ; en 1842, ils furent offerts au roi Frédéric-Guillaume IV lors de sa visite dans la Principauté. Mais le roi ne les accepta pas, disant avec beaucoup d'à propos que des objets de ce genre devaient rester là où ils étaient. Que ne les a-t-il acceptés ! Ils existeraient encore ; tandis que, relégués dans les combles de l'hôtel de ville de Boudry, ils n'ont pas tardé à se briser, et les enfants allaient



en piller les fragments. Ce sont les *Archives héraldiques* qui nous racontent cela.

Peu à peu cependant, l'intérêt pour le vitrail colorié apparaît de nouveau ; je n'en connais qu'un datant du commencement du XIX<sup>me</sup> siècle, c'est un vitrail Pourtalès évidemment copié des vitraux de l'église de Saint-Martin. Nous arrivons vers 1860, c'est la restauration de la Collégiale, dont les vitraux ont donné lieu à bien des critiques. Quelques particuliers, avec plus ou moins de goût, ornent leurs demeures de vitraux ; notre peu esthétique Temple du Bas s'en est même accordé. A la fin du siècle apparaît le verrier distingué M. Heaton ; il a remis cet art en honneur. Bien des églises ont été dotées de vitraux presque dignes de ceux d'autrefois ; et tandis que les vitraux modernes se multiplient, M. L<sup>s</sup> Reutter, grand amateur de choses antiques, a parcouru le pays à la recherche de vieux vitraux qui seraient restés ignorés ; sa recherche a été vaine ; mais je tiens à lui témoigner ici toute ma reconnaissance.

Nous sommes au XX<sup>me</sup> siècle. Ils ne datent que de trois siècles les vitraux qui nous ont occupés ; c'est peu, comparé au nombre de siècles qui ont passé sur les vestiges de l'époque romaine, aux quarante siècles des palafittes trouvés à la Tène ou ailleurs, aux milliers de siècles accumulés sur les ossements de la Grotte de Cotencher qui occupent actuellement l'attention ; et cependant ces trois siècles ont suffi amplement pour faire disparaître quantité d'objets, même de nature moins fragile que des vitraux. Chez un particulier, un vitrail ne résiste guère à un déménagement. Que de soins exige le transport d'un meuble aussi délicat ! Les vitraux pouvaient être nombreux dans beaucoup de familles de notre pays à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle, mais en face de l'indifférence générale ils ont disparu peu à peu. Plusieurs n'apprécient pas leurs teintes irisées et encore moins la pénombre qu'ils projettent dans les appartements ; les hygiénistes leur font la guerre, car le châssis qui porte un vitrail doit être stable, l'ébranlement d'une fenêtre qui s'ouvre et se referme leur est fatal ; mais ce n'est pas une raison pour les mépriser. Encore une fois, si vous connaissez un vitrail antique, entourez-le de grandes précautions, car, dit Corneille,

... comme il a l'éclat du verre,  
Il en a la fragilité.

Pierre de MONTMOLLIN.



982' 225 - 4

## POTIERS D'ÉTAIN NEUCHATELOIS

---

Sous le titre général *Nos industries neuchâteloises*, le *Musée neuchâtelois* a publié un travail du regretté Alfred Godet sur les potiers d'étain neuchâtelois.

Les notes suivantes n'ont pour but que de compléter, autant que possible, la liste de ces artisans et de faire connaître, par des relevés pris sur les étains mêmes, les marques ou poinçons dont ils faisaient usage ou qui leur étaient imposés. Quelques reproductions photographiques de brocs à vin, de plats, d'assiettes et d'autres pièces que celles qui sont conservées au Musée historique et au Musée des mousquetaires, permettront de mieux apprécier la diversité des œuvres qui nous sont restées.

Il eût été utile et intéressant de donner ici les statuts et règlements spéciaux de la Corporation des potiers d'étain neuchâtelois : ni les Archives cantonales, ni les Archives communales, ni la Bibliothèque de la ville ne possèdent pareils documents.

Nous savons, par contre, que certains de nos orfèvres ajoutaient à leur art celui de potier d'étain. Or les orfèvres faisant partie de la Corporation des favres, maçons et chapuis, il est à présumer que les mêmes règlements régissaient, à peu de choses près, ces deux corps de métier.

Les archives de la Corporation des favres, maçons et chapuis, d'après les renseignements qu'a bien voulu me donner M. Philippe Godet, son avoyer actuel, ne contiennent aucun règlement concernant les potiers d'étain : seul un arrêt daté du 6 janvier 1686 enjoint au potier d'étain Gallot de faire son « chef-d'œuvre », et une instruction de 1734 relative aux diverses professions de la Compagnie des favres, maçons et chapuis prescrit, à l'article 8, que les potiers d'étain auront un titre pour *le fin, le commun et le plus bas*.

Le *Registre des serments de la ville de Neuchâtel*<sup>1</sup> donne le serment prêté par les potiers d'étain, dont voici la teneur :

Vous jurez et promettez par la foy que vous avez en Dieu, notre souverain Créateur, par le devoir et par le serment que vous avez à Son Altesse notre auguste Souverain et à Messieurs les Quatre Ministraux, de travailler

<sup>1</sup> P. 157, 158.



et de faire l'ouvrage qui vous sera commis dépendant de votre profession, nettement, fidèlement et sans aucun abus. Vous rendrez et tiendrez bien compte de la matière qui vous sera confiée dans la même qualité et au même poids.

Vous vous servirez de justes poids et balances, tels que dans cette ville il doit être pratiqué et sans aucun abus.

Dans l'ouvrage d'étain fin que vous ferez ou que vous vendrez, vous prendrez garde qu'il soit pur, sans alliage, ni aucun autre mélange frauduleux, et pour ce qui concerne l'ouvrage d'étain commun, il devra être au même titre qu'il est établi dans les Louables Cantons de Berne, Soleure et Fribourg, nos voisins et alliés, en vous réglant en particulier sur le titre de Berne, et si vous ajoutiez quelque différence, vous devez en rendre le dit étain commun sous un titre plus fin plutôt que moindre.

Vous serez obligé de marquer toutes les pièces de votre ouvrage de la marque ordinaire de la Ville outre la vôtre particulière, en distinguant la marque de l'étain fin avec l'ordinaire, pour en pouvoir rendre raison au besoin. Si vous êtes requis, vous jurez en outre de ne jamais échanger, acheter ni recevoir aucune matière d'étain, soit en lingots, vaisselle rompue ou entière, d'enfans, de famille, de valets et servantes ou de personnes inconnues, en qui vous pourrez reconnaître quelques soupçons de distraction illégitime ou de larcin ; et si, en particulier, vous aperceviez dans les dites pièces qui pourroyent vous être aportées les armes et la marque d'autrui à vous connues, vous les révélez incontinent aux maîtres ou aux chefs de familles à qui ces armes et marques appartiennent.

Tous lesquels points et articles cy-dessus vous jurez d'observer inviolablement et sans aucune réserve, ainsy que vous souhaitez que Dieu vous soit en aide à la fin de vos jours.

Les *Arrêts des favres, maçons et chapuis*<sup>1</sup> donnent, le 26 novembre 1743, le prononcé suivant :

Il a été statué que désormais on établira deux jurés pour connaître des titres de l'étain qui se vend dans cette ville par des étrangers et qui trompent souvent le public. Sur quoi les sieurs justiciers Watel et François Perrin se sont offerts pour cela, et il a été dit qu'on priera Messieurs les Quatre Ministraux de faire faire à chacun un poinçon avec la date.

Les mêmes *Arrêts* mentionnent les deux décisions suivantes :

La première, datée du 21 juin 1734, ordonne « que pour la sûreté publique, les potiers d'étain ayent un titre pour le fin, le commun et le plus bas et qu'il soit établi un Juré de cette profession ».

La seconde établit « que les mesures en étain, grandes et petites, se vendent à 6 kreuzer la pièce ».

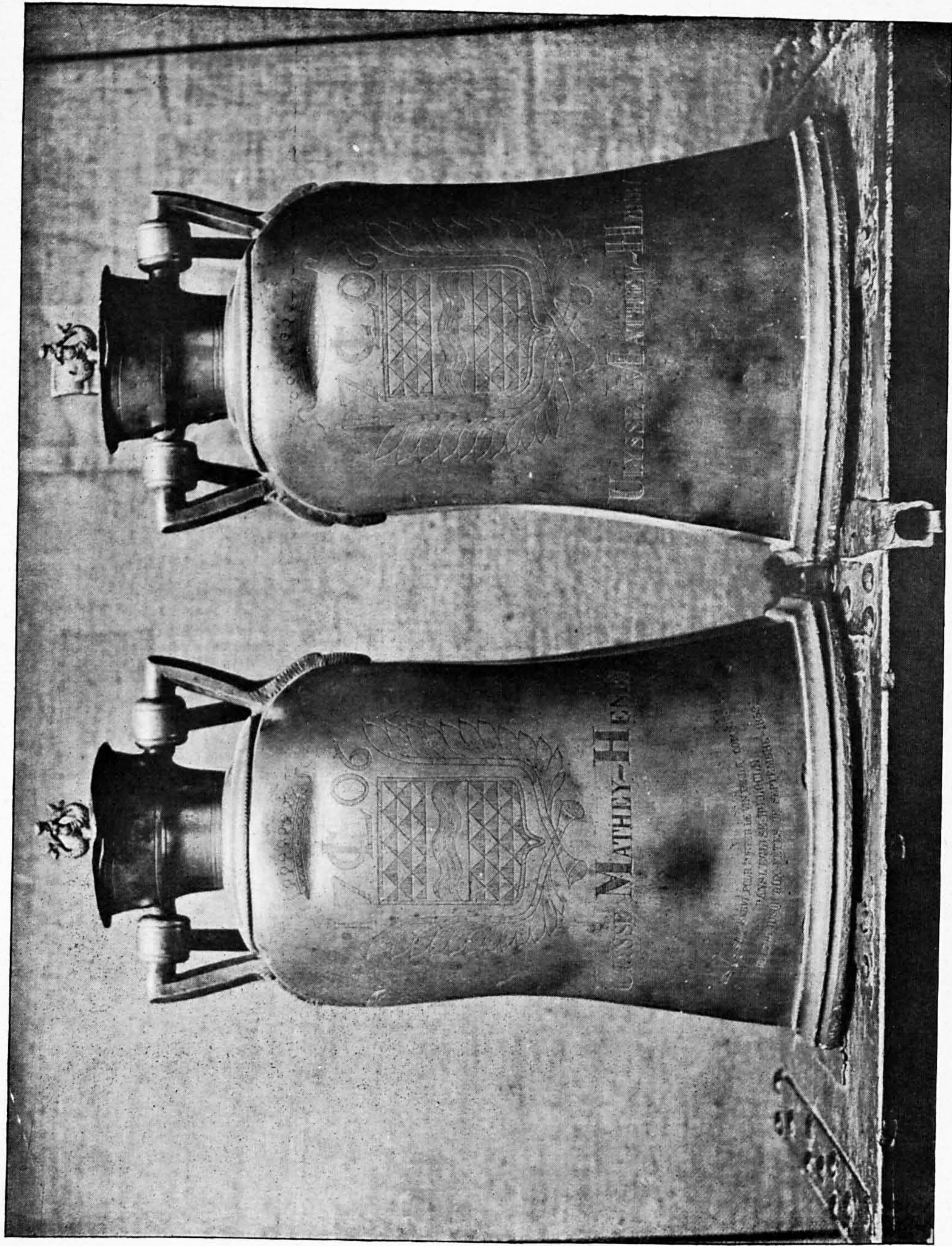
<sup>1</sup> T. I, p. 387.





Deux pots avec écussons dorés incrustés dans l'étain,  
aux armes du Landeron (1721).





Cimaises aux armes de la ville du Locle, servant à contenir le vin de communion,  
employées de 1706 à 1859, avec la marque du potier d'étain Châtelain.





Les diverses pièces d'étain livrées au commerce ne pouvaient donc être vendues qu'après avoir été contrôlées par le ou les maîtres jurés, ceux-ci ayant le pouvoir nécessaire pour en indiquer l'alliage.

Comme corollaire, voici, d'après le *Manuel du conseil de la ville de Neuchâtel*, le serment que devaient prêter les orfèvres, potiers d'étain et serruriers <sup>1</sup> :

*Serment des orfèvres, potiers d'étain et serruriers  
du 17 janvier 1707.*

M<sup>rs</sup> les Quatre Ministraux ayant remarqué qu'il serait nécessaire pour la bonne police d'éclaircir et amplifier le serment des orfèvres, des potiers d'étin, des serruriers et autres qui travaillent les métaux,

Il a été dit que, pour le 4<sup>me</sup> article du serment des potiers d'étin, on se tiendra désormais pour ce qui concerne l'étin commun au seul titre de Berne, sans y plus faire mention de celui des villes de Fribourg et de Soleure, que pour cet effet M<sup>rs</sup> les Quatre Ministraux feront venir de Berne de l'étin commun au titre de la ville et que l'on donnera aux maîtres potiers d'étin pour échantillons afin de s'y conformer.

A l'égard du serment des serruriers, le premier article est conforme en tout son contenu ; et le quatrième article doit estre, que les maîtres serruriers ne peuvent ni ne devront confier leurs clefs, passepartout ni leurs crochets à leurs apprentifs, ni même à aucun compagnon ou maître garçon, ni ne leur permettront pas de rien faire de ce qui est contenu au premier article, à moins qu'ils n'ayent reçu le dit serment :

Que tous ceux qui travaillent le métal de quelque espèce que ce soit, seront obligés de prêter serment conformément au quatrième article de celui des orfèvres, au sixième article de celui des potiers d'étin et au second article de celui des serruriers, le tout suivant ce qui sera par M<sup>rs</sup> les Quatre Ministraux réglé et rédigé par écrit sur le livre des sermens.

Le poinçon de la ville de Neuchâtel que l'on trouve très souvent à côté des marques ou poinçons particuliers des divers potiers servait de contrôle et indiquait que l'objet avait été travaillé à Neuchâtel.

Le notaire Nicolas Huguenaud nous a conservé les textes de deux contrats d'apprentissage <sup>2</sup>.

Le premier, du 4 janvier 1677, entre « honneste François, ffeu le sieur François de Diesse, de Mostier au Vautravers, assisté d'honorable et prudent sieur Abraham Bullo, maistre bourgeois [et] Pierre Villeneuve, de Maraine en Xaintonges <sup>3</sup>, maistre postier d'estin, habi-

<sup>1</sup> Vol. X, p. 65.

<sup>2</sup> Nicolas Huguenaud, septième minotaire.

<sup>3</sup> Marennas (Charente-inférieure).



tant en la dite ville de Neufchâstel, ... pour le temps et terme de trois années consécutives qui commencent au quinzième jour du mois... ».

Le second contrat, du 26 août 1680, est passé entre David Wattel, bourgeois de Neuchâtel et justicier, et Pierre Villeneuve, maître potier d'étain, relatif à l'apprentissage de Jaques Wattel pour la durée de trois années consécutives commençant le 1<sup>er</sup> septembre 1680.

Jaques Dupasquier, notaire, donne également les clauses d'un contrat passé par Pierre Villeneuve, domicilié à Faoug, qui prend comme apprenti, pour le terme de quatre ans, Henry-François Duperron<sup>1</sup>.

Un autre contrat d'apprentissage plus ancien est celui qui fut passé entre Jean Pury, potier d'étain, et Bendith Wagner, de Berne, pour le terme de trois ans, aux conditions de 60 écus de 25 batz et une pistole d'étrennes<sup>2</sup>.

L'apprenti potier qui entendait passer maître devait faire ce qu'on appelait un « chef-d'œuvre » : l'apprenti « potier rond » fabriquait un pot dont le corps était d'une pièce ; l'apprenti « maître de forge » fabriquait d'une rouelle une jatte et un plat martelés ; le « menuisier » fabriquait une écritoire.

Les fils de maîtres étaient exemptés de tous droits et n'étaient pas tenus à l'apprentissage, non plus qu'au chef-d'œuvre ; il leur suffisait de travailler pendant trois ans chez leur père ou sous quelque autre membre de la communauté.

Les veuves pouvaient faire travailler ou tenir boutique aussi longtemps qu'elles étaient en veuvage.

Tout potier d'étain était tenu d'avoir son poinçon ou ses marques particulières qui devaient être empreintes sur les tables ou rouelles d'étain de la communauté.

Chaque maître devait avoir deux marques, l'une grande et l'autre petite, la grande contenant son nom de famille et son nom de baptême en toutes lettres, la petite ne contenant que les deux initiales du nom et du prénom.

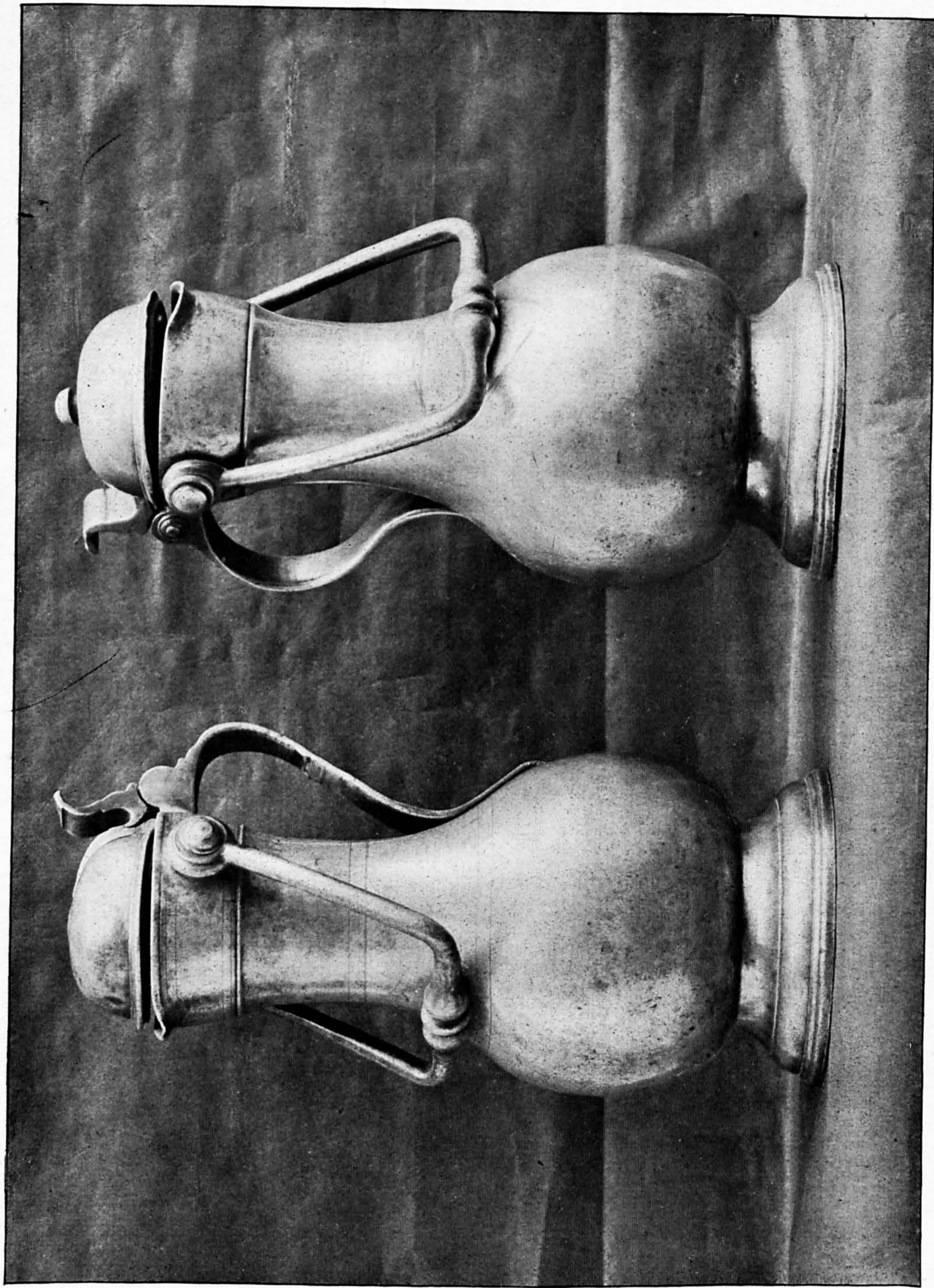
Nous pouvons conclure, en examinant les poinçons de nos divers potiers, que ceux-ci étaient probablement astreints aux mêmes us et coutumes.

Les ouvrages d'étain, d'antimoine, d'étain plané et d'étain sonnante avaient leurs marques particulières.

<sup>1</sup> Du 8 février 1673. J. Du Pasquier, not., quatorzième minutaire.

<sup>2</sup> Du 4 mai 1647. *Ibid.*





Channes avec anse rigide servant à contenir le vin de communion.  
Marque du potier d'étain J. F. P. (probablement un Perrin). XVIII<sup>me</sup> siècle. Paroisse nationale, Saint-Blaise.



Il était permis aux maîtres potiers de faire toutes sortes d'ouvrages de bon et fin étain sonnante allié de fin cuivre et d'en fabriquer d'autres avec de bon étain commun ; celui-ci était allié de telle sorte qu'il pût venir à la soudure de l'essai avec la blancheur requise.

Défense était faite aux potiers d'enjoliver leurs ouvrages avec l'or et l'argent s'ils n'étaient destinés à l'usage de l'Eglise.

Les maîtres potiers ne pouvaient travailler du marteau avant cinq heures du matin et il leur était expressément défendu de vendre du vieux pour du neuf.

La communauté était composée de quatre maîtres jurés et gardes préposés pour tenir la main à l'observation des statuts et ordonnances et vaquer aux affaires qui la regardaient.

Dans les premières années du moyen âge, quoique le métier de potier d'étain fût déjà connu depuis le XIII<sup>me</sup> siècle, époque de la découverte des mines de ce métal dans l'Erzgebirge, on ne se servait guère pour les usages domestiques que de vaisselle de bois ou de poterie grossière.

Ce ne fut que plus tard que l'on confectionna des objets cultuels en étain, remplaçant ceux d'argent et de vermeil, trop coûteux, puis avec le progrès que fit la technique, l'on en vint peu à peu à se servir des métaux et particulièrement de l'étain pour les usages domestiques.

Matière malléable et peu coûteuse, l'étain servit d'abord de vaisselle aux pauvres gens, puis sa qualité plastique le fit appliquer aux usages artistiques et l'on vit naître la gravure sur étain. Les bourgeois, qui ne pouvaient s'offrir de vaisselle plate, se firent un luxe de leurs assiettes et de leurs brocs historiés, et bientôt cette matière molle s'arrondit en ronde bosse.

Chaque famille neuchâteloise avait, pour son usage particulier, ses pots à vin ou channes, ses plats, assiettes, soupières et gobelets en étain, poinçonnés pour la plupart aux armes de la ville à côté des marques particulières des potiers d'étain.

Au commencement du XV<sup>me</sup> siècle, la ville de Neuchâtel possédait un certain nombre de « cimarres », qu'elle fit réparer en 1424. Cette année-là, on lit dans les *Comptes de la Bourserie*<sup>1</sup> :

Item a maistre Sanczon pour refaire les cimarres,                    iiij solz et demi.

<sup>1</sup> Vol. I, fol. 126.



Nous voyons, par un inventaire de mobilier dressé en 1552<sup>1</sup>, que l'Hôpital de Neuchâtel possédait huit plats en étain moyen de la marque de l'Hôpital, des écuelles à oreilles, des grellets, des cimaises ou cimarres, des pots, etc.<sup>2</sup>.

L'inventaire du château de Valangin, dressé en 1556, mentionne aussi les plats d'étain, petits et grands, les brocs et pots, les salières et gobelets, moutardiers et écuelles de même métal qui faisaient partie de son mobilier.

Le Dr Châtelain nous a fait connaître en quoi consistait la batterie de cuisine en étain d'un vieux Neuchâtelois d'il y a plus de deux siècles (1701), en nous donnant l'inventaire de celle du justicier Vouga, à Cortaillod, et en énumérant les nombreux objets qui la composaient<sup>3</sup>.

Un extrait du journal d'Abraham-Louis Sandol, justicier et lieutenant civil, né en 1712, donne quelques indications sur les potiers d'étain et les transactions du public avec ces artisans<sup>4</sup>.

Nous avons fait marché avec le Justicier Wattel, potier, pour changer de l'étain ; il demande 2 batz par livre pour le fin et cinq batz pour le commun ; nous lui en avons fourni 9 livres de commun et 18 livres de fin, et nous en avons eu 39 livres de neuf.

Les pots ou brocs à vin, les plats et assiettes se donnaient comme prix de tir ; ils étaient toujours estampés à côté du poinçon de la ville et de celui du potier d'étain, d'un ou deux mousquets entrecroisés comme signe indiquant leur qualité.

Lors de son tir du 26 juillet 1729, la Compagnie des grenadiers de Neuchâtel reçut du Conseil des Quatre la somme de 48 livres tournois pour être tirée en un prix, lequel, après que chaque compagnon eut donné pour son « topel » ou contribution de membre, se monta à la somme de 80 livres 10 batz, qui furent tirés en étain fin.

L'année suivante, il fut décidé, en vue du tir du 25 juillet 1730, que chaque compagnon donnerait six piécettes pour son « topel » ; MM. les Quatre firent un don de 45 livres, ce qui permit, avec les dons et les intérêts de deux cédules, d'acheter 112 pièces d'étain fin<sup>5</sup>.

Mentionnons aussi le marché entre François-Emmanuel Duvoisin, bourgeois de Grandson, boursier de la noble compagnie des mousque-

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1884, p. 233.

<sup>2</sup> *Id.*, 1889, p. 78.

<sup>3</sup> *Id.*, 1898, p. 169.

<sup>4</sup> *Id.*, 1872, p. 142.

<sup>5</sup> *Id.*, 1886, p. 57.



taires du dit lieu, d'une part, et Pierre Villeneuve, maître potier d'étain, habitant Neuchâtel, pour le prix de feu et tir de la compagnie précitée <sup>1</sup>.

Les objets d'étain se donnaient non seulement comme prix de tir, mais servaient aussi comme cadeaux à des corporations ou à de simples particuliers.

En 1684, la Compagnie des mousquetaires reçut d'Henri Chambrier un bidon à vin, muni d'une courroie et décoré des armes gravées des membres qui en faisaient partie avec, au centre, les armes de la famille de Chambrier et une inscription commémorant ce don.

Un autre pot à vin fut donné à la même compagnie par Hugues de Montmollin ; il porte de même une longue inscription.

Un plat fut offert par Frédéric Osterwald, élu banneret de Neuchâtel le 24 avril 1762, à une compagnie de grenadiers <sup>2</sup>.

A l'exposition de la fête de la Société d'histoire, à Môtiers-Travers, figurait un plat en étain, portant cette inscription :

Donné par Jean-Jaques Rousseau 1764 à l'abbaye des Tireurs de Môtiers <sup>3</sup>.

En 1764 aussi, Jean-Jaques Rousseau offrit un plat d'étain à un habitant de La Brévine.

Un autre plat d'étain, aux armes de la famille Gaudot, fut donné en 1776 à l'abbaye de Couvet ; il porte l'inscription suivante <sup>4</sup> :

Donné par M. le Major Gaudot, Abé de l'honorable et ancienne Abbaye de Couvet l'année 1776.

Le Landeron possède dans son hôtel de ville deux grands pots à vin, dont nous donnons la reproduction photographique. Ils sont ornés d'un écusson doré et portent les armes du vieux bourg et la date 1721, mais on n'y découvre pas de poinçon de potier d'étain.

La Compagnie des garçons d'Hauterive possède de même deux grands brocs à vin en étain, avec anse mobile en fer et poignée en bois ; ils portent, à côté de la date 1818, les initiales des nom et prénom de chacun des membres de la Compagnie avec l'inscription suivante : *Compagnie de Baccus*.

Ils ne portent malheureusement aucun poinçon de potier.

<sup>1</sup> Nicolas Huguenaud, not., septième minotaire.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1884, p. 252.

<sup>3</sup> *Musée neuchâtelois*, 1882, p. 5.

<sup>4</sup> Ce plat est aujourd'hui la propriété de M. H. Wolfrath.



Nous donnons la description et la photographie des cimaises ou cimarres et pots pour le vin de communion des villes du Locle, de Boudry, ainsi que ceux des paroisses de Môtiers-Travers et de Saint-Blaise, avec les noms et poinçons des potiers d'étain qui les ont fondus et ornementés.

Mentionnons encore que la corporation des potiers d'étain eut, de tout temps, de nombreux représentants dans les anciennes familles neuchâteloises, qui tenaient à honneur d'exercer une profession, laquelle, par ses nombreuses exigences techniques et artistiques, formait une sorte d'aristocratie parmi les autres corps de métier.

Contrairement aux potiers d'étain d'autres pays, habitant de grandes villes, qui ne fondaient et travaillaient généralement que des spécialités, nos compatriotes exécutaient tous les travaux de leur art, brocs à vin, fontaines et aiguières, plats, assiettes, chandeliers, etc.

Divers objets usuels de peu d'importance, théières, cafetières, salières, gobelets, etc., n'ont généralement pas été poinçonnés, sauf quelques exceptions.

Nous donnons, ci-après, la liste chronologique des potiers d'étain neuchâtelois. Nous ne connaissons ni les œuvres, ni les poinçons de plusieurs d'entre eux. Nous n'avons pas mentionné dans cette liste le « potier d'Estavayer », cité en 1498 et en 1500 dans les *Comptes de la Bourserie* ; nous n'avons pu l'identifier.

#### Liste chronologique des potiers neuchâtelois.

Maître SAMSON, potier en 1424 <sup>1</sup>.

TERRAILLON, Henry, potier d'étain à Neuchâtel en 1488 et 1490 <sup>2</sup>.

HUBSCH, Nicolas, bourgeois de Berne, a fait des pommelles et bannières sur le portail de la Maison de Monseigneur en 1509 <sup>3</sup>.

CHEVALIER, Jean, potier, en 1530 a « reffaict aulcungs pots d'estaing du Chasteau ».

BONVÊPRE, Henri. Il est cité dans les comptes de la Bourserie en 1584, 1585 et 1600 pour avoir fait les pommeaux d'étain des tours du

<sup>1</sup> Voir plus haut p. 141.

<sup>2</sup> Pierre de la Haye, not. f° 142, 164 et 175.

<sup>3</sup> Archives de l'Etat, reg. 117, compte de 1509, f° 28.



JOSUE BOYVE

Reçu des F.M. et C. en 1691



DANIEL BOYVE

Reçu des F.M. et C. en 1742  
Mort en 1782



DANIEL BOYVE

Musée de



Neuchâtel.

JONAS HUGUENAUD

Reçu des  
en



F.M. et C.  
1677

Reçu des  
en



F.M. et C.  
1668

Sur un Broc conique  
Musée de Neuchâtel

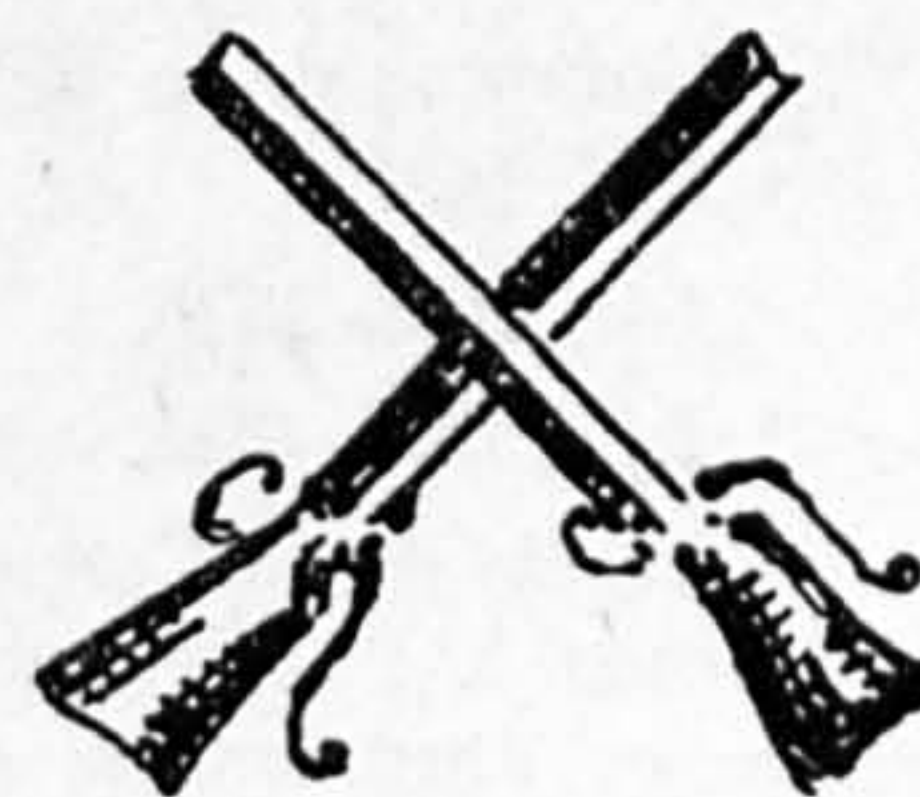
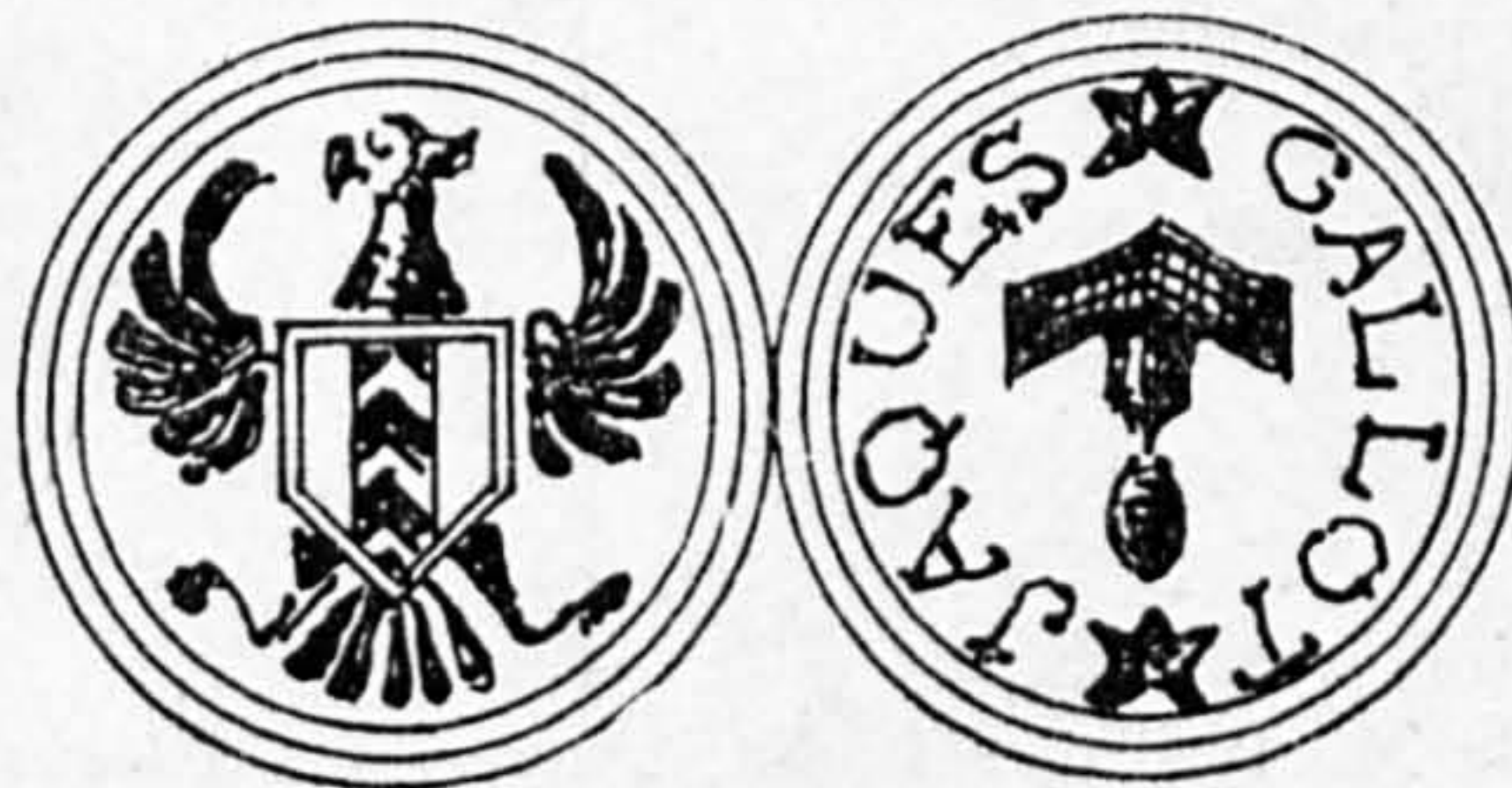
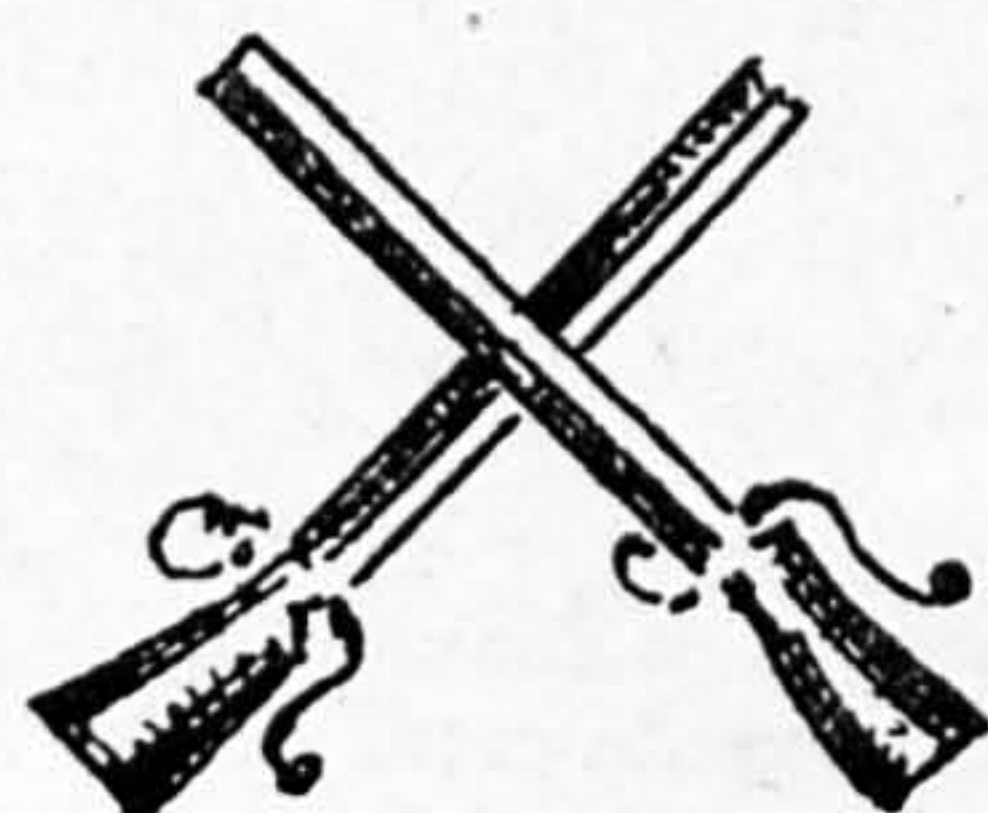


Musée de Neuchâtel



JACQUES GALLOT

Reçu F.M. et C. en 1686 Mort en 1728



Sur deux Channes en Etain  
Prix de Tir

Double de la grandeur naturelle

L<sup>s</sup> Reutter. del.

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





Mazel, des Hôpitaux et de la porte vers le lac, pour lesquels travaux il reçut 161 livres 2 gros.

LARGET, Pasquier, de Reims en Champagne, potier à Neuchâtel, protestant réfugié. Voir le contrat de mariage de sa fille avec Daniel Marquant, de Bar-sur-Aube, en date du 29 juillet 1588<sup>1</sup> et le testament de Claudine Girard, de Dijon, sa femme, du 25 juillet 1593<sup>2</sup>. En 1594, Larget paie une giette de 12 livres<sup>3</sup>.

FAVARGER, Jonas, reçoit en 1621 35 livres « pour reste de paiement des flacons des Musquetaires »<sup>4</sup>.

PETERMANN, Jean, paie une giette de 5 livres en 1625-1626<sup>5</sup>.

PURY, Jean. Cité en 1644 dans les comptes de la Bourserie :

« Délivré à Joab Matthey soit à Jean Purri, pottier d'estain, pour avoir travaillé 22 jours, tant luy que ses serviteurs, tant pour avoir posé la monstre de la Tour de Diesse comme aussi fait le second tableau et les coffres pour les ressorts de l'horloge et autre besogne sur la dite tour, aux mois de février et mars passé, appert attestation du 25 décembre 1644, 36 livres 8 gros. »

Outre sa profession de potier d'étain, Jean Pury était encore « hoste à la Croix Blanche »<sup>6</sup>.

BOYVE. La famille Boyve a compté un certain nombre de potiers d'étain aux XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles, que nous groupons ici dans l'ordre chronologique :

BOYVE, Noé, père de Samuel et de Frédéric. Il fut maître de la Corporation des favres, maçons et chapuis de 1647 à 1650<sup>7</sup>.

BOYVE, Jérémie, mort avant 1659, père de David, a fait une aiguère pour la Maison de Ville, pour laquelle il reçut 25 livres 3 gros, en 1630<sup>8</sup>.

BOYVE, David, fils du précédent. En 1659, il a fait sept gobelets pour Samuel Perrot, à Colombier. En 1664, il reçoit 206 livres 4 1/2

<sup>1</sup> Daniel Hory, not. 2<sup>me</sup> minutaire.

<sup>2</sup> David Baillod, not. I, f° 250.

<sup>3</sup> Comptes de la Bourserie, 1594.

<sup>4</sup> *Id.*, 1621.

<sup>5</sup> *Id.*, 1625-1626.

<sup>6</sup> *Id.*, 1647-1648.

<sup>7</sup> Arrêts de la Corporation, vol. I, f° 35.

Grâce à l'obligeance de M. Philippe Godet, avoyer des Favres, maçons et chapuis, que nous nous empressons de remercier ici, nous avons pu consulter les archives de cette vieille corporation. Cela nous a permis d'apporter bien des précisions sur les dates d'activité de la plupart des potiers d'étain neuchâtelois.

<sup>8</sup> Comptes de la Bourserie, 1630.



JEAN-JAQUES  
Reçu des F.M. et C



CHATELAIN  
en 1704



Mort en  
1733



JEAN BRETON



Reçu des F.M. et C. en 1686

Double de la grandeur naturelle.

L. Reutter del.

Marques de potiers d'étain neuchâtelois.





gros pour avoir fait deux boutons et fleur de lys d'étain posés sur les deux cabinets du donjon du Château<sup>1</sup>.

BOYVE, Josué, fils du précédent et son apprenti. Fut potier d'étain à Berne de 1663 à 1682<sup>2</sup>. Un Josué Boyve fut reçu des Favres, maçons et chapuis en 1691. Un plat en étain martelé portant la marque de ce potier figura à l'Exposition nationale à Genève en 1896 : Le poinçon, de forme ovale, est surmonté d'une grande couronne ; il porte au centre le marteau à deux branches et une petite rosace de chaque côté du manche. Sur le pourtour se lit le nom de Josué Boyve en majuscules. Ce plat, décoré sur le bord d'armes indéterminées, mesure 50 cm. de diamètre et appartient actuellement à M. Georges Francillon, à Lausanne.

BOYVE, Samuel, fils de Noé, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1680, mort en décembre 1715.

BOYVE, Frédéric, apprenti de son frère Samuel, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1686.

BOYVE, Simon, fils de maître, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1692.

BOYVE, Jacob, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1719, mort en avril 1739 à Neuchâtel.

BOYVE, Daniel, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1742, mort à Neuchâtel en septembre 1782. Il a fourni des assiettes aux Mousquetaires de 1763-1770. Les poinçons que nous reproduisons se trouvent :

a) Sur une grande cassette en étain au Musée de Neuchâtel : l'un est de forme ovale avec bordure perlée et vase au centre, flanqué des initiales *D. B.*, avec, au-dessous, la date de 1722 ; l'autre, placé immédiatement à côté, porte également une bordure perlée entourant l'aigle de Neuchâtel.

b) Sur le couvercle d'une fontaine d'aiguière en étain. Ce poinçon est également de forme ovale avec bordure perlée ; au centre, un grand vase flanqué, dans la partie supérieure, des initiales *D. B.*, en dessous de chacune desquelles sont placées deux petites rosaces à cinq pétales.

BOYVE, François, reçu des Favres, maçons et chapuis le 30 novembre 1769.

<sup>1</sup> Archives de l'Etat, Comptes de 1663, parties casuelles.

<sup>2</sup> *Dictionnaire des artistes suisses*, t. IV.



ETIENNE MAGNIN  
Commencement XVIII<sup>e</sup> S.

J. J. BOREL  
1782



I·I·B

JEAN-JAQUES BOREL.



1782



JEAN-JAQUES BOREL

Double de la grandeur naturelle.

L<sup>e</sup> Reutter. del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





BOYVE, Abram, livra, suivant M. Alfred Godet, la vaisselle d'étain du boucher de Saint-Blaise, Siméon Crible, qui, à la fin du XVII<sup>me</sup> siècle, habitait la petite maison à galerie de bois située vis-à-vis du portail de l'église <sup>1</sup>.

HENZELI, David, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1662.

HENZELI, Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1663.

LARCHET, Jean, fils de Louis, apprenti du précédent en 1664.

BONVÊPRE, Abraham, fut reçu des Favres, maçons et chapuis en 1668. Il fit, en 1675, les deux pignons à girouettes de la tour des Chavannes, après que la foudre eût, le 30 avril 1675, abattu les pommeaux qui la surmontaient <sup>2</sup>. Sur le premier se trouve gravée l'inscription suivante :

*Le 30 avril 1675 le feu du ciel ayant abattu ces pommeaux ils ont esté redressés par ordre de M. le Maist.-Bourg. François Redar et Alphonse Pury, Daniel Bonvespre, bouhers, par Abraham Bonvespre, potier d'estain.*

Un de ces pommeaux porte aussi le poinçon d'Abraham Bonvêpre. Il est de forme ovale à bordure perlée, avec, au centre, le marteau à deux branches, flanqué de chaque côté des initiales A. B. Le nom d'Abraham Bonvêpre, orfèvre, se trouve gravé sur une coupe de 1680. Un autre Bonvêpre a fourni des étains aux Mousquetaires vers 1765-1773.

VILLENEUVE, Pierre, de Marennes (Charente-Inf.). Il est d'abord établi à Faoug, où il prend comme apprenti Henri-François Duperron, le 8 février 1673 <sup>3</sup>. L'année suivante, il passe à Neuchâtel, mais les potiers d'étain font opposition à son entrée dans les Favres, maçons et chapuis, parce qu'il aurait fait de la prison à Fribourg. Il parvient à se disculper et à prouver que son emprisonnement était dû à des motifs religieux. Il est reçu dans la corporation le 10 décembre 1677 <sup>4</sup>. Villeneuve eut pour apprentis, outre Duperron, François de Diesse, Jonas Huguenaud et Jacques Wattel.

HUGUENAUD, Jonas, fils du notaire Nicolas Huguenaud, apprenti de Pierre Villeneuve, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1677. Son

<sup>1</sup> Musée neuchâtelois, 1889, p. 82.

<sup>2</sup> Id., 1868, p. 150.

<sup>3</sup> Jaques Du Pasquier, not. 14<sup>me</sup> minutaire.

<sup>4</sup> Livres des Arrêts des Favres, maçons et chapuis, I, f<sup>os</sup> 69 et 75.



CHARLES



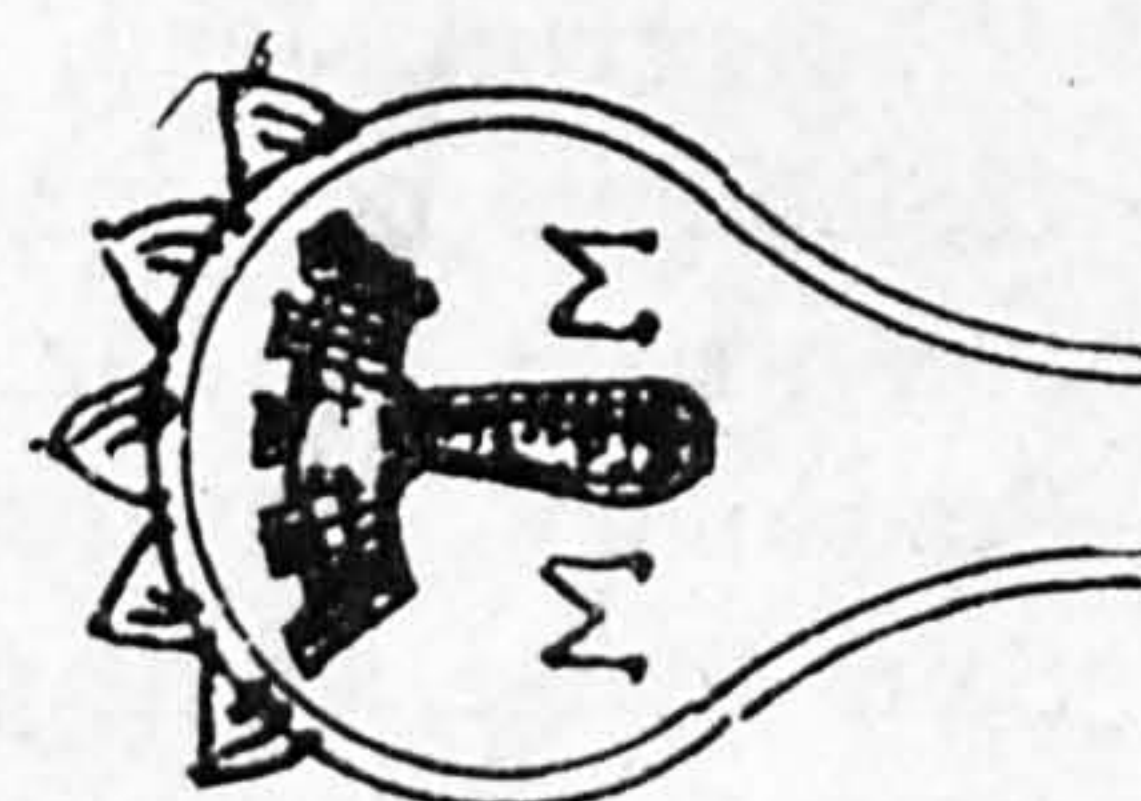
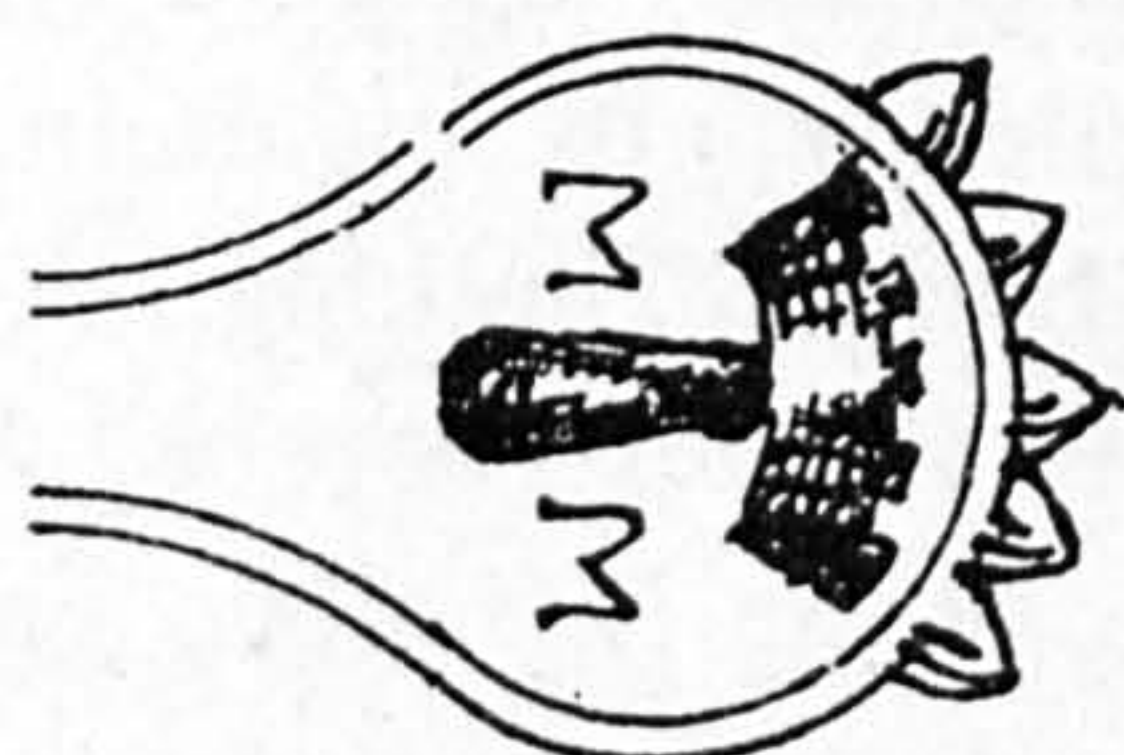
THONNET



Reçu des F. M. et C.  
en 1744  
Mort en 1775



MATHURIN MOTHEUX



MATHURIN MOTHEUX

Reçu des F. M. et C. en 1734

Mort en 1739



Double de la grandeur naturelle

L<sup>s</sup>. Reutter. del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





poinçon se trouve sur un broc de forme conique au Musée de Neuchâtel ; il se compose du marteau à deux branches surmonté de la date 1666, entouré de ses nom et prénom.

CHAILLET, Théodore, reçu des Favres, maçons et chapuis le 25 décembre 1678, mort avant le 26 novembre 1694. Voir en appendice l'inventaire des outils que Judith Chaillet, sa femme, a prêtés à Claude Châtelain, le 20 juin 1693<sup>1</sup>.

DUPERRON, Henri-François, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1680, s'associe cette même année avec François de Diesse<sup>2</sup>. En 1684, il a pour apprenti Rodolphe Hermann<sup>3</sup> ; mort en décembre 1717.

DE DIESSE, François, de Môtiers, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1681, associé de Duperron. Il fut apprenti de Pierre Villeneuve.

GAUDET, Frédéric, apprenti de David Boyve, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1684.

BRETON, Jean, de Nîmes, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1686. Nous ne connaissons de ce potier que la belle assiette en étain, aux armes de Samuel de Marval et de Jeanne-Louise Thellung, de Courtelary ; elle est actuellement propriété de M. Dardel-Thorens, à Saint-Blaise, et fit partie de l'Exposition nationale suisse à Genève en 1896. Jean Breton avait pour poinçon le marteau à deux branches surmontant un croissant entouré du nom du potier en lettres majuscules ; une bordure perlée fait le tour du poinçon qui est de forme ovale, flanqué de chaque côté de deux autres poinçons de petit module portant chacun une *F* majuscule, surmontée d'une couronne.

GALLOT, Jacques, apprenti de David Boyve, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1686, mort à Neuchâtel en mars 1728. Il a livré, en 1719, le pot à vin aux armes gravées de Neuchâtel, avec l'inscription suivante :

APPARTIENT A LA NOB. ET VERTUEUSE COMPAGNIE DES MOUSQUETAIRES  
L'AN 1719 DE LA TENUE DE MONS. NOT. CAPIT.  
HUGUES DE MONTMOLLIN.

Il fournit également aux mousquetaires deux brocs à vin sur lesquels sont gravés ses deux poinçons, accolés et flanqués de chaque côté de deux mousquets entrecroisés. Il fit aussi des brocs à vin, des

<sup>1</sup> Nicolas Huguenaud, not. minotaire, 4<sup>me</sup> cahier.

<sup>2</sup> S. Vuillomier, not. 4<sup>me</sup> minotaire.

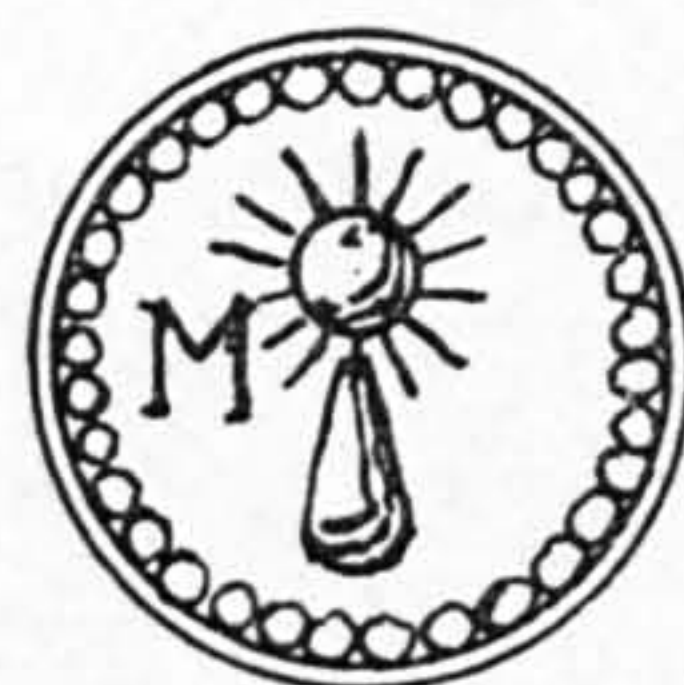
<sup>3</sup> N. Huguenaud, not. 8<sup>me</sup> minotaire.



MOTHEUX



M. MOTHEUX



PIERRE GONSET

Milieu

XVIII<sup>e</sup> S.



FRANÇOIS PERRIN



FRANÇOIS PERRIN



Reçu F. M. et C. en 1728

Mort en 1748



Double de la grandeur naturelle.

L<sup>s</sup>. Praetzel del.

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





assiettes et plats qu'on donnait dans les abbayes comme prix aux meilleurs tireurs. Ces pièces portent, à côté des poinçons du potier, les deux mousquets entrecroisés, signe distinctif des prix de tir. L'un des poinçons, relevé sur les brocs précités, porte les armes de la ville de Neuchâtel, l'autre, le marteau à deux branches avec deux rosaces placées l'une au-dessus et l'autre au-dessous, le tout entouré du nom et du prénom du potier. Diamètre du poinçon : 120 mm.

Trois autres poinçons de Gallot ont été relevés sur un plat. L'un, de faible module, porte une *F* majuscule couronnée, accostée des initiales *I. G.* ; le deuxième, plus grand, porte l'aigle chevronnée de la ville, sans aucune mention ; le troisième, de forme rectangulaire à angles arrondis et bordure perlée, porte le marteau à deux branches et de chaque côté du manche les initiales *I. G.*

Gallot eut pour apprenti Charles-François Baillif, de La Neuveville.

GALLOT, Henri, enterré à Neuchâtel le 15 mars 1719, a livré aux Mousquetaires un grand bidon avec le poinçon *G. H.* Il est probablement identique à l'orfèvre du même nom.

MOTTA, Jean-Henri, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1687.

HERMANN, Rodolphe, apprenti de Henri-François Duperron, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1689.

CHATELAIN, Claude, fils de Jean-Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1693 ; emprunte cette même année les outils de Théodore Chaillet.

MAGNIN, Etienne, potier du commencement du XVIII<sup>me</sup> siècle. Alfred Godet dit que son poinçon portait le marteau à deux branches, flanqué de deux étoiles et surmonté d'une couronne ; il ne connaissait de lui qu'une cruche en étain datée de 1710, à couvercle à bouton en forme de deux glands jumeaux, ce qui, à notre avis, n'indiquerait pas un broc à vin d'origine neuchâteloise. Les brocs neuchâtelois, de forme droite ou à panse, n'ont jamais eu de glands sur le couvercle. Ce doit être plutôt un broc d'origine vaudoise ou valaisanne. Nous avons pu retrouver deux poinçons de ce potier sur un plat de la collection Rossel à Neuchâtel. Tous deux sont ovales, mais de dimensions inégales ; le premier porte, au centre, comme l'indique M. Godet, un marteau à deux branches avec couronne placée au-dessus, puis, dans la partie inférieure et de chaque côté du manche, deux étoiles à cinq pointes. La



JOSUE  
Mort



PERRIN  
en 1762

JOSUE PERRIN



LOUIS PERRIN



Reçu F.M. et C.  
en 1766  
Mort en 1821



Double de la grandeur naturelle

L<sup>r</sup>. Rouiller del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





mention ETIENNE MAGNIN 1710 se trouve sur le pourtour. Le second, plus petit, porte une *F* majuscule surmontée d'une couronne.

SANDOZ, Abram, maître potier d'étain à Môtiers, baptise un fils dans cette localité le 26 janvier 1706.

WATTEL, Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1703 ; membre de la compagnie des Fusiliers à laquelle il livra de nombreux étains. Il avait deux poinçons ; l'un à l'aigle chevronnée ; l'autre rond, portant au centre le marteau à deux branches surmonté d'une rosace et entouré du nom du potier. C'est à lui, dit Alfred Godet, qu'il faut attribuer le poinçon abrégé *I. F. W.* relevé sur un pot de baptême et sur un plat à barbe, poinçon que nous n'avons pu retrouver jusqu'à présent. Ce Jacques Wattel était-il l'apprenti de Pierre Villeneuve, ou bien y a-t-il eu deux potiers de ce nom ? Voir en appendice le marché d'apprentissage de Jacques Wattel, du 26 août 1680.

CHATELAIN, Jean-Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1704, enterré à Neuchâtel le 13 décembre 1733 : il a fourni beaucoup d'étains aux Mousquetaires et au commerce, aiguères, brocs à vin, plats et assiettes divers. Les deux cimaises aux armes de la ville du Locle (1706) qui servaient à contenir le vin de communion, portent la marque ou le poinçon de ce potier ; elles furent utilisées de 1706 à 1859.

Nous avons pu relever ses poinçons que nous donnons en planche. Un de ceux-ci, à bordure perlée, porte l'aigle de Neuchâtel ; trois autres, de modules différents, ont le marteau à deux branches surmonté des initiales *I. I. C.* avec les dates 1709 et 1717 ; deux d'entre eux ont la bordure perlée. Un quatrième, de petite dimension, se compose d'une *F* majuscule, surmontée d'une couronne, et les initiales *I. I. C.* avec la date 1722 au-dessous de la majuscule. Sur un autre, à bordure perlée également, se lit la mention : FIN ÉTAİN CRISTALIN *I. I. C.*

BOREL, Erhard, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1704 ; enterré à Neuchâtel le 14 août 1740.

COREVON, Pierre-Marc, apprenti de Jean-Jacques Châtelain, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1705.

AYMANN, Daniel, fils de Jean, de Berne, apprenti de Jean-Jacques Châtelain, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1712.

GUILLEBERT, Jean-Henri, fondeur de cloches et potier d'étain, 1694-1748, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1716<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir *Musée neuchâtelois*, 1915, p. 167.



Sur une channe

à panse

droite

18



00

Baptisé  
à Neuchâtel  
en 1773



Reçu  
des F.M.C en  
1799

LOUIS PERRIN FILS

DAVID F<sup>s</sup> WATTEL

Reçu F.M.C. en 1725  
Mort en 1770

Marque de potier d'étain  
indéterminée  
La même channe porte à côté  
de cette marque les armes  
de la Ville de Boudry



JAQUES WATTEL

Sur  
deux  
plats ovales  
festonnés L XV



Reçu des Favres  
Maçons et Chapuis  
en 1703

POINÇONS DE NEUCHATEL  
ET CHEVRONS



Sur une ancienne channe  
à panse droite



Sur une  
channe à

1750



ancienne  
panse droite

Double de la grandeur naturelle

L<sup>s</sup> Reutter del.

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





CLAUDE, Pierre-Paul, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1719.

L'ECUYER, Jean-Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1728.

PERRIN, François, 1706-1748, apprenti de Jean-Jacques Châtelain, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1728. Il est l'auteur d'un des bidons du Musée historique, daté de 1746, ainsi que de nombreuses pièces d'étain, channes, brocs, assiettes, etc. Nous connaissons quatre poinçons de cet artisan ; l'un, rond, avec l'aigle de Neuchâtel ; le second, ovale, avec la mention FIN ÉTAİN CRISTALIN F. P. ; le troisième, de forme ronde, porte le marteau à deux branches, flanqué de deux rosaces, entouré du nom F. PERRIN en majuscules ; une série de points complète la partie inférieure du champ. Le quatrième, rond également, porte au centre une grande *F* couronnée, flanquée des deux initiales *F. P.* ; il se trouve sur un des deux brocs servant à contenir le vin de communion appartenant à la ville de Boudry.

BONHOTE, Abram, cité de 1733 à 1744<sup>1</sup>.

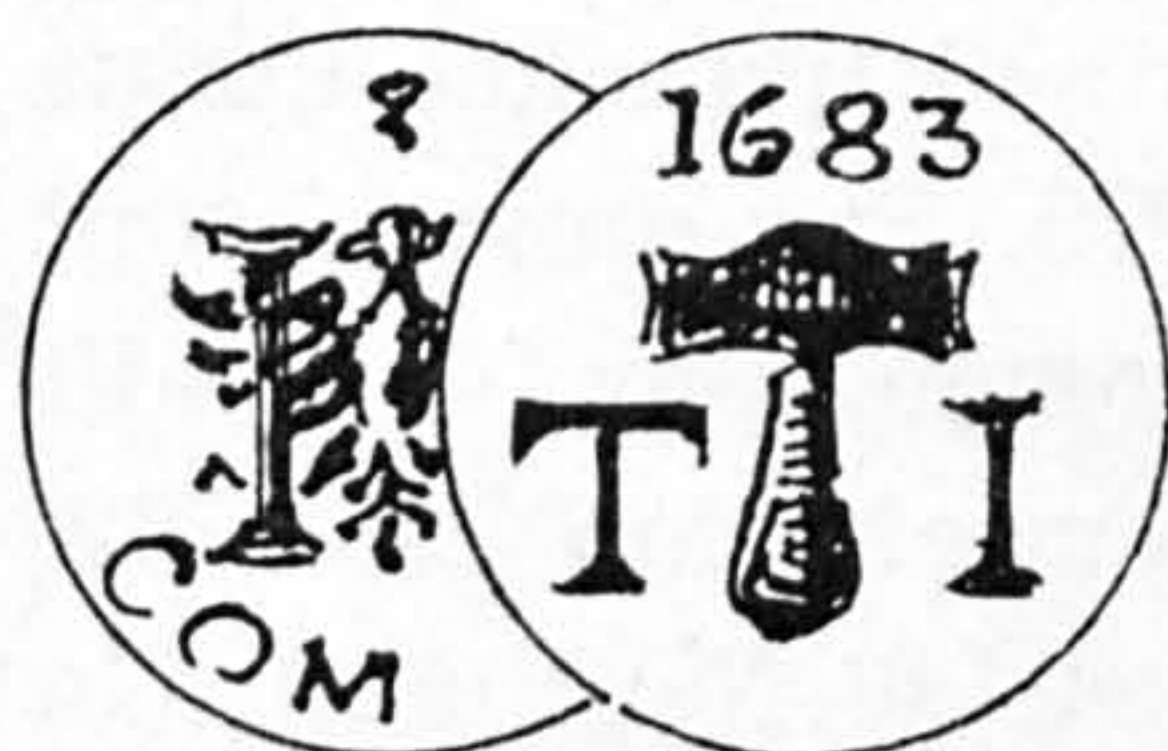
MOTHEUX, Mathurin, marchand potier d'étain, natif de Paris, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1734, enterré à Neuchâtel le 28 octobre 1739, a livré des étains aux Fusiliers vers 1730. Ses œuvres portent trois poinçons que nous reproduisons. Le premier, d'assez grand module, porte le marteau à deux branches crénelé, avec ornements partant du bas du manche ; au-dessus, en majuscules, NEUCHATEL ; au-dessous, M. MOTHEUX et la date 1734. Un deuxième poinçon, à bordure striée, porte l'aigle de Neuchâtel ; il est généralement accompagné de deux autres poinçons plus petits, ouverts de deux côtés, chacun avec le marteau à deux branches et les majuscules *M. M.* à côté du manche. Deux autres poinçons, à peu près identiques aux précédents, se trouvent, l'un, sur un grand pot à tabac ; il porte également le marteau à deux branches, crénelé, avec la mention NEUCHATEL et le nom MAT. MOTHEUX, en lettres majuscules, ainsi que la date 1743 ; au-dessous, une simple banderole avec l'indication *commun* comme titre de l'alliage. Le second, avec l'aigle chevronnée et bordure ornementée, est accompagné de chaque côté de deux autres poinçons de module plus restreint, l'un d'eux légèrement ouvert de côté, l'autre fermé par trois oves ; au centre le marteau crénelé et les initiales *M. M.*

THONNET, Charles, potier d'étain et marchand, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1744 ; enseigne de la Compagnie des Mousque-

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1915, p. 166.



Sur  
un encrier



Sur  
un légumier



Sur un broc  
à vin



N-B. Ces trois poinçons représentent les armes  
de la Ville de Besançon



Chevrons  
insculpés  
sur un  
côté.

DOMINICO MORIGI  
(Neuchâtel)

Reçu potier d'étain le 27 Avril 1835



DOMINICO MORIGI

VINCENT ACHILLE MORIGI

1829-1871

Fils de Dominico



Double de la grandeur naturelle.

L. Reutter del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





taires en 1748 et 1750, enterré à Neuchâtel le 19 novembre 1775. Il fit, en 1756, le pommeau d'étain de la Tour du Trésor<sup>1</sup> et livra des étains aux Mousquetaires et aux Fusiliers de 1760 à 1770. Ses œuvres sont nombreuses et ses produits d'un métal particulièrement pur. Il fonda et grava le beau plat aux armes de la famille Osterwald daté de 1762, et le grand pot à tabac de 1745, tous deux au Musée de Neuchâtel. Un de ses poinçons porte l'aigle de Neuchâtel, surmontée d'une demi-fleur de lys, entouré du nom C. THONNET NEUCHATEL en majuscules, et parfois une date. Un autre poinçon, ovale, porte la mention *Très fin cristalin C. T.* ; il est généralement placé au-dessous du précédent. Un troisième poinçon de Thonnet, gravé sous un gobelet en étain, porte une grande *F* couronnée : de chaque côté se trouvent les initiales *C. T.* et au-dessous deux petites rosaces. Ce potier a livré pour la paroisse de Môtiers-Travers les trois grandes cruches en étain à anses rigides servant à contenir autrefois le vin de communion. Un autre poinçon assez fréquent, dit Alfred Godet<sup>2</sup>, portant la majuscule *F* accompagnée des initiales *I. T.*, pourrait bien appartenir à un membre de la famille Thonnet. Nous n'avons pas, jusqu'à présent, découvert cette dernière marque.

GONZET, Pierre, potier d'étain revendiqué par les Genevois dans le catalogue de l'Exposition nationale suisse de 1896. Son poinçon se trouve sur un bidon au Musée de Neuchâtel ; c'est la raison pour laquelle nous le reproduisons. Ce bidon, daté de 1746, est également mentionné par Alfred Godet : Un lion couronné, debout, en forme le centre ; il est entouré du nom du potier en majuscules.

PERRIN, Josué, fils de François, mort en 1762, n'était pas membre de la Corporation des favres, maçons et chapuis<sup>3</sup>. Il eut un fils qui continua le métier. Alfred Godet dit connaître de ce potier un grand plat qui porte en lettres gravées au burin la dédicace suivante : DONNÉ PAR J.-J. ROUSSEAU 1764, appartenant actuellement à M. Jeanjaquet, à Cressier<sup>4</sup>.

Au Musée historique se trouvent également une plaque en étain du même potier, gravée d'une légende se rapportant à l'érection d'un

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1882, p. 9.

<sup>2</sup> *Id.*, 1889, p. 83.

<sup>3</sup> Arrêt des Favres, maçons et chapuis, vol. II, p. 141.

<sup>4</sup> *Musée neuchâtelois*, 1889, p. 83. L'inscription relevée par Alfred Godet est apocryphe ou bien le plat donné par Rousseau a été acheté de seconde main. En effet, Josué Perrin est mort en juin 1762, au moment de l'arrivée de Rousseau dans le pays ; il ne l'aura donc pas connu.



DOMINICO MORIGI  
(Neuchâtel)

Reçu potier d'étain le 27 Avril 1835

METAL ANGLAIS



FEIN-COMBO



CHARLES MORIGGI



METAL ANGLAIS



Fils de Dominico Morigi  
Mort à Vevey.



Double de la grandeur naturelle.

L<sup>s</sup> Heutter del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.





pommeau de tour, et une channe portant sur un écusson décoré ESTAIN COMMUN I. P. en majuscules.

Nous avons pu relever quatre poinçons de ce potier. Le premier, d'un assez grand diamètre, porte l'aigle de Neuchâtel entourée de I. PERRIN A NEUCHATEL en majuscules ; le second, de forme ovale et légèrement décoré, la mention ETAIN COMMUN I. P. ; le troisième, aussi de forme ovale, avec un autre décor, porte la même inscription ; il est accompagné d'un autre poinçon, d'assez grand module, à l'aigle de Neuchâtel, entourée de la mention PERRIN A NEUCHATEL en majuscules.

Ce fut probablement Josué Perrin qui fournit les plats et assiettes de la Compagnie des Fusiliers jusqu'en 1762<sup>1</sup>.

BONHOTE, François, livra des étains aux Fusiliers et aux Mousquetaires de 1762 à 1770. François Bonhôte était beau-père de Louis Perrin, qui reprit son commerce.

PERRIN, Louis, fils de François, né à Neuchâtel en 1746, mort le 20 mai 1821, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1766. C'est lui qui a fabriqué et gravé le beau plat aux armes de la famille Boyve du Musée de Neuchâtel (1781). Nous connaissons de lui un certain nombre de channes et quantité de plats et assiettes de toutes formes et dimensions. Ses poinçons sont au nombre de six, dont cinq sont reproduits dans les planches qui accompagnent cet article. Des deux premiers, d'assez grand module, l'un porte l'aigle de Neuchâtel, entourée de l'inscription L. PERRIN A NEUCHATEL en majuscules, l'autre celle de FIN CRISTALIN LOUIS PERRIN, également en majuscules. Les trois autres sont gravés sur une channe à panse droite. L'un d'eux est un écusson de forme droite avec les trois chevrons ; le second porte l'aigle chevronnée et le dernier la mention en lettres majuscules entourée d'ornements ESTAIN COMMUN L. P. Ces deux derniers, d'assez petit module, ont une bordure perlée. Un sixième poinçon, composé de la majuscule F couronnée et accompagnée des initiales L. P. dans deux cercles concentriques, se trouve sur le couvercle d'une des deux grandes cruches servant à contenir le vin de communion appartenant à la paroisse de Saint-Blaise. Louis Perrin eut pour apprenti, de 1787 à 1790, Benjamin Matthey-Doret<sup>2</sup>.

WATTEL, David-François, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1770. Il avait deux poinçons, de forme ronde, dont le premier, légère-

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1889, p. 138.

<sup>2</sup> C.-A. Péter, not. III, f° 411.



JAQUES WATTEL

Reçu F.M.C. en 1725

Sur un pot



de baptême.

Sur un plat festonné



Sur un pot à vin



CHARLES THONNET

Reçu des F.M. et C. en 1744

Mort en 1775

Sur une salière?



LOUIS PERRIN

Reçu des F.M. et C. en 1766

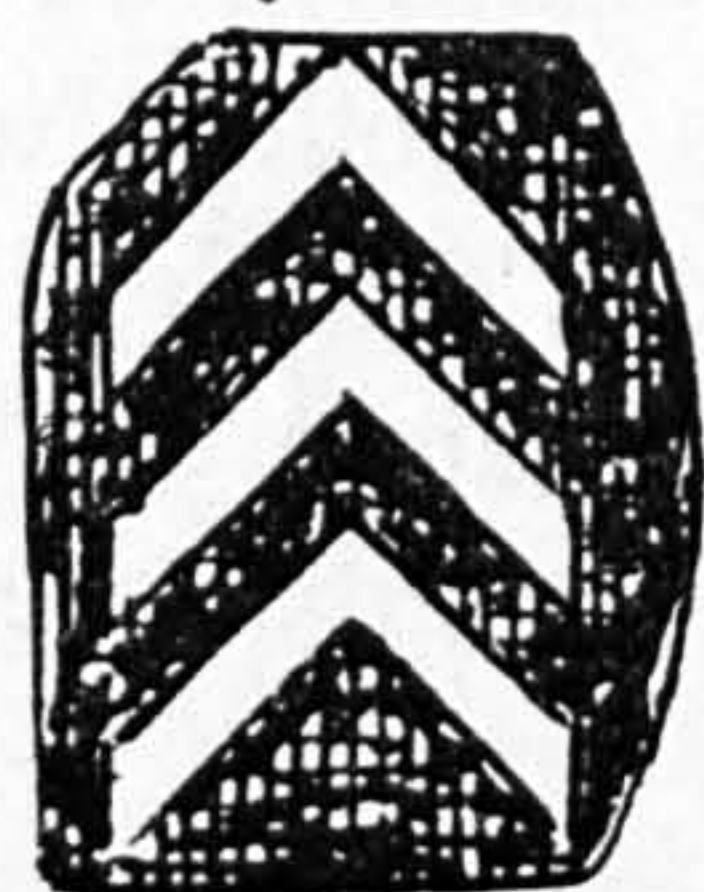
Mort en 1821

Sur une théière



Chevrons neuchâtelois

Sur une fontaine et sur un  
bassin à poignées mobiles



DOMINICO MORIGI

Sur une théière

FIN  
ETAIN  
CRISTALIN  
DOMINICO  
MORIGI

Double de la grandeur naturelle

L<sup>s</sup> Reutter del:

Marques de potiers d'étain neuchâtelois.





ment plus grand que le second, porte la mention ETAIN FIN CRISTALIN D. F. W. en lettres majuscules, et le deuxième l'aigle chevronnée de Neuchâtel.

BOREL, Jean-Jacques, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1782. Il a fait beaucoup d'étains, plats et assiettes, et possédait plusieurs poinçons que nous reproduisons.

Trois, d'assez grand module, à bordure striée, portent, le premier, l'aigle chevronnée avec l'inscription J. J. BOREL NEUCHATEL 1782 ; le deuxième, ETAIN D'ANGLETERRE J. J. BOREL, et le troisième TRÈS FIN CRISTALIN J. J. BOREL surmonté d'une couronne. Un autre poinçon, de plus petit module, a le marteau à deux branches avec les initiales J. J. B.

Alfred Godet<sup>1</sup> dit que quelques pièces de ce potier portent un poinçon ovale avec la branche de rosier délicatement ciselée en relief. Le poinçon, dont nous donnons la reproduction, n'est pas ovale, mais rond, de module moyen. Il porte une rose entr'ouverte avec tige feuillée, et se trouve à notre connaissance sur un plat d'étain à côté d'un autre poinçon aux armes de la ville entourées du nom du potier et la date 1782.

Nous connaissons aussi de ce fondeur une petite channe à panse droite avec sa marque, marteau à deux branches et les initiales J. J. B.

BOREL-FABRY. — M. A. Jaccard, dans sa notice sur *Une société de tir au XVIII<sup>me</sup> siècle*<sup>2</sup>, cite un potier du nom de Borel-Fabry qui aurait livré des pièces d'étain aux Fusiliers vers 1800. Nous n'avons pas réussi à identifier ce potier.

PERRIN, Abram-Louis, fils de François, né à Neuchâtel en août 1773, reçu des Favres, maçons et chapuis en 1799, a livré au commerce quantité d'étains, principalement des plats et des assiettes. Nous reproduisons de ce potier deux poinçons, ronds, d'assez grande dimension : le premier, avec guirlande sur le pourtour, porte l'aigle de Neuchâtel ; le second, entouré également d'une guirlande, contient l'inscription en majuscules FIN ÉTAİN CRISTALIN LOUIS PERRIN FILS.

Un troisième poinçon, que l'on rencontre généralement seul sur les cafetières et théières livrées par Perrin, porte la mention FIN ÉTAİN CRISTALIN LOUIS PERRIN FILS, entourée d'une guirlande.

MORIGI, Clément, avait conservé comme poinçon, après la révolution de 1848, l'aigle de Neuchâtel<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1889, p. 84.

<sup>2</sup> *Id.*, 1889, p. 136.

<sup>3</sup> *Id.*, 1889, p. 85.



PIERRE MAGNIN

1665

Serait-ce le père d'Etienne Magnin ?  
( sur un pot à tabac )



J. J. CHATELAIN  
Reçu des F. M. et C. en 1704  
Mort en 1733

FRANÇOIS PERRIN  
Reçu des F. M. et C. en 1728  
Mort en 1748



CHARLES THONNET  
Reçu des F. M. et C. en 1744  
Mort en 1775

poinçon  
de potier inconnu



Double de la grandeur naturelle

*Le Rouiller del.*

Marques de potiers d'étain neuchâtelais.



MORIGI, Domenico, originaire de Brissago (Tessin), vint à Neuchâtel en 1835 probablement et fut reçu au taux des potiers d'étain le 27 avril 1835<sup>1</sup>. Il eut deux fils, Achille et Charles. Le premier s'établit à Neuchâtel et reprit l'atelier de son père, après avoir acquis la bourgeoisie ; mais ses deux enfants ne continuèrent pas sa vocation. Le second, Charles, né à Brissago en 1839, fut aussi potier d'étain et pratiqua probablement son art pendant quelque temps à Neuchâtel puis s'établit à Vevey en 1869. Il mourut dans cette ville en 1913. Son fils, Charles, né en 1877, reprit la suite de son atelier et continue à Vevey la profession de potier d'étain.

Domenico Morigi fit usage de nombreux poinçons pendant sa carrière. Le premier porte au centre une couronne surmontée d'une fleur de lys, avec une étoile à cinq rayons au-dessous et l'inscription en majuscules DOM. MORIGI. Il a été relevé sur une petite channe à panse droite du Musée de Neuchâtel.

Des quatre autres poinçons que nous avons pu relever de ce potier, trois d'assez grande dimension portent les mentions suivantes en majuscules :

Le premier : ETAIN CRISTALIN D. M. ; le deuxième : TRÈS FIN ÉTAIN CRISTALIN DOMENICO MORIGI, et le troisième : ETAIN CRISTALIN DOMENICO MORIGI. Le quatrième enfin, de forme quadrangulaire, porte au centre d'une bordure perlée une grande *F* majuscule.

Grâce à l'obligeance de M. Ch<sup>s</sup> Morigi à Vevey, nous pouvons donner encore quatre nouveaux poinçons de Domenico Morigi : Le premier, rond, à bordure perlée, porte la mention en majuscules FIN ÉTAIN CRISTALIN DOMENICO MORIGI ; le deuxième, ovale, à bordure perlée également, a pour sujet une Justice aux ailes mi-éployées tenant de la main droite une balance et de la gauche une épée ; de chaque côté les initiales *D. M.* ; le troisième poinçon, oblong, porte la mention en majuscules FEIN COMPO., probablement par suite du commerce que Morigi faisait avec les cantons voisins de langue allemande ; le quatrième, plus grand et de forme oblongue, porte la mention en majuscules MÉTAL ANGLAIS.

MORIGI, Achille, fils de Domenico, né le 7 septembre 1829, de Brissago, naturalisé Neuchâtelois le 23 octobre 1858, mort à Neuchâtel le 11 avril 1873, aux Chavannes n° 3. L'écusson de la République, surmonté de la croix fédérale et entouré de la mention en majuscules

<sup>1</sup> Manuel du Conseil général de Neuchâtel, vol. 35, f° 454.



A. MORIGI A NEUCHÂTEL, avait remplacé comme poinçon l'aigle chevronnée. Un autre poinçon, que nous reproduisons également, porte la mention en majuscules FIN ÉTAIN CRISTALIN ACHILLE MORIGI. Il est quelque peu ornementé et d'un assez grand module.

MORIGI, Charles. Nous pensons qu'il peut être utile, comme Charles Morigi pratiquait probablement son art à Neuchâtel avant de s'établir à Vevey, de donner ici quatre de ses poinçons qui ne portent pas le timbre de cette dernière ville : le premier, de forme ronde, porte la mention en majuscules ÉTAIN TRÈS FIN CHARLES MORIGI ; le second, celle de ÉTAIN COMMUN CHARLES MORIGI ; le troisième, plus petit, le mot FIN surmonté d'une couronne, et le quatrième enfin, oblong, MÉTAL ANGLAIS<sup>1</sup>.

Trois poinçons d'un potier, dont le nom ne nous est pas connu, se trouvent, le premier, sur un encrier en étain acheté au Locle : il se compose de deux poinçons superposés en partie, l'un portant un marteau à deux branches surmonté de la date 1683 avec les initiales *T. I.* de chaque côté du manche ; l'autre, une aigle aux ailes déployées, placée entre colonnettes et les lettres *C O M.*

Le second poinçon, ovale, porte également une aigle aux ailes déployées entre deux colonnettes et l'inscription FIN ÉTAIN D'ANGLETERRE sur le pourtour. Il se trouve sur un légumier de la collection Rossel, à Neuchâtel.

La dernière marque enfin, placée au fond d'un broc acheté à Vaux-marcus, porte de même une aigle entre deux colonnettes. Les chevrons font défaut sur la poitrine de l'aigle, mais se trouvent sur le bord supérieur du broc.

Ces trois poinçons représentent les armes de la ville de Besançon : d'or à l'aigle éployée de sable soutenant de ses serres deux colonnes de gueules. Les initiales *T. I.* sont peut-être celles de Thomas Jouffroy ou de Toussaint Jouffroy, potiers d'étain, le premier vers 1640, le second vers 1695 à Besançon<sup>1</sup>. Les trois chevrons sur le bord supérieur du broc sont probablement un contrôle neuchâtelois.

Nous avons également relevé, sur d'anciennes channes à panse droite, les chevrons de Neuchâtel accolés à l'aigle de la ville, et, sur une autre channe à panse ronde, les armes de la ville de Boudry accom-

<sup>1</sup> Nous ne donnons pas les poinçons de Charles Morigi, fils, qui pratique son art à Vevey.

<sup>2</sup> BRUNE, *Dict. des artistes et ouvriers d'art de la Franche-Comté*, p. 149.



pagnées d'un petit poinçon rond à bordure perlée et petite guirlande dans la partie supérieure ; il porte au centre les initiales *I. I. P.* en majuscules, que nous n'avons pu identifier<sup>1</sup>.

Louis REUTTER.

#### APPENDICE

Pendant l'impression de ce travail, j'ai retrouvé les marques ou poinçons de potiers d'étain neuchâtelois reproduits page 165 :

Poinçon de Pierre Magnin, probablement père d'Etienne Magnin. Le poinçon de forme ovale porte au centre le marteau surmonté d'une couronne avec deux étoiles à cinq branches de chaque côté du manche. Sur le pourtour : *PIERRE MAGNIN*, et la date *1665* dans la partie supérieure.

Deux poinçons de Jean-Jaques Châtelain (1704-1733) qui diffèrent légèrement des autres marques de ce potier reproduites page 147.

Deux poinçons de François Perrin (1728-1748) dont l'un porte la date *1729* placée sous la majuscule couronnée *F*.

Un poinçon de Charles Thonnet (1744-1775), variant de ceux donnés page 151.

Deux poinçons de potier d'étain inconnu dont l'un porte l'aigle chevronnée de Neuchâtel et l'autre la mention *Fin étain cristalin*, sans autre indication.

Trois poinçons de Jaques Gallot, 1686 à 1728, dont l'un légèrement ovale, avec bordure perlée assez effacée, porte seulement l'aigle chevronnée de Neuchâtel ; les deux autres, ronds, plus petits, portant au centre une grande *F* couronnée avec les initiales *I. G.*, sont placés de chaque côté.

Un poinçon de Jean-Jaques Borel, rond avec bordure perlée ; au centre, l'aigle chevronnée de Neuchâtel et la mention *I. I. Borel 1782 Neuchâtel* sur le pourtour ; à côté, un autre poinçon d'un module plus petit porte la mention *Très fin cristalin I. I. Borel* avec un petit ornement au-dessous.

Les inventaires de potiers d'étain, ceux de Louis Perrin par exemple (voir ci-après), mentionnent parfois des « badinages » ou

<sup>1</sup> Qu'il nous soit permis de remercier chaleureusement ici M. Léon Montandon, archiviste, qui a bien voulu nous fournir la mention de plusieurs potiers d'étain.



JEAN JACQUES BOREL  
1782  
Sur un plat



JAQUES GALLOT  
Reçu des F. M. et C. en 1686 Mort en 1728



jouets d'enfants. Comme on peut le supposer, ces jouets, voués à une rapide destruction, sont aujourd'hui fort rares. Grâce à l'obligeance de M. le Dr Georges Borel, oculiste, qui possède une collection de ces petits objets, assiettes et plats d'un ménage d'enfant de la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle, nous pouvons donner une planche de « badinages ». Les assiettes ont un diamètre de 57 millimètres ; un des plats mesure 82 millimètres de longueur sur 60 de largeur ; l'autre 97 de longueur sur 64 de largeur. Les autres objets sont à l'avenant.

L. R.



## ANNEXES

## I

**Inventaire des utils de potier d'estain appartenans au sieur Theodore Chaillet, bourgeois de Neufchastel, absent du pais, qu'honorée Judith Chaillet, sa femme, a presté et loé au sieur Claude Chastelain, potier d'estin, et aussi bourgeois de ceste ville<sup>1</sup>.**

Premierement, cinq pierres qui sont quatre moules de couvercles de canellets et bassinet de sallieres.

Un grand moule de plats à bassin de pierre un peu fendu au bord, les plats qui s'y font pesent sept à huit livres.

Deux moules de pierres de goubelets, un grand et l'autre petit.

Deux moules de couvercles de pot et demi pot en trois pierres.

Quatre moules en cinq pierres, de garde mangé, grands et petits, et d'un petit plat.

Un moule de pot de chambre en quatre pierres.

Un moule de pierre de couvercle de baslon.

Un petit moule de pierre de bassinet.

Deux moules de plats double, l'un de trois livres et demi et l'autre de trois livres.

Deux moules de pierre d'assietes creuses, l'un grand et l'autre petit.

Un tour.

Un moule de pierre de petites assietes.

Quatre moule de plats doubles pesant le plus grand cinq livres et demi assortissans.

Un moule de ballons double.

Deux pierres plates pour jetter des plaques à faire des aiguieres à laver les mains.

Un moule d'ance pour les pots de chambre d'estain, et trois mandriers aussi d'estain avec les forests pesans trois livres moins deux onces.

Deux croisee l'une double de fonte et l'autre simple de fer, avec les crampons toutes deux.

Une paire de pincettes.

Trente six crochets à tourner.

Quatre brenissoirs et autre à main.

Quatre escuene pour racler.

Huit rapes à raper l'estain et une petite rasur ronde.

Cinq frissoir et un autre à main.

Deux gratoirs et une escare de fer.

Trois fers à souder dont il y a un de cuivre.

<sup>1</sup> Nicolas Huguenaud, not., minutaire, cahier n° 4.



L'emprunte des cuilliers avec son advis.  
Deux paires d'estenailles, une grosse et une petite.  
Une lime à trois quarts.  
Une grosse pincette pour tirer dehors les crossets du feu.  
Une autre petite en forest.  
Un redresseur et un étau.  
Quatre compas, deux de proportion, les autres l'un corbe et l'autre droit.  
Une grande poille de fer pesant trente quatre livres.  
Sept cuilliers à fondre qui pesent quinze livres et trois quarts.  
Une empreinte plate avec ses trois crochets et le mandrier.  
Un marteau avec cinq regle de fer.  
Un ballan avec les ballans, et quarante huict livres de fer à peser.  
Une escarissoir.

*Ce qui est de loton et mestail.*

Un moule de nourice entier, qui pese quatre livres et demy moins une once de fer.  
Un moule de salliere à strube avec les moules d'avis tant du couvercle que du corps, qui pese cinq livres et deux onces pois de fer.  
Un moule de demi pots avec toutes ses pieres, qui est le moule du pied et de l'ance, pesant le tout vingt livres et trois huict pois de fer.  
Un moule de pot avec toutes ses pieres, savoir le corps, le pied et l'ance, pesant le tout trente deux livres et trois quarts pois de fer.  
Un moule de salliere quarée entier avec le moule de branche et celui du bassinet, pesant quatorze livres et une once pois de fer.  
Un moule d'aiguiere avec toutes ses pieres, savoir le corps, le couvercle et l'ance, pesant trente quatre livres et demi pois de fer.  
Un moule de quart de pot avec le pied et l'ance qui pese dix livres et demi pois que dessus.  
Un moule d'escuelle entier, qui pese dix livres et demi et une once pois susdit.  
Un moule de moutardier avec l'ance pesant cinq livres et demi.  
Un moule de cuillier pesant deux livres et trois huict.  
Un pied avec le panache de chandelier carré, pesant douze livres et demy et une once, pois de fer.  
Quatre moules d'avis, un moule de boucles, quatre moules de charnieres et deux moules de boutons, le tout pesant quatre livres et demi et trois onces pois susdit.  
Quatre moules de charnieres d'estin fin, pesans cinq livres et trois quarts.  
Trois moules de boutons avec trois moules de cape, pesans trois livres moins une once.  
Six mandriers qui pesent deux livres d'estain.  
Un moule d'avis avec un bout pesant deux livres et un quart.  
Une meule et ce qui en depend.  
Un presoir de fer. Un soudieu de fer.  
Trois troncs à tourner avec un strube.



La devant nommée Judith Chaillet, assistée du sieur Abram Chaillet, son pere, et du sieur Daniel Chaillet, son beau frere, a mis et laissé a loage au dit sieur Claude Chastelain, present et retenant, tous les utils cy devant spécifiés pour en jouir et s'en servir pendant l'absence du dit sieur Theodore Chaillet, son mary, moyennant seize escus petits que le dit Chatelain luy delivrera par un chacun an. A la reserve suivante, savoir qu'un mois après le retour du dit Chaillet, le dit Chastelain sera obligé de les incessamment rendre, en bon estat, de mesme qu'ils luy ont esté mis en mains, sans qu'il y aye aucun déffaut et sans les pouvoir prester à qui que ce soit. Payable les dits seize escus par chaque quart d'an. Pour seurté duquel payement et de la restitution des dits utils, le sieur Isaac Francey, beau frere du dit Chatelain, s'en constitue caution et repondant; sous l'obligation de tous leurs biens pour à ce deffaut pouvoir estre saisis selon coutume, conjointement ou divisement l'un de l'autre. Fait le 20 juin 1693, presents sieurs Abram Gallot, Jean Petitpierre, marchands, tous deux bourgeois de ceste ville, et Gedeon Guilbert, fondeur, y habitant, tesmoins.

## II

**Marché d'apprentif.<sup>1</sup>**

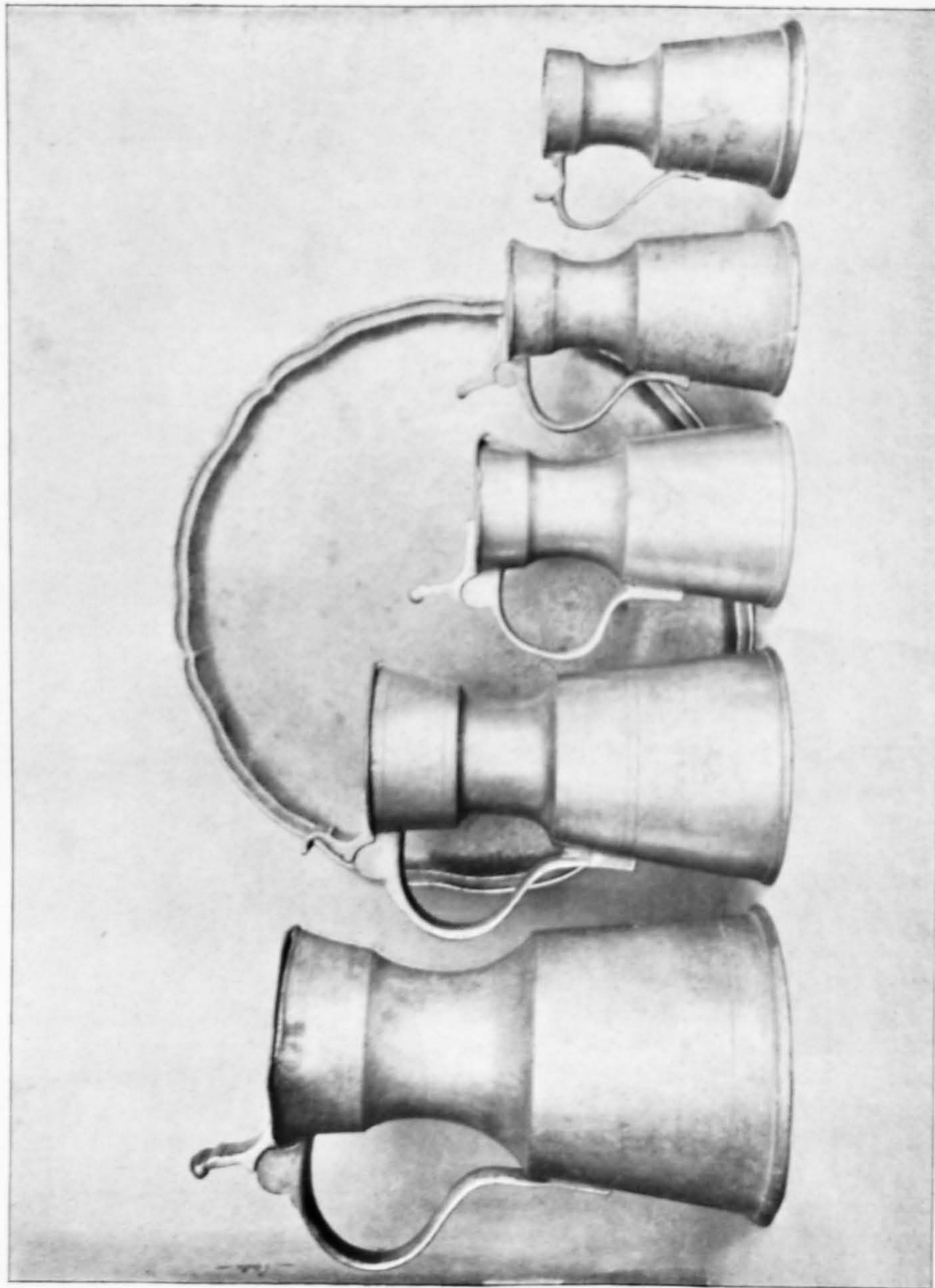
L'an mille six cens et quatre vingt, et le vingt sixieme jour du mois d'aoust, par devant moy notaire soussigné, bourgeois de la ville de Neufchastel, et en presence des tesmoins après nommez, s'est constitué et estably le sieur David Wattel, bourgeois de la dite ville et justicier en l'honorable justice de Collombier, lequel de son bon gré a mis et affermé par ces presentes Jaques Watel, son fils, icy present et consentant, avec le sieur Pierre Villeneuve, de Maraines en Xaintonge, maistre postier d'estin, de present habitant dans la ville d'Yverdon, à ce present, et le retenant pour le temps et terme de trois années consecutives qui commenceront au premier jour de septembre prochain, pour pendant le dit temps luy monstrier, apprendre et enseigner de tout son possible son dit mestier de postier d'estin par luy exercé, sans luy rien receler de tout ce qu'il scay qui en despend, le tout de bonne foy sans fraude ny circonvention. Comme aussi de le nourrir, blanchir et entretenir honnestement suivant ce que doit estre un apprentif de la dite vacation. Reciproquement, le dit apprentif a promis et promet de bien et fidellement servir le dit sieur Villeneuve, son maistre, avec toute l'assiduité, obeissance et vigilance requise et necessaire et de luy rendre bon et fidel compte de tout ce qui luy pourra estre confié et mis en mains. Comme aussy de luy procurer et avancer son honneur et proffit, le tout ainsi qu'un bon et fidel apprentif est obligé de faire. Pour payement et salaire duquel apprentissage le dit sieur David Wattel le pere a promis et s'oblige de payer au dit sieur Villeneuve la somme de cinq centz livres foibles, et une pistolle d'or en piece pour l'estraire à sa femme, payable la moitié de la dite somme avec la pistolle d'estraire presentement et content, et le reste au milieu du dit terme, a ceste condition toutesfois que s'il arrivoit la mort du maistre ou de l'apprentif,

<sup>1</sup> Nicolas Huguenaud, not. 7<sup>me</sup> minutaire.









Poinçon de Neuchâtel et chevrons.

Louis Perrin.

Josué Perrin.

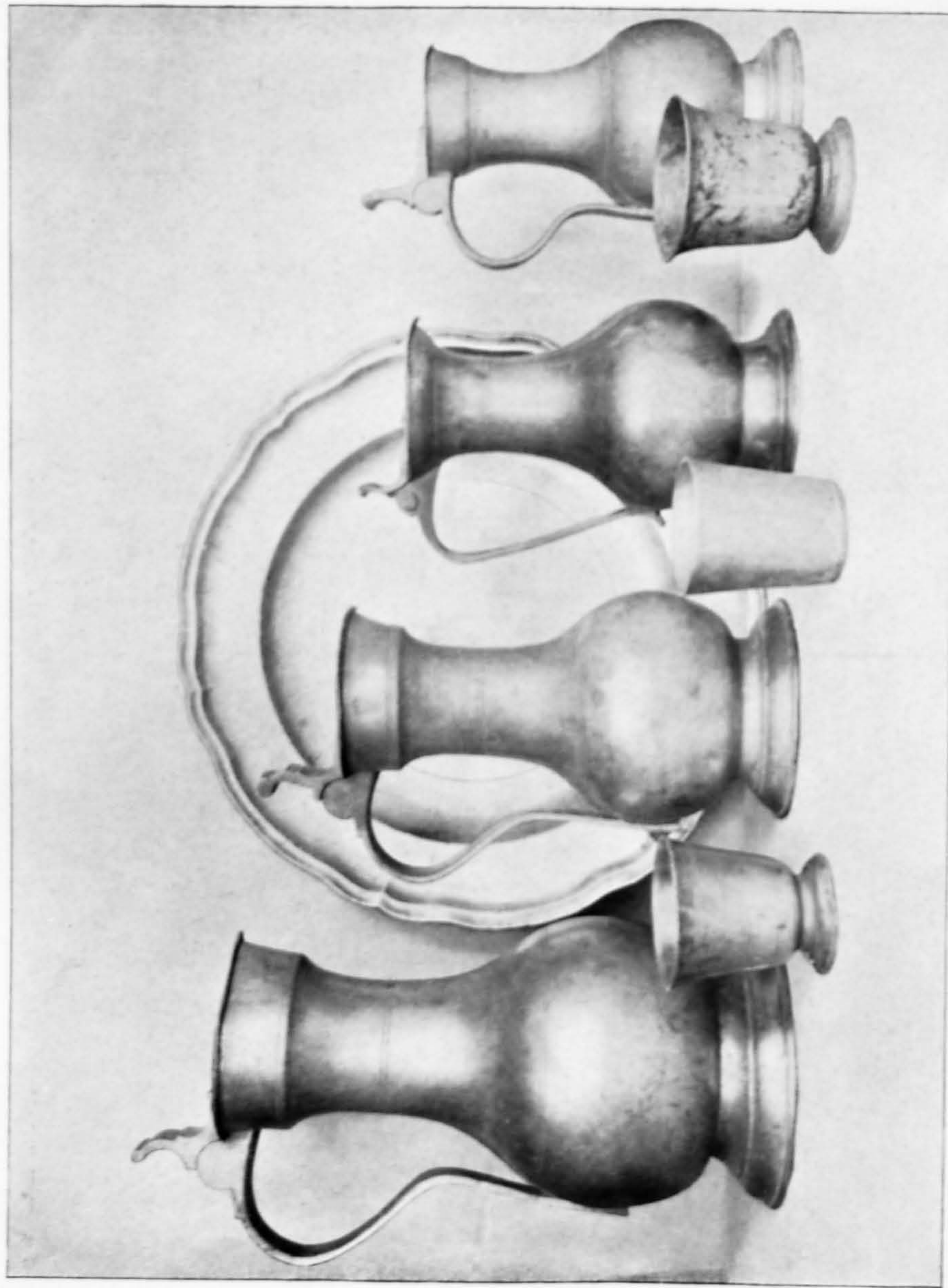
J.-J. Borel et chevrons.

Channes à panse droite portant les armes de la ville et les poinçons des potiers d'étain ci-dessus.

Grand plat festonné Louis XVI

avec poinçon de Neuchâtel et la marque *Fin estain cristalin* Louis Perrin.





Jaques Wattel.

J. J. Châtelain.

Josué Perrin

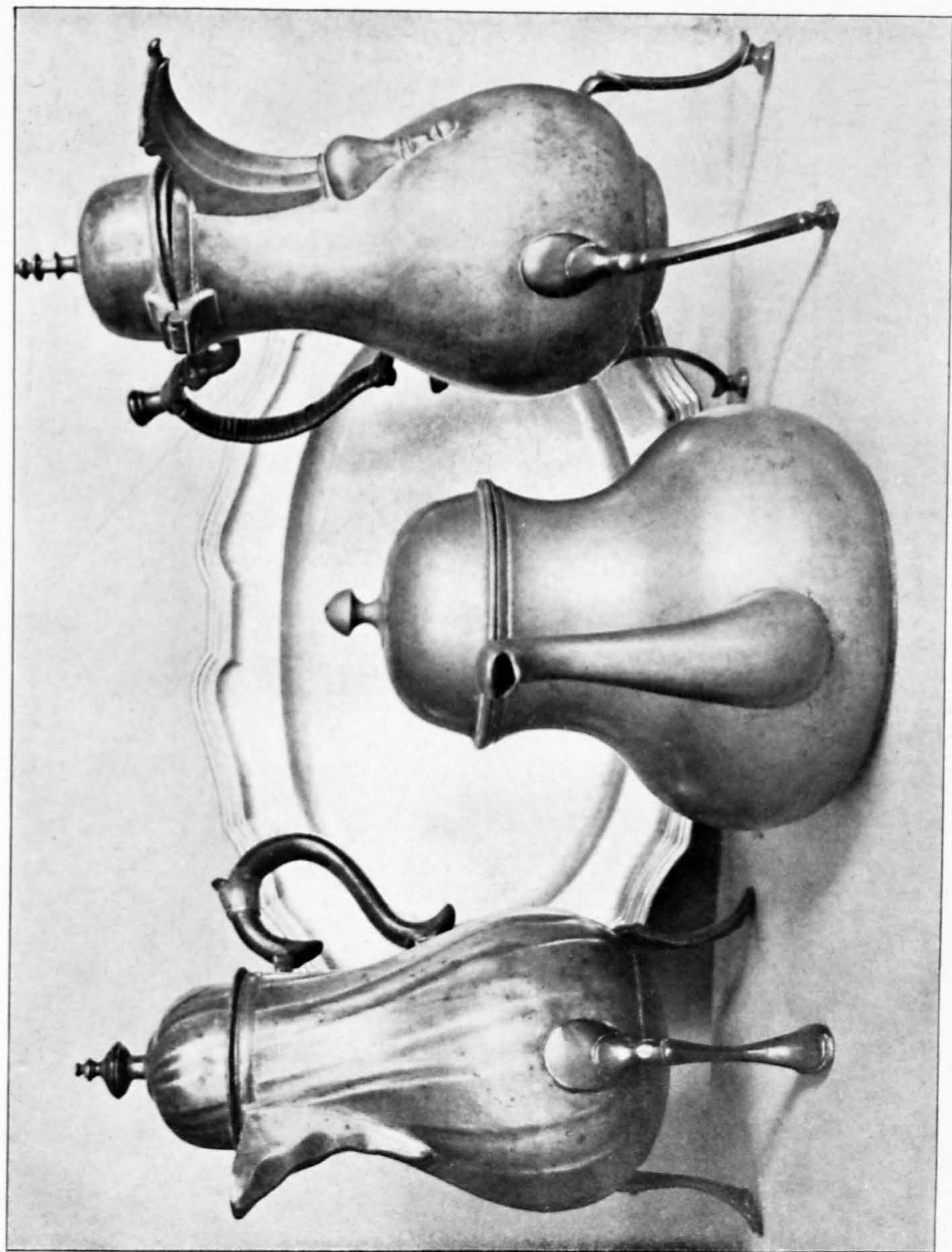
avec armes de la ville de Boudry.

Louis Perrin.

Channes à panse ronde, gobelets et plat, portant les armes de la ville et les poinçons des potiers ci-dessus.

Grand plat rond festonné Louis XV, poinçon de Louis Perrin. Gobelets divers.

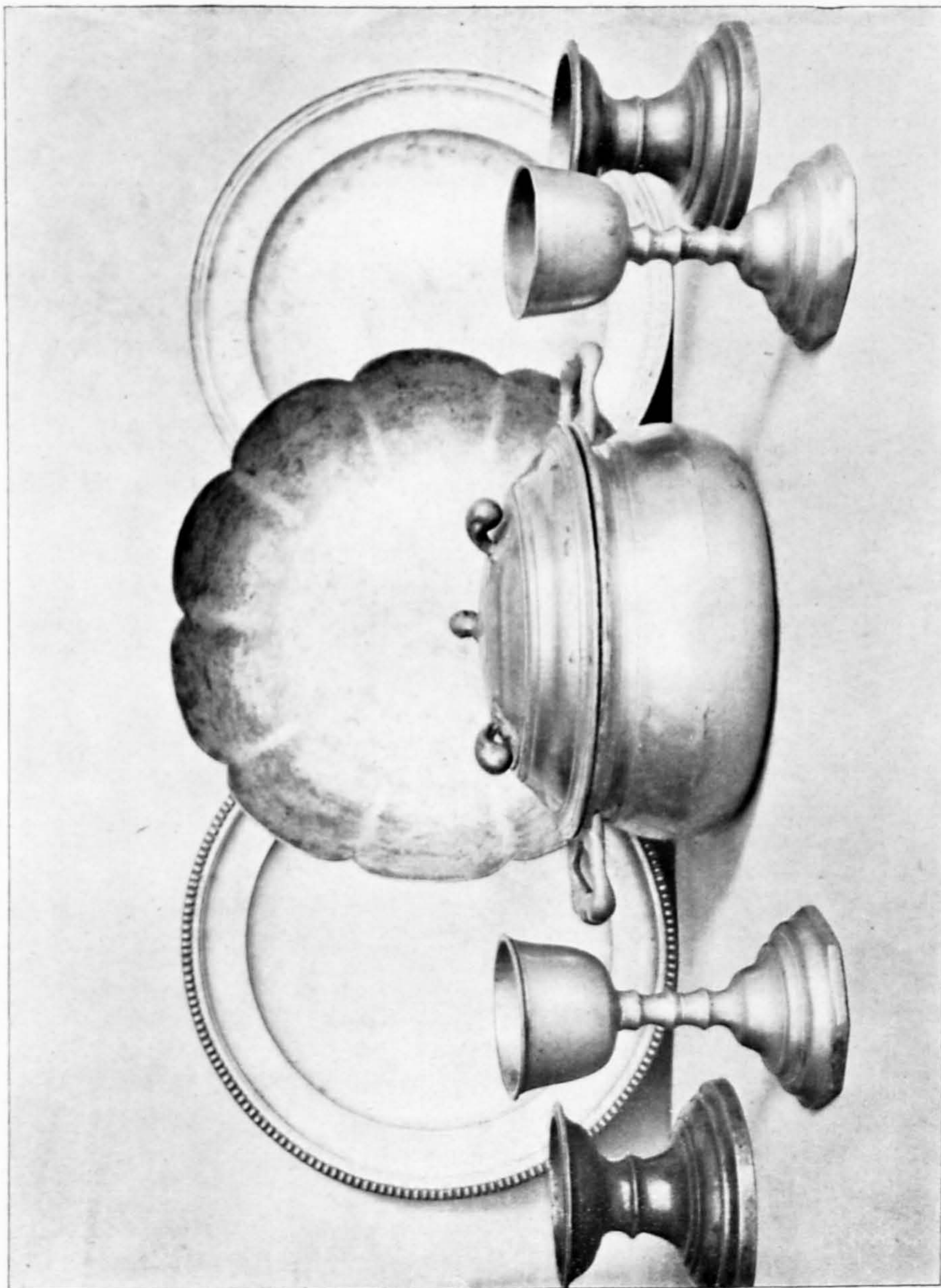




**Etains neuchâtelois avec ou sans poinçons.**

- Cafetière Louis XV sans poinçon.
- Plat ovale festonné, Louis Perrin.
- Théière avec le poinçon de la ville et celui de Louis Perrin.
- Cafetière Louis XV sans poinçon.





Etaines neuchâtelais avec ou sans poinçons.

Assiette avec bords striés Louis Perrin.

Salière  
avec marque Thonnet.

Plat à bords festonnés et côtelés Louis Perrin.

Petite soupière neuchâtelaise  
sans marque de potier.

Assiette plate J.-J. Borel.

Salière  
avec marque Thonnet.





qu'il ne sera payé qu'à proportion du terme qu'il aura servy. En seurté de quoi les dites parties obligent tous et un chacun leurs biens, presents et futurs, et promettent de tenir pour ferme et stable tout le contenu cy dessus, sans y contrevenir. Renonçans, etc. Ainsy fait et passé au dit Collombier, le jour sus dit, en presence des honnestes David Pettavel, de Bosle, et Abram fils de Pierre Perrenet, de Montalechiez, tesmoins.

## III

**Inventaire du fond de boutique de potterie d'étain que Monsieur François Bonhôte, mon beau père, m'a remis le 26<sup>e</sup> janvier 1769 <sup>1</sup>.**

æ 1023 1/4 étain fin travaillé, à 9 batz	L. 920.18.6
280 1/4 étain fin sortant des moules, à 8 1/2 batz	» 238. 4.3
» 296 1/4 étain fin vieux, à 8 batz	» 237
» 260 étain commun travaillé, à 6 1/2 batz	» 169
» 259 3/4 dit, chez Monsieur Laupcher à Biene	» 168.16.6
» 2086 3/4 étain vieux commun, à 5 batz	» 1043. 7.6
» 48 1/2 soudure, à 4 1/2 batz	» 21.16.6
» 28 vieux mettäl, à 6 batz	» 16.16
» 6 1/2 vieux cuivre, à 8 batz	» 5. 4
» 26 pot de plomb à tabac, à 4 1/2 batz	» 11.14
» 188 vieux plomb, à 2 batz	» 37.12
» 125 moules de fonte neuf de mettäl, à 20 batz	» 250
» 917 1/4 moules de l'ancien achat, à 15 batz	» 1375.17.6
6 seringues assorties, à L. 4.10	» 27
le tour avec ses empruntes et outils de la profession	» 60
	L. 4583. 6.9

## IV

**Inventaire du fond de boutique de potterie d'étain que j'ai acheté de Mademoiselle Babelle Thonnet, venant de feu Monsieur Charles Thonnet, son oncle, suivant la convention faites le 26<sup>e</sup> décembre 1775.**

1069 moules de fonte, à 15 batz	L. 1603.10
æ 1048 3/4 étain fin travaillé, à 9 batz	» 943.17.6
» 529 étain fin en menuiserie, à 12 batz	» 634.16
» 66 1/4 dit en caffetière, à 14 batz	» 92.15
» 1056 1/4 étain commun travaillé, à 6 batz	» 633.15
» 151 1/4 dit en chauffe pied et aiguïere, à 8 batz	» 121
13 grosse seringue assortie, à 42 batz pièce	» 54.12
1 ditte gatée	» 2. 2
5 dittes moyenne, à 14 batz	» 7

<sup>1</sup> Les annexes III, IV, V, sont tirées des archives de M. Maurice Borel, à Neuchâtel.



11	dittes à injections, à 4 batz	L.	4. 8
7 1/2	potée en étain	»	16.16
4	huillers, à 10 1/2 batz	»	4. 4
769 1/4	étain fin vieux, à 7 batz	»	538. 9.6
81 1/2	vieux cuivre, à 8 1/2 batz	»	69. 1.6
566 3/4	étain commun vieux, à 4 batz	»	226.14
182 3/4	vieux plomb, à 7 creuzer	»	31.19.6
	le tour avec ses calibres et outils de la profession	»	150
	toutes les craches	»	66.14.9
90 1/2	étain commun vieux, à 4 batz	»	36. 4
2	étain fin travaillé, à 9 batz	»	1.16
1 1/2	plomb	»	5.3
		L.	5240

## V

**Inventaire général de moi Louis Perrin,  
commencé le 8<sup>e</sup> juillet 1783 et fini le 16<sup>e</sup> dit.**

7 moules plats à filet	peze 147 1/4	»
6 dits plats à l'angloise	» 116 1/4	»
5 dits assiettes à filet	» 50 1/2	»
1 dits assiette à soupe en 3 pièces	» 15 1/2	»
2 dit assiette à l'angloise	» 26	»
5 dit gardemangés	» 78 3/4	»
3 dit ecuelle à oreille	» 34	»
3 dit pot de chambre avec 3 dit pour ances	» 93 1/2	»
1 dit soucoupe à goderon	» 18	»
1 dit bassin à barbe	» 24 1/2	»
2 dit pot avec leurs bas	» 89 3/4	»
1 dit mesure de Bienne	» 30 1/2	»
2 dit d'1/4 pot, 1 dit demi pot, pesent ensemble	» 47	»
1 dit demi quart de pot	» 6 1/4	»
1 dit pot à eau et son moule d'ances	» 36 3/4	»
les dit couvècles, ances et charnière	» 22 1/2	»
4 dit thèyères, 3 dit pour les bas	» 55	»
4 dit couvècles de th. et caffetière	» 7	»
1 dit bas de petite thèyères	» 4 3/8	»
3 dit caffetières avec les bas	» 39 1/2	»
1 dit pied de chandeliers à feston	» 20 1/4	»
1 dit pied uni		
2 dit branches à feston		
1 dit sucrier complet	» 17	»
1 dit noyau pour poches	» 1 1/4	»
1 dit moutardier à pan et couvècle	» 8 1/4	»
1 dit dit à baril	» 4 1/2	»
1 dit norisse ronde	» 7 1/4	»



1 dit norisse longue	peze	7 $\frac{3}{4}$ $\bar{u}$
1 dit sellière pied carré	»	4 $\frac{1}{2}$ »
1 dit dit pied rond	»	4 $\frac{3}{4}$ »
1 dit à pompe	»	8 $\frac{3}{4}$ »
1 dit ovale	»	2 $\frac{3}{4}$ »
2 dit gobelets	»	11 $\frac{1}{2}$ »
1 dit coquier	»	3 $\frac{1}{2}$ »
1 dit baubèches	»	2 $\frac{3}{4}$ »
3 dit noyau de vis }	»	12 $\frac{1}{2}$ »
2 dit pour les chapes }		
5 dit gouleau de théyères	»	6 $\frac{1}{2}$ »
4 dit ances de théyères et moutardiers	»	6 $\frac{1}{2}$ »
2 dit petites plaques	»	20 »
1 dit mouchettes	»	4 »
4 dit Vurtzel et petits autres	»	1 »
2 dit gouleau de caffetière gravés	»	5 »

1104  $\frac{1}{8}$   $\bar{u}$

à 15 batz

L. 1656. 3.9

3 moules plats à contour	peze	61 $\bar{u}$
1 dit à soupe }	»	26 $\frac{1}{2}$ »
1 dit ordinaire }		
1 dit grande soucoupe à contour	»	29 »
5 dit bassin à l'angloise	»	69 $\frac{1}{2}$ »
5 dit couvèle pour dit	»	59 $\frac{1}{2}$ »
1 dit en une chappe pour n° 4	»	4 $\frac{1}{4}$ »
3 dit théyères à l'angloise assorti	»	35 »
1 dit grande ceuiller ovale		
1 dit à ragoux		
3 dit à soupe		
1 dit petit rond pour enfant	»	27 »
1 dit ovale idem		
1 dit à caffè		
2 dit fourchettes		
1 dit de seringue complet	»	25 »
1 dit jatte de moulin à caffè	»	4 »
1 dit tabatière ronde	»	4 »
4 dit bouton de bassin à l'angloise	»	2 $\frac{1}{4}$ »
en différents petit moules	»	19 »

366 à 20 batz

*Badinages en fonte.*

- 1 dit petite plaque
- 2 dit plat à l'angloise
- 1 dit assiette
- 1 dit bassin à l'angloise en 3 moules



1 dit pot à lait en 2 moules  
 1 dit chandelier  
 1 dit théyères en 3 moules  
 1 dit caffetières en 3 moules  
 1 dit jatte à sucre  
 1 dit marmitte avec couvêcle  
 1 dit haut de théyères à l'angloise  
 1 moule seilles  
 1 dit pour la casse  
 1 dit pour bas à 4 pièces  
 1 dit tasse avec la soucoupe  
 1 dit avec une chappe étain

pour scruttin  $\pi$  15  $\frac{1}{2}$ 381  $\frac{1}{2}$ 

à 20 batz

L. 763

L. 2419. 3.9

$\pi$ 665	étain fin travaillé en vaisselle	à 9 $\frac{1}{2}$ batz	> 602. 2
> 162	dit à contours	> 10	> 162
> 127 $\frac{3}{4}$	dit en théyères	> 13	> 166. 1.6
> 31	dit en caffetières	> 14	> 43. 8
> 190 $\frac{1}{2}$	bassin à l'angloise	> 13	> 247.13
> 53	dit en saladiers ecuelle à oreille	> 10	> 53
> 26	assiette à réchaux	pièce	> 115.10
> 7	bassin à barbe		
> 41 $\frac{1}{2}$	ceuillères et jatte à sucre	> 10	> 41.10
> 27 $\frac{1}{2}$	plats à poissons	> 16	> 44
> 10 $\frac{3}{4}$	chandeliers, ménagère et burette	> 14	> 15. 1
> 6 $\frac{1}{8}$	semaisses	> 12	> 7. 7
> 4 $\frac{1}{2}$	manche de couteau	> 10	> 4.10
> 1	pottée		> 4. 4
> 85 $\frac{1}{4}$	étain fin sortant du moule	> 8 $\frac{1}{2}$	> 72. 9
> 24 $\frac{1}{2}$	dit en lingau	> 9	> 22. 4
> 314	dit vieux	> 8	> 251. 4
> 10	dit en models	> 8	> 8
> 40	vieux laitton	> 7	> 28
> 3 $\frac{1}{4}$	vieux cuivre	> 8 $\frac{1}{2}$	> 2.13
> 224	régule	> 8	> 179. 4
> 10	badinage	> 21	> 21
> 398 $\frac{1}{4}$	étain commun en potterie	> 7	> 279. 6
> 128	dit en vaisselle	> 7	> 89.12
> 75 $\frac{3}{4}$	dit en aiguère et cabaret	> 9	> 68. 3.6
> 6 $\frac{7}{8}$	dit en semaisse	> 10	> 6.17.6
> 39 $\frac{1}{2}$	dit en sellière, gobelet, norisse, coquier	> 9	> 35.11
13	grosse seringue	> 45	> 58.10
4	petittes pour enfant	> 25	> 10
3	dittes à injection	> 18	> 5. 8



18	dittes petites	à 7	batz	L.	9. 2
54 1/2	étain commun sortant du moule	» 6	»	»	32.14
» 669 1/4	dit vieux	» 5	»	»	334.12.6
» 104	soudure	» 4 1/2	»	»	46.14
» 10	jatte de moulin à café	» 9	»	»	9
» 29 1/4	plomb travaillés	» 4	»	»	11.14
» 105	plomb vieux	» 2	»	»	21
56	pied de cafetières	» 1 3/4	»	»	9.16
9	grand robinets façon de cigne	» 6	»	»	5. 8
25	dit, petit ordinaire	» 2	»	»	5

*Moules de badinages étain fin.*

- 1 moules pot de chambre noyau en bois
- 1 dit couvêcle pour jatte à sucre
- 1 dit sucrier avec son moule couvêcle
- 1 dit sellière
- 1 dit pour ances bassin à l'angloise
- 1 dit gouleau de théyères
- 2 dit gouleau de cafetières
- 1 dit pied de cafetières
- 1 dit pied de table
- 2 dit garniture de table

pezent le tout 7 ⱥ à 10 batz L. 7

*Badinages en plomb.*

- Un moule grande seilles noyau de bois
- Un dit pour les ances
- Un dit ances de bassins à l'angloise
- Un dit ances de théyères
- Un dit petites ceuillers
- Un dit ances de pot de chambre
- Un dit petites boucles ronde

pezent 8 ⱥ à 4 batz L. 3. 4

- » 136 moules étain fin » 10 » » 136
- » 150 dit de plomb » 4 » » 60
- Les 2 tours avec leurs calibres et autres outils
- de la profession » 250
- Toutes les craches suposés ensemble 400 ⱥ à 5 batz la ⱥ » 200
- Une roue garnie en plomb pour suspendre » 12.12
- 6 lingautière en fer à 14 batz pièce » 8. 8
- Toutes les presse pour fondre » 16.16
- 6 chauderon en fer à 20 batz pièce » 12
- 2 fournaise pierre molasse avec cercle de fer » 12



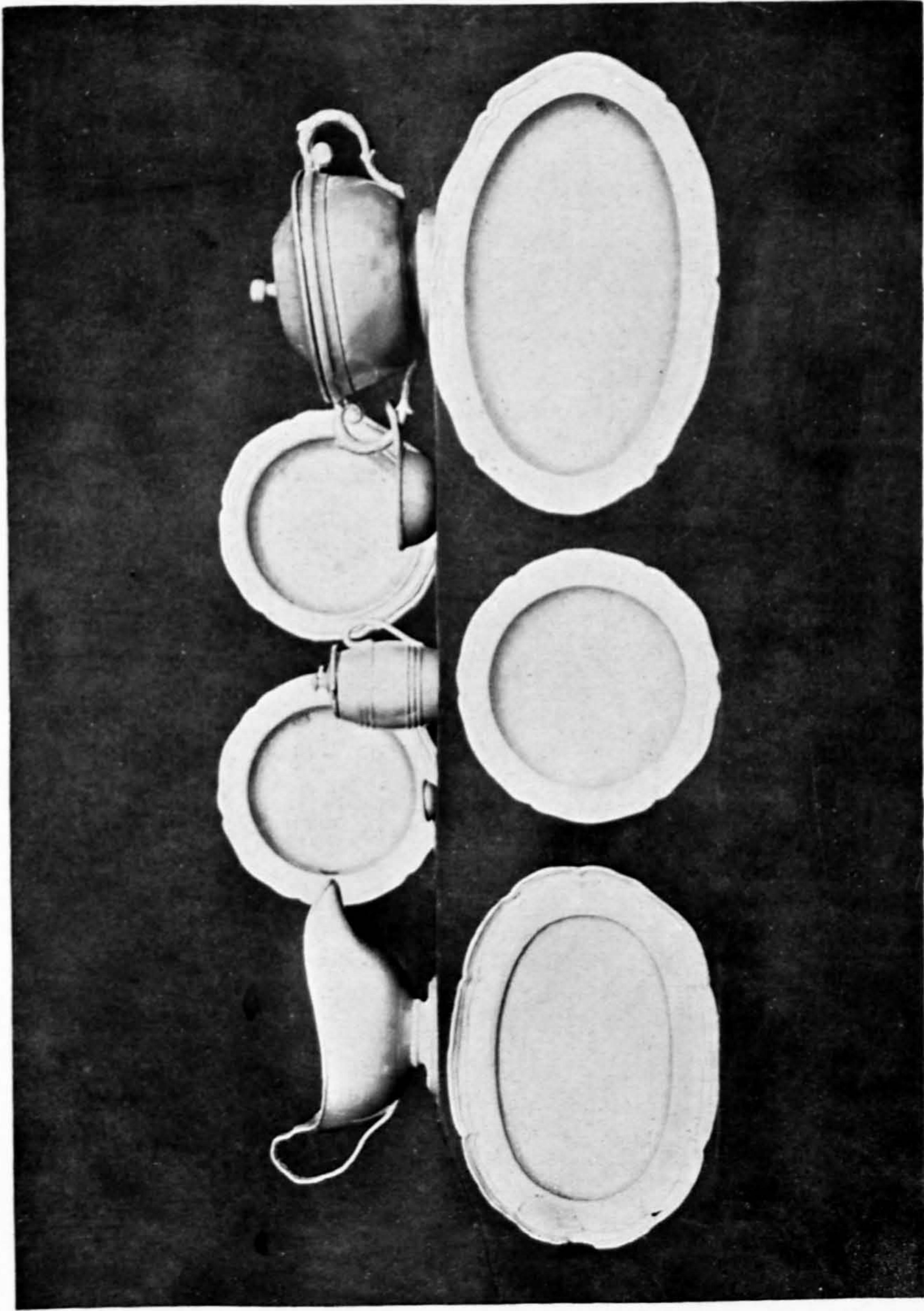
1 fourneau fer battu avec ses thuyaux		L.	12
2 grandes enclumes polies avec tous les marteaux		"	40
1 balancier avec les ecuelles en cuivre		"	6
2 grande caisse à la fonderie		"	4. 4
Un balancier à la boutique		"	8. 8
En chandeliers et autres articles composition de Lyon		"	397. 9
Une pierre de	50	fr	
1 ditte	20	"	
1 ditte	13	"	
1 ditte	9	"	
2 ditte	8	"	
1 ditte	7	"	
1 ditte	6 1/2	"	
1 ditte	5	"	
1 ditte	4	"	
2 ditte	3	"	
4 ditte	1	"	
6 ditte	1/2	"	
4 ditte	1/4	"	
2 ditte	1/8	"	
	145 1/2	fr	
	poid en fer à 2 batz la fr		" 29. 2
Un poid en fonte	4	"	" 6 "
Un dit	3	"	" 6 "
2 poid de marc		"	" 2
2 alphabeth avec les N°		"	" 3
2 buffet à glaces à la boutique		"	" 8. 8
La banque de la boutique		"	" 2. 2
tous les tablars et les 2 caisses pour l'étain		"	" 10
		L.	58.16

*Etain commun chez Mr. Laubscher à Bienne.*

1 pot	{	21 fr à 7 batz	
7 demi pot			" 14.14
3 quart de pot			L. 6808. 4.3
20 manches de seringue à 2 batz 2 cr.			" 6
6 douzaines et demi de théyères à l'angloise et autres			" 9
			L. 6823. 4.3







0,082 m. X 0,060 m.

0,057 m. diamètre.

0,097 m. X 0,064 m.

Jouets d'enfants ou « badinages » de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.





## BIBLIOGRAPHIE

---

Alfred Chapuis, *Histoire de la Pendulerie neuchâteloise (Horlogerie de gros et de moyen volume)*... — Paris-Neuchâtel, Attinger frères. In-4°, s. d. [1918], XII-489 p.

Le *Musée neuchâtelois* est bien en retard pour parler de la *Pendulerie neuchâteloise*. Le beau livre de M. Chapuis est heureusement de ceux qui peuvent attendre.

Il renferme une partie technique qui sort du cadre du *Musée*, consacrée par des spécialistes à l'outillage, au mouvement, aux horloges de précision, aux horloges marines, aux horloges électriques, à l'Observatoire de Neuchâtel. Je laisse de côté ces chapitres spéciaux, pour m'en tenir à la partie proprement historique.

Il faut reconnaître que M. C. a fait preuve d'une clairvoyance toute particulière dans le choix d'un sujet aussi original, qu'on croyait connaître et qui était d'une richesse insoupçonnée ; qui avait l'avantage, en outre, d'être parfaitement circonscrit. On sait quand la pendulerie neuchâteloise a pris naissance, quand elle a eu sa période de vogue et, pourrait-on dire, de gloire, et sa période de déclin. M. C. montre qu'elle a réalisé son plus beau développement de 1720 à 1790. Cette belle époque de la pendulerie neuchâteloise, M. C. l'étudie avec amour, et une richesse de documentation tout à fait remarquable. Nous sommes abondamment renseignés sur les maîtres et sur les apprentis, sur les lieux, l'époque, les caractères et les mœurs. Les chapitres IV à IX forment le noyau du livre et sa partie la plus neuve et la plus substantielle. Il est inutile de les résumer ici : j'y renvoie les lecteurs du *Musée neuchâtelois*, qui, par hasard, ne connaîtraient pas l'ouvrage de M. C. « Notre pays, dit-il justement, a certainement d'autres titres de gloire : il en est peu de plus brillants. Dans cette industrie semblent s'être condensées à un moment donné toutes les belles qualités de race d'une contrée qui, dès une époque reculée, forma un tout distinct. » On peut lire dans un roman contemporain un étrange jugement sur Neuchâtel « où l'honnêteté transpire des murs et des visages » et sur les Neuchâtelois eux-mêmes et les Suisses en général, « sans crimes, sans histoire, sans littérature, sans arts ». Si l'auteur de ce roman avait lu le livre de M. C. et s'il avait connu les horlogers neuchâtelois du XVIII<sup>me</sup> siècle, ces heureux paysans, comme les appelait J.-J. Rousseau, si remarquablement doués du génie de la mécanique, il aurait peut-être changé d'avis et de langage.

M. C. étudie minutieusement, autant que nos connaissances le permettent, les débuts de la pendulerie à Neuchâtel-ville, aux Montagnes, au Val-de-Travers et au Val-de-Ruz. Il cherche à en débrouiller les origines mêmes. L'un de ses chapitres est intitulé : *L'horlogerie bourguignonne et franc-comtoise et les origines de la pendulerie neuchâteloise*. Ce ne sont pas, à



vrai dire, les meilleures pages du livre. Ces notes décousues sont loin de renseigner d'une façon précise. L'horlogerie des Montagnes aurait débuté par des rouages en bois à l'imitation « plus que probable » de la Franche-Comté. Ailleurs, au contraire, M. C. montre que les premiers horlogers furent des serruriers et que l'habitude que les Neuchâtelais avaient du travail des métaux contribua à la rapide extension de l'horlogerie.

Dans un chapitre intitulé : *De quelques belles pendules et de quelques genres spéciaux*, M. C. énumère quelques pendules de cheminées qui ont une origine historique, celle, par exemple, exécutée en 1814 pour Chambrier d'Oleyres en souvenir du passage du roi, et celle qui fut offerte en 1817 à Béguelin par la bourgeoisie de Valangin. Ces « belles pendules » ne valent pas, à mes yeux, l'authentique pendule neuchâteloise : on retrouve là des chanteurs napolitains ou des génies ailés touchant de la lyre, de fabrication parisienne probablement. Il eût été intéressant de dresser la liste des pendules offertes en don par la bourgeoisie de Neuchâtel, par celle de Valangin ou par le gouvernement lui-même. En 1830, par exemple, le Conseil d'Etat offrait au pasteur Molière à Berlin une pendule neuchâteloise pour le remercier des soins spirituels qu'il prodiguait aux jeunes soldats de la Garde.

On ne saurait trop répéter que la documentation du livre de M. C. est très riche. Les recherches dans les archives de l'Etat ou des Communes sont relativement faciles ; elles sont plus délicates et plus difficiles dans les archives privées. M. C. ne s'est laissé rebuter par aucune démarche et n'a rien négligé : lettres, journaux, livres de comptes, portraits, etc. Il a su faire une récolte extraordinairement abondante. Devant un tel amas de renseignements, il s'agissait de faire un choix, que M. C. n'a pas toujours voulu faire d'une façon suffisamment sévère. A ses yeux, tout document se rapportant de près ou de loin à ses chères pendules lui a paru avoir une valeur inestimable, et il a, un peu trop, tout mis sur le même plan.

La récolte de documents divers a été si abondante qu'elle a fini par déborder de toutes parts le cadre de la pendulerie. De là, sans doute, le chapitre III : *Les horloges de clocher*, qui renferme, je n'y contredis pas, des renseignements intéressants, mais étrangers, pour la plupart, à la pendulerie. De là, les pages sur les cloches, « qui sont, dit M. C., à l'horloge d'église ce que la sonnerie d'une pendule est au mouvement ». M. C., qui me permettra de relever un ou deux points de ces deux chapitres, a dépouillé, aux Archives de l'Etat, les comptes de Perronet de Mont, du XIV<sup>me</sup> siècle<sup>1</sup>, et il y a trouvé la mention d'une horloge, dont il fait, comme Frédéric de Chambrier<sup>2</sup>, une horloge de la Collégiale : « Il est plus que probable, dit-il, qu'il s'agit de la première horloge monumentale qui ait existé en pays neuchâtelois. » A vrai dire, rien n'autorise cette interprétation. Il est question, dans

<sup>1</sup> L'un des articles du compte de Perronet de Mont est rapporté en ces termes par M. C. : *Item a donné mayure à Guillemet Poter pour la façon dou reloge . . . . . dix frans.* Le mot *mayure* n'existe pas. Il faut lire :

*Item, adon mayme*, ce qui veut dire : alors même, à la même date, c'est-à-dire, comme on voit par d'autres articles du compte, le jour de Pâque.

<sup>2</sup> *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 107.



les comptes de Perronet de Mont, du « maysonement de l'ostel ma dame » et du « grant poyle » de l'hôtel. C'est probablement pour ce « grand poyle » que Guillermet Poter construisait une horloge. Ce Guillermet Poter était-il un potier d'étain, comme le suppose M. C. ? C'est possible ; ce n'est pas certain. Au XIV<sup>me</sup> siècle, le nom de métier qui servait de surnom était joint au nom (que nous appelons aujourd'hui le prénom) par un article. Dans les mêmes comptes de Perronet de Mont, il est question de Gauthié le maczon, de Guillaume le tissot, de Johanoz le chapuis, de Girardet le favre, de Richard le dorier. Si Guillermet Poter avait été potier de son métier, les comptes l'aurait sans doute appelé Guillermet le potier. Notons que M. C. aurait pu trouver quelques renseignements sur ce personnage dans l'Extente de Neuchâtel faite en 1374 par le notaire Nicolet de Grandson : « Guillermet Poter juré tient dou Seignour de par Alix sa feme joust la maison mons. Jehan Maliet une mayson... »<sup>1</sup>

A côté de ce Guillermet Poter, M. C. cite comme premiers constructeurs d'horloges des serruriers tels que Renaud Colon et maître Claude. Sur ces deux personnages, M. C. n'a pas réussi à trouver de renseignements. Regnaud Colomb n'est autre que le père de l'abbé de Fontaine-André, Louis Colomb. Les *Comptes de la bourse*, de la fin du XV<sup>me</sup> siècle et du commencement du XVI<sup>me</sup>, sont remplis de mentions de Regnaud Colomb, appelé le plus souvent Regnault le serrurier. C'était le serrurier officiel de la ville, comme en témoigne l'article suivant<sup>2</sup> :

« Item at delivré pour la livree que Messeigneurs ont donné a Regnault sarrurier, tant en robe, chausses et porpoint, sur quoy il at donnez en don(t) cent vires de bornel, et ultre ce pour la dite vesture le dit borcier [Blaise Hory] at delivrer . . . . . x livres x groz. »

Quant à maître Claude qui, en 1517 et 1529, est mentionné « comme ayant reffect le relouge de l'Hôpital », M. C. l'identifie avec Claude Tornare, qui, en 1550, construisit l'horloge de Saint-Blaise. Il s'agit ici d'un autre Claude, Claude Gruet, Gruot ou Gruyer. En 1506, les comptes du receveur de Neuchâtel, Charles de Champagne, mentionnent « Claude Gruot, serrurier, pour ouvraiges par luy fait de son mestier tant en la maison de Monseigneur que en celle des Innocens ». Les *Comptes de la bourse*, de 1515 à 1531, consacrent de nombreux articles aux travaux variés de maître Claude « le serrulliez », ou « Glaude serreulliez », ou Claude Gruet ou Claudy Gruyer. On voit, par exemple, qu'il a réparé plus d'une fois « le rellouge des oupi-taulx »<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> En 1429, il est question d'un Guillemine le potier (Archives de l'Etat A 16, n° 4), dans le « papier de delivrance de Mons. le conte Jehan de Fribourc et de Nuefchastel ».

<sup>2</sup> *Bourse*, t. V., fol. 347, année 1500. Sur Regnaud Colomb, voir d'autres renseignements dans le *Musée neuchâtelois*, 1904, p. 132.

<sup>3</sup> On trouve le nom de « Regnault le sarrurier » parmi les hommes d'armes de la ville qui, en 1475, firent des « courses » contre des Bourguignons. (*Musée neuchâtelois*, 1918, p. 9.) D'autre part, Claudy Gruyer, le serrurier, figure parmi les Neuchâtelois qui marchèrent au secours de Genève en 1530. A. PIAGET. *Documents inédits sur la Réformation*, t. I, p. 17 : il faut corriger Claudy Geyer en Claudy Gruyer.



M. C., qui regarde les serruriers Regnaud Colomb et Claude Gruet « comme des horlogers de gros volume », va jusqu'à se demander si les ecclésiastiques Jean Berchinet et Jean de Délémont ne doivent pas être comptés « parmi les premiers maîtres en gros volume » de Neuchâtel. C'est aller un peu vite en besogne. Les deux serruriers, mentionnés plus haut, pouvaient à l'occasion « radoubler » une horloge. En construisaient-ils eux-mêmes ? C'est fort douteux. Quant au chapelain Berchinet et au chanoine Jean de Délémont, ils étaient « marelriers » ou marguilliers, et la charge de « gouverner le reloge » rentrait dans leurs attributions. Les *Comptes de la bourserie* auraient abondamment renseigné M. C. sur les « marelriers ». Messire Jean Berchinet, chapelain, s'occupait déjà du « relouge » en 1406. En 1415, il céda ce soin à son frère, Jean Barrelier, qui fut « gouverneur du reloge » jusqu'en 1434, puis de nouveau en 1441 et 1442. De 1438 à 1440, il fut remplacé par messire Etienne Pucet. En 1443, les cloches et l'horloge sont réunis dans le même article des *Comptes*<sup>1</sup> :

« A delivré a messire Jehan Grillon pour sa poinne de sonner les cloches... trente solz, et a messire Jean de Delemont pour gouverner le reloge trente solz, ainsin . . . . . lx solz. »

Le même Jean de Délémont s'occupa de l'horloge jusqu'en 1447. On relève ensuite les noms suivants de chapelains qui touchaient xxx sous par an « pour le gouvernement » ou « pour la maintenance du reloige » : 1449, messire Conrad Bellin ; 1460 à 1465, messire Hugue Gendre ; 1466 à 1480, Singeti, c'est-à-dire messire Guillaume Singe ; 1471 à 1474, messire Hugue Gendre ; 1475 à 1476, messire Conrad Sales ; 1477 à 1481, messire Jacques Gaberel ; 1482 à 1502, messire Jacques Bourcart ; 1503 à 1505, messire Jehan Pétremand ; 1506 à 1513, messire Jacques Bourcard. En 1514, le « relouge » est réparé à neuf. Les *Comptes* mentionnent tout ce qui fut nécessaire pour cet objet, le fer, le plomb, les cordes, etc. Claude le serrurier fit toutes les réparations, et le maître serrurier de la Neuveville « vint visiter le relouge ». En 1518, le même Claude Gruyer reçut quinze sous « pour aulcungs ouvraige qu'ilz la fait ou relouge ». C'est lui sans doute que les *Comptes* désignent du nom de « sarrurier du chastel », qui reçut cinq sous en 1521 « pour avoir raddoubez le relouge de la ville ».

Claude le serrurier qui, à l'occasion, réparait l'horloge de l'Hôpital, « radoubait » aussi la cloche de la ville<sup>2</sup>. M. C. aurait pu trouver dans les mêmes *Comptes de la bourserie* de nombreux renseignements sur les « sonneux des cloches », qui étaient chargés de « sonner pour le temps », enfin sur les « marelriers », qui étaient généralement des chapelains, auxquels les cloches étaient affermées. On s'étonne en particulier que M. C. ait négligé de précieux détails sur la cloche de la ville, refondue, baptisée et mise en place en 1504<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> *Comptes de la Bourserie*, t. II, fol. 108, v°.

<sup>2</sup> *Comptes de la Bourserie*, t. VII, fol. 233, année 1520 ; fol. 405, année 1523.

<sup>3</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 90 et suiv.



Sous prétexte de pendulerie, M. C. a copieusement disserté sur les horloges de clocher et sur les cloches. Il ne s'en est pas tenu là. Il avait sans doute des tiroirs bourrés de documents sur l'industrie du fer, sur les cadrans solaires, sur les sabliers, sur les guets et le chant du guet. Il a jugé que de telles richesses ne devaient pas être perdues, et il a fait de tout cela une savante introduction à la pendulerie. Il a étudié « les plus anciens indices de la mesure du temps dans le canton » et il est remonté jusqu'aux époques préhistoriques. L'institution du guet, dit M. C., se perd dans la nuit des temps. Au lieu de remonter si haut, il eût été facile de trouver des renseignements neuchâtelois utiles, par exemple dans les comptes eux-mêmes de Perronet de Mont. Chez nous, comme ailleurs, les premiers guets exerçaient leurs fonctions dans les châteaux. Les comptes du château de Vaumarcus, par exemple, mentionnent les deux « gaytes » (on disait au moyen âge *une gaite*) et ce qu'elles recevaient pour leur « vestement », leur « chaucelement » et leur nourriture. Les *Comptes de la boursierie* renferment la liste des « gaites » ou « wates » de 1359 et de 1360. Chaque année un article des comptes mentionne ce qui était payé aux « gaytes de la ville pour gaytier chascune nuyt et faire le gayt et crier les heures ».

Il est certain que tous les renseignements, si intéressants soient-ils, qu'on trouve dans l'ouvrage de M. C. sur les horloges de clocher, sur les cloches, le guet, les cadrans solaires, les sabliers, forment une introduction un peu lointaine à la pendulerie neuchâteloise. Pour ma part, j'aurais préféré une autre espèce d'introduction : un peu plus de détails sur les sources consultées. M. C. a fait des recherches souvent heureuses dans les archives publiques et dans les archives privées. Il a eu entre les mains des livres de remarques, des journaux, des copies de lettres, des manuscrits nombreux et divers. Quelques renseignements, groupés et non épars, sur tous ces documents eussent été les bienvenus. Qu'est-ce que le *Livre de remarques* de Ch.-Fr. Dubois, peintre et doreur ? Le *Livre de remarques* de François-Antoine Borel, pendulier ? Le *Journal* de Jaques Sandoz, à la Bibliothèque du Locle ? Le *Journal* d'Abram-Louis Sandoz et d'Abram Ducommun-dit-Tinon, à la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds ? Qu'est-ce que la collection des manuscrits d'Ulysse Matthey-Henri, à la Bibliothèque de Neuchâtel ?

L'ouvrage se termine par un utile Index, enrichi de notes biographiques. On sera reconnaissant à l'auteur de cette table qui rendra de grands services et qui est toute remplie de renseignements précis et précieux. M. C. y fait entre autres figurer Aubert Parent, architecte et sculpteur. Il nous apprend qu'en février 1806 le roi de Prusse ordonna au Conseil d'Etat de la Principauté de remettre à Aubert Parent une somme de cent thalers pour un ouvrage sur les *Antiquités de la Principauté de Neuchâtel*. Cette somme a-t-elle jamais été payée ? Quelques jours après le rescrit du roi, la Principauté changeait de maître. Les *Recherches sur les antiquités de Neuchâtel en Suisse*, par Aubert Parent, architecte académicien, mémoire de 21 pages in-4°, se trouvent aux Archives du prince de Wagram, au Château de Grosbois.

Les réserves que je me suis permis de faire sur le plan même de l'ou-



vrage de M. C. n'enlèvent rien à sa valeur documentaire, qui est grande. J'ai voulu montrer que le titre *La Pendulerie neuchâteloise* ne correspond pas exactement à la réalité<sup>1</sup>. Grisé par l'abondance des choses nouvelles qu'il a eu le grand mérite de trouver et de mettre en œuvre, M. C. n'a pas su se borner. Au lieu de s'en tenir à la pendulerie neuchâteloise, sujet très original et très limité, M. C. l'a étendu, l'a distendu, si je puis dire, et nous a finalement promené des temps préhistoriques à nos jours. Promenade, certes, très instructive ! Mais M. C. reconnaîtra que si sa Pendulerie est devenue une sorte d'encyclopédie « de gros volume », elle a perdu certainement en unité et en élégance. C'est le cas de citer La Bruyère : « C'est un métier de faire un livre comme de faire une pendule. » Le livre de M. C. peut être comparé à une de ces pendules compliquées, qui étaient en même temps boîte à musique, avec un encombrement d'ornements divers et d'automates variés. Je regrette, pour ma part, que ce livre ne ressemble pas à la pendule neuchâteloise classique, si sobre de lignes, si élégante et si harmonieuse.

Arthur PIAGET.

<sup>1</sup> Il est vrai qu'à ce titre s'ajoute un sous-titre : *Horlogerie de gros et de moyen volume*. C'est là du style commercial et industriel dont M. C. me semble avoir un peu abusé. On lit dans son ouvrage des phrases comme celles-ci : « Il y avait dans le pays de Fribourg des horlogers grossiers en 1423 déjà. » (p. 42). « Dans les dernières années du XVII<sup>e</sup> siècle, nous voyons surgir tout un groupe « d'horlogers grossiers » aux Montagnes... » (p. 46). « Presque tous ces « horlogers grossiers » étaient en même temps penduliers et souvent horlogers en petit volume. » (p. 47). « Devons-nous compter aussi Jean Berchenet et Jean de Délémont parmi les premiers maîtres en gros volume de cette ville ? » (p. 74). « Il y eut des maîtres « horlogers grossiers » chez nous déjà au XV<sup>e</sup> siècle. » (p. 83). « Daniel Jean Richard fut orfèvre, horloger en petit et pendulier. » (p. 93). M. C., qui est homme de goût, avouera que cette expression « horloger grossier », même placée entre guillemets, ce qui n'est pas toujours le cas, est peu élégante, en dépit de son ancienneté, pour désigner des horlogers de clocher. Les termes : horlogers grossiers ou en gros volume ou en petit volume, sont d'ailleurs inutiles pour la clarté du texte.





PROPR. A. 107. 1111. 1111. 1111.

LE PRÉ-MONSIEUR EN 1849  
*Tableau de Charles-Edouard Calame*



## LE PRÉ MONSIEUR

---

Avant la construction de la chaussée rectiligne qui relie Môtiers à Fleurier, la communication entre ces deux villages se faisait par la route plantée d'ombrages qui court au pied du versant sud de la vallée en décrivant un arc de cercle dont le sommet est à peu près à égale distance de ces localités.

C'est là que s'élevait, il y a un demi-siècle, au milieu du domaine du même nom, le Pré Monsieur<sup>1</sup>, sorte de petit manoir construit en 1715 par Pierre de Chambrier, conseiller d'Etat et trésorier général, avec, dit-on, les matériaux tout proches d'une tour du Vieux-Château.

Adossée à la montagne, dont seule la route la séparait, cette habitation dominait légèrement les prés marécageux et tourbeux s'étendant jusqu'à l'Areuse. Au midi, une cour y donnait accès. Elle était composée d'un grand bâtiment allongé, flanqué lui-même à l'est d'un corps de logis rectangulaire à deux étages, réservé, ainsi que la partie immédiatement attenante, au propriétaire quand il venait y passer l'été. Dans le reste de la maison, c'est-à-dire au centre et du côté du soleil couchant, se trouvaient les pièces destinées au fermier, la grange et les écuries. De beaux arbres bordaient la route et une eau abondante et fraîche alimentait des fontaines et un vivier, où jadis la truite et l'écrevisse attendaient l'heure de paraître sur la table du maître.

Le 12 décembre 1866, vers cinq heures du soir, le feu éclatait soudain dans la grange et, en peu d'instants, cette demeure, qui venait d'être entièrement restaurée, était détruite de fond en comble. Malgré la pluie furieuse qui tombait ce jour-là et la rapidité avec laquelle s'étendit l'incendie, on put néanmoins sauver la plus grande partie d'un mobilier précieux à plus d'un titre.

Dès lors et jusqu'en 1914, époque où les descendants de Pierre de Chambrier se défirent de ce domaine, aucun bâtiment ne fut relevé. Les terres louées ne tardèrent pas à s'épuiser, les canalisations détériorées laissèrent l'eau s'échapper au gré de sa fantaisie et l'herbe folle envahir ce qui naguère encore était verger et jardin, si bien que tout

<sup>1</sup> Voir QUARTIER-LA-TENTE, *Môtiers-Boveresse*, pp. 339, 340.



avait pris un caractère de sauvage abandon et que c'est en vain qu'on aurait cherché quelques vestiges d'habitation.

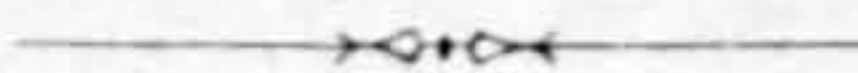
La vue que nous publions ici donne une idée d'ensemble très exacte de ce qu'était le Pré Monsieur et permet de constater l'analogie assez marquée qu'il avait dans sa distribution générale avec le « Marais »<sup>1</sup>. Elle est reproduite d'après une peinture à l'huile<sup>2</sup> exécutée en 1849 par Charles-Edouard Calame, l'artiste probe et sincère qui a si bien su exprimer, en une suite de lithographies recherchées, le caractère particulier, fait de charme tranquille et discret, d'un grand nombre de sites du « Vallon », aujourd'hui disparus ou transformés.

Actuellement toute trace de désolation a disparu. Un drainage intelligent, entrepris par la Commune de Môtiers et l'Etat, a rendu aux terres du Pré Monsieur leur valeur, et le nouveau propriétaire y a construit en 1915 une ferme dont le toit rouge vif jette une note gaie dans la verdure des frondaisons. Elle a ceci de remarquable, c'est que tout en étant parfaitement appropriée à sa destination, on lui a donné, avec une simplicité de bon aloi, des proportions et un aspect qui décèlent un souci évident d'harmoniser la construction avec le cadre dans lequel elle se trouve et non de le déparer. C'est un fait encore trop rare pour ne pas le proposer en exemple !

M. BOY DE LA TOUR.

<sup>1</sup> Propriété à mi-chemin entre Môtiers et Couvet. La porte d'entrée de la maison porte la date 1716 et les armes de Henry de Roy, maire de la Sagne et receveur du Vautravers, et de Marie-Louise Le Chevalier. La tour ne fut construite qu'en 1800, par le colonel François de Sandol-Roy.

<sup>2</sup> Cette toile appartient à M. M. Boy de la Tour, à qui M. Edouard Calame, le fils du peintre, a bien voulu en faire hommage.





## LA GROTTÉ DU FOUR

---

La grotte du Four, dans les gorges de l'Areuse, a attiré depuis de longues années l'attention des archéologues, puisqu'en 1865 M. Rau, ingénieur, y a fait des fouilles qui ont donné des résultats intéressants. Desor en a publié un compte rendu complet dans le *Musée neuchâtelois* de 1871. Les trouvailles de cette époque ne diffèrent pas sensiblement de celles qui ont été faites depuis, et tout ce qui a été dit par Desor reste vrai, sauf quelques détails et les conclusions.

Pendant une période assez longue, la grotte du Four a été à peu près complètement abandonnée. Les fouilles régulières ne recommencèrent qu'en 1917 sous les auspices de la Commission de la Tène. Le but principal de ces travaux était de rechercher si, dans les couches profondes de la caverne, il ne serait pas possible de trouver des ossements et même des silex, comme cela avait été le cas dans la grotte de Cotencher. Il a donc été fait au travers de la caverne, du bord de celle-ci jusqu'au fond, un fossé profond qui a été poussé jusqu'à la roche primitive. Ce fossé a démontré que les couches inférieures formées par une marne jaunâtre, fortement mélangée de sable et de petits cailloux calcaires, étaient tout à fait stériles, ne renfermant aucun objet intéressant. Cette marne provient probablement des éboulis des terrains qui dominent la caverne et qui ont été repoussés dans le fond de celle-ci par l'ancien glacier descendant du Val-de-Travers par les gorges de l'Areuse. Dans le courant de ces travaux, il a été fait d'autres recherches dans les couches supérieures de la grotte, recherches qui donnèrent des résultats très remarquables. C'est ainsi qu'ont été trouvés un nombre incalculable d'ossements divers et de tessons de poterie, quelques fragments d'objets en bronze ou en fer, quelques monnaies gauloises. La découverte la plus curieuse fut celle d'une cachette ne renfermant que des objets paraissant appartenir à la période néolithique. Ces trouvailles ayant été constatées, il fut décidé, la saison étant trop avancée et la caisse à peu près vide, de reprendre des fouilles méthodiques l'année suivante, c'est-à-dire en été 1918, afin de déterminer aussi exactement que possible l'époque à laquelle appartenaient les objets trouvés.

Les renseignements publiés dans diverses revues archéologiques



leur donnent des âges divers. Voici quelques indications tirées de travaux suisses, parus ces dernières années, ayant trait à des découvertes rappelant beaucoup celles faites à la grotte du Four :

A Rintel près Trimbach (canton de Soleure), en creusant un fossé pour une conduite d'eau, des ouvriers découvrirent des foyers et une quantité de tessons accompagnés d'objets de fer que M. Tatarinof place à la période de la Tène. Il a été découvert en même temps des ossements de bœuf et de cochon, ainsi que des silex taillés, des haches en pierre polie et des fragments de silex ; point de bronze.

A Trimbach (Soleure), le pasteur Sulzberger a trouvé une grande quantité de tessons de poterie rappelant beaucoup, par leur ornementation, ceux que nous avons trouvés à la grotte du Four. En creusant les fondations d'une maison particulière et celles d'un bâtiment scolaire, on découvrit plusieurs fosses, restes d'habitations, dans lesquelles se trouvaient les tessons. M. Sulzberger pense que ces derniers appartiennent au haut moyen âge, car dans le voisinage se trouve un cimetière de cette époque. La poterie est dure et sonore, quelques tessons sont romains. Il a été constaté la présence du fer, jamais celle du bronze. M. Sulzberger croit que les découvertes faites par M. Tatarinof à Rintel sont également à placer dans la période barbare, malgré la présence d'objets néolithiques découverts en même temps ; ces objets peuvent provenir de couches profondes ayant été déplacées. Ils ont peut-être été utilisés par les anciens habitants, car les métaux étaient rares.

Les découvertes faites à la Drachenhöhle près d'Ennetmoos (Nidwald) sont en parfaite concordance avec les nôtres. La Drachenhöhle, d'après la description, doit beaucoup ressembler à la grotte du Four. Les ossements d'animaux domestiques jeunes, à l'exclusion d'animaux sauvages, se rencontrent en grande abondance. Ces animaux servaient probablement d'aliments aux habitants de la caverne. Les fragments de poterie rappellent beaucoup les nôtres par leur aspect et leur composition. Il n'a pas été trouvé d'objets en métal, mais bien des fragments de pierre dure servant de moulin. La caverne a dû être habitée par une peuplade de pasteurs. D'abord attribués au haut moyen âge, ces restes ont été supposés, plus tard, appartenir à la période de Hallstatt.

La mise au jour de fonds de cabanes préhistoriques, lors de l'agrandissement de l'usine à gaz de Bâle, décrite d'une manière absolument complète par MM. Stehlin, Revilliod et Mayor, nous montre également la découverte d'une quantité de tessons de poterie très variés et d'ossements divers rappelant beaucoup ceux trouvés à la grotte du Four. Les



objets en fer et en bronze sortis de ces foyers indiquent comme période celle de la Tène finissante.

En terminant ces quelques extraits de travaux parus dans nos journaux préhistoriques, qu'il me soit permis de citer encore quelques lignes copiées dans le troisième volume de la *Préhistoire* de Déchelette, à la page 1481, au chapitre traitant de la céramique à l'époque de la Tène III: « Les vases à pâte fine sont alors faits au tour, mais on façonnait encore à la main les poteries communes à texture plus ou moins grossière. Les poteries sont le plus souvent à pâte grise, noire, brune ou rougeâtre. » Cela concorde absolument avec ce que nous avons trouvé à la grotte du Four.

L'accord sur l'âge à attribuer aux différents objets trouvés dans quelques parties de la Suisse est donc loin d'être parfait. Les uns pensent que c'est à la période de Hallstatt ou première période de l'âge du fer qu'il faut placer ces objets, d'autres au commencement de la période de la Tène ou seconde période de l'âge du fer, d'autres à la fin de cette période à l'aube de la période romaine, d'autres enfin à l'âge barbare. Pendant nos fouilles en 1917 et en 1918, nous avons hésité aussi sur l'âge des objets trouvés, aujourd'hui nous sommes mieux fixés ; mais avant de parler de l'âge probable de l'habitat de la caverne, qu'il me soit permis de donner quelques détails sur les fouilles exécutées en 1918.

Les fouilles de la grotte du Four ont été commencées le 9 août et ont duré jusqu'au 6 septembre. Elles se sont étendues sur environ  $\frac{1}{5}$  de la surface de la caverne et, en profondeur, ont atteint 1 m. 20 dans la partie la plus profonde. Les travaux ont d'abord eu pour but de combler le fossé creusé en 1917 pour des recherches archéologiques. Ils ont été continués ensuite dans la portion est de la caverne jusqu'au fossé dont je viens de parler, pour finir dans la partie ouest plus ou moins fouillée déjà. Quelques sondages ont été entrepris par M. A. Dubois dans la caverne proprement dite avec l'espoir d'y retrouver un second Cotencher, mais sans succès, le fond rocheux se trouvant déjà sous quelques centimètres d'argile. Il a été fait également quelques recherches dans le fond de la grotte, mais elles n'ont rien donné de spécial, les objets retirés, fragments de poterie et ossements, étant identiques à ceux trouvés ailleurs.

En profondeur, nos fouilles se sont arrêtées lorsque la pioche rencontrait la marne jaunâtre, plus ou moins sablonneuse. Cette marne s'est toujours montrée parfaitement stérile, ainsi que l'avaient déjà prouvé nos recherches de l'année dernière.



Les travaux ont été rendus difficiles et irréguliers par l'abondance d'énormes blocs de calcaire formant chaos, détachés de la partie surplombante de la grotte. C'est pour cette raison qu'il a été souvent impossible de travailler par couches successives dans la partie est de la caverne. Quand le terrain le permettait, il était fouillé par tranches de 25 à 30 centimètres, ces fouilles se faisaient dans une masse poussiéreuse et légère, très sèche à la surface, légèrement humide dans le fond. Toute la matière extraite a été criblée avec soin.

Dans le courant de nos fouilles, nous avons rencontré de nombreux foyers dans les trois couches explorées ; nous n'avons pas tenu compte des foyers de surface qui sont probablement modernes. Ceux des couches 2 et 3 ont été considérés comme anciens ; partout où des foyers se sont montrés intacts, il est permis de considérer les couches comme vierges.

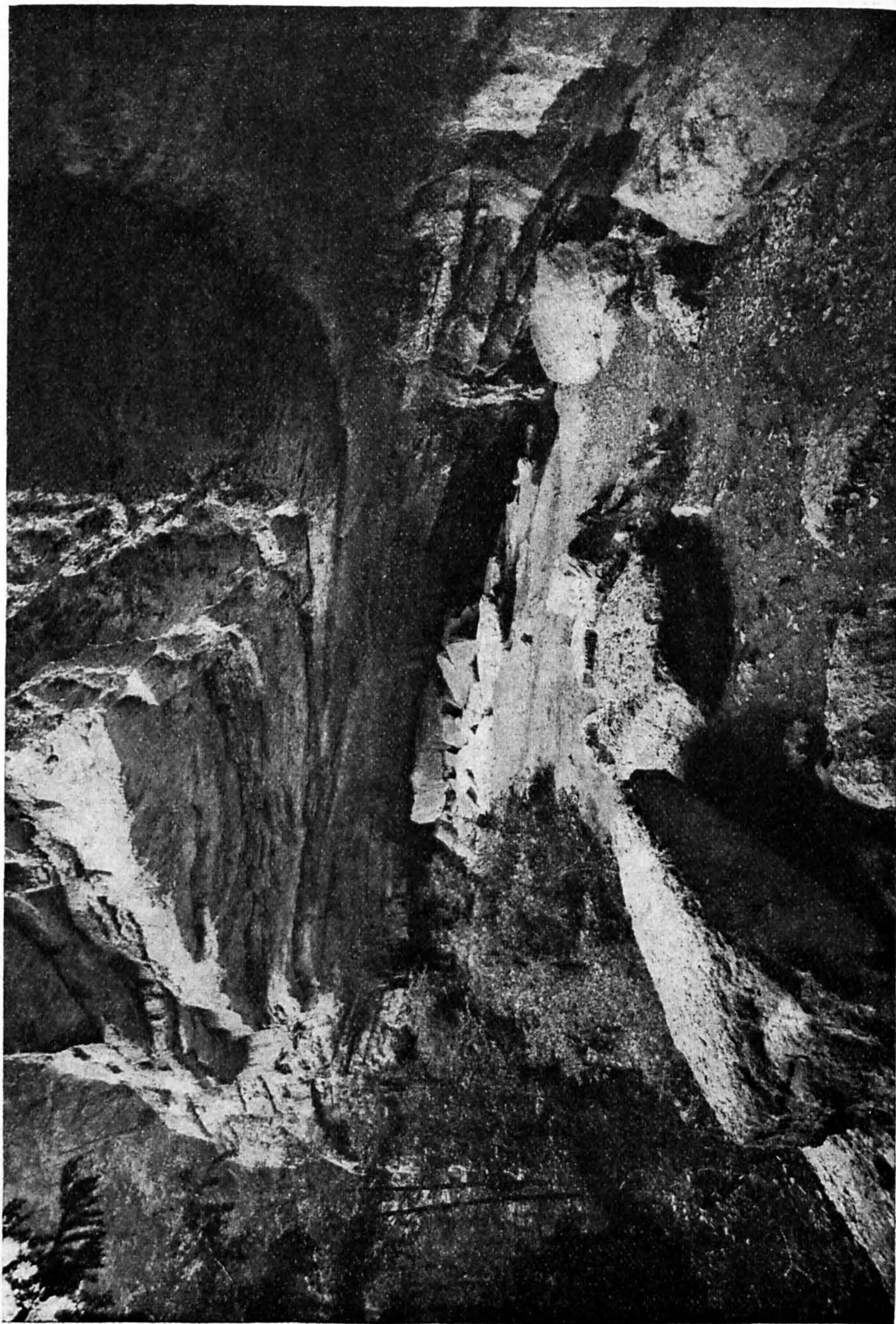
Pendant les travaux, il ne s'est rien passé de particulier, aucune découverte sensationnelle ne s'est produite, mais cependant les résultats acquis ne sont pas à dédaigner et pourront certainement contribuer utilement à la connaissance complète de la caverne du Four, quand celle-ci aura été entièrement fouillée.

Passons maintenant à l'étude des objets trouvés. Je parlerai d'abord des objets en métal, bronze et fer, puis des objets en pierre taillée et polie, des ossements et enfin de la poterie. Il est à remarquer que parmi le nombreux matériel extrait de la caverne, il ne se rencontre pour ainsi dire aucun objet entier.

1) *Les objets en fer et en bronze.* — Les rares fragments de fer découverts consistent en quelques parcelles de ce métal, fortement oxydées, sans forme déterminée et en deux anneaux rouillés à fond, un grand et un petit. Les fragments de bronze, qui sont aussi fortement oxydés et guère plus abondants que les précédents, sont un peu plus caractéristiques. En dehors de quelques morceaux indéterminables, nous trouvons des fragments d'épingles, petits, de couleur verte, ne présentant rien de spécial, la partie supérieure d'une fibule cassée en deux de l'âge de la Tène III, un petit anneau entier de la grosseur d'une boucle de rideau, un fragment de bracelet très simple et une monnaie gauloise.

Ces différents objets de bronze ont été découverts dans la seconde couche, c'est-à-dire à 30 ou 40 centimètres de profondeur, dans les intervalles qui séparent les grosses pierres ou au-dessous de celles-ci. Il n'en est pas de même de la monnaie gauloise qui a été ramassée à la surface, derrière les gros blocs de pierre qui garnissent le fond de la caverne.





Entrée de la grotte du Four.





Ces objets en métal sont au nombre de treize, huit en bronze et cinq en fer.

2) *Objets en pierre taillée ou polie.* — Les objets en pierre taillée ou polie se trouvent au nombre de dix. Ce sont surtout des pointes de flèche en silex, rarement complètes, et quelques morceaux de silex plus ou moins travaillés, dont l'usage est difficile à déterminer. Ces objets ainsi qu'un fragment de ciseau en pierre polie ont été recueillis dans les seconde et troisième couches, mélangés aux ossements et aux tessons de poterie habituels.

Dans la partie ouest de la caverne, c'est également dans les couches profondes qu'ont été trouvés les silex. Pendant les fouilles, il a été ramassé une perle en jayet d'un centimètre de diamètre environ, en forme de disque aplati, et un fragment d'une matière noire, fondue, pouvant être du verre.

3) *Les ossements.* — Les ossements sont extrêmement nombreux, généralement brisés ; nous en avons ramassé environ douze kilos. M. A. Dubois a bien voulu déterminer les plus intéressants qui appartiennent aux animaux suivants : le mouton, la chèvre, le bœuf, le cochon, le sanglier, le cheval, le cerf, le chevreuil, le chat sauvage, le lièvre, le loup, le blaireau, le renard, la chauve-souris, la martre. Certains ossements pourraient provenir du campagnol, de la musaraigne, de la taupe, du rat et d'oiseaux divers. Il a été trouvé des vertèbres de poisson et un fragment de coquille d'anodonte. La plupart des ossements appartiennent à de jeunes animaux. Il a été, en outre, découvert quatre ou cinq squelettes d'enfants, plus ou moins complets. Ces squelettes se trouvaient dans les anfractuosités des pierres, mélangés avec des tessons ; dans un seul cas, nous avons rencontré un anneau de fer. Parmi ce grand nombre d'ossements, il n'en a été trouvé que trois ayant été travaillés, deux poinçons et un fragment d'os crânien perforé de trois petits trous rangés en triangle. Les ossements humains, en dehors des squelettes d'enfants, sont rares. C'est autour des foyers surtout que sont disséminés les ossements ; nous n'avons guère rencontré d'os calcinés, jamais d'os humains brûlés. Il est curieux de constater que, malgré le voisinage d'une rivière, les restes de poissons sont très exceptionnels.

4) *La poterie.* — La poterie est abondamment représentée dans la caverne, si abondamment qu'en trois semaines de fouilles nous en avons retiré 50 kilogrammes sous forme de fragments au nombre de 4000 environ. Ces fragments sont malheureusement la plupart du temps petits, ce qui rendra très difficile, pour ne pas dire impossible, la recons-



titution de certaines de ces poteries. Ces tessons sont à tel point nombreux qu'on est certain d'en rencontrer à n'importe quel point de fouille. Leur dissémination, comme pour les ossements, n'offre aucune régularité ; c'est généralement autour des foyers qu'on en rencontre le plus, mais pas nécessairement. A voir les débris qu'il en reste, la poterie était très variée de forme et de qualité. La terre qui la constitue est tantôt très grossière, renfermant du quartz à l'état de gros grains ou du mica, même des débris de petites coquilles et du charbon, tantôt au contraire très fine et dure. Entre ces deux extrêmes, nous trouvons tous les intermédiaires. La coloration en est également très variée, grise, gris jaunâtre, jaune brunâtre ou noire, quelquefois rosée ou même rouge. L'enduit ou engobe est souvent très fin, d'autres fois il manque ou il est grossier. En général, la masse est dure, sonore, elle se distingue ainsi des poteries néolithiques ou de l'âge du bronze. L'ornementation qui est plutôt exceptionnelle ne manque pas de goût, elle est souvent même élégante. Cette ornementation est faite au trait ou en relief, suivant les cas. La décoration colorée n'existe pas, sauf dans quelques fragments très rares : dessins blancs sur fond jaune rosé. Ces poteries à décoration colorée sont si parfaites qu'il conviendrait peut-être de les tenir pour romaines. La plupart des poteries ont été préparées sans le secours du tour, cependant quelques échantillons paraissent avoir été fabriqués avec cet instrument. La cuisson doit aussi avoir été très variable. Quelques poteries ont été fortement cuites, d'autres beaucoup moins, témoin les tessons dans lesquels on trouve de petites coquilles qui n'ont pas été complètement réduites à l'état de chaux et dans lesquelles même on peut reconnaître encore un léger éclat nacré. Nous serions tentés de supposer que les poteries les plus fines et les mieux décorées ont été importées, tandis que les plus grossières ont été fabriquées sur place. En général, les couches profondes ne fournissent guère que des poteries grossières et en beaucoup moins grande quantité que les couches superficielles.

5) *Les foyers.* — Avant de conclure, qu'il me soit encore permis de dire quelques mots des foyers. Dans la partie est de la caverne, il en a été mis au jour neuf plus ou moins grands, très irrégulièrement disséminés, les uns dans la couche 2, les autres dans la couche 3 ou 4, à une profondeur variant de 20 centimètres à un mètre. L'épaisseur des cendres est souvent considérable, d'où il est possible de tirer la conclusion que quelques-uns de ces foyers ont été employés pendant un temps très prolongé. La terre ou les pierres sur lesquels ils étaient établis ont été



fortement rougis par la chaleur ; dans certains endroits même, les parois de la caverne ont passé du jaune au rouge sous l'action du feu. Comme je l'ai dit plus haut, il y a très peu d'os calcinés mélangés à la cendre des foyers, os probablement tombés accidentellement dans le feu. Dans la partie ouest de la caverne, les foyers se trouvent superposés en grand nombre. Ils sont souvent très étendus et la couche de cendres très épaisse. Était-ce à cet endroit que les anciens habitants cuisaient leur poterie ? C'est au-dessous de cette superposition de foyers, à environ 1 m. 20 de profondeur, qu'ont été découverts quelques-uns des silex trouvés dans la caverne.

*Conclusions.* — Il est sans doute un peu prématuré de vouloir tirer des conclusions avant la fin des fouilles. Il est cependant permis de penser que la plupart des objets trouvés appartiennent au déclin de l'âge de la Tène, ce que confirmeraient la forme et la décoration des tessons de poterie, les fragments de poterie romaine, les objets en bronze et en fer, les monnaies gauloises.

Les objets en os travaillé, en silex ou en pierre polie sont-ils néolithiques ? Il est difficile, pour le moment, de se prononcer d'une manière catégorique à ce sujet.

A quoi pouvait bien servir la grotte du Four ? Était-ce un lieu de culte, un temple helvète, comme le suppose Desor, où un cimetière d'enfants ? Était-ce une place favorable à la cuisson des poteries ou simplement un lieu d'habitation ?

La grotte servait sans doute à toutes ces destinations. C'était probablement un lieu de culte, car l'ingénieur Rau a trouvé, lors de ses fouilles, des rouelles en bronze, restes d'un chariot votif, employé à des cérémonies cultuelles. C'était aussi un cimetière, la quantité de squelettes d'enfants ou de jeunes gens trouvés dans les différentes fouilles le prouverait, les adultes étant peut-être enterrés sous des *tumuli*.

On cuisait certainement des poteries dans la grotte, l'énorme entassement des foyers, l'épaisseur considérable des cendres et la grande quantité de tessons paraissent l'indiquer.

Il est plus difficile de prouver que la grotte servait de lieu d'habitation, car on ne trouve aucun reste qui pourrait l'indiquer. On peut, cependant, se baser sur le grand nombre de foyers disséminés dans la caverne et l'immense quantité d'ossements d'animaux domestiques trouvés pendant les fouilles. Ces ossements sont fracturés à l'infini ; ils ont été certainement brisés intentionnellement pour en extraire la moelle. Si les traces d'habitations ont complètement disparu, il faut attribuer la



chose aux fouilles exécutées antérieurement aux nôtres, fouilles destinées uniquement à la recherche d'objets intéressants, et aussi au fait que, pendant de longues années, la grotte a servi d'écurie à moutons. Ce qui pourrait encore donner une certaine consistance à notre supposition, c'est que partout ailleurs en Suisse où des trouvailles similaires ont été faites, on a remarqué des indices d'habitation.

Voilà rapidement exposés les résultats de nos fouilles à la grotte du Four et les suppositions qu'on en peut tirer. Il y a encore bien des questions à résoudre. Nous espérons y arriver après l'achèvement complet des fouilles.

G. BELLENOT.

---

## Les Revenus de Neuchâtel

gage d'emprunt

sous Frédéric II de Prusse

---

Au cours des âges, l'indépendance de Neuchâtel subit les vicissitudes les plus diverses. Tour à tour, notre pays avait failli être partagé, échangé ou vendu ; en outre, de par sa situation géographique, il excitait la convoitise ou la crainte de tous ses voisins ; de ce chef, il avait fait naître divers projets d'annexion ; enfin un jour, il était devenu bailliage commun des Suisses, et, le lendemain, avait servi de gage hypothécaire.

C'est de l'un de ces moments, où l'indépendance politique de Neuchâtel fut en jeu, que nous allons parler.

C'était sous Frédéric II, roi de Prusse. On sait qu'en 1748, Frédéric II, sur la proposition de son conseiller Rhode <sup>1</sup>, affirma les recettes de la principauté de Neuchâtel. Cette « réforme » administrative n'avait pas obtenu la faveur des Neuchâtelois. Aussi, en 1766, lorsque le bail toucha à sa fin, il se manifesta une vive opposition contre son renouvel-

<sup>1</sup> Conseiller de guerre et des domaines, envoyé à Neuchâtel pour examiner les routes et les finances de la principauté.



lement. Personne ne se présenta aux enchères le 14 mai 1766, car le Conseil de ville était allé jusqu'à défendre d'en insérer l'annonce dans la *Feuille d'Avis* et à menacer de la radiation du rôle des bourgeois ceux qui y prendraient part. Alors éclata ce que l'on appelle dans notre histoire « l'Affaire de la ferme des revenus », qui, après une vive agitation et des péripéties mouvementées, se termina par le meurtre de l'avocat Gaudot, le 25 avril 1768, et l'occupation de la ville, le 27 août 1768, par le général bernois Scipion de Lentulus.

Et c'est précisément au milieu de ces troubles, durant les années 1767 et 1768 que Frédéric II étudia le projet d'obtenir à Berne, par l'entremise de Lentulus, un emprunt d'au moins cinq cent mille écus, en donnant en garantie à LL. EE. les revenus de Neuchâtel. Nous avons là un nouvel épisode de la question des fermes, inconnu jusqu'à ce jour, croyons-nous, car les négociations en ont été à peu près secrètes entre le roi et son agent bernois.

Le dossier de ces pourparlers se compose d'ordres de cabinet adressés par Frédéric II à son ministre von Hagen<sup>1</sup> et de missives échangées entre le roi et Lentulus. Ces documents inédits sont tirés des archives de l'Etat prussien, section de Neuchâtel et section de Westphalie. Le ministre von Hagen avait l'administration de la Westphalie en même temps que celle de la principauté de Neuchâtel ; c'est la raison pour laquelle certaines pièces concernant notre pays se trouvent dans la seconde section.

Donc le 3 janvier 1767, Frédéric II fait savoir à von Hagen que, dans la question de la ferme des revenus, les Neuchâtelois doivent se soumettre absolument.

Je répons à votre rapport du 21 dernier concernant les constitutions intérieures de Neuchâtel et la mise à ferme projetée des revenus des domaines de ce pays, que si les Neuchâtelois se montrent trop revêches et intraitables<sup>2</sup> à l'égard de cette mise à ferme, mes commissaires là-bas<sup>3</sup> doivent engager le canton de Berne à leur faire des menaces pour les obliger à se plier à ces mesures qui sont absolument inoffensives pour eux. Vous devrez vous entendre avec les ministres d'Etat des affaires étrangères sur ce point et sur les mesures qu'il conviendra de prendre contre les Neuchâtelois.

<sup>1</sup> Nous devons ces documents, désignés sous : « Répertoire 96 B. », à l'amabilité de M. H. Schlüking, étudiant ès sciences historiques, qui, en 1913, faisant un travail sur le ministre von Hagen, a bien voulu nous les signaler, ce dont nous le remercions.

<sup>2</sup> Zu reveche und widerspenstig.

<sup>3</sup> Colomb et Derschau.



Mais, entre temps, le 5 janvier 1767, von Hagen avait présenté au roi un projet pour tourner les difficultés qu'avait fait naître la ferme des revenus. Il consistait à « céder les revenus de Neuchâtel au canton de Berne pour une période de 30 ans, régulièrement renouvelable, moyennant le versement au roi d'un capital proportionné ». L'idée était hardie, assurément ; elle touchait au principe de l'inaliénabilité de la principauté ; elle surprit le souverain lui-même qui la combattit.

Au sujet de la proposition que vous m'avez faite le 3 courant concernant Neuchâtel, je vous réponds que, autant que je m'en souviens, Neuchâtel est entré en la possession de la Maison de Brandebourg sous la condition formelle qu'il ne pourrait être vendu. Cependant votre projet, si on le considère bien, impliquerait une sorte de vente, du moins temporaire, ce qui serait en contradiction avec cette clause. Vous devez donc avant tout étudier bien à fond votre projet avec le Département des affaires étrangères et vous entendre exactement sur la façon dont il pourrait être mis à exécution, afin que l'on ne fasse pas de fausses démarches.

De son côté, Frédéric II avait élaboré un projet détaillé et il pria son ministre de l'étudier avec le conseiller des finances et de « sonder ensuite les Bernois sous main pour savoir s'ils seraient disposés à entrer dans cette combinaison ».

Je dois vous faire part d'un autre projet conçu entre temps et qui me semble plus facile à exécuter. Il s'agirait premièrement de chercher à négocier un emprunt avec Berne à 3 ou 4 % et d'en payer les intérêts annuels avec les revenus de Neuchâtel, au lieu de les tirer de ma caisse ; deuxièmement, le capital, s'il peut être obtenu à 3 %, devrait être affecté à l'achat de quelques hypothèques de Hanovre que le Meklembourg a, paraît-il, l'intention de céder à des particuliers ou à l'acquisition d'autres domaines meklembourgeois qui pourraient être vendus, dès maintenant, à 7 ou 8 %. Vous comprendrez aisément que l'une et l'autre opération devraient être faites avec beaucoup de prudence et dans un grand secret, d'abord parce que les Bernois ne seraient probablement pas aussi facilement que vous le croyez disposés à avancer un capital de cette importance, et, d'autre part, parce que le Meklembourg ne me vendrait pas, à Moi directement, des titres hypothécaires ou des biens fonciers et que tout ceci doit se faire par des tiers. En attendant, cette proposition me paraît très raisonnable et elle mérite l'attention. Mon intention est donc que vous vous mettiez en relations avec le Conseiller des Finances Faesch<sup>1</sup> pour examiner ce projet à fond et vous assurer de la possibilité de le réaliser, sur quoi vous Me transmettez votre rapport.

<sup>1</sup> Faesch, Johann-Rudolf-Emmanuel, conseiller secret des finances dès 1749.



Et le roi économiste entrevoit déjà tout ce qu'il pourrait faire avec la somme obtenue à Berne :

Il reste encore la question du placement avantageux de ce capital considérable. Le plus sûr serait de l'employer à des défrichements et à l'exploitation de carrières, afin de se procurer par là de nouveaux revenus, mais j'ai déjà mes fonds pour cela. L'utiliser à l'amortissement des emprunts fonciers serait plus nuisible qu'utile au pays, car il y aurait lieu de rembourser des particuliers pour lesquels ces capitaux demeureraient morts ou ne leur rapporteraient qu'un faible intérêt, s'ils trouvaient à les placer, de sorte qu'il en résulterait pour eux une perte et qu'ils seraient plus pauvres qu'auparavant. Le seul parti à prendre serait de solder la dette des Hollandais dans la Frise orientale, mais ce n'est que 200 mille écus, et que faire du reste ?

Le conseiller des finances, Faesch, ayant examiné le projet royal, von Hagen envoya un rapport à son souverain qui, dans un ordre de cabinet, va de l'avant et déclare :

J'ai reçu votre rapport du 10 du courant concernant les propositions du Conseiller intime des finances Faesch pour négocier un emprunt avec le canton de Berne contre cession des revenus de Neuchâtel. Comme je ne vois pas quelles objections fondées les Neuchâtelois pourraient faire contre cette disposition et que les Bernois ne risqueraient pas la moindre des choses à avancer le capital, je veux que vous vous mettiez en correspondance à ce sujet avec le général de Lentulus, que vous l'instruisiez de mes intentions et que vous lui disiez de ma part combien je désire qu'il mène à bien cette négociation avec les Bernois. Toutefois, il doit y apporter une grande prudence et ne rien faire avant d'avoir sondé le terrain préalablement et d'être sûr de son affaire. Vous lui direz aussi que les revenus de Neuchâtel doivent être stipulés payables en or.

Le roi, financier et industriel, revient encore sur la manière la meilleure d'utiliser l'argent :

En ce qui regarde l'emploi du capital, on pourra affecter 200 mille Thaler à l'exploitation de certaines carrières en Poméranie et à la création d'une fabrique de bleu, aussitôt qu'on aura découvert du cobalt en Silésie ; c'est ainsi qu'on pourra utiliser avantageusement un capital assez important. Pour le reste, il se trouvera bien de bonnes occasions de placement et je ne serai pas embarrassé le moins du monde à cet égard <sup>1</sup>.

Le baron et général-major Scipion de Lentulus, chargé par le roi de négocier avec Berne, ne tarde pas à envoyer des nouvelles à Berlin,

<sup>1</sup> 11 janvier 1767.



et Frédéric II lui fait expédier, le 3 mars 1767, un ordre de cabinet contenant de nouvelles instructions :

J'ai été bien aise de voir par votre lettre du 22 février que la République [de Berne], sur la proposition que vous lui avez faite du capital à négocier sur les revenus de Neuchâtel et Valangin, vous a fait espérer 500 mille écus. Quoique ce ne soit pas toute la somme que je désire, vous pouvez cependant pousser votre négociation avec la République et voir au surplus si de riches particuliers ne voudraient pas fournir le reste, en quoi vous n'aurez pas, je pense, de la peine à réussir, puisqu'ils ne trouveront jamais d'occasion à placer leurs capitaux aussi avantageusement et avec autant de sûreté. Je vous accorde, au reste, tout le temps qu'il vous faudra pour terminer entièrement cette affaire.

Le surlendemain, 5 mars 1767, le roi fait remettre à von Hagen un ordre de cabinet renfermant plus de détails sur les modalités de l'emprunt et les gratifications — ou les gants, comme on les appelait alors — à distribuer.

Je vous informe, en réponse à votre rapport du 4 courant et aux questions qui m'y sont posées au sujet du capital à emprunter au canton de Berne, 1<sup>o</sup> que le major-général de Lentulus peut continuer sa négociation avec le canton de Berne pour un capital de 500 mille Thaler à 3 ou 4 % et qu'il doit chercher à obtenir le reste de particuliers ; 2<sup>o</sup> comme le canton de Berne est lui-même intéressé à faire cesser les tracasseries du Conseil d'Etat toujours inquiet, à propos du capital, je pense qu'il fera de lui-même le nécessaire pour arranger l'affaire au plus tôt, d'autant plus qu'il en est pour ainsi dire l'arbitre.

Quant aux points 3 et 6 [de votre rapport], je crois que le canton de Berne se contentera déjà de ma cession intégrale des revenus de Neuchâtel et, pour le reste, j'ai chargé les ministres d'Etat de Finkenstein et de Herzberg d'étudier à fond avec vous toute l'affaire, après que vous les aurez bien mis au courant de l'ensemble de la question ; 4<sup>o</sup> le major-général de Lentulus peut rester là jusqu'à la fin de toute cette négociation ; 5<sup>o</sup> je suis d'accord que von Lentulus consacre 5000 Thaler pour arriver utilement à ses fins et qu'ils lui soient remis après avoir été tirés du fonds que vous me proposez.

Ce n'est pas tout. Il faut entourer d'une manière particulière l'avoyer d'Erlach :

Pour faciliter la sentence finale dans le conflit de Neuchâtel et spécialement la négociation de l'emprunt que vous savez, je consens volontiers à conférer mon Ordre de l'Aigle Noir, conformément à votre proposition du 7 courant, à d'Erlach qui est à la tête de la République de Berne, mais je ne



pourrai en décider définitivement que lorsque je serai parfaitement certain de l'issue favorable de l'affaire de Neuchâtel et surtout de l'emprunt en question.

Satisfait du travail de son ministre, Frédéric II voudrait à Neuchâtel un gouverneur financier :

J'ai vu avec plaisir, par votre rapport du 23 courant, comme vous avez mis en train la ferme des revenus de Neuchâtel, avec encaissement du dernier trimestre d'intérêts échus.

Je suis aussi bien d'accord avec vous qu'un gouverneur au courant des affaires de là-bas et particulièrement versé dans les questions financières, serait d'une immense utilité. Seulement les sujets de ce genre ne sont pas communs et je dois vous avouer que j'ai ignoré jusqu'à aujourd'hui où je pourrais en trouver et d'où je pourrais les prendre <sup>1</sup>.

D'autre part, si le président de Derschau est indispensable à Neuchâtel pour faire aboutir l'emprunt, il y restera :

Ensuite de votre exposé du 30 écoulé, je suis bien aise que le président de Derschau soit rappelé à son poste à Meurs <sup>2</sup>, maintenant que le conflit de Neuchâtel est réglé. J'ai toujours cru qu'il était mêlé à l'affaire de l'emprunt que je compte faire aux cantons suisses et principalement au canton de Berne, mais qui jusqu'à maintenant n'a pas abouti. Si vous croyez que la présence là-bas du président de Derschau pourrait en faciliter l'exécution, il faut qu'il y reste encore et, dans ce cas, vous devez retenir la lettre de rappel que j'ai signée.

De son côté, Lentulus mande à Finkenstein, ministre d'Etat de Prusse, le 28 juin 1768, que la présence de Derschau est nécessaire à Neuchâtel :

M. de Derschau croit avoir rempli sa tâche ayant réglé les finances de la principauté, mais non seulement il faut qu'il reste pour cette négociation, mais aussi jusqu'à la fin des troubles ; il est vrai qu'avec 3 écus par jour dans un pays si cher comme icy il ne sçaurait subsister, si il est possible, je supplie Votre Excellence de luy ajouter quelque chose.

Mais, dans l'intervalle, des troubles avaient éclaté à Neuchâtel ; Gaudot ayant été massacré dans sa maison, le général Scipion de Lentulus avait occupé la principauté avec les troupes des quatre cantons combourgeois. Frédéric II, satisfait, lui recommande toutefois de ne pas oublier l'emprunt :

<sup>1</sup> Frédéric II à Hagen, 24 octobre 1767.

<sup>2</sup> Petite ville allemande près Dusseldorf, capitale de l'ancienne principauté du même nom.



J'ai été charmé d'apprendre par votre dernière dépêche du 24 mai que la garnison suisse est effectivement entrée à Neuchâtel et que vous avez pris toutes les mesures nécessaires pour y prévenir tous désordres ultérieurs, mais dès que tout sera en règle et arrangé vous n'oublierez pas de reprendre votre négociation pour l'emprunt et de faire tout votre possible pour l'amener à une prompt conclusion.

Il faut croire cependant que les Bernois n'acceptèrent pas d'emblée l'idée de l'emprunt et qu'ils y firent des objections. Frédéric II propose de nouveaux moyens à Lentulus, le 8 juillet 1768 :

Tout ce que je souhaiterois, c'est que ces Messieurs [de Berne] se prêtassent avec plus de facilité à m'accorder les emprunts que je leur demande, et à vous dire vrai, je ne comprends rien à l'ombrage qu'ils en prennent. Comme il n'est pas défendu de contracter des dettes sur des fidéicommiss, qui sont inaliénables, je ne vois pas la raison qui dût m'empêcher ou mettre obstacle à l'emprunt des sommes que je voudrais négocier sur cette souveraineté. Du moins la convention que j'ai faite avec les Etats n'en fournit point et vous ferez par conséquent tout votre possible pour les rassurer et pour faire réussir cette négociation qui me tient fort à cœur et que je ne verrois échouer qu'avec une peine infinie.

Il m'est venu dans l'esprit une idée qui pourroit peut-être en faciliter la conclusion : c'est de répandre le bruit que la France est très disposée à me fournir ces mêmes fonds, et pour favoriser et accréditer d'autant plus ce bruit, il faudroit ajouter, en même tems, que comme les affaires étoient si embrouillées, j'avois résolu d'envoyer un ministre en France pour les tirer d'autant mieux au clair. Peut-être que cela donneroit de la jalousie au canton de Berne et le porteroit à m'accorder ces emprunts plutôt que de permettre que je les obtienne de la France. Cependant, comme vous êtes sur les lieux, vous saurez mieux apprécier cette idée et je l'abandonne entièrement à votre examen ultérieur pour en faire l'usage que vous jugerez le plus convenable à mes vues et à mes intérêts...

Mais les nouvelles que Lentulus peut envoyer à Berlin ne sont pas très favorables et les Neuchâtelois sont « malicieux » ; aussi, le 16 juillet 1768, soumet-il un nouveau plan au roi :

Concernant l'emprunt, après de fréquentes délibérations avec mes amis les plus zélés pour Votre Majesté, ils sont toujours dans la persuasion que cette négociation trouvera beaucoup d'obstacles, vu que les Neuchâtelois ont malicieusement fait à croire, non seulement à toute la Suisse, mais aussi à la France, que le canton de Berne les veut acheter de Votre Majesté. L'unique moyen, que les dits amis croient, seroit ce plan qu'ils m'ont donné et que je joins très humblement ; et même ils croient qu'il faudra encore laisser écouler un certain tems avant que de le proposer, et si ce plan agréé Votre Majesté je la supplie très humblement de me donner ses ordres là-dessus.



*Projet.*

Comment 500,000 écus pourraient être obtenus du canton de Berne et les intérêts payés, sans faire mention directement des revenus de Neuchâtel :

1. Cette somme serait garantie, sans autre hypothèque, par une obligation signée de la main de Sa Majesté.

2. Le capital porterait intérêt à 4 pour cent et un banquier d'ici payerait régulièrement cet intérêt chaque trimestre à la République. Ce banquier recevrait les assignations pour le prélèvement des fonds.

3. Le capital doit être remboursé en 25 années successives, et cela par une somme de douze mille écus à verser le dernier trimestre de chaque année et le reste du capital pendant la 25<sup>me</sup> année.

Frédéric II, trouvant ces conditions inacceptables, propose au ministre d'Etat von Hagen un nouveau moyen ; il se passera au besoin des Bernois, car il a reçu « d'ailleurs des offres plus avantageuses ».

Voici en copie les conditions qui m'ont été envoyées par le dernier courrier de mon lieutenant-général de Lentulus et auxquelles, selon l'opinion de ses amis, l'emprunt désiré de 500 mille écus pourrait être obtenu du canton de Berne. Mais je ne les trouve pas du tout acceptables et je lui ai déjà fait savoir que je ne puis nullement y consentir.

Cependant, je voudrais bien avoir cet argent et nous devons nous tirer d'affaire d'une autre manière pour négocier un emprunt ailleurs. Mon opinion serait que l'on cherchât à obtenir ce prêt de 500 mille écus pour 50 ans et qu'on remboursât chaque année, outre l'intérêt, 10 mille écus, afin que la dette soit complètement amortie en 50 ans.

Mais Lentulus ne se décourage pas ; désirant aboutir pour faire plaisir à son maître, il utilisera les présents et les décorations :

Non obstant, selon les gracieuses ordres de Votre Majesté du 8 juillet, je ferai tout l'usage convenable pour calmer les esprits craintifs vis-à-vis de la France, et je ne manquerai par tous les moyens possibles de faire réussir la négociation de l'emprunt... J'ai encore tous les présents [présents] que j'ai pris avec moi inclusivement l'Ordre de l'Aigle Noir, et, à vue de pays, je n'aurai besoin de donner qu'un couple des tabatières et la montre<sup>1</sup>.

Frédéric II parut alors un peu plus rassuré et ordonna à Lentulus de « continuer les négociations »<sup>2</sup>.

Mais le temps passe, sans apporter avec lui le succès.

L'affaire, après avoir pris deux ans, avait échoué, au grand déplaisir du roi qui l'écrit à Lentulus :

<sup>1</sup> 27 juillet 1768.

<sup>2</sup> Frédéric II à Hagen, 6 août 1768.



J'ai reçu la lettre du canton de Berne que vous m'annoncez dans la vôtre du 19<sup>e</sup> de ce mois, par laquelle j'ai vu avec plaisir les assurances que le dit canton me donne de son zèle et attachement pour moi. Pour ce qui est de l'emprunt en question, je ne crois pas que la négociation en soit à reprendre, la première a échoué d'une façon qui ôte toute envie d'en faire de nouvelles tentatives <sup>1</sup>.

Et pourtant, après les troubles qui se sont produits à Neuchâtel, il n'y a qu'un moyen de sortir d'embarras, écrit Frédéric II à Hagen, le 7 décembre 1769 :

Pour éviter à l'avenir les complications qui ne manqueront pas de se produire [dans le règlement des revenus de Neuchâtel], je ne vois, pour le moment, pas d'autre moyen que de chercher à obtenir du canton de Berne un prêt [sur ces revenus], ou bien d'engager les Neufchâtelois, qui voudraient constituer une république pour leur compte, à se racheter <sup>2</sup>. Pour savoir jusqu'à quel point l'un ou l'autre serait faisable, vous devrez y réfléchir avec le ministre d'Etat de Derschau qui pourra vous donner les avis les plus sûrs à cet égard.

Et l'affaire en resta là. Les négociations entre Frédéric II et Lentulus avaient été tenues secrètes. Le Conseil d'Etat de Neuchâtel n'en a rien su ; du moins, il n'en existe aucune trace aux archives de l'Etat. Quant à la ville de Neuchâtel, toujours si perspicace et inquiète de ses droits, elle ne flaira rien des pourparlers, si l'on en juge par le mutisme de ses archives. Cette ignorance des Neuchâtelois est d'autant plus frappante que Fribourg, ayant eu vent de la chose, avait écrit à Berne pour être renseigné :

Nous n'hésitons pas à vous faire part de nouvelles provenant de plusieurs sources autorisées, venues à notre connaissance, notamment d'une proposition qui vous aurait été faite de la part de Sa Majesté royale de Prusse pour un emprunt d'argent très considérable, s'élevant à sept cent mille écus, contre cession de tous les revenus royaux du pays de Neuchâtel, affaire qui serait actuellement en pleine négociation.

Mais comme ce bruit éveille chez nous des soupçons, nous ne balançons pas à venir vous demander de nous renseigner sur ce qu'il y a de bien ou de mal fondé et de nous dire quel est votre état d'âme (*Gemütsstimmung*) à ce sujet, et vous pouvez le faire en toute confiance et amitié fraternelle, comptant sur une sincère réciprocité de notre part en tout temps et en toutes circonstances <sup>3</sup>.

<sup>1</sup> 20 mars 1769.

<sup>2</sup> Vor der Hand weiss Ich kein anderes (Mittel), als dass man entweder vom Canton Bern eine Anleihe darauf zu erhalten suche, oder sich, mit den Neufchatellern, welche gern eine eigene Republic ausmachen wollen, sich abzukaufen einlasse.

<sup>3</sup> Archives de l'Etat de Berne, *Livre de Fribourg*, vol. T, p. 1141, 12 mars 1767.



Le Conseil de Berne, dont l'avoyer d'Erlach devait recevoir l'Ordre de l'aigle noir en cas de réussite, ne sait rien ou feint l'innocence la plus entière dans sa lettre à Fribourg. Du reste, le silence des archives bernoises nous fait croire, une fois de plus, que Lentulus conféra d'une façon officieuse ou privée avec certains conseillers de la République et quelques puissants particuliers.

Par votre message du 12 de ce mois, arrivé aujourd'hui par courrier express, vous nous demandez ce qui en est à l'égard des bruits répandus chez vous... et nous vous répondons en toute fraternité et amitié de voisins... que nous n'avons pas reçu la moindre demande d'un emprunt. Mais si pareille proposition nous était faite, nous ne manquerions pas, pour le bien et l'honneur de notre Etat et en raison des relations d'amicale fraternité et de confiance qui nous unissent, à nous mettre en communication avec vous<sup>1</sup>.

*Avoyer et Conseil.*

Les archives de Fribourg contiennent, outre les deux lettres mentionnées ci-dessus, un bref compte rendu d'une assemblée du Conseil tenue en mars 1767 ; il révèle qu'une discussion eut lieu au sujet de l'emprunt de Frédéric II et enregistre la décision prise d'écrire à LL. EE. de Berne, plutôt que de leur faire une communication verbale, ceci en raison de l'importance des bruits qui couraient. Quant à l'origine de ces bruits, les archives fribourgeoises ne nous apprennent rien.

Ainsi, dans la correspondance que nous venons d'analyser, il ne s'agissait pas pour Frédéric II de vendre ou d'hypothéquer Neuchâtel, ce qui eût été contraire à l'acte d'investiture de 1707, mais simplement d'en affermer les revenus à Berne. Le roi poursuivait un double but : se débarrasser des ennuis que la ferme lui avaient occasionnés et obtenir de LL. EE. un prêt important qu'il aurait pu utiliser avec profit dans ses états après la Guerre de sept ans. Cette habile combinaison semblait devoir mettre les intentions du souverain à l'abri de toute suspicion au sujet du sort de Neuchâtel et assurer le succès de l'opération. Désirant ardemment la conclusion de l'affaire, qu'il poursuivait durant deux ans et qui lui « tenait fort à cœur », Frédéric II n'avait pas pensé qu'il pût surgir une opposition sérieuse et il s'était trompé.

Ainsi Neuchâtel venait de courir, une fois de plus, un danger gros de conséquence pour son indépendance politique, mais sa bonne étoile lui resta fidèle.

Jean HURNY et Jean BOREL.

<sup>1</sup> Archives de l'Etat de Berne, *Missivenbücher*, n° 81, p. 213, 14 mars 1767.



## LES NOMS NEUCHATELOIS

### DE MAGISTRATS, FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS

(Suite. — Voir la livraison de mai-juin, p. 99.)

---

Les juridictions de la Béroche — seigneurie de Gorgier et baronnie de Vaumarcus, — toujours assez à part dans leur terminologie, appelaient le « sautier » *métral*, plus anciennement *mestral*, en patois *metrau*. En 1642, « Jean Nicolet ayant juré d'aller en guerre avec le S<sup>r</sup> Roulin qui enrolloit et ayant beu avec luy, lequel jurement il n'a observé », le « mestral » donne attestation du tout au Consistoire seigneurial de Gorgier<sup>1</sup>. Au pied des citations et autres « usages », on lit cette formule invariable : « Je soussigné, métral en la baronnie ou en la seigneurie... atteste d'avoir notifié à... etc. » Ce nom fut aboli en 1848 : « le gouvernement mit le métral Maret sur le même pied que les autres huissiers<sup>2</sup>. »

Matile, qui a parfois des trouvailles pittoresques, nous apprend qu'« il y avait de *grands* et de *petits métraux* », et que « ces derniers étaient aussi appelés *métraillons* ». Et notre auteur cite un « Willemin Bastard, *alias* Gatoillad, metraillon », qui, chargé en 1543 de nantir un créancier d'un pré et d'une maison, lui remit, par une curieuse coutume, comme gage de possession « une mote de terre dudit pré et une buchille de ladite maison »<sup>3</sup>.

Le mot *mestral*, en bas-latin *mestralis* ou *mistralis*, contraction, comme nous l'avons vu, de *ministerialis*, était emprunté à la coutume du Pays de Vaud ; on nommait ainsi un officier président d'une juridiction moyenne ou inférieure, et parent du « mayor » et du châtelain. Mais nous sortirions de notre programme en traitant ici des « métraux »

<sup>1</sup> *Manuels du Consistoire*. Archives de l'Etat.

<sup>2</sup> *Bulletin du Grand Conseil*, t. II, p. 116.

<sup>3</sup> *Institutions judiciaires*, pp. 38-39.



vaudois et de leurs « métralies » ; sous le régime bernois, il finirent d'ailleurs par n'être plus guère que des préposés aux poids et mesures <sup>1</sup>.

On s'étonnera peut-être que nous nous soyons autant étendu sur le domaine de la chicane sans avoir rien dit encore de l'avocat. Son nom, admirablement approprié à sa fonction, était jadis *parlier* (ou *avant-parlier*). Les coutumes de Valangin de 1425 déclarent que « quant aucun avant parlier ou advocat parle en jugement ou justicialement pour une autre personne, la parolle dudit avant parlier ne peut porter [ni] ne porte aucun advancement, profit, prejudice ou dommaige à icelui ou ceulx pour qui il parle jusques à ce qu'il soit advoué » par lui ou par eux <sup>2</sup>. La parole de l'avocat porte donc en certains cas « prejudice et dommaige » à son client ? voilà certes une petite naïveté assez malicieuse. — Neuchâtel fut probablement le seul pays qui eût conservé jusqu'au XIX<sup>me</sup> siècle le terme vieux français de « parlier ». Le *Dictionnaire de Trévoux* (1743) observe avec surprise que « le mot de *Parlier* est encore en usage en quelques endroits de la Suisse, comme dans le Comté de Neuchâtel ». Nous savons que Gallot, en 1832, avait « été pris pour parlier par M. Gonzalve Petitpierre » <sup>3</sup>.

Une réserve importante est toutefois à faire à ce sujet. L'on ne disait point la « profession de parlier ». Le *parlier* pouvait être un avocat de carrière, mais c'était le plus souvent un simple « justicier » portant objectivement et pour un cas donné la parole au nom de l'une ou l'autre des parties. « Le Justicier, dit J.-F. Boyve, porte la parole des parties qui le requièrent d'être leur Parlier <sup>4</sup> ». « Il seroit même à souhaiter, observe Ostervald, qu'on s'en tint à cette pratique si sagement établie par nos peres ; les procès s'instruiraient et se plaideroient avec plus de décence et de modération <sup>5</sup>. » Ajoutons que les anciennes Audiences avaient interdit aux plaideurs de « parler sans parlier » ; cette prescription était encore strictement suivie au temps de Matile <sup>6</sup>.

Il y avait aussi des *parliers* en dehors du domaine judiciaire : c'étaient les membres d'un Corps (voy. le chap. *Corporations*) chargés

<sup>1</sup> J.-F. BOYVE, *Definitions ou Explications des Termes du droit consacrés à la pratique judiciaire du Pais de Vaud* (Lausanne 1766), pp. 269-271. Cf. L. DE CHARRIÈRE, *Chronique de Cossonay*, p. 70 ; E. CORTHÉSY, *Etude historique sur la vallée des Ormonts* (Lausanne 1903), pp. 45-46.

<sup>2</sup> Archives de l'Etat, O 5, n° 3. Cf. MATILE, *Institutions judiciaires*, p. 228. F. DE CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel*, p. 143.

<sup>3</sup> Voy. notre étude sur les « Professions », *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 224.

<sup>4</sup> *Examen d'un Candidat*, p. 16.

<sup>5</sup> *Loix, us et coutumes*, p. xlv.

<sup>6</sup> *Institutions judiciaires*, pp. 44-45.



par une personne d'introduire en son nom une demande d'agrégation à ce Corps. Ainsi, en 1710, « Maître Samuel Veiron, charpentier de la ville, a fait représenter par la bouche d'un Sieur Parlier qu'ayant reconnus les grands avantages qu'il y a d'estre Bourgeois interne, il supplie très humblement [le Conseil] qu'on aye la bonté de l'incorporer »<sup>1</sup>.

Terminons le chapitre « Justice » par le nom d'un office privé, mais en relation toutefois avec les tribunaux, celui du tuteur et curateur. Il se nommait *avoyer*. En 1343, le seigneur Hugues d'Arguel reconnaît avoir reçu une certaine somme du comte Louis de Neuchâtel, et cela au nom de ses neveux, « tanquam tutor, seu gallice *advoyé* eorumdem »<sup>2</sup>. Les Audiences de 1537 statuent « que nully... ne puisse havoïr avoyer, si tant n'estoyt qu'ilz voussit aller en voage lointain ou qu'ilz fut simple et qu'ilz ne se sceust conduysre, femmes vefves ou enfans orphelins »<sup>3</sup>. Par la suite, l'« avoyer » ne fut plus que tuteur-adjoint. « Les fonctions de la tutelle, dit Calame, étaient régulièrement partagées entre deux personnes, dont l'une s'appelait le *tuteur*, l'autre l'*avoyer*. L'*avoyer* était l'adjoint et, en quelque sorte, l'agent du tuteur »<sup>4</sup>. » Le dernier exemple de cette acception est un Point de coutume de 1696 contre « ceux qui prêtent à des enfants à l'insu de leur père, avoyer et tuteur »<sup>5</sup>.

L'*avoyer* pouvait être aussi, dans un sens plus général, le *charge-ayant*, c'est-à-dire le mandataire ou avoué civil d'une personne ; ceci le rapproche fort de l'« avoyer » ecclésiastique (chap. II) et de l'« avoyer » de corporation (chap. VIII). Nous trouvons, par exemple, en 1533, « Claude Jehan Vallet, bourgeois et conseillers de Valengin, advoyer de Messire Guillaume Gallon, ancien curé de Dombresson »<sup>6</sup> ; en 1537, « honnest homme Pierre Jacques, bourgeois de Neufchâstel », paraît en Justice « comme advoyer qu'il est de noble et puyssant Seigneur Monsieur Jehan Jacques de Vattenwille »<sup>7</sup>. C'est en ce sens encore qu'il faut entendre ce passage de la *Décrétale* de 1588 : « Ung homme ne peult estre advoyer que de huict personnes, et chascung advoyer aura pour chascune comparoissance qu'il fera en justice cinq solz foybles »<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> *Manuels du Conseil de Ville*. 2 juin 1710.

<sup>2</sup> MATILE, *Monuments*, p. 517.

<sup>3</sup> MATILE, *Plaits de mai*, pp. 5-6. J. BOYVE, *Annales*, t. II, p. 374.

<sup>4</sup> H.-F. CALAME, *Droit privé d'après la Coutume neuchâteloise* (Neuchâtel 1858), p. 362.

<sup>5</sup> J. BOYVE, *Annales*, t. IV, p. 322.

<sup>6</sup> PIAGET, *Documents sur la Réformation*, p. 129.

<sup>7</sup> Archives de l'Etat, W 2 n° 13.

<sup>8</sup> *Ibid.*, D 21 n° 5. Cf. MATILE, *Plaits de mai*, p. 67 ; J. BOYVE, *Annales*, t. III, p. 303.



## VI. Police.

1. *Police en général.* — Nous pouvons faire dans ce domaine la même remarque que pour l'Administration civile en général : l'organisation de la police était jadis essentiellement l'affaire des villes et communautés. Comme agents de police de l'Etat l'on ne peut guère citer que les geôliers — mot que les Suisses romands prononcent *géolier* — et les *sautiers*, *sergents* et *métraux* ; si l'Etat a ses *brevards* et ses *foretters*, c'est pour veiller sur les domaines qui lui appartiennent en propre. Survenait-il une invasion de rôdeurs, c'est aux Communes qu'on laisse le soin de faire bonne garde dans leurs « districts ». Quant à la gendarmerie ou maréchaussée — appelée *malchaussée* par les plumitifs de certaines petites communes, — elle n'apparaît chez nous que vers la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle et n'est organisée sérieusement que sous le prince Berthier.

Pour la police municipale, rappelons tout d'abord qu'en Ville les *Quatre-Ministres*, étant juges de police, avaient la haute main sur ce département. Le *maire* y avait part aussi. « Le maire de Neuchâtel étant chef de la gendarmerie, dit Tribolet, avait juridiction prévôtale sur les avenaires et gens sans aveu <sup>1</sup>. »

Le *sautier* de ville ou de commune retrouverait aussi place ici par une partie de ses attributions : publications, messages de police, conduite des délinquants à la « javiole », etc. En 1515, on rétribue le « soubthier pour la despence du valet que l'on mit à la javyolle » <sup>2</sup>.

Aujourd'hui, le *garde-police* est le personnage le plus représentatif dans ce domaine. Cherchons de prime abord une petite querelle, non à lui-même — son uniforme et son sabre n'y prêtent rien moins, — mais au nom qu'il porte. Le garde-pêche, le garde-malades, etc., étant le surveillant qui de la pêche, qui des malades, la logique de la langue française tendrait à définir le « garde-police » un garde veillant à la sûreté... de la dite police. Mais quelle erreur ! Dans ses multiples et utiles fonctions : agent de police, veilleur de nuit, crieur public, sonneur, afficheur, huissier, cantonnier, etc., notre « garde-police » n'a d'autres buts que de faire régner l'ordre et la sécurité dans le village, la crainte de Dieu et du Conseil communal dans le public villageois...

<sup>1</sup> Ch.-G. DE TRIBOLET († 1843), *Mémoires*, publiés par M. de TRIBOLET (Neuchâtel 1902), p. 52.

<sup>2</sup> *Musée Neuchâtelois*, 1906, p. 129.



Ce mot paraît nous être venu du Jura bernois. En 1744, le Prince-Evêque institua « trois brigades de gardes-police dans la Principauté de Bâle »<sup>1</sup>. Mais il s'agit ici plutôt d'une gendarmerie.

Dans notre ville, les termes de garde communal et d'agent de police sont seuls usités officiellement. Les gamins les jugent sans doute trop distingués pour un fonctionnaire qui ne jouit pas de toute leur estime. Le sobriquet de *cogne*, emprunté à la langue de Gavroche, leur semble plus expressif, et l'emporte aujourd'hui sur ceux de *gâpion*, *grampion* et *grâpion*, fort à la mode il y a une trentaine d'années. Le « gâpion », signalé par le *Glossaire* de Bonhôte<sup>2</sup>, et encore connu à Lausanne et à Genève, est ainsi défini par le glossateur de cette dernière ville : « *Gâpion* ou *gâpian*, terme de dénigrement par lequel on désigne les employés subalternes des douanes, de l'octroi et de la police.<sup>3</sup> » Cette définition, et la variante provençale *gabian*, semblent l'apparenter au gabelou. — Quant au « grâpion » de Neuchâtel, les *Annales comiques* de 1881 le mentionnent dans un arrêté burlesque qui débute ainsi : « Considérant que les grapiions, vulgairement appelés municipaux, ont été créés et mis au monde pour être dévousoyés et tutoyés par les étudiants, etc.<sup>4</sup> »

Le plus ancien agent de notre police municipale est le *guet* ou *guet de nuit*, c'est-à-dire le veilleur de nuit. Son nom et ses fonctions doivent évidemment leur origine aux *gaites* ou guetteurs des anciens châteaux. Voici un extrait du Serment des « guets » de Neuchâtel en 1467 : « Le gait de la ville est demoré à Rollin Follier et à Martin Mege Andoillie... lesquelz ont jurez es mains de l'un des Quatre Ministraul... de servir et gaitier par ladite ville une chascune nuyt... par toutes les rues, ou chastel et par toutes les aultres rues, et doivent crier toutes les heures... et sont entenuz de aler chascune nuyt es portes de la ville... et rapporter es Quatre Ministraul toutes noises et aultres debas.<sup>5</sup> » Le Conseil de Neuchâtel décide, en 1579, « que les gaitz soient remonstrez très acertes, d'aultant qu'il ne font point leur debvoir »<sup>6</sup>. En septembre 1765, lors des troubles qui chassèrent Rousseau de Môtiers, cette Com-

<sup>1</sup> A. DAUCOURT, *Histoire de la Ville de Delémont* (Porrentruy 1901), p. 391.

<sup>2</sup> J.-H. BONHÔTE, *Glossaire neuchâtelois* (Neuchâtel 1867).

<sup>3</sup> J. HUMBERT, *Nouveau Glossaire genevois*, t. I, p. 224.

<sup>4</sup> FERDNEG (F. GENDRE), *Annales comiques de Neuchâtel*, 1881, pp. 56-57.

<sup>5</sup> *Manuels de Ville*, publiés par A. PIAGET, *Musée neuchâtelois*, 1902, p. 74. On doit observer d'ailleurs que, dans ce passage, « gait » désigne plutôt la fonction — faire le guet — que le personnage lui-même.

<sup>6</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, octobre 1579.



mune en prit occasion, quoique un peu tard, de « renouveler le serment au guet pour veiller à la surtès publique... Accordés au guet Abram Clerc pour l'angager à redoubler ses soins dans les temps cretiques et facheux, six piécettes »<sup>1</sup>.

Les vieilles gens appellent aussi le guet un *bon-guet*. Lui-même ne s'en faisait pas faute d'ailleurs dans son fameux refrain horaire :

Guet ! bon guet ! Il a frappé ... heures !

Nous voyons qu'à La Chaux-de-Fonds, en 1750, « la Compagnie du Vilage souhaite d'établir un bon gay »<sup>2</sup>. Jacques-Louis Perrot, en 1809, donne « 1 livre 6 deniers de nouvel-an au Bon guet » de Cormondrèche, « véritablement bon », ajoute-t-il<sup>3</sup>.

Si le *guet* a cessé de se proclamer *bon*, c'est qu'il a perdu à la fois sa voix et sa chanson. Il n'est plus qu'un promeneur résigné — se promène-t-il même encore ? — muni d'une montre-contrôle, et son chant sonore ne vient plus charmer... ni provoquer les insomnies des bourgeois ! Le souvenir, heureusement, ne s'en perdra pas. M. Alfred Chapuis<sup>4</sup> a, en effet, recueilli et noté une riche collection de « Chansons du guet » ; tous les amis du folk-lore lui sauront gré d'avoir ainsi fait revivre la figure, aujourd'hui pâissante, du guet neuchâtelois.

Un employé presque aussi ancien que le « guet », c'était, à Neuchâtel, l'*armourin* (*armurin*, *armerin*, etc.). Personnage revêtu d'une armure, comme son nom l'indique, l'« armourin » avait pour office de faire régner l'ordre dans les foires de la Ville, et de rehausser par sa présence, par le prestige de sa cuirasse et de sa hallebarde, l'éclat des fêtes d'origine religieuses, surtout des fameuses *Bénissions* ou « Dédicaces ». En 1506, on délivre six gros à quatre groupes d'« armerins » : ceux « de la foyre de la Chandeleuse, de la foyre de saint Jehan, de la foyre saint Gal, et du jour de noz benissions »<sup>5</sup>. Deux ans plus tard apparaît pour la première fois la forme moderne « armourins »<sup>6</sup>.

S. de Chambrier fait remonter à 1473 la première mention « d'armourins ou de soldats sous la cuirasse... Ils firent parade, dit-il, en 1479 à la foire de Saint-Jean et aux Bénissions »<sup>6</sup>. Les *Extraits des Comptes de la Bourserie* publiés par W. Wavre ne les signalent qu'en

<sup>1</sup> F. BERTHOUD, *J.-J. Rousseau au Val-de-Travers*, p. 303.

<sup>2</sup> Abram-Louis SANDOZ, *Journal*. Manuscrit à la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds.

<sup>3</sup> *Comptes Perrot-Lapierre*.

<sup>4</sup> *Histoire de la pendulerie neuchâteloise* (Neuchâtel 1917), pp. 21-29.

<sup>5</sup> *Comptes de la Bourserie*. Archives de la Ville de Neuchâtel.

<sup>6</sup> *Mairie de Neuchâtel*, p. 377.



1480 : « A delivré es despens des armerins le jour de nos benission, tant pour leur diner que pour leur soper, ainsi comprins les menestriers, 15 sols.<sup>1</sup> » Mais ce sont les *Comptes* du Landeron qui, à notre connaissance, offrent la plus ancienne citation de ce mot<sup>2</sup> : « 1463. Le jour de Penthecouste, a delivrer pour les armerins 6 sols. » Ces employés sont d'ailleurs fréquemment mentionnés dans cette petite ville : « 1491. Le jour de nostre benission, despence faite pour le gielliar, thaborin, armerin. — 1502. Despence de Messieurs et des armerens sur lesdits jours des benisson, etc.<sup>3</sup> »

Après la Réformation, les « armourins » de Neuchâtel-Ville sont uniquement gardes de la foire. Ainsi, en 1537, on note « les despens des doze armurin que furent parmy la foyre de la Chandeleure et que firent gay toute la nuit »<sup>4</sup>. Après le débordement du Seyon, le Conseil décide, en octobre 1579 : « Touchant les armourins qu'avoient acoustumé aller es foires, passé que pour nostre inconvenient l'on se passera pour ceste foire Saint Gal d'armourins.<sup>5</sup> » L'année suivante, « les armorins de la foyre Saint Gal » furent rétablis. Au XVII<sup>me</sup> siècle, le mot s'était transplanté à la campagne sous une forme légèrement patoise ; la commune de Cernier arrête en 1682 que « les gouverneur doibvent estre garde ou *ermerain* le jour de la foire de la Mioust avec quatre autre »<sup>6</sup>.

Quant aux « armourins » de la Ville, ils deviennent de plus en plus, dans ce siècle et le suivant, des personnages purement décoratifs. La coutume s'étant établie, à une époque inconnue, de faire un cortège d'« armourins » accompagnés de fifres et de flambeaux, la veille de chacune des quatre foires, à travers les rues de la ville jusqu'en la cour du château, la Bourgeoisie considéra bientôt cette fête populaire comme l'exercice d'un antique privilège. Donc, la veille des foires de novembre, une vingtaine de bons bourgeois, revêtus pour la circonstance d'une armure de vieux Suisse et du nom d'« armourins », accompagnés de quatre « novices » aux casques couronnés de fleurs et flanqués chacun de deux petits pages dénommés « éclaireurs », déambulaient par les rues selon certains rites, sous la conduite de leur capitaine et du major de ville. Ayant ensuite harangué le Conseil d'Etat et goûté aux vins

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 32.

<sup>2</sup> En ce sens. On trouve au XIV<sup>me</sup> siècle « armerin » au sens d'armurier. *Ibid.*, 1917, p. 160.

<sup>3</sup> Archives du Landeron. *Comptes*.

<sup>4</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 266.

<sup>5</sup> *Manuels de Ville* (1579) et *Comptes de la Bourserie* (1580).

<sup>6</sup> Archives de Cernier. *Procès-verbaux*.



d'honneur, ils redescendaient, toujours gravement et au son des fifres jouant la fameuse *Marche*, puis déposaient avec soulagement cuirasse et casque et terminaient la cérémonie par un banquet suivi d'un bal. Chose intéressante à noter, les *novices*, « armourins » figurant à la parade pour la première fois, étaient encore considérés comme « gardes-foire » officiels au commencement du XIX<sup>me</sup> siècle ; de minuit au minuit suivant, avec leur hallebarde et leur épée ils faisaient ou étaient censés faire la police des places, rues et auberges ; mais, en 1835, une relation avoue ingénûment « qu'ils la font en réalité en allant donner des sérénades aux jeunes dames qui ont orné leurs casques ». Il s'agit donc dès lors d'une simple fête, qu'il n'entre point dans notre plan de traiter plus au long ; disons seulement que, supprimée par la Bourgeoisie en 1849, la « Fête des Armourins » fut encore célébrée comme souvenir historique, dans diverses occasions, de 1863 à 1871<sup>1</sup>.

Dans les autres foires de la ville, et dans celles des autres localités du pays, de simples agents de police assuraient le maintien de l'ordre sous le nom de gardes de foire, ou plus brièvement de *gardes-foire*. Ce dernier terme semble, comme « garde-police », nous être venu de l'Evêché de Bâle. Le Conseil de la Neuveville décide, en 1684, « que les gardes foire auront pour leur journée chacun 10 batz »<sup>2</sup>. En notre ville, où le mot n'apparaît qu'au XIX<sup>me</sup> siècle, le Conseil statuait en 1824 « que les garde-foires pourront continuer à être en uniforme et armés »<sup>3</sup>. T. Combe, dans *Neiges d'antan*<sup>4</sup>, a tracé un amusant portrait des anciens « gardes-foire » du Locle, aux uniformes pittoresquement variés. Au reste, s'il n'est plus reconnaissable qu'à son brassard, cet employé existe toujours dans les localités qui ont conservé leurs foires ou marchés au bétail, et prête main forte ces jours-là à la police communale.

Aux XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles, à la suite des guerres de Trente-Ans et de celles de Louis XIV, le nombre des rôdeurs, déserteurs et mendiants devint une véritable plaie pour les pays frontières comme le nôtre. Très accueillantes aux pauvres réfugiés, nos autorités prennent en revanche de sévères mesures contre les vagabonds, et organisent à

<sup>1</sup> Sur les *Armourins*, voy. QUARTIER-LA-TENTE, *Le District de Neuchâtel*, t. I, pp. 563-573 (où sont citées ou résumées la plupart des autres sources) ; Alph. WAVRE, *Musée neuchâtelois*, 1866, pp. 253-260 ; A. BACHELIN, *Ibid.*, 1868, pp. 273-278 ; *Etrennes historiques concernant le Comté de Neuchâtel*, pour l'année 1796 (publiées par GIRARDET), pp. 45-47 ; S. DE CHAMBRIER, *Mairie de Neuchâtel*, pp. 377-378 ; *Le Neuchâtelois*, 5 novembre 1835 ; Ph. GODET, *La Marche des Armourins* (Neuchâtel 1897), brochure de 31 pages.

<sup>2</sup> Archives de La Neuveville. *Collection Adolphe Gross*.

<sup>3</sup> *Nouvelles Etrennes neuchâteloises* (Neuchâtel 1914), p. 14.

<sup>4</sup> Lausanne 1889, p. 115.



plusieurs reprises des « chasses aux *gueux* ou aux *coquins* »<sup>1</sup>. Dans les villes, un employé spécial, le *chasse-gueux* ou *chasse-coquins*, aussi connu sous son nom allemand *Bettelvogt*, est institué pour refouler ces indésirables, et pour refréner la mendicité tant des étrangers que des indigènes. A Neuchâtel, en 1664, « mondit sieur le maistre bourgeois a représenté les ordres dressez pour establir un *Pettelfogt*, affin d'empescher que les mandians n'allent quetter par la ville »<sup>2</sup>. Ce personnage, nommé Japhet Favargier, « satisfait si peu, nous apprend le D<sup>r</sup> Cornaz, qu'on lui retrancha son gage en 1665 : mais comme on ne pouvait se passer de cet emploi, on institua après lui deux chasse-gueux »<sup>3</sup>. En juin 1710, le Conseil décide « d'accorder à David Seinet, chasse-coquin, une casaque de couleur »<sup>4</sup>.

Ces mots ne sont pas particuliers à Neuchâtel. Les *Loix du Consistoire de Berne* (1640) mentionnent les « chassécoquins »<sup>5</sup> ; Genève, au XVIII<sup>me</sup> siècle, avait ses « chasse-gueux »<sup>6</sup> ; Fribourg, au XVII<sup>me</sup>, connaît le germanisme « Bettelvogt, autrement dit Patifoux »<sup>7</sup>. Mais le « chasse-gueux » genevois, le *patifou* fribourgeois et vaudois, sont plutôt ce qu'on appela plus tard valets de ville, soit « maîtres des basses œuvres ». Ce sens fut-il connu chez nous ? Il est plus probable que, la répression du vagabondage et de la mendicité n'occupant point son homme à elle seule, ce sont les fonctions générales d'agent de police qui incombèrent au « chasse-gueux » ou « chasse-coquins » neuchâtelois. Nous lisons, par exemple, qu'en 1742 « Messieurs les Quatre Ministraux ont été autorisés à punir les voleurs de fruicts en les faisant promener par la ville, ayant des fruicts dont ils auront vollés à un cercle autour du col, et étant accompagnés du tambour et conduits par les chasse-gueux »<sup>8</sup>.

Par la suite, ils furent appelés *archers* ; nous ne dirons rien de ceux-ci, car, par leur nom comme par leurs attributions, ils étaient tout pareils aux archers des villes de la France.

<sup>1</sup> Sur les « chasses aux gueux », cf. Ch. PERREGAUX, *Musée neuchâtelois*, 1900, pp. 101 et 157. — *Coquin* dans le sens de rôdeur est attesté entre autres par ce passage : « Pour estre allé chez Claude Sandos pour luy dire qu'il devoit mettre des gens d'armes sur les chemins pour chasser les coquins. » Archives des Brenets, *Comptes*, 1687.

<sup>2</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 6 janvier 1664.

<sup>3</sup> *Musée neuchâtelois*, 1865, p. 138.

<sup>4</sup> *Manuels du Conseil de Ville*.

<sup>5</sup> *Loix et ordonnances du Consistoire de la Ville de Berne*, p. 62.

<sup>6</sup> J. HUMBERT, *Glossaire genevois*.

<sup>7</sup> Voy. L. GAUCHAT, *Archives suisses des Traditions populaires* (Bâle 1916), pp. 146-148.

<sup>8</sup> *Messenger boiteux de Neuchâtel*, 1919, p. 54.



2. *Police rurale*. — Dans ce domaine, important dans un pays jadis foncièrement agricole, le personnage essentiel porte le nom très neuchâtelois de *brévard* ou *brevard*. Le « *brevard* » est le garde préposé à la surveillance des vignes, — ainsi que des vergers, jardins, etc., — dès la « mise à ban », soit dès que le raisin commence à mûrir, jusqu'au moment du grappillage autorisé. Il « rapporte » les délinquants, c'est-à-dire fait rapport contre eux à l'autorité communale ou judiciaire, qui les punit d'amende ou de prison. La Décrétale de 1565 ordonne que « tous ceulx, soit grand ou petit, masle ou femelle, qui seront trouvez prenant et desrobant fruitz, raisins, raves,... barres, espines, saulges », et qui auront été « raportez à l'officier par ung brevard, ou bien par deux personnages au deffauld dudit brevard... — sera sans grace ni mercy mis troys jours et troys nuictz en pain et en eaue aux prisons »<sup>1</sup>.

L'*Extente* de Neuchâtel de 1353 parle déjà du *berwardage* et de la *berwardie*, c'est-à-dire de la fonction ou de la circonscription des « *brevards* ». Nous disons aujourd'hui *brévarderie*<sup>2</sup>. Le mot « *brevard* » lui-même apparaît dans les *Comptes* de l'Etat pour 1399 : « Les brevars quil ont gardez le vignoble de Nuefchastel, et sont sept<sup>3</sup>. » Les *Manuels* de Ville donnent les noms des « *bervard* des vignyes de l'an 1468 » avec ceux des « *parchets* » confiés à leur garde : « Jehan Tribolet l'ancian ou Part, Nycolet Jehaindet ou Petit Champverve, etc.<sup>4</sup>. »

Le *Plaid* du Landeron, rédigé au XV<sup>me</sup> siècle<sup>5</sup>, renferme une disposition curieuse et touchante, qui se retrouve dans certains coutumiers vaudois, et que nous citons sans commentaires : « Se ung chevalier ou gentilhome ou femme grosse errant deant le ban viegnent par le chemin, ilz doibvent demander des raisins au brevardz. Et se il ne leur veult donner, ilz doivent entrer en la vigne et prandre plain son chappel pour luy et son varlet, et la femme grosse doit prandre tant comme elle peult soubstenir sur sa main devant son pix, pour elle et son enffant, et aussi un homme errant, sans prejudice. » Le même document mentionne des « *benestes* » ou corbeilles de raisin que les « *brevards* » devaient délivrer à Neuchâtel, à l'abbaye de Saint-Jean et à celle de Frienisberg.

<sup>1</sup> MATILE, *Plaits de Mai*, p. 29.

<sup>2</sup> La forme correcte *brevardie* est constante du XIV<sup>me</sup> au commencement du XIX<sup>me</sup> siècle ; la variante *brevarderie* date du XVII<sup>me</sup> siècle.

<sup>3</sup> *Recettes de l'Etat*, vol. 34.

<sup>4</sup> *Musée neuchâtelois*, 1902, p. 79.

<sup>5</sup> Archives du Landeron, C 23. Sur ce document, cf. *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 214.



Le « brevard des vignes », armé au siècle passé d'un long fusil pour effrayer étourneaux et maraudeurs, est encore une figure familière. En revanche, le *brevard*-messier ou garde-champêtre<sup>1</sup> n'est plus beaucoup connu sous ce nom-là, mais les documents attestent sa présence dans tous nos centres ruraux. Nous lisons par exemple dans une procédure de 1529 : « Ung jour fut que Jean Maye, comme brevard de Chesard et St Martin, gaigea les bestes de Vautier Cugnier d'Engollon ou lieu que l'on dit derrier Pertuys<sup>2</sup>. » Dans une dite de 1600, les « gouverneurs » de Boudevilliers actionnent « Pierre et Jacques Perregaulx des Geneveys sus Coffrane » afin qu'ils disent « pourquoy ilz ce sont clamez sur le gagement de leurs beste que leur a esté faict par les brevardz dudict Boudevillier riere leurs pasquiers et leur brevardie »<sup>3</sup>. Ce « brevard », outre la garde des récoltes, avait donc comme fonction principale de *gager* le bétail. « Gager »<sup>4</sup> signifie ici saisir l'animal en mésum, soit effectivement, soit par une notification au « pateur » ou au propriétaire, puis faire rapport à l'autorité, qui, par une procédure sommaire, infligeait au mésumant une amende nommée « gagement » ou « gagée ». Cette façon de procéder n'est plus qu'un souvenir ; mais on dit encore couramment « gager un berger, gager un paysan », ce qui signifie le faire mettre à l'amende pour infraction à la police du « parcours du bétail ». Le *gageur*, tel est le nom qu'au Val-de-Ruz l'on donne actuellement au garde-champêtre surveillant des bergers.

Auguste Péter<sup>4</sup>, de la Neuveville, appelle le garde-forestier *brevard de la forêt*. C'est sans doute le même personnage nommé jadis à Neuchâtel *brevard de la feuille* ; il était chargé d'empêcher que le bétail, admis à pâturer dans la généralité des bois, n'étendît ses déprédations aux « bois de ban » ou forêts en défens. En 1507, on délivre quatre « pots » de vin « pour les brewart de la feuille en faisant le serment »<sup>5</sup>. En août 1711, on fait rapport au Conseil de Ville que « nos brevards de la feuille ayant trouvé le betail de la Coudre dans le Bois de l'Hôpital et les ayans voulu gager, il se trouva plusieurs personnes qui sortirent de derrier les buissons où ils étoient cachés avec de gros tricot, qui les en empescherent »<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Cf. notre article sur l'« Economie rurale ». *Musée neuchâtelois*, 1909, pp. 49 et suiv.

<sup>2</sup> Archives de Boudevilliers, HH 5, nos 2 et 7.

<sup>3</sup> Autrefois *gaigier* et quelquefois *wagier*, *waigier*. « Les brewrar ont wagier iiij beuff à Jehan Beujar. » *Comptes du Landeron*, 1481.

<sup>4</sup> *Corrigé de la nouvelle Cacologie* (Genève, Paris et Neuveville 1842), p. 31.

<sup>5</sup> *Comptes de la Bourserie*.

<sup>6</sup> *Manuel du Conseil de Ville*, 10 août 1711.



*Brevard*, anciennement aussi *bervard*, se dit en patois *brèvoie* ou *brèvoir*. Voici quelques autres variantes : « Les *brevatz* sont tenu gardé les graines (1668) <sup>1</sup>. Les *brevais* gageron (1677) <sup>2</sup>. Les *brevair* feron la visite des pourceaux (idem). On mit les *bravards* (1696) <sup>3</sup>. » D'où vient ce curieux mot ? Si son premier élément demeure assez énigmatique, on identifie avec certitude le second avec l'allemand « *Bannwart* », garde du « ban », très connu dans l'Evêché de Bâle sous les formes *banwart* et *banvair* <sup>4</sup>.

En Suisse romande et dans certaines parties de la France, le messier ou « brévard » garde-champêtre s'appelait *messellier* ou *messelier* <sup>5</sup>, en patois du Val-de-Ruz *messalie* <sup>6</sup>. En 1483, les gens d'Auvernier se plaignent à Rodolphe de Hochberg que le seigneur de Colombier les a violemment éconduits de certains « pasturaiges » ; celui-ci conteste les faits : « Y envoyay seullement, dit-il, les deux messelliers, leur petit batonet en leur main tout simplement, auxquels je ordonnay les gaigier. <sup>7</sup> » Encore connu dans les campagnes vaudoises et genevoises, ce mot fut longtemps usité chez nous à la Béroche, au Val-de-Travers et à la Brévine. Dans ce village, on décide en 1705 de « gager » les mésumants des pâturages « par les brévards et messelliers qui seront établis » <sup>8</sup>. A Vernéaz, en 1768, on alla « faire la visite des cloisons avec le messeillier » <sup>9</sup>. Le lieutenant H.-F. Henriod <sup>10</sup>, de Couvet, écrit encore en 1807 : « Le droit de parcours sur toute l'étendue d'une messellerie appartient incontestablement à tous les membres de la Communauté. » Ce mot *messellerie* désignait soit la circonscription, soit la fonction du « messeillier ». « En l'absence des gardes, messelliers ou forestiers, dit Quisard <sup>11</sup>, tous habitants... peulvent gaiger..., et de leur messellerye, garde ou foresterie doibvent estre payez. »

<sup>1</sup> Archives de Lignières. *Amodiation des champs*.

<sup>2</sup> Archives de Savagnier. *Procès-verbaux*.

<sup>3</sup> J. SANDOZ, *Journal*.

<sup>4</sup> Cf. GAUCHAT, *Romanische Forschungen*, 1907, t. XXIII, p. 873. — E. TAPPOLET, *Die alemannischen Lehnwörter in den Mundarten der französischen Schweiz*, II<sup>me</sup> partie (Strasbourg 1917), p. 8. — Ph. QUINCHE, *Zeitschrift für franz. und engl. Unterricht*, 1909, t. VIII, p. 310.

<sup>5</sup> Voy. GODEFROY, *Dictionnaire*, s. v. *messeillier*. — HUMBERT, *Glossaire*, s. v. *messelier*.

<sup>6</sup> G. QUINCHE, *Glossaire patois*. Manuscrit au Bureau du Glossaire romand, à Zurich.

<sup>7</sup> Archives de l'Etat de Neuchâtel, J 2, n° 29. § 17 et 18.

<sup>8</sup> Archives de la Brévine. *Procès-verbaux*.

<sup>9</sup> Archives de Vaumarcus. *Comptes de Vernéaz*.

<sup>10</sup> *Mémoire sur la vaine pâture* (Neuchâtel 1807), p. 11.

<sup>11</sup> *Commentaire coutumier du Pays de Vuaud*, 1562, dans *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, t. XIV<sup>1</sup>, p. 160.



On voit par les Franchises de La Roche, de 1526, que les « mussiliers » étaient aussi à l'occasion gardes-forestiers<sup>1</sup>. Ces derniers ont, à Neuchâtel, été appelés *foretiers* du XVII<sup>me</sup> au XIX<sup>me</sup> siècle. Ayant déjà relevé cette forme évoluée du mot dans notre étude sur les *Professions*<sup>2</sup>, bornons-nous à la citation suivante des *Manuels* de Neuchâtel : « Jean Du Commun, foretier, étant tombé en faute en s'emancipant d'avoir coupé trois chêne au dela de deux qu'on avoit accordé,... a esté cassé et mis hors du service de foretier » (janvier 1710). L'année suivante, on octroie au nouveau « foretier, Isaac Fauche, une casaque de couleur, pour l'encourager à bien rendre son devoir »<sup>3</sup>.

Terminons cette revue de la police rurale en retournant un instant dans les vignes. Les gens qui se piquent de bon français appellent aujourd'hui *garde-vignes* le *brevard*, jugeant sans doute ce dernier trop couleur locale, trop patois ! Au risque de les chagriner, nous leur dirons que « garde-vignes », pour garde ou surveillant du vignoble, est tout au plus du français cantonal, datant du XIX<sup>me</sup> siècle. Un règlement de 1868 en parle en ces termes : « Le préposé à la police du ban des vendanges dirige et surveille les gardes-vignes de la localité.<sup>4</sup> » Le maire Huguenin prétend, il est vrai, qu'au XIV<sup>me</sup> siècle « les gardes-vignes » portaient des raisins au Château de Neuchâtel<sup>5</sup>, mais il a sûrement traduit ainsi le mot « *brevard* ».

S. de Chambrier nous apprend de son côté que « le corps des jurés, comme Petit-Conseil, nomme les gardes-vignes, les preud'hommes, et met le ban pour la vendange »<sup>6</sup>. Qu'est-ce ici que ces *preud'hommes*, nom qui désignait au moyen âge les « gouverneurs », les jurés ou les simples chefs de famille, et que d'aucuns s'obstinent à décerner aux modernes tribunaux de prud'hommes ? C'était la commission d'experts viticoles chargée de décider, d'après la maturité des raisins, quand le « ban » doit être « mis » et les vignes fermées à tous, et quand il doit être « levé ou rompu » et le vignoble ouvert aux vendangeurs. Le 4 septembre 1661, « en Conseil Estroit, il a esté fait ellection des preud-

<sup>1</sup> FOREL, *Chartes du Pays de Vaud*, p. 354. — Cet ouvrage signale, p. 120, des « missiliers » à Estavayer en 1350 ; c'est la plus ancienne mention du mot en Suisse.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 150.

<sup>3</sup> *Manuels du Conseil de Ville*, 10 janvier 1710 et 19 janvier 1711.

<sup>4</sup> *Recueil des Lois de la République et Canton de Neuchâtel*, t. XI, p. 238.

<sup>5</sup> D.-G. HUGUENIN († 1842) et M. DIACON, *Les Châteaux neuchâtelois* (Neuchâtel 1894), p. 311. — Le mot « garde-vigne » se trouve en 1802 dans les *Comptes* de J.-L. PERROT.

<sup>6</sup> *Mairie de Neuchâtel*, p. 262.



hommes pour faire visites des vignes »<sup>1</sup>. Au Landeron, le *Plaid* de 1403 prévoit déjà que « Monseigneur de Neufchastel peult et doit mectre son ban pour les vendanges, au regard des *prodômes* ».

3. *Police du feu*. — Les mesures à prendre contre les incendies préoccupent depuis longtemps les autorités et donnèrent lieu dès le moyen âge à de curieux règlements ; ce domaine nous offrira toutefois peu de termes anciens et originaux dans les noms de ses préposés. A Neuchâtel, le rôle préventif de la « Commission du feu », qui fait ce qu'on appelle encore la *visite du feu* dans les maisons et les ménages, était rempli dès le XV<sup>me</sup> siècle par les *visiteurs du feu* ou simplement *visiteurs*. Chaque année, un article des comptes de la Ville est libellé à peu près dans ces termes : « 1506. Delivré aux visiteurs que sont en nombre de quatre, à ung chascun seze solz. — 1483. A delivrez pour les visyteurs du feu de la Ville lesquelx sont quatre, etc. »

Les deux années précédant cette dernière nous offrent les curieuses variantes « *visoteux* deiz feuz » et « *visouteux* du feulx »<sup>2</sup>.

Quant au matériel de défense contre l'incendie, son insuffisance dans les siècles passés est bien connue. Les *seringues*, les *seilets* ou *seillots* de cuir qu'on se passait à la file, et les lourdes *échelles du feu*, en faisaient à peu près tous les frais. Ces « seringues », aussi appelées « gicles », furent à l'origine effectivement de grosses seringues ; en 1582, Genève décidait d'en acheter « une douzaine »<sup>3</sup>. Au XVIII<sup>me</sup> siècle, quand apparut la pompe à incendie, elle fut immédiatement baptisée du nom de l'instrument cher aux médecins de Molière, et le conserva longtemps.

On lit dans un Règlement neuchâtelois de 1770 : « Les capitaines du feu feront conduire toutes les seringues sur la place au bord du lac pour les faire jouer. Tous les *préposés aux seringues* s'y rendront. »<sup>4</sup>

<sup>1</sup> *Manuels du Conseil de Ville* de Neuchâtel.

<sup>2</sup> *Comptes de la Bourserie*, ad annos. Au lieu de « visiteurs » on trouve incidemment « *revercheurs* du feu » (1489) ; en ancien français, *revercher* = examiner, rechercher — Conjointement aux « visiteurs », les Comptes mentionnent toujours parmi les Offices de la ville : « deux *taxeurs* » (variantes : *tauxeurs*, *tassieux*, etc.). Il s'agit des taxateurs officiels du prix des grains vendus aux Halles. « Les *taxeurs* auront charge de se transporter es marché et hasles et avant que d'ouvrir ladite hasle tacheront de convenir avecq les grenatiers pour un prix. » *Manuels*, juin 1622. Ces *taxeurs* devraient figurer au chap. *Administration* ; d'autres *taxeurs*, chargés de faire les « délivrances de taxe » ou saisies (S. OSTERVALD, *Coutum.*, p. 315), relèvent du chap. *Justice*.

<sup>3</sup> A. ROGET, *Etrennes genevoises* (Genève 1877), p. 38. Cf. aussi CROTTET, *Histoire et Annales d'Yverdon*, p. 358.

<sup>4</sup> *La Chambre d'assurance de la République et canton de Neuchâtel* (Neuchâtel 1910), p. 185.



Au reste, les enfants appellent encore *seringueur* (ou *gicleur*) le pompier qui tient le « jet » ou « piston » et qui s'amuse parfois à « seringuer » leur bande mutine. Son nom officiel est *porte-jet* ou *pistonnier*. « Quelquefois, dit Bonhôte<sup>1</sup>, le piston s'appelle la « canule », et le « pistonnier » le *préposé à la canule*. » Quelle terminologie élégante !

Quant aux pompiers eux-mêmes, qui manœuvrent en cadence les leviers, nous les appelons volontiers *batteurs*, sans doute par analogie avec le rythme des batteurs en grange. Mais, pour que les « batteurs » ne battent pas à sec, il faut de l'eau ! En avant donc les seaux et les « brandes » ! La *brande*, en effet, cette hotte à cloisons étanches si commune dans nos vignobles, servait à alimenter les pompes à feu ancien système, et aussi, soit dit en passant, à monter l'eau potable dans les ménages. Le *brandare* est donc l'associé obligé des « préposés aux seringues ». « Les brandards se réuniront sur la Place du Gymnase »<sup>2</sup>, porte une convocation à un « essai de pompes » en 1853. Nos citations sur le « brandare » remontent au XVI<sup>me</sup> siècle, mais elles concernent, comme on s'en doute, le traditionnel hotteur de raisins et de moût, qui n'a que faire dans ce chapitre.

Aujourd'hui, le « pompier » proprement dit est sérieusement concurrencé par l'*hydrantier*, dont les puissants jets d'*hydrante*, par la seule pression de l'eau, laissent bien loin derrière eux les jets des « seringues ». Littré n'enregistre « hydrant » ou « hydrante » que sur des renseignements suisses, et aucun dictionnaire ne donne « hydrantier » ; nous avons donc lieu de considérer ces mots, qui datent de 1870 environ, comme des néologismes suisses-romands.

4. *Police sanitaire*. — Le terme même de « police sanitaire » est naturellement inconnu aux siècles passés, et la chose n'existait qu'à l'état embryonnaire. En temps ordinaire, la santé publique relevait du *mège*, du *barbier*, du *bourreau*, de l'*hôpitalier*, sans oublier le secours occulte de la sorcière ; et le *vasemeistre* y collaborait en éloignant des rues et places les « immondicités ». En temps d'épidémie toutefois — de ces terribles « pestes » jadis si fréquentes, — un employé spécial apparaît : le *marron* ou infirmier des pestiférés. La ville de Neuchâtel alloue en 1612 « à Jehan Henriouds, maron, 40 livres... pour le service que luy et sa niepce ont prins en l'estat de maron »<sup>3</sup> ; en 1629, « Louys Hardi, soubthier », est envoyé « par deux diverses fois à Corcelles

<sup>1</sup> *Glossaire neuchâtelois*.

<sup>2</sup> *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, 22 septembre 1853.

<sup>3</sup> *Comptes de la Bourserie. Musée neuchâtelois*, 1907, p. 226.



querre le marron pour les pestiférés »<sup>1</sup>. Cette peste de 1629, amenée par des soldats étrangers, fut générale en Suisse. A la Vallée de Joux, par exemple, Vulliemin nous apprend que les habitants, réfugiés dans des cabanes de charbonniers, furent soignés « par des corbeaux et des marrons »<sup>2</sup>. Le *corbeau*, « infirmier d'hôpital appelé aussi marron », ainsi que le définit Bridel<sup>3</sup>, apparaît plus généralement comme un employé subalterne « chargé d'emporter les malades à l'hôpital et d'enterrer les morts »<sup>4</sup> (Genève, XVI<sup>me</sup>-XVII<sup>me</sup> siècles). C'est évidemment cet office de croque-mort<sup>5</sup>, et l'aspect sinistre de son costume et de son masque<sup>6</sup>, qui firent comparer ce personnage à l'oiseau noir que les cadavres attirent. Quant au « marron », si son nom est identique au vieux français *maron*, guide de montagne, la relation de sens ne nous est pas très claire.

Nous venons de faire allusion au croque-mort ou *fossoyeur* ; d'après nos usages, il y a, sur l'emploi de ce dernier mot, une assez importante distinction à établir. Le fossoyeur proprement dit, ou creuseur de fosses, est aujourd'hui un employé communal, « garde-police », cantonnier ou autre, qu'on appelait et qu'on appelle parfois encore l'*enterreur*. Ce dernier nom, jadis fort répandu, s'employait concurremment avec celui de *fossier*, ou en patois *foussare*. Le chroniqueur genevois M. Roset mentionne, au XVI<sup>me</sup> siècle, « l'enterreur de l'hospital »<sup>7</sup>. En 1758, la Commune de Sauges « paye 13 batz pour les foussarts pour avoir enterré François ... »<sup>8</sup>. Celle de La Chaux-de-Fonds<sup>9</sup>, en 1776, prend « la résolution d'enterrer les morts à la ligne. On établira un ou deux enterreurs pour faire les fosses, qui seront payées par la famille du défunt ». A la Brévine on ne mentionne un « fossier public » que depuis 1812<sup>10</sup>.

A une époque antérieure, c'était partout la famille qui, sauf en temps d'épidémie ou dans des cas spéciaux, choisissait ses « enterreurs »

<sup>1</sup> *Ibid.*, 1908, p. 411. Les « marrons » sont signalés à Lausanne dès 1542. Voy. E. CHAVANNES, dans *Mémoires et Documents de la Société d'histoire*, II<sup>me</sup> série, t. I, pp. 77-91.

<sup>2</sup> Continuation de Jean DE MULLER, *Histoire de la Confédération suisse* (Paris et Genève 1837-1851), t. XII, p. 547.

<sup>3</sup> *Glossaire des Patois de la Suisse romande* (Lausanne 1866), p. 82.

<sup>4</sup> John PÉTER, *Petites Chroniques genevoises* (Genève 1900), p. 111.

<sup>5</sup> Aussi attesté pour le « marron ». Cf. CHAVANNES, *Op. cit.*, p. 84 ; A. BERNUS, *Th. de Bèze* (Lausanne 1900), p. 45.

<sup>6</sup> Masque hygiénique pour se garantir des émanations pestilentielles. Il ne s'agit pas ici du « masque au nez allongé en forme de bec, plein d'aromates » (J. PÉTER, *l. c.*) ; bien qu'il pût donner l'idée d'un corbeau, il paraît que seuls les *médecins* des pestiférés l'ont porté, et ce n'est point eux qu'on appelait « corbeaux ». Voy. Ed. CORNAZ, *Musée neuchâtelois*, 1875, p. 262.

<sup>7</sup> *Chroniques de Genève* (1894), p. 306.

<sup>8</sup> Archives communales de Saint-Aubin. *Comptes de Sauges*.

<sup>9</sup> LANDRY, *La Chaux-de-Fonds d'autrefois*, p. 61.

<sup>10</sup> M. NEESER, *Le Temple de la Brévine* (Neuchâtel 1918), p. 22.



ou fossoyeurs. Il en est resté l'usage général dans notre canton d'appeler *fossoyeurs* les quatre porteurs, choisis ordinairement parmi les voisins du défunt, qui sont priés pour porter le cercueil et encadrer le corbillard. La coutume, du moins au Vignoble, est de remettre à chacun une petite somme ; en revanche les fameux « soupers de fossoyeurs », de même que les présents de mouchoirs, pipes et tabac<sup>1</sup>, sont bien passés de mode. Nous citerons ici un curieux passage tiré des *Comptes* de Jacques-Louis Perrot, relatif à l'enterrement de sa femme, à Cormondrèche en 1806 ; on observera toutefois qu'il ne dit pas explicitement si les *faussoyeurs* creusaient encore la tombe eux-mêmes : « Remis à mon voisin Abram Bedaux qui a été un des 4 porteurs et faussoyeurs, plutôt de charité qu'en paiement, parce qu'icy on ne donne aux faussoyeurs et porteurs qu'un diné après l'enterrement et un gouté la veille, 2 écus neufs. A mon voisin Contesse, qui a été l'un des 4 faussoyeurs et porteurs, comme est dit à Bedaux. Les deux autres étant des personnages aisés, j'aurois crû les offenser que d'offrir contre l'usage un paiement. »<sup>2</sup>

Revenir du fossoyeur au *mège* — aux sens de médecin et rebouteur — serait, avouons-le, hors de propos et directement contraire à l'ordre chronologique ! Nous avons au reste déjà rencontré ce personnage dans notre précédente étude<sup>3</sup>, son activité philanthropique constituant une profession plutôt qu'une fonction. Nous ne relèverons donc ici ce mot qu'au sens de vétérinaire, celui-ci étant considéré aujourd'hui en bien des cas comme fonctionnaire public. L'on trouve déjà « le meye des vaches » mentionné en 1584, à la Neuveville<sup>4</sup>. « Il y a dans le Val-de-Ruz plusieurs *miéges* ou médecins de bestiaux », écrit en 1795 S. de Chambrier ; et il ajoute : « Il y a deux ou trois chirurgiens ou médecins d'hommes, mais les femmes n'y ont personne [que des « matrones sans connoissances »] pour les secourir dans une circonstance des plus périlleuses pour elles<sup>5</sup>. » Retenons cette constatation, qui témoigne d'une observation sagace de l'ordre des préoccupations du paysan ; et notons d'ailleurs que le « mège du bétail », avec ses drogues, ses secrets, ses prières, s'il est moins nombreux qu'autrefois, n'est point du tout un mythe dans nos campagnes.

<sup>1</sup> Voy. L. FAVRE, *Musée neuchâtelois*, 1871, pp. 19-20 (*André le graveur*).

<sup>2</sup> *Comptes J.-L. Perrot-Lapierre*.

<sup>3</sup> *Musée neuchâtelois*, 1917, p. 223.

<sup>4</sup> Archives de la Bourgeoisie de La Neuveville. *Comptes*.

<sup>5</sup> *Mairie de Valangin*, pp. 140-141.



## VII. Militaire et tir.

Dans les chapitres précédents, nous sommes parfois sorti du cadre un peu étroit de la terminologie pour ébaucher l'histoire elle-même des fonctions et des magistratures. Dans le domaine du Militaire, nos renseignements sont trop incomplets pour que nous songions à esquisser l'ancienne organisation de nos milices. Sauf pour le « banderet », qui donnera lieu à quelques développements, l'on se bornera à une énumération des termes les plus originaux relatifs à l'exercice des armes.

Le *banderet* donc, ou *banneret*, dans l'Evêché de Bâle *bandelier*, est d'origine féodale. Le *seigneur banderet* était un vassal qui avait le droit et le devoir de suivre, sous sa propre *bandière* ou bannière, son suzerain à la guerre avec un certain nombre de « lances ». Nos chartes latines le nomment *vexillifer* et les romanes *porta-bandeira* ou *banderet*<sup>1</sup>. Ce sens n'apparaît d'ailleurs à Neuchâtel qu'aux premiers temps de notre histoire, tandis qu'au Pays de Vaud<sup>2</sup> et dans l'ancienne France il est fréquemment mentionné.

Les bourgeoisies, en s'organisant, copièrent volontiers le système féodal pour le nom et la forme, mais elles en modifièrent sensiblement l'esprit. Le *banderet des bourgeoisies*, élu directement par elles, en était le chef le plus populaire ; commandant des milices bourgeoises, il leur faisait passer les revues ou *montres*, et, dans le principe du moins, marchait en guerre avec elles, déployant la bannière des bourgeois côte à côte avec celle du Prince. M. Piaget a publié<sup>3</sup> le Rôle de la « Monstre des Bourgeois de Neufchâtel » de 1470 et 1474 : « Furent faites les monstres desdits bourgeois sus le cemistiere, devant le banderet Nycolet Varnud et devant les Quatre Ministraul et Conseil, present noble homme Jehan du Terraul, maior de Neuschastel. » S. de Chambrier reconnaît, avec d'autres historiens, que le Banneret de Neuchâtel « porta la bannière à la bataille de Grandson. Cependant, dit-il, on ne voit aucune indication que dès lors il l'ait portée hors de l'Etat »<sup>4</sup>. Cette dernière assertion est contredite par les « Rôles des Neuchâtelois qui marchèrent au secours de Genève » en 1530 et 1536. Nous y trouvons, immédiatement

<sup>1</sup> MATILE, *Institutions judiciaires*, pp. 113-114.

<sup>2</sup> QUISARD, *Commentaire coutumier*, XIII<sup>2</sup>, p. 63. — J.-F. BOYVE, *Termes du droit du Pays de Vaud*, pp. 229 et 268.

<sup>3</sup> *Musée neuchâtelois*, 1903, p. 277.

<sup>4</sup> *Mairie de Neuchâtel*, p. 305. Voy. jusqu'à p. 313.



après le capitaine et son lieutenant, la première fois « Pierre Barrellier, banderet », et la seconde « Benoist Chambrier, banderet »<sup>1</sup>.

Au XVI<sup>me</sup> siècle, l'on assiste à des tentatives réitérées de transformer les *banderets* en officiers judiciaires du Tiers-Etat dans les Audiences générales, dont le Clergé venait d'être éliminé par la Réformation. La marquise de Rothelin accorda, en 1531, que « le tier » serait composé de « quatre des bourgeois de la ville de Neufchastel, et avec eux en amplification les quatre banderets, assavoir de Neufchastel, du Landeron, de Boudry et du Vauxtravers »<sup>2</sup>. Matile a narré<sup>3</sup> les grandes contestations que souleva la présence des « banderets » dans ce tribunal, et comment elles ne prirent virtuellement fin qu'avec les anciennes Audiences elles-mêmes. Dès le XVII<sup>me</sup> siècle, le « Banderet de Neuchâtel », membre des « Quatre-Ministres », devient de plus en plus un simple personnage administratif. Il intéresse toutefois encore par son élection populaire — faite au reste sur une liste très restreinte — et par les occasions où son titre honorifique de chef des milices le fait figurer avec la « bandière » de la Bourgeoisie. Qui n'a lu, dans les *Mémoires de Montmollin*<sup>4</sup>, le touchant récit de la rencontre du « banderet Jean-Jacques Merveilleux » avec le Prince Henri d'Orléans en 1657 ? Il appartenait au roi de Prusse de priver le « banneret » de tout caractère militaire. La Charte de 1814 lui ôte l'inspection des milices et la garde de la bannière, et ne lui laisse que le titre assez vain de gardien des Franchises<sup>5</sup>. Il disparaît enfin en 1848, et, pour les Neuchâtelois d'aujourd'hui, la « fontaine du Banneret », édifiée par Laurent Perrod en 1581, demeure le seul souvenir parlant de cet honorable magistrat.

On a peu de renseignements sur les « banderets » des trois autres bourgeoisies et des bourgeois de Neuchâtel au Val-de-Travers. En 1522, Guillemette de Vergy, considérant que « à nostre Seigniorie de Valengin n'y a banderet esluz ne mis, ainsin que de bonne coustume d'ancianetey a estez, icelle nostre Seigniorie non vuilliant ainsin laissez sans banderet », elle nomme à cette charge « Guillaume Clerc aultrement Gerbe de Fenyn »<sup>6</sup>. L'institution d'un banneret à la tête des milices

<sup>1</sup> PIAGET, *Documents sur la Réformation à Neuchâtel*, pp. 15 et 228.

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 88-89.

<sup>3</sup> *Institutions judiciaires*, pp. 116-117.

<sup>4</sup> 1<sup>re</sup> partie, p. 162.

<sup>5</sup> MATILE, *Institutions judiciaires*, p. 115.

<sup>6</sup> Archives de l'Etat. W 5, n° 17.



de Valangin remonte, comme on sait, à 1352<sup>1</sup>. Bien que ce personnage dût être bourgeois du Bourg, il paraît avoir été plutôt « banderet de Seigneurie » que de Bourgeoisie. Au reste, contrairement à celles de Neuchâtel et du Landeron, les Bourgeoisies de Valangin et de Boudry n'avaient aucune milice distincte de celle de l'Etat ; l'office de « banderet » fut donc, dans ces deux dernières, essentiellement administratif et honorifique.

Au XIX<sup>me</sup> siècle, la forme *banneret*, très ancienne d'ailleurs, évince complètement *banderet*<sup>2</sup>, tandis qu'au XVIII<sup>me</sup> on trouve encore concurremment l'une et l'autre. Voltaire écrit au Roi de Prusse, le 21 août 1771 : « Un banneret ou banderet de votre Principauté de Neuchâtel, nommé Ostervald, est persécuté par les prêtres. » — La femme du banneret était appelée *bannerette* ou *banderette*. On conserve en particulier le souvenir de « Madame la bannerette De Luze », née Varney, épouse du banneret Jean-Jacques De Luze, et de la société choisie qu'elle accueillait, au temps de Rousseau, dans sa propriété du Bied.

Le porte-drapeau, l'officier chargé ordinairement de porter la bannière, fut parfois désigné à Neuchâtel sous le nom germanique de *forfenner* (*Vorfänner*). Nous trouvons ainsi, en 1595, « J. Lardy, forfenney du Sieur Capitaine Jehan Clerc » ; en 1611, « Dardey avoit esté esleu forfenner »<sup>3</sup>.

(A suivre.)

William PIERREHUMBERT.

<sup>1</sup> MATILE, *Histoire de la Seigneurie de Valangin* (Neuchâtel 1852), p. 55. *Monuments*, p. 674.

<sup>2</sup> En Valais, des *Banderets* sont encore mentionnés au XIX<sup>me</sup> siècle. Cf. E. SCHINER, *Description du Département du Simplon* (Sion 1812), p. 68.

<sup>3</sup> TAPPOLET, *Die alemannischen Lehnwörter*, p. 183.



# LAURENT ET JACQUES PERROUD

## « TAILLEURS DE FIGURES » DE FONTAINES

---

En compulsant les archives de la ville de Neuchâtel, feu William Wavre découvrit un marché et un arrêt des Quatre Ministraux qui nous apprirent que la belle fontaine du Banneret, à la Croix-du-Marché, avait été faite par Laurent Perroud, de Cressier<sup>1</sup>.

Nous savions depuis quelques années que ce Laurent Perroud, qui se faisait appeler « maistre masson », a été le constructeur du Bâtiment des Halles — « la perle de notre architecture urbaine », — dont M. Arthur Piaget a publié les comptes de construction<sup>2</sup>.

Des publications récentes ont révélé qu'il avait exécuté, en 1549, les statues de Saint-Georges et de Samson pour deux fontaines de Soleure, et construit, en 1574, une maison sur le « Ring » à Bienne<sup>3</sup>.

De nouvelles recherches ont fait découvrir un marché passé le 10 avril 1549, entre Laurent Perroud et le Conseil de la Neuveville, par lequel le premier « promet fondé, fayre et dresser deux bornelz dans la dicte ville », et sur chacun d'eux « fayre figure et image ». Ce travail devait être exécuté « tout coment celluy à nous bons voysins du Landeron »<sup>4</sup>.

Voilà donc encore, à La Neuveville et au Landeron, quatre fontaines surmontées de bannerets, œuvres du statuaire de Cressier.

Il avait, de plus, reçu la commande, en 1584, de deux fontaines à Lausanne : celle de la Justice sur la place de la Palud et le « Bornel de Saint-Pierre » surmonté de la figure de la Patience, devant la Fleur de Lys à la rue du Bourg, mais la mort le surprit peu de temps après, et ce fut son fils Jacques qui acheva et livra le travail.

Une réputation établie déjà en 1549 et s'étendant de Soleure à Lausanne, nous permettait de classer Laurent Perroud parmi les bons

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1908, p. 220 sqq.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1903, p. 50 sqq., 123 sqq., 166 sqq.

<sup>3</sup> *Dictionnaire des artistes suisses*, t. II. Article de M. H. TURLER sur Laurent Perrot.

<sup>4</sup> Archives de la Neuveville. — Voy. aussi p. 236 de l'*Histoire de la Neuveville*, par Adolphe GROSS et Ch.-L. SCHNIDER, Neuveville 1914. 1 vol. 8° (illust.), 358 p.



statuaires de notre pays au XVI<sup>me</sup> siècle. Mais voici que nous apprenons, petit à petit, que cet artiste, perdu dans un modeste village de notre canton, a été sollicité par d'autres villes que Soleure, Neuveville, Le Landeron, Neuchâtel ou Lausanne pour la fourniture de statues.



Fontaine de Moïse à Moudon.

En étudiant récemment l'organisation et le fonctionnement de l'« Association du Vieux Moudon », grande fut notre surprise de rencontrer, dans le *Bulletin* qu'elle consacre à l'histoire de la localité et publie d'une manière intermittente depuis 1912, un article — dont le titre n'aurait pas éveillé notre attention si des planches ne l'avaient accompagné — consacré à deux autres œuvres de Laurent Perroud<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Association du Vieux Moudon. *Bulletin* n° 6, avril 1918, p. 157: « La fontaine de Moïse et la statue de la Justice », article de M. L. BERTOLINI, architecte.





Statue de Moïse à Moudon.



La citation d'un extrait des Manuaux du Conseil de la Ville de Moudon est d'une précision telle qu'aucune place n'est laissée au doute :

Le 21<sup>e</sup> jour de fevrier 1559 pris a la nativité de Nostre Seigneur a comparu maistre Laurent Perrod, masson, de Gressien près le Landeron, lequel a promis de faire les deux personnages pour mettre sur les chevres de deux bornels neufs assavoir sur le pont, une Justice, et en la place dessus, ung Moïse ; et pour le prix de 2 cent et 25 florins. Sur la somme predite le dit maistre Laurent a receu la somme de cinquante florins promptement...

La statue de la Justice est aujourd'hui déposée dans le vestibule de l'hôtel-de-ville de Moudon, à l'abri des intempéries <sup>1</sup>.

Il n'en est pas de même de celle de Moïse <sup>1</sup>. Toujours sur son fût, elle a subi l'injure du temps... et d'une espèce d'iconoclastes. En 1841, paraît-il, des malandrins se permirent de l'endommager, et la municipalité crut devoir offrir une récompense à ceux qui dénonceraient les auteurs du délit.

Ces nouvelles découvertes de sculptures de Laurent Perroud nous invitent à examiner autour de nous nos vieilles pierres ouvrees. Par exemple : la fontaine du lion à Cressier et la maison des Vallier, dont la tourelle, datée de 1572, rappelle celle de la maison des Halles de Neuchâtel ; la fontaine de la Justice à Neuchâtel (1547) ; les portes de la maison de la Dîme à Saint-Blaise (1581), de la maison « de Soleure » à Auvernier (1570) ou du château de Peseux (1574) ; toutes les jolies fenêtres datant de la seconde moitié du XVI<sup>me</sup> siècle que l'on voit encore dans plusieurs de nos villages du Vignoble.

Nous pensons bien que ces jolies choses n'émanent pas toutes du ciseau de Laurent Perroud — à la même époque vivait Antoine Balanche, le reconstruteur du château d'Avenches, — mais peut-être a-t-il formé des disciples qui ont propagé son art dans notre pays et ailleurs.

Son fils Jacques, tout au moins, a continué la tradition, et nous avons de fortes raisons de croire qu'il ne s'est pas contenté de fournir des statues à Lausanne, mais que plusieurs fontaines du commencement du XVII<sup>me</sup> siècle sont de lui, notamment celle de la Justice, à Boudry, portant la date de 1610.

Louis THÉVENAZ.

<sup>1</sup> Nous devons à l'obligeance de M. le Dr Meylan, président de l'Association du Vieux Moudon, auquel nous adressons nos vifs remerciements, la communication des clichés qui accompagnent cette notice.





Statue de la Justice à Mondon.



## PETITE CHRONIQUE

\*. Monsieur Edmond Ræthlisberger, président de l'Association des musiciens suisses, mort à Neuchâtel le 16 décembre 1919, a donné au *Musée neuchâtelois* (janvier-février 1918) une intéressante « Contribution à l'histoire de la musique à Neuchâtel » : *La Société de musique de chambre pendant les premiers trente ans de son activité*. Il avait rassemblé, sur le passé musical de notre ville, des documents inédits dont quelques-uns remontent au XVIII<sup>me</sup> siècle : ces matériaux lui ont servi à rédiger, pendant les derniers temps de sa vie, une étude qu'il destinait à notre revue. Nous espérons pouvoir la publier dans le courant de l'année prochaine.

Nos lecteurs apprécieront ce souvenir d'un homme qui, dans son domaine spécial, a rendu à notre pays des services éminents.

\*. Liste des travaux présentés à la Société d'histoire de Neuchâtel-Ville pendant l'hiver 1918-1919 :

- MM. Paul VOUGA, *Les communications préhistoriques du plateau suisse*.  
André BOVER, *Jean Grellet*, in memoriam (*Musée neuchâtelois*, 1918).  
William PIERREHUMBERT, *Magistrats, fonctionnaires et employés de l'ancien Neuchâtel* (chapitres Militaire et Tir), (*Musée neuchâtelois*, 1919).  
*Corporations de la Ville de Neuchâtel*.  
Louis REUTTER, *Notes sur les potiers d'étain neuchâtelois* (*Musée neuchâtelois*, 1919).  
M<sup>lle</sup> C. ROSSELET, *Passage d'un bataillon vaudois à travers la Principauté de Neuchâtel en 1814* (*Musée neuchâtelois*, 1919).  
MM. Jules JEANJAQUET, *La vie d'un maître d'école de campagne vers 1700*.  
Henri WOLFRATH, *Les anciens luthiers neuchâtelois* (*Musée neuchâtelois*, 1919).  
Henri STAUFFER, *Voyage au Brésil, en 1826-1828, par Charles-Louis Borel*.  
Gustave BELLENOT, *Dernières fouilles à la grotte du Four* (*Musée neuchâtelois*, 1919).  
Léon MONTANDON, *D'Eirini et les mines d'asphalte du Val-de-Travers*.  
Gustave BOREL-GIRARD, *Une année de Mairie*.  
Louis THÉVENAZ, *A propos du « Vieux Neuchâtel »*.



## TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1919

## NOUVELLE SÉRIE — SIXIÈME ANNÉE

	Pages
<i>Bellenot, Gustave</i> . La grotte du Four . . . . .	187
Bibliographie : <i>Alfred Chapuis</i> , Histoire de la Pendulerie neuchâteloise..., par <i>Arthur Piaget</i> . . . . .	179
<i>Borel Jean</i> . Voir <i>Hurny Jean</i> .	
<i>Boy de la Tour, Maurice</i> . Le Pré Monsieur (avec planche) . . . . .	185
<i>Chapuis, Alfred</i> . Les Bovet de Chine et la « montre chinoise » (avec planches), [suite et fin] . . . . .	24
<i>de Diesbach, François</i> . Voir <i>de Pury, Paul</i> .	
<i>Ducommun, Jacob</i> . Voir <i>Evard, George</i> .	
<i>Evard, George</i> . Un coup d'œil sur Le Locle d'après le Journal de Jacob Ducommun (1755-1788) . . . . .	72
<i>Fallet, Marius</i> . Les relations horlogères des Neuchâtelois avec Besançon avant l'émigration de 1793 . . . . .	68
<i>Godet, Philippe</i> . A nos abonnés . . . . .	5
— Discours prononcé par le fils de Monsieur Perot, de Berlin, aux Promo- tions du 15 <sup>me</sup> avril 1795, à Neuchâtel . . . . .	114
<i>Hurny, Jean</i> et <i>Borel, Jean</i> . Les revenus de Neuchâtel, gage d'emprunt sous Frédéric II de Prusse . . . . .	195
<i>de Montmollin, Pierre</i> . Vitraux neuchâtelois des XVI <sup>me</sup> et XVII <sup>me</sup> siècles (avec planches) . . . . .	117
<i>de Perrot, François</i> . Voir <i>Godet, Philippe</i> .	
Petite chronique : Portraits neuchâtelois . . . . .	52
— Fouilles à la Tène, à Champ-préveyres, à la grotte du Four ; Musée archéo- logique ; Bibliothèque Troyon, par <i>Paul Vouga</i> . . . . .	81 à 83
— Liste des travaux présentés à la Société d'histoire de Neuchâtel-Ville, pendant l'hiver 1918-1919 . . . . .	230
<i>Piaget, Arthur</i> . Deux rétractations . . . . .	40
— Voir Bibliographie.	
<i>Pierrehumbert, William</i> . Les noms neuchâtelois de magistrats, fonctionnaires et employés (suite) . . . . .	53, 99, 205
<i>de Pury, Paul</i> . Jean-Frédéric Perregaux (avec portrait) . . . . .	7
— Les séjours du Conseiller François de Diesbach à Cressier. Extraits de son journal (avec portraits) [suite] . . . . .	107
<i>Reutter, Louis</i> . Milices neuchâteloises, costume de carabinier antérieur à 1831 (avec planche) . . . . .	84
— Potiers d'étain neuchâtelois (avec planches) . . . . .	137
<i>Robert, Charles</i> . Le fonds Rousseau de la Bibliothèque de Neuchâtel . . . . .	13
<i>Rosselet, Clara</i> . Le passage d'un bataillon vaudois à travers la principauté de Neuchâtel en 1814 . . . . .	85
<i>Thévenaz, Louis</i> . Laurent et Jacques Perroud, « tailleurs de figures » de fontaines	225
<i>Vouga, Paul</i> . Voir Petite chronique.	
<i>Wolfrath, Henri</i> . Les anciens luthiers neuchâtelois . . . . .	92
Erratum . . . . .	84



## PLANCHES ET ILLUSTRATIONS

### Planches hors texte.

	Pages		Pages
Jean-Frédéric Perregaux . . . . .	7	Deux pots d'étain aux armes du Lan-	
Adélaïde Perregaux, née de Praël .	10	deron (1721) . . . . .	138
Type de montre « chinoise » de luxe	28	Cimaises aux armes du Locle . . .	139
Mouvements de montres chinoises .	34	Channes avec anse rigide . . . .	140
Carabinier neuchâtelois avant 1831 .	84	Etains neuchâtelois divers (4 pl.)	172-173
François-Pierre, comte de Diesbach	108	Jouets d'enfants ou « badinages » de	
Vitrail d'Abraham Evard (1602) . .	122	la fin du XVIII <sup>me</sup> siècle . . . .	178
» de Jean-Jacques Krafft (1612)	124	Le Pré Monsieur . . . . .	185

### Illustrations dans le texte.

	Pages		Pages
Alphonse, comte Perregaux		Le Maréchal Ney . . . . .	112
(1785-1841) . . . . .	12	Le nonce Testaferata . . . . .	113
Cadran d'une montre Bovet . . . .	24	Vitrail d'Auvernier (1576) . . . .	119
Louis Bovet, vers 1870 . . . . .	25	» de Henry Bourgeois (1507-1694)	121
Gravure de montre chinoise en taille-		» d'Elie Bugnot (16..) . . . .	124
douce . . . . .	31	» de Pierre Chambrier (1653) .	126
Modèle de gravure à filets . . . .	31	» de Samuel Gaudot (1663) . .	127
Clef émaillée de montre chinoise .	32	» Montmollin (16..) . . . .	129
Ponts festonnés émaillés de montres		» de François-Pierre d'Affry (1685)	133
chinoises Bovet . . . . .	32	» de Georges de Montmollin (1685)	133
Montre Bovet avec ponts festonnés		» de Henry Tribolet-Hardy (1685)	133
et gravures à filets . . . . .	34	» d'Abraham Chambrier (1685) .	133
Ancien porte-montre de ceinture		Marques de potiers d'étain neuchâ-	
chinois . . . . .	37	telois, 145, 147, 149, 151, 153, 155,	
Paire de montres chinoises Bovet		157, 159, 161, 163, 165, 169	
dans leur étui double . . . . .	39	La grotte du Four . . . . .	191
Etiquette du luthier C.-F. Borel . .	95	Fontaine de Moïse à Moudon . . .	226
Violon de C.-F. Borel, 1802, n° 34 .	97	Statue de Moïse à Moudon . . . .	227
Aloys de Reding . . . . .	111	Statue de la Justice à Moudon . .	229



